

Yves KERLIDOU

LE QATAR

L'HISTOIRE D'UN SUCCÈS QUI DÉRANGE

Editions TDME

Yves KERLIDOU

LE QATAR

**L'HISTOIRE D'UN SUCCES
QUI DERANGE**

Editions TDME

Ce livre a été réalisé en collaboration avec
Malik Boumedienne
Docteur en droit public
Maître de conférences et Directeur de recherches

Yves Kerlidou
Conseiller en sécurité et ex-Défense nationale

Et en se basant sur des articles validés, de journalistes
et écrivains spécialistes du Moyen Orient.

« Le Qatar est pour la France un pays ami et un partenaire fiable, avec lequel nous agissons de manière déterminée contre le terrorisme et pour la paix et la stabilité, en particulier en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Mais le Qatar est aussi un acteur ambitieux qui souhaite contribuer à façonner le monde de demain, un monde plus connecté, plus ouvert, plus sûr. En cela, je peux résolument dire que nos deux pays sont proches ».

Monsieur Emmanuel MACRON

Conférence de presse conjointe du
président de la République Française
et de l'émir du Qatar le 7 juillet 2018

Sommaire

Introduction : Un bref aperçu du Qatar

1. Le Qatar, un État à l'histoire récente

- 1.1 Une construction récente de l'État du Qatar
- 1.2 Le Qatar, une maturité croissante
- 1.3 Limiter les vulnérabilités du Qatar

2. Un État pacifique... mais, hélas, au voisinage belliqueux

- 2.1 La jalousie « *compulsive* » de l'Arabie saoudite
- 2.2 Le Qatar, un état militant pour la paix

3. Les relations géopolitiques du Qatar

Réponses officielles qataries aux questions importantes

- 3.1 Le lobbying émirati en Algérie
- 3.2 La perception négative du Qatar par ses voisins régionaux
- 3.3 Une évolution perceptible des alliances du Qatar
- 3.4 Les alliances périphériques du Qatar

4. Une politique étrangère du Qatar maîtrisée

- 4.1 L'activisme militaire bref du Qatar dans les zones de révolte arabo-musulmanes (2011-2013)
- 4.2 Le Qatar en Libye, la mise à l'épreuve des forces armées qataries sur le terrain
- 4.3 Le Qatar en Syrie, un engagement activiste
- 4.4 Le Qatar : vers un rôle international et non régional
- 4.5 L'évolution des relations internationales du Qatar sous l'Émir Tamim
- 4.6 Guerre aux formes modernes : Dark Matter et Global Watch Analysis

5. L'économie du Qatar : entre résilience et anticipation sur l'avenir

- 5.1 Développer l'économie du Qatar malgré les difficultés géopolitiques
- 5.2 Une situation économique du Qatar stabilisée en 2019
- 5.3. Développer une politique touristique globale, ingénieuse et innovante au Qatar
- 5.4 Une politique qui s'appuie aussi sur des actions dans le savoir et la santé
- 5.5 Le dynamisme technologique du Qatar : Doha capitale du métro du futur
- 5.6 Pourquoi de nombreux chercheurs sont – ils attirés par le Qatar ?
- 5.7 Investir à l'extérieur pour diversifier les revenus
- 5.8 Les relations économiques entre le Qatar et la France
- 5.9 Les relations économiques entre la France et le Qatar sont anciennes.
- 5.10 Les activités économiques du Qatar en France
- 5.11 Les investissements français au Qatar
- 5.12 La culture comme levier économique touristique

6. La diplomatie sportive du Qatar

- 6.1 L'importance du sport aujourd'hui : le sport et ses enjeux
- 6.2 La diplomatie sportive : la « *puissance douce* » du Qatar
- 6.3 Le sport au service du rayonnement d'un pays
- 6.4 Les facteurs justifiant l'organisation par le Qatar de la Coupe du monde de football de 2022
- 6.5 La volonté de contrarier l'ambition qatarie
- 6.6 Le soutien de la France
- 6.7 L'enjeu majeur pour le Qatar de l'organisation de la Coupe du Monde de football
- 6.8 La construction des infrastructures pour 2022
- 6.9 Coupe du monde et communication du Qatar
- 6.10 Le retour sur investissement attendu par le Qatar
- 6.11 La guerre larvée dans le sport entre le Qatar et ses voisins
- 6.12 Qui est beoutQ ?

7. Le Qatar, un pays proche de la France

- 7.1 Des relations diplomatiques bilatérales soutenues mais quelquefois fluctuantes
- 7.2 Des relations anciennes soumises à l'affection variable des présidents français
- 7.3 Les relations du Qatar avec le milieu politique français
- 7.4 La question sensible de l'islam en France et de son financement
- 7.5 Financement de l'islam en France et luttes d'influence

8. Le Qatar, un état ouvert sur le monde

- 8.1 Le Qatar, un État qui adhère aux valeurs universelles
- 8.2 Une législation qatarie qui s'enrichit continuellement

Conclusion

Introduction : Un bref aperçu du Qatar

Depuis sa création en 1971, le Qatar a œuvré assidûment afin d'intégrer la communauté internationale et obtenir la reconnaissance qu'il espérait recevoir grâce à un parcours certes semé d'embûches mais plein de réussites. Ses ressources inespérées en gaz naturel et en pétrole ont permis à ses émirats successifs de construire un État qui leur donnait la possibilité de réaliser leurs rêves et leurs ambitions aux niveaux de la politique nationale, régionale et internationale. Cette situation exceptionnelle a suscité sans aucun doute envies, jalousies mais aussi des appréhensions face à une démarche plutôt progressiste dans l'environnement géographique proche de la presqu'île qatarie, notamment au sein des États voisins comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (É.A.U.).

Son image internationale est singulière et parfois incomprise. Le Qatar investit dans les pays industrialisés, contribue au développement des pays émergents dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la promotion des droits de la femme. Les pays africains occupent une place prépondérante dans les investissements de l'État du Qatar¹. Il apporte de l'aide humanitaire en cas de catastrophes naturelles comme celle du séisme qui a frappé le Népal en 2015 ou encore le cyclone Idai au Mozambique en 2019². Il participe de même à la construction ou la reconstruction des lieux de culte chrétiens, tel que le don généreux de 500 millions d'euros pour la rénovation de la cathédrale Notre Dame de Paris suite à l'incendie qui a ravagé ce haut lieu de culte en France ou encore à l'aide apportée aux diverses églises au Liban. Enfin, il collabore avec entrain aux actions de médiation internationale variées visant à résoudre pacifiquement les conflits³.

Une crise régionale majeure éclate cependant en mai-juin 2017 entre le Qatar et ses voisins immédiats. Près de trois ans se sont écoulés. Un premier ouvrage⁴ a posé le contexte, les interactions des nombreux acteurs et leurs intérêts stratégiques et nationaux dans ce Moyen-Orient compliqué. Dans cet environnement international, le Qatar occupe une place de prime importance aux niveaux géopolitique, militaire et stratégique. Cet État récent dispose cependant d'une réelle puissance financière qui a été mise au service d'une gouvernance éclairée et créative, à la recherche d'une influence réelle sur le monde arabo-musulman mais aussi sur les relations internationales.

¹ Hôtellerie au Cameroun, au Sénégal, au Nigéria et au Maroc ; infrastructures aéroportuaires au Rwanda...

² Don de 1,5 millions de dollars du Qatar à Haïti en 2018 pour lutter contre le choléra. Avec cette contribution, le Qatar a été le deuxième contributeur le plus important après le gouvernement de la République de Corée du Sud. Aide humanitaire de 100 millions de dollars au Mozambique en avril 2019 suite à un cyclone.

³ Bureau de la communication de l'État du Qatar. Consulté à l'adresse <https://www.gco.gov.qa/fr/focus/politique-etrangere/>

⁴ Chauvancy, Général F. (2018). *Blocus du Qatar : l'offensive manquée*. éd. Hermann. 328 p.

Loin d'être exempt de nombreuses critiques, le Qatar a su non seulement s'adapter au monde moderne en fonction de sa propre société mais aussi faire face aux pressions de ses voisins, sinon à leurs accusations. Une guerre de l'information associant désinformation et mensonges a été et continue d'être encore menée à son encontre afin de le mettre sous la tutelle de l'Arabie saoudite, sinon de celle des Émirats arabes unis, tout en voulant le discréditer au niveau international.

Le Qatar a su faire face, adapter patiemment et progressivement son fonctionnement à la dangerosité du monde qui l'entoure, répondre aux accusations et prendre les mesures nécessaires lorsqu'il le fallait pour finalement dépasser le seuil de la survie afin de recouvrir la liberté d'action qu'un État souverain peut légitimement revendiquer. Il n'en reste pas moins que le Qatar a été la cible de nombreuses critiques, notamment en France, à travers plusieurs ouvrages ressassant bien souvent les mêmes faits accusatoires et dont les motivations, à l'exception de celles pécuniaires, revêtent un caractère fermement douteux.

Loin des mythes propagés, la réalité est différente et beaucoup plus complexe. Il existe aussi une véritable stratégie de la part de certains acteurs (États, intellectuels...) pour déstabiliser un État qui dérange par sa puissance financière et par son entrée à pas de géant dans la modernité. Certes, le Qatar, gouverné aujourd'hui par un dirigeant plutôt transparent sur la place publique, rechigne à communiquer sur ces questions, estimant sans doute que sa bonne foi ne peut être remise en cause.

Le Qatar a fourni les efforts attendus, des efforts fortement souhaités par la communauté internationale, néanmoins ses voisins ont mené contre lui une campagne pour nuire à son image, mais sans succès.

Toute décision d'un État s'explique bien souvent par son histoire, même récente, par sa situation géographique comme ici un Qatar « *au milieu* » du golfe arabo-persique et d'États aux intérêts contraires, par ses intérêts stratégiques dans les domaines économiques et de la politique étrangère, enfin et peut-être surtout en fonction de sa politique intérieure et de la société qui le compose. Une approche que l'on appelle interculturelle ne serait-elle pas utile aujourd'hui pour éviter des jugements très occidentalocentrés, bien proches d'une certaine arrogance ?

Cela ne signifie pas que comprendre l'Autre impose de tout accepter d'emblée. Chaque État, chaque peuple a ses traditions, son savoir-être, ses caractéristiques ethniques et religieuses. Aussi comprendre le Qatar ne veut-il pas dire qu'en France, au nom de la tolérance, tout doit être accepté? Peut-on croire que le Qatar méconnaisse les règles – politiques ou religieuses – et les coutumes françaises au point de les ignorer et ne pas les respecter sur le territoire français ? Certainement pas. Le Qatar respecte les autres États et les autres peuples dans leurs spécificités.

Les différentes affaires dénoncées par la presse ou dans des ouvrages en France mettent à l'évidence qu'aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique, la France n'a pas été exemplaire : gagner des marchés était et reste une nécessité notamment dans le domaine de l'armement en vue de protéger l'emploi dans une France partiellement sinistrée.

L'Émir Tamim succède à son père en juin 2013 et, à son image, prône une politique d'influence claire et transparente, notamment en France, accompagnée de rapports sans ambiguïté avec la classe politique.

Pourtant, la construction de l'image négative de la part de certains journalistes français, année après année, nous amène à une panoplie de questions, d'autant plus que le Qatar et ses dirigeants sont francophiles et des alliés indéfectibles de la France depuis de nombreuses années. En effet, les raisons sont multiples, celles affectives en premier lieu de par le rayonnement de la culture française et l'attrait de son art de vivre et celles économiques en contribuant à l'économie française au sein de l'économie libérale en vigueur ou en accueillant de nombreuses entreprises françaises dans le cadre de la préparation de la Coupe du monde de football de 2022.

Le Qatar a réussi à faire face à la menace de sa mise sous tutelle par ses voisins, succès confirmé en 2020, alors que son image négative perpétuée au sein des cercles médiatiques en France soulève ces différentes questions.

Pourquoi le Qatar suscite-t-il autant de réactions négatives, même de la part de certains de ses alliés ? Les accusations récurrentes de financement du terrorisme surtout de la part d'États comme l'Arabie saoudite ou des Émirats sont-elles fondées ? Comment expliquer ou comprendre que le Qatar, ami de la France depuis plusieurs décennies, puisse être aussi mal perçu par une partie de la presse ? Comment interpréter les relations privilégiées entretenues par la France avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, alors que leurs régimes politiques sont extrêmement autoritaires ? Bien plus encore, pourquoi les É.A.U. et l'Arabie saoudite, pratiquant strictement la charia, ne suscitent-ils pas autant de réprobation et même de rejet en France ? Est-ce dû aux intérêts économiques plus importants, aux actions de lobbying plus efficaces et au faible poids démographique et militaire du Qatar par rapport à ses voisins ?

Dans ce contexte, on peut comprendre la remarque désabusée de l'Émir Hamad ben Khalifa Al-Thani au forum de Doha en mai 2015 à ses interlocuteurs français et adressée plus particulièrement à Michèle Alliot-Marie⁵ : « *On investit en France dans l'économie française et après on se prend toute une campagne sur le thème « le Qatar achète la France » (...) « le Qatar finance les djihadistes⁶ ».* De même, l'absence d'un nombre d'hommes politiques français dans les médias pour défendre l'émirat du Qatar lors de la crise de 2017 ne peut que froisser

⁵ Femme politique française, députée à l'Assemblée nationale, députée européenne et plusieurs fois ministre.

⁶ Chesnot, C., & Malbrunot, G. (2017). *Nos très chers émirats : sont-ils vraiment nos amis ?* 2e éd. Michel Lafon. p. 38.

un peuple et ses dirigeants, fiers de mener la vie moderne de ce siècle tout en étant attachés à leurs valeurs traditionnelles que sont la loyauté et l'amitié.

Le désamour de quelques journalistes français pour le Qatar est en effet incompréhensible au moins pour les Qataris par bien des aspects. Pourtant, celui-ci, tout en respectant ses traditions et ses caractéristiques ethnique et religieuse, tend à développer des liens forts avec la France tout en œuvrant pour une société mondiale juste, pacifique et progressiste, développée économiquement et respectueuse des droits de l'homme.

Pour leur part, les auteurs estiment que l'image du Qatar s'est dégradée en France puisqu'elle s'appuie bien souvent sur des raccourcis et sur des interprétations malveillantes. Il s'agit donc de rétablir la vérité sur certains faits tout en montrant la réalité du Qatar d'aujourd'hui à celui qui s'y intéresse et fait preuve de curiosité. À travers l'étude de nombreux rapports et d'entretiens et l'examen de la presse tant française qu'étrangère, cet ouvrage aspire à présenter d'une manière objective, et dans la mesure du possible, une réalité ancrée dans des faits, et non basée sur des insinuations sordides ou erronées.

Il s'agit aussi de faire comprendre l'intérêt pour les deux États de maintenir et de renforcer des liens privilégiés, éventuellement d'en préciser les conditions afin de supprimer toute ambiguïté dans des relations communes déjà anciennes.

À cet effet, une première partie présentera le contexte actuel politique et international du Qatar. Une seconde partie établira les ambitions de cet État dans le domaine de son développement économique et la place que prennent les relations avec la France dans cette approche. Une troisième partie enfin montrera l'évolution de ce jeune État vers une ouverture progressive et maîtrisée de sa société au monde extérieur dans le respect de ses traditions et sa culture.

1. Le Qatar, un État à l'histoire récente

Le Qatar est un État indépendant et souverain. Presqu'île rattachée à la péninsule arabique, face à l'Iran et sur la rive Sud du golfe arabo-persique, sa seule frontière terrestre longe l'Arabie saoudite. D'une superficie de 11 437 km², il a peu de ressources naturelles hormis les hydrocarbures, principalement du gaz naturel et du pétrole. Ces richesses naturelles font du Qatar un objet de convoitise, voire de jalousie de la part de ses voisins immédiats, notamment l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (É.A.U.) et Bahreïn.

Nonobstant le manque de ressources en eau de ce territoire désertique et de l'impossibilité de pourvoir une population croissante en alimentation de façon autonome, le Qatar a su réagir et marche fermement sur la voie de la résolution desdits problèmes.

1.1 Une construction récente de l'État du Qatar

En vue de garantir sa souveraineté, le Qatar a privilégié au cours de son histoire relativement récente des relations avec des États non arabes. Son émergence comme État à la fin du XIXe siècle, puis son indépendance en 1971 dans un monde particulièrement différent de sa société traditionnelle, a confronté son système politique à la fois monarchique et tribal à un monde privilégiant un système démocratique universel. Le Qatar s'est adapté progressivement à cette réalité tout en remédiant à ses vulnérabilités.

Du protectorat britannique à l'indépendance en 1971

Rappeler l'histoire du Qatar permet de mieux comprendre les défis qu'il doit relever aujourd'hui. Au milieu du XVIe siècle alors que le territoire correspondant au Qatar actuel est sous le contrôle des Portugais, des tribus nomades provenant du Koweït fondent le port de Zubarah tourné vers la pêche perlière. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, il demeure le principal port de commerce de la presqu'île dite du Qatar.

Une protection britannique précoce et bienveillante

À l'époque, et jusqu'en 1868, le clan des Al Khalifa, famille régnant au Royaume de Bahreïn aujourd'hui, domine au Qatar comme à Bahreïn. Après la mise à sac des villes de Doha et de Wakrah par une force venue de Bahreïn, Cheikh Mohamed bin Thani signe un traité avec le Royaume-Uni, puissance coloniale très présente dans la région en raison de ses liens avec l'Inde. Ce traité reconnaît implicitement que Bahreïn et Qatar constituent deux entités distinctes.

Cette région de la rive sud du Golfe arabo-persique est initialement surnommée par les marins la « Côte des pirates » (*The Pirate Coast*), en référence aux attaques de pirates contre les navires de pêche européens ou omanais. Le Royaume-Uni veut protéger les routes maritimes, axes vitaux du commerce avec l'Inde.

De 1872 à 1913, les Al-Thani reconnaissent la souveraineté ottomane avant de signer un nouveau traité avec la Grande-Bretagne qui a pour effet d'intégrer le Qatar dans les États de la Trêve (*Trucial Coast*). La présence britannique structure pour de nombreuses années et discrètement la formation des États de la région autour de familles garantes des traités.

Néanmoins, le Qatar est considéré par son voisin immédiat, l'Arabie saoudite, comme un prolongement évident de son territoire alors que la souveraineté des Saoud s'étend progressivement sur la totalité de la péninsule arabique depuis la Première Guerre mondiale.

Se protéger des ambitions saoudiennes

Face à cette conquête potentielle ou à cette mise sous tutelle, le Qatar s'est protégé ou a été protégé très tôt. Le traité de 1915 avec le Royaume-Uni est confirmé par celui de Djeddah signé par les Britanniques et le Royaume du Nejd et du Hedjaz le 20 mai 1927. Ce traité précisait que ce royaume, qui ne portera le nom d'Arabie saoudite qu'en 1932, renonçait à toute extension territoriale au détriment des souverains protégés par Londres, en l'occurrence des Émirats.

Ces multiples traités créent une relation exclusive avec le Royaume-Uni qui isole les émirats si bien que ces régions, autrefois commerçantes, n'ont plus de contact qu'avec l'Inde. Paradoxalement, cette présence contribue à asseoir leur souveraineté future. Selon les termes des traités et pour lutter contre la piraterie, chaque navire circulant dans le Golfe doit être identifié par le drapeau de l'État dont il dépend⁷.

Malgré la découverte du pétrole dans les années trente qui n'a été exploité qu'à partir de 1949 et qui aurait justifié une présence active, la Grande-Bretagne décide de se retirer de la région à partir des années soixante.

L'indépendance en 1971

Cette situation conduit naturellement à la proclamation des indépendances, l'archipel de Bahreïn composé de trente-trois îles, le 15 août 1971 et le Qatar le 1^{er} septembre 1971. Symbole d'une relation forte souhaitée avec la France, Hassan Kamel⁸, intellectuel égyptien, prononce cette déclaration d'indépendance en langue française au nom de l'Émir du Qatar, Cheikh Ahmed bin Ali Al-Thani. En revanche, deux jours après cette indépendance, le Qatar signe un traité d'amitié avec la Grande-Bretagne.

Cette protection étrangère recherchée même après l'indépendance à travers les garanties données par des traités entérinés avec des puissances extérieures est une caractéristique que l'on pourrait qualifier d'intangible de la politique étrangère du Qatar. Il est conscient de ses vulnérabilités démographiques et de l'intérêt aussi d'une potentielle mainmise sur ses richesses en hydrocarbures que celles-ci pourraient susciter que ce soit auprès d'États voisins ou éloignés,

⁷ Lavandier, J. (2013). Le Qatar : une volonté au prisme de l'histoire. *Confluences Méditerranée*, 1(84), 17-28.

⁸ Hassan Kamel a fait ses études à Paris. Francophone et francophile, il est un proche de Khalifa bin Hamad Al-Thani.

ou de grandes compagnies pétrolières internationales. Cette politique étrangère ne cessera de rechercher cette protection extérieure partagée, et parfois même en concurrence, entre différentes puissances dans un subtil jeu d'équilibre sur son territoire.

La période des coups d'état

Dans un État monarchique qui ne pratique pas l'élection pour choisir son exécutif, le changement d'un dirigeant ne peut se faire que par une abdication au profit du successeur ou par un coup d'état. Ce dernier mode d'action a caractérisé les premiers temps de l'indépendance du Qatar avant de s'orienter vers des changements préparés certes mais sans heurts ni brutalité.

La famille Al-Thani : une gestion familiale de la gouvernance, historiquement conflictuelle

Cheikh Jassem Bin Mohamed Al-Thani (1825-1913) dirige le Qatar entre 1876 et 1913. Il est considéré comme le père fondateur de cet émirat. Depuis cette période, l'histoire du Qatar se confond avec celle de la famille Al-Thani. À la différence d'autres États du Golfe, la famille Al-Thani ne se heurte qu'à très peu de contrepoids à l'intérieur du pays. Les familles marchandes qataries y sont, pour des raisons historiques, des obligés plus que des concurrents. Forte d'entre 7 000 et 10 000 membres, la famille Al-Thani est considérée, numériquement, comme étant l'une des plus importantes du Golfe, juste derrière la famille royale saoudienne.

Les Al-Thani font coexister un système tribal et une administration publique héritée du modèle anglais et adossée à un droit social s'inspirant du code du travail français. Ainsi, dans les entreprises publiques, des organigrammes répondent aux critères de bon fonctionnement des grandes multinationales occidentales sans que les prises de décision importantes ne puissent s'affranchir de l'aval de l'Émir. Le système tribal toujours en vigueur fait que le « *chef* » a vocation à être respecté et obéi même si cet exercice connaît des limites. Le poids des autres familles reste important et crée de fait un contre-pouvoir équilibrant une gouvernance qui ne peut être absolue.

C'est donc au sein de la famille Al-Thani que se créent les rivalités qui ont conduit aux coups d'État de 1972 et 1995.

1972 et 1995 : des coups d'état sans effusion de sang

Quelques mois après la déclaration d'indépendance, Cheikh Ahmad bin Ali al-Thani (1922-1977) est renversé en février 1972 par son cousin Cheikh Khalifa bin Hamad al-Thani. Cheikh Ahmad s'exile aux Émirats arabes unis, en compagnie de son épouse. Cheikh Khalifa, le nouvel Émir, n'a pas de politique étrangère indépendante et pratique un effacement volontaire du Qatar. Il serait bon de mentionner dans ce contexte que l'Arabie saoudite et le Qatar sont tous deux des États de confession musulmane et qu'une partie des Qataris est aussi originaire de l'Arabie saoudite.

De même, pour éviter une éventuelle confrontation avec l'Iran, il n'engage pas l'exploitation sous-marine à partager entre le Qatar et l'Iran du gisement de gaz naturel « *North Dome* ». Des raisons économiques justifient aussi cette décision. L'exploitation du gaz requiert des investissements beaucoup plus lourds que le pétrole. L'appel à des sociétés étrangères, notamment occidentales, serait alors nécessaire et les Qataris, nouvellement indépendants, ne souhaitent pas une implication étrangère sur leur territoire comme au Koweït. Il s'agit bien du rejet d'une forme de colonisation cette fois économique et le Qatar n'a pas les moyens financiers d'assumer cette indépendance.

Cependant, la gestion prudente du Qatar suscite des aspirations différentes au sein de la famille Al-Thani. Un nouveau coup d'état éclate le 27 juin 1995 organisé par son fils Cheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani. En réaction, trois des États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le Koweït, l'Arabie saoudite et les É.A.U., sont soupçonnés en février 1996 d'avoir tenté à la demande de l'émir déchu d'organiser un contre coup d'état contre Cheikh Hamad. Cela reste sans suite.

L'influence de Cheikh Hamad s'est, en effet, accrue au fil des années. Il participe depuis le début de l'indépendance à la gouvernance du Qatar. Il est commandant en chef des armées depuis 1972 et ministre de la défense depuis 1977. A partir de 1989, il gère l'ensemble des affaires courantes en dépit de divergences avec son père sur sa vision du futur de l'Émirat du Qatar. Il fait nommer plusieurs de ses proches au gouvernement en 1989 puis en 1992. Comme son père en 1972, il s'assure de l'allégeance des différentes branches de la famille Al-Thani comme des principaux chefs de tribus.

Ce coup d'état de 1995 bénéficie d'un appui extérieur indirect des États-Unis. En effet, Bill Clinton, président des États-Unis, intervient auprès de l'Arabie saoudite pour qu'il n'y ait aucune action contre le Qatar. Il reconnaît Hamad comme nouvel émir. En échange de ce soutien, il accueillera à terme une base militaire américaine alors que l'Arabie saoudite demandera le départ des forces américaines pour des questions de politique intérieure. Cette implication militaire étrangère représente aussi une garantie pour l'intégrité territoriale du Qatar. De même, un partenariat avec les compagnies américaines de gaz permet de véhiculer les capitaux nécessaires à son exploitation, sans toutefois leur en donner le contrôle. Enfin, singularité au Moyen-Orient, le Qatar entamera des relations d'ouverture avec Israël.

Le nouvel émir nourrit de grandes ambitions parmi lesquelles sa volonté de voir le Qatar devenir un pays influent. Dès son arrivée au pouvoir, il met en place une série de réformes en rupture avec la politique conservatrice de son père. Une anecdote est fréquemment racontée. Alors qu'il se rend pour suivre une formation d'officier à l'école militaire de Sandhurst au Royaume-Uni en 1970, l'équivalent de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr en France, il présente à la douane britannique son passeport qatari. Il se voit demander si le Qatar existe

réellement⁹. Cette remarque le marque profondément et le détermine à œuvrer pour que le Qatar soit reconnu malgré sa taille réduite et sa faible population.

Cheikh Tamim, l'Émir du changement, sur les pas de son père.

La transmission du pouvoir en 2013 démontre l'affirmation d'une certaine maturité du système politique qatari sous la houlette d'un émir associé très tôt aux décisions, donc préparé à sa fonction future, choisi alors qu'il n'était pas l'héritier initialement prévu. Cheikh Hamad a fait changer et avaliser la nouvelle procédure de sa succession pour Tamim, son second fils. Dès sa désignation comme prince héritier, il est nommé commandant en chef adjoint des Forces armées et directeur du programme « *Qatar National Food Security* ». Alimentation, eau et sécurité nationale sont intimement liées et contribuent à définir la stratégie de l'État.

Dans sa préparation à la succession, tout comme son père avant lui, Cheikh Tamim apparaît publiquement aux côtés de son père dès 2001 dans le cadre des négociations entamées entre le Qatar et l'Arabie saoudite pour régler leur contentieux frontalier, des négociations qui n'ont pas porté les fruits escomptés compte tenu de la crise qui secoue le Golfe depuis le 5 juin 2017. Depuis 2010, Cheikh Tamim occupe une place grandissante et cumule de nombreuses fonctions recevant fréquemment des dignitaires étrangers, seul ou en compagnie de Cheikh Hamad, et assurant une grande partie de la gestion des affaires intérieures. Sa montée en puissance s'exprime à travers les domaines réservés de la défense et des questions d'armement. Il prend de même les rênes de la sécurité intérieure du Qatar jusqu'au retrait de son père. Quant à la décision d'acheter le club de football Paris Saint-Germain, c'est l'Émir Tamim qui l'a prise du fait qu'il est l'homme-clé de la stratégie sportive de l'Émirat du Qatar. Cet engagement dans le football, surtout au niveau de l'organisation de la Coupe du monde 2022, a contribué à consolider son pouvoir avec la volonté de fédérer l'ensemble des Qataris autour de ce projet. On le voit parfois au Parc des Princes à Paris encourager ses joueurs en compagnie de son ami, Nasser Al-Khelaifi, président du Paris Saint-Germain.

Doté d'un bon sens politique et d'une autorité certaine, réfléchi et posé, Cheikh Tamim a un comportement modéré. D'ailleurs, deux anecdotes permettent d'illustrer cette attitude. Lors des obsèques de Jacques Chirac, en l'église Saint-Sulpice le 30 septembre 2019, il est présent en costume et en cravate dans ce lieu de culte catholique, respectueux des us et coutumes françaises à la différence de ses homologues du Golfe arborant une tenue traditionnelle. Ensuite, il est souvent dit que les femmes musulmanes ne peuvent pas toucher la main d'un homme. Or, lors de la fête nationale du 18 décembre 2019 à Doha, les écrans montrent Cheikh Tamim en train de serrer sans retenue après le défilé militaire les mains des femmes qataries, des mains qui se tendent naturellement vers lui. La fête nationale est aussi l'opportunité de réaffirmer le pacte d'allégeance

⁹ Ratignier, V., & Péan, P. *Op. cit.*, p. 55

ancestrale entre la famille régnante des Al-Thani et les tribus. Primus inter pares, l'émir doit veiller à l'équilibre interne des tribus et entre les tribus.

1.2 Le Qatar, une maturité croissante

L'émir, à l'exemple du roi du Maroc, doit pourtant tenir compte de la société qatarie qui est conservatrice et de l'islam qui règle la vie du Qatar sans toutefois entraver un certain nombre de libertés et empêcher l'ouverture à la modernité.

Une société en constante évolution depuis 1995

Dès son arrivée au pouvoir en 1995, outre le développement économique, Cheikh Hamad engage le Qatar dans une série de réformes structurelles de la société visant à la transformer fortement dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du droit. Le conservatisme de la société doit cependant être ménagé pour ne pas la heurter et permettre ainsi l'aboutissement des réformes d'une manière progressive. Transformer une société n'est pas aisé dès lors qu'il faut concilier religion, traditions tribales et distribution d'une richesse qui apparaît sans limite à l'aune d'une vie humaine.

Un Qatar à la population très majoritairement immigrée

Dans une péninsule arabe sans frontière et parcourue par des tribus nomades depuis des siècles, le peuplement du Qatar s'est construit avec l'arrivée de tribus de l'île voisine de Bahreïn, de l'Arabie saoudite, des É.A.U et de l'Iran. Une partie des Qataris sont issus du Nedj en Arabie saoudite. Cette région, dont la famille des Saoud est originaire, a été le centre du premier État saoudien en 1744 suite à l'alliance de Mohammed bin Saoud, fondateur de la dynastie, avec le prédicateur Mohammed bin Abdelwahhab, fondateur du wahhabisme. Une autre partie de la population est constituée de pêcheurs qui, dans les années cinquante, vivaient de la récolte des perles avant l'avènement de la concurrence japonaise des perles de culture.

Le Qatar a une faible population locale. En 1970, il comprenait environ 110 000 habitants. Aujourd'hui, cette population est estimée à 250 000 Qataris auxquels il faut ajouter les expatriés. Le dernier recensement de 2012 donne le chiffre de 1,7 millions d'habitants¹⁰. Aujourd'hui, la population est estimée à environ 2,5 millions d'habitants dont 10 % à 20 % de nationaux. Un recensement serait prévu en 2020, mais ces chiffres démographiques constituent une donnée sensible comme dans la majeure partie des États du Golfe.

Renforcé par la crise de 2017, le nationalisme est donc une construction récente qui s'affiche dans le nouveau musée national de Doha construit par l'architecte Jean Nouvel. Le pays, ses commerçants, ses entrepreneurs et les immenses gratte-

¹⁰ QATAR POPULATION STATUS 2012 - ppc.gov.qa. (s.d.). Consulté à l'adresse https://www.ppc.gov.qa/Admin/QatarPopulationReport/PPC_Qatar_Population_Status_2012_EN.pdf.

ciel témoignent de cette unité autour de l'Émir Tamim au quotidien sans que l'on ne ressente une quelconque contrainte à exprimer publiquement ce soutien.

Les mesures de « *Qatarisation* » engagées de longue date visent en revanche à remplacer la main d'œuvre étrangère par des travailleurs nationaux, en particulier dans le secteur privé. Elles n'ont jusqu'à présent pas réduit le pourcentage de travailleurs expatriés et des cadres de haut niveau. En effet, l'objectif défini en 2007 était de réduire le nombre de travailleurs étrangers au Qatar pour le porter à 50 % en 2025. Il s'avère irréaliste au regard des travaux de développement et, en particulier, des infrastructures envisagées pour préparer la Coupe du monde de football en 2022. De même, le Qatar soutient aujourd'hui la croissance démographique qatarie en améliorant l'éducation et le niveau de vie de chaque Qatarie.

Cette association de la modernité et du conservatisme de la société est une alchimie, bien sûr aux règles plutôt floues, mais qui fonctionne. Des commentateurs affirment que les Qataris s'opposent à la perte de leurs valeurs et de leur identité. La Coupe du monde de football de 2022 ne ferait pas l'unanimité au Qatar parce que les conservateurs et les religieux redoutent une invasion de supporters étrangers. Pourtant, la coupe du Monde des clubs de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) qui se tenait à Doha du 11 décembre au 22 décembre 2019 par un temps frais sinon pluvieux, comme toujours à cette époque, pratiquement aux mêmes dates que la Coupe du monde de 2022 (du 19 novembre au 21 décembre 2022), a été favorablement accueillie par les Qataris. Dans les quartiers de Doha, les supporters du championnat chantaient, dansaient sous leur regard amusé, y compris des Qataris, qui photographiaient cette exubérance sportive. Les quelques policiers présents, non armés visiblement, ne cherchaient pas à interrompre ces scènes de liesse sportive.

Certes, la coupe de monde de 2022 amènera beaucoup plus de monde – 1,3 millions de supporters – mais cette société qatarie, dite conservatrice, n'a montré aucun signe de rejet. En effet, le Qatar privilégie les règles de l'hospitalité plutôt que les restrictions pour ce qu'il en est aussi de la consommation d'alcool¹¹ pour laquelle des solutions acceptables ont été trouvées.

Enfin, dans le cadre de l'organisation de la Coupe du monde 2022, la FIFA et le Qatar se sont entendus le 21 janvier 2020 pour une « *stratégie commune de développement durable* » qui intègre la préservation des droits humains en prônant le respect des minorités et en construisant « *des ponts de compréhension culturelle* ». Un document de 112 pages énonce, sous forme de 22 objectifs, les engagements pour rendre le tournoi accessible à toutes les populations, y compris les personnes handicapées, pour stimuler le développement économique,

¹¹ Panja, T. (2019). The Game Was on TV. The Beer Was on Ice. So Why Were Fans Uneasy? *The New York Times*. Consulté à l'adresse <https://www.nytimes.com/2019/12/20/sports/soccer/qatar-soccer-alcohol.html?searchResultPosition=2>

protéger l'environnement et promouvoir des pratiques commerciales éthiques et « *des conditions de travail et de vie décentes et un recrutement équitable* » en vue de préserver les droits des travailleurs.

Un pays aux réformes progressives mais constantes

Les réformes dans les domaines emblématiques de l'éducation, de la santé et de l'armée ont été largement conçues par le think tank américain, RAND Corporation. Elles visent à modifier en profondeur la société qatarie sans pour autant la reconstruire ou la déstructurer. L'équilibre entre le respect des traditions et la modernité, sans brutalité réformatrice, doit mener à un changement qui ne susciterait pas d'opposition.

Ainsi, pour transformer le système éducatif, la Qatar Foundation dont l'Émir Hamad confiera la direction à Cheikha Moza, la mère de l'Émir Tamim, et au Conseil Suprême de l'Éducation dont le Président sera Tamim, auront pour mission cette transformation progressive mais soutenue au plus haut par la famille Al-Thani. Il s'agit de former une élite dirigeante et motivée, hommes et femmes, capables de diriger les grandes entreprises publiques du pays avec pour objectif à terme de faire moins appel aux expatriés et de rendre les Qataris les seuls maîtres de leur destin.

Tous les autres secteurs de la société qatarie sont aussi concernés : la santé, avec l'apparition du Conseil Supérieur de la Santé, l'économie, avec un Conseil suprême de l'économie et une Autorité des travaux publics dans l'optique du développement des infrastructures de la Coupe du monde de Football en 2022. De même, il est essentiel de rappeler le rôle fondamental du Fonds souverain du Qatar - Qatar Investment Authority (QIA) - qui procure les capitaux et renforce les pouvoirs du bureau d'audit de l'État dans le cadre de la lutte contre la corruption. Enfin, par son activité politique et des mesures administratives, l'Émir Tamim veille à ce que les chantiers se terminent dans le respect des délais et des budgets accordés.

Le respect de la diversité religieuse

La constitution du Qatar de 2004 garantit la liberté de culte. Au début des années 2000, l'Émir Hamad a donné sa bénédiction pour la construction d'une église, faisant ainsi preuve d'ouverture contrairement aux voisins saoudiens chez qui aucun lieu de culte chrétien n'est autorisé. Érigée sur un terrain doté d'un bail de 50 ans et offert aux congrégations religieuses, cette église a été inaugurée le 15 mars 2008 alors que les 100 000 fidèles organisaient auparavant des messes dans des villas ou des lieux privés. D'autres demandes de construction de lieux de culte chrétiens sont en attente de réponse, témoignage d'un équilibre sensible à trouver. Il n'est pas rare de voir des croix chrétiennes bien apparentes autour du cou des personnes non qataries travaillant dans les hôtels. Mais encore, le Qatar a financé, en 2019, une église au Liban et a octroyé une somme très importante pour la rénovation de Notre Dame de Paris.

Cette diversité religieuse n'est cependant pas respectée en Arabie saoudite puisque, lors de la première guerre du Golfe en 1990-1991, les Saoudiens ont interdit aux soldats français, en attente sur le territoire saoudien avant les combats, de célébrer la messe. Pour un certain nombre de combattants qui vont risquer leur vie, prier Dieu en célébrant la messe est vital...

Politique et religion au Qatar : la recherche de l'équilibre intérieur

Dans le contexte des Printemps arabes qui éclatent à partir de décembre 2010, le Qatar apparaît comme le plus stable des pays de la région. Grâce à l'habileté de l'Émir Hamad et à ses gigantesques moyens financiers, il réussit à maintenir un consensus à l'intérieur de la famille Al-Thani comme à l'intérieur du pays. La transmission du pouvoir à son fils Tamim en juin 2013 a activé la réussite de la préservation de la paix intérieure.

Une mise en perspective de la démocratie au Moyen-Orient

La vie politique du Qatar a été organisée par une constitution provisoire rédigée à la suite du premier coup d'état de 1972. Faisant suite au second coup d'état de 1995, Cheikh Hamad met en place en juillet 1999 un comité chargé de proposer une Constitution permanente. En 1999, le Qatar est le premier État du CCG à autoriser les femmes à se présenter et à voter dans le cadre d'élections locales.

La constitution est acceptée par référendum le 29 avril 2003 et entre en vigueur le 9 juin 2004¹² bien qu'elle n'autorise pas les partis politiques. La vie politique qatarie, comme toutes les pétromonarchies du Golfe, ne comporte pas de représentation législative et se limite à une assemblée consultative, un majlis, composé de quarante-cinq membres nommés par l'émir parmi les représentants des tribus les plus influentes. Cette assemblée, qui peut être révoquée par un simple décret du souverain, conseille l'émir sur les projets de loi mais ne peut pas en élaborer.

Bien que prévues par la constitution, les élections législatives ont été repoussées à plusieurs reprises sans explication. Finalement, la préparation de la première élection du Conseil consultatif devrait avoir lieu d'ici 2022 à la suite d'une annonce de Cheikh Tamim en novembre 2019. L'élection, même partielle d'un parlement, constitue une réponse de politique intérieure et internationale à la pression qui pèse sur le Qatar depuis juin 2017. L'Émir veut présenter une image moderne de ses institutions lors de la Coupe du monde de football de 2022, une image de modernité politique qui revêt une importance primordiale. La différence n'est que plus flagrante avec la politique de l'Arabie saoudite, surtout en regard de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi dans le consulat d'Arabie saoudite en Turquie.

¹² Qatar. Constitution du 29 avril 2003. *Digitèque de matériaux juridiques et politiques*. Consulté à l'adresse https://constitution.org/cons/qatar/constit_2003.htm

Pour illustrer cette question sensible en Occident sur l'application de la démocratie, il paraît utile de se référer au classement des démocraties dans le monde¹³ que publie annuellement depuis 2006 le magazine britannique *The Economist*. Nul doute que l'évolution du système représentatif du Qatar puisse améliorer ce classement dans les années à venir.

Cependant, une pétromonarchie peut-elle partager le pouvoir sans remettre en cause les souverains en place ? Seule la menace des Printemps arabes et de la rue peuvent permettre d'anticiper cet éventuel phénomène, ce que fait très justement l'Émir du Qatar en instaurant progressivement plus de démocratie dans des limites acceptables, à la différence de ses voisins. Faut-il rappeler les troubles suscités par les manifestations chiites à Bahreïn contre leurs dirigeants sunnites afin d'exiger une gouvernance plus démocratique en 2011 ? Elles seront d'ailleurs réprimées par une force militaire du CCG composée de troupes saoudiennes et émiraties. Pour sa part, une petite partie de la société conservatrice qatarie soutient partiellement le mouvement des Frères Musulmans qui peut contribuer à une meilleure gouvernance des États arabo-musulmans, une forme de modernisme politico-religieux qui contraint aussi les gouvernants à écouter le peuple. Cependant, le Qatar, en tant qu'État, maintient et rappelle régulièrement sa position : il ne soutient pas les Frères musulmans mais « *les gouvernements légitimes dans la mesure où ils œuvrent pour le bien-être et le progrès de leurs peuples* »¹⁴.

1.3 Limiter les vulnérabilités du Qatar

Assurer la sécurité intérieure est la prérogative d'un État. Cheikh Tamim a été associé dès son plus jeune âge au pouvoir et aux questions sécuritaires. La stratégie de défense et de sécurité nationale bénéficie de la continuité nécessaire obtenue par la stabilité du pouvoir de Cheikh Hamad à Cheikh Tamim. Compte tenu de ses vulnérabilités, qu'elles soient géopolitiques, relatives aux ressources de base pour sa population ou des ressources naturelles lui donnant sa puissance, cet État a une vision stratégique de sa sécurité qui ne se limite pas à des moyens militaires et policiers, même si ces derniers sont importants.

Des capacités militaires limitées à l'échelle du pays

Le besoin d'une armée qatarie et la mobilisation aujourd'hui de la société qatarie répondent à plusieurs impératifs : défense du territoire, soutien aux forces de sécurité intérieure, protection des menaces militaires et participation à des coalitions internationales.

Des engagements militaires modérés sur le terrain depuis 1991

Les forces armées qataries ont été mobilisées depuis 1991. En effet, l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990 a représenté, comme pour les autres

¹³ Democracy Index 2019. (2020). *The Economist*. Consulté à l'adresse <http://www.eiu.com/topic/democracy-index>

¹⁴ Le Qatar dément avoir soutenu les Frères musulmans et le Front al-Nosra. (2019). *Agence Xinhua* (agence presse Chine). Consulté à l'adresse http://french.xinhuanet.com/2019-10/16/c_138474533.htm

pays arabes, un traumatisme avec le constat du manque d'entraînement d'une armée composée seulement de 30 % de Qataris, pourcentage de nationaux similaire ou presque à celui en vigueur dans les armées des États voisins.

La bataille d'Al-Khafji le 29 janvier 1991 en Arabie saoudite¹⁵ est le premier grand engagement militaire entre l'armée irakienne et les troupes de la coalition « *Tempête du désert* ». La localité prise par surprise par Saddam Hussein est reprise par les Marines américains et par une composante arabe, fortement symbolique dans ce conflit. Un bataillon qatari équipé de chars d'origine française est engagé aux côtés de trois bataillons de chars saoudiens. En rentrant à Doha, après la guerre du Golfe, les militaires étrangers qui ont combattu sous le drapeau de l'Émirat du Qatar obtiennent la nationalité qatarie.

En 2006, 200 soldats qataris renforcent la Force des Nations unies au Liban (FINUL) au sud du Liban. Le détachement de Casques bleus est intégré au sein du dispositif français. Il est le premier pays arabe à participer à ce type d'opération dans cette région afin de consolider la trêve qui vient d'être signée entre le Hezbollah et Israël. Comme le déclare à l'époque le ministre qatari des affaires étrangères, Cheikh Hamad Bin Jassem bin Jaber Al-Thani : « *Cette décision a pour but de dire au monde qu'il y a une présence arabe, même réduite, et de dire à Israël que nous croyons en cette résolution et que nous voulons l'appliquer* ». Il se référait à la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU qui mettait fin à trente-quatre jours de conflit.

Il faut attendre 2011 et la guerre en Libye pour que l'armée qatarie soit de nouveau engagée sur un théâtre d'opération via des forces spéciales d'un effectif d'environ 500 commandos et de forces aériennes qui participent à la mise en œuvre d'une « *no-fly zone* » sur la Libye.

La dernière opération en tant que telle est la participation des forces émiriennes au conflit yéménite¹⁶ jusqu'à la crise de juin 2017. Dès le début des hostilités, au titre de la solidarité avec le CCG, les Qataris fournissent dix chasseurs-bombardiers Mirage 2000 en mars 2015. Ils renforcent les troupes au sol à compter de septembre 2015 avec un millier de soldats et plus de 200 véhicules blindés déployés via le poste-frontière saoudo-yéménite. Leur retrait est imposé par les autres États du CCG après la crise de juin 2017.

Des forces militaires bien équipées

La revendication d'être une puissance contraint de pouvoir tenir son rang notamment face aux puissances arabes voisines. L'avenir sécuritaire de la région est incertain et volatil, ce qui impose une capacité nationale à faire face au moins à des crises mineures dans l'attente du soutien des États alliés.

¹⁵ GlobalSecurity.org, *Qatari Amiri Land Force*. Consulté à l'adresse <https://www.globalsecurity.org/military/world/gulf/qatar-army.htm>

¹⁶ Riyad et Doha déploient des troupes au sol au Yémen. (2015). *France 24*. Consulté à l'adresse <https://www.france24.com/fr/20150907-arabie-saoudite-qatar-troupes-sol-yemen-houthis-rebelles-chiites-sanaa-coalition-arabe>

La fête nationale du Qatar du 18 décembre est l'opportunité de mieux connaître les forces de sécurité, qu'elles soient militaires ou policières. Leur montée en puissance fait suite à la crise de 2014 qui a représenté un sérieux avertissement pour la sécurité nationale du pays.

Le budget annuel de la défense est évalué à 1,8 milliards d'euros soit 1,5 % de son PIB. Le Qatar est devenu un important importateur d'armes de tous les pays : chars de combat et artillerie allemands, hélicoptères de combat américains, des capacités anti-aériennes avec des missiles Patriot et antinavires. La force terrestre du Qatar met en œuvre une soixantaine de chars, dont 30 AMX-30 d'origine française et 32 Léopard 2A7+ sur les 62 commandés auprès de l'Allemagne en 2013. Elle sera renforcée à terme de 100 chars turcs Altay à la suite d'une annonce du vice-président du parti turc AKP en mars 2019 concernant un accord signé avec le Qatar¹⁷. De même, le Qatar annonce l'achat de 12 Rafales supplémentaires, avions de combats français, en plus des 24 commandés en 2015, et un accord pour 490 blindés VBCL conçus par le français Nexter (contrat en attente de validation). Ce contrat porte la commande ferme totale de Rafale à 36 appareils auxquels s'ajoute une option pour 36 Rafale supplémentaires, selon l'Élysée. S'ajoute à cela l'achat de 50 avions civils A321 à Airbus. Ainsi, Doha devient le premier client de la France dans la région du Golfe, le montant des contrats est estimé à 11 milliards d'euros.¹⁸

Entre 2012 et 2016, Doha devance pour la première fois Riyad, avec 7,4 milliards de commandes contre 7,2 milliards. Les accords annoncés le 7 décembre 2017 vont encore creuser cet écart.

Enfin, les ressources en hydrocarbures du Qatar se trouvent en mer. La menace d'une marée noire sur ses capacités de dessalement situées à Al Raffan impose donc que sa sécurité maritime soit assurée. Dans cette perspective, la base navale Al-Daayen, située à Simaisma sur sa côte orientale, a été inaugurée le 14 juillet 2019 en présence du vice-amiral, commandant des forces navales américaines au Moyen-Orient et de la Vème flotte basée à Bahreïn. Elle accueille désormais les garde-côtes qataris qui dépendent du Ministère de l'intérieur. Ils seront équipés de navires-patrouilleurs turcs.

La situation objective en ressources humaines

La ressource humaine nationale est toujours le point sensible du Qatar. L'armée du Qatar est en manque d'effectif. Officiellement, elle compterait 14 000 soldats souvent majoritairement étrangers, tous les postes d'officiers et de commandement étant cependant occupés par les Qataris.

¹⁷ Lagneau, L. (2019). Le Qatar aurait commandé 100 chars Altay à la Turquie. *Zone militaire OPEX 360*. Consulté à l'adresse <http://www.opex360.com/2019/03/13/le-qatar-aurait-commande-100-chars-altay-a-la-turquie/>

¹⁸ Le Qatar commande 12 Rafale supplémentaires. (2017). *BFBMBusiness*. Consulté à l'adresse <https://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/le-qatar-achete-12-rafale-1321554.html>

Les pilotes de chasse nationaux sont formés en France et arment 36 Rafales. Cela représenterait un besoin de quelque 200 pilotes pour assurer la permanence des équipages¹⁹. La féminisation est faible, mais bien supérieure aux pays voisins et une unité entièrement féminine a défilé le 18 décembre 2019. En revanche, le Qatar rechigne à mettre en place un mercenariat à la différence de ses voisins, comme les É.A.U.

L'un des objectifs principaux du Qatar est de mettre sur pied une armée de 25 000 soldats, avec de nombreux bureaux de recrutement qui ont ouvert leurs portes à cet effet. Cependant, cette démarche n'a pas pris en compte la réticence des Qataris à la défense du Qatar. Un objectif plus important est de faire adhérer les Qataris à la défense de leur pays puisque la construction de la nation qatarie dans cet environnement régional instable est un facteur de résilience aujourd'hui partiellement démontrée par la résistance au blocus instauré par ses voisins depuis le 5 juin 2017.

En outre, le Qatar a instauré le service militaire qui accueille 2 000 conscrits par an, ce qui prouve une volonté d'adhérer les Qataris à cet esprit de défense. L'adhésion à la défense du pays se trouve dans les rangs des plus jeunes. En effet, le 18 décembre 2019, une centaine de jeunes Qataris d'une dizaine d'années, en uniforme et encadrés par des militaires, ont défilé après avoir assisté au passage des troupes. Il est certain que la crise de 2017 et l'adhésion à la souveraineté du Qatar ont contribué à cette mobilisation à un âge où on peut être réceptif, à la différence des adolescents et des jeunes adultes. Il est même fréquent de rencontrer aujourd'hui dans les rues de Doha des enfants en tenue militaire.

Satisfaire les besoins de la population

Cette stabilité repose aussi bien sur les conditions sociales que sur la satisfaction des besoins élémentaires de la population, ce qui comprend à la fois l'alimentation et l'accès à l'eau potable. Ce contexte donne une dimension particulière à la stratégie de défense et de sécurité nationale du Qatar.

Une sécurité intérieure maîtrisée

La sécurité intérieure du Qatar comprend plusieurs volets découlant en premier lieu du déséquilibre démographique qui se traduit par le nombre inférieur de Qataris d'origine par rapport à celui des résidents étrangers. Ce contexte démographique façonne la perception qatarie de la sécurité intérieure.

Les améliorations du droit du travail et des conditions de vie des travailleurs, facilitées par la contrainte de l'image internationale du Qatar à présenter lors de la Coupe du monde de football de 2022, répondent à ce besoin pratiquement existentiel de la paix sociale au Qatar et donc aussi de la sécurité intérieure.

Malgré les craintes évoquées en 2011, suite notamment à l'intervention militaire de l'Arabie saoudite et des É.A.U. à Bahreïn ou à l'émergence du terrorisme

¹⁹ Lert, F. (2017). Que peut faire le Qatar de ses 84 Rafale, F-15 et Eurofighter ? *Aérobuzz.Fr*. Consulté à l'adresse <https://www.aerobuzz.fr/defense/faire-qatar-de-84-rafale-f-15-eurofighter/>

d'Al-Qaïda en Arabie saoudite au début des années 2000, l'État du Qatar reste stable. La paix sociale est assurée par une redistribution de la richesse nationale issue du pétrole et du gaz naturel. En même temps, la représentativité du pays hors de ses frontières, sans oublier sa résilience face à l'embargo de juin 2017 et l'organisation de grands événements, en l'occurrence sportifs, ont insufflé une certaine fierté à la population et contribué à la stabilité du pays.

L'approvisionnement en eau et en nourriture

La croissance démographique et l'afflux continu de population étrangère posent de sérieux défis aux autorités du pays, notamment dans la satisfaction des besoins essentiels de l'alimentation et de l'eau. En effet, le Qatar dépend à 99 % de l'eau dessalée. Ce défi est accru par la croissance démographique et l'absence de restriction dans l'usage de l'eau. La plupart du temps dans les pays du Golfe, l'eau ne coûte rien, ou presque, au consommateur même si, au Qatar, au-delà d'un certain seuil de consommation, le surplus est facturé. Ensuite, l'accident de la plateforme pétrolière de BP dans le golfe du Mexique en 2010²⁰ a révélé l'impact sur l'environnement et surtout sur la production d'eau et d'électricité suite à un accident, un sabotage ou une grève du personnel. Une catastrophe issue du déversement de pétrole dans le Golfe serait désastreuse tout comme une pollution volontaire. L'Irak de Saddam Hussein avait provoqué ce type de catastrophe en 1991 pour se protéger de la coalition chargée de libérer le Koweït.

Défi relevé

Le bon fonctionnement des deux usines de dessalement d'eau, implantées essentiellement sur le site de Ras Laffan qui est aussi le plus grand complexe gazier du Qatar, est donc crucial. En 2013, l'Émirat du Qatar ne dispose que de 48 heures de réserve d'eau potable puisque l'eau dessalée se conserve mal dans les réservoirs. Pour répondre au moins partiellement à cette vulnérabilité stratégique, le Qatar a décidé d'investir environ 1,8 milliards d'euros dans le cadre du projet « *Water Security* » afin de couvrir la consommation d'eau pendant au moins sept jours. En juin 2018, le Qatar a inauguré quinze nouveaux réservoirs. Vingt-quatre doivent être construits d'ici 2026.

La vulnérabilité alimentaire

La sécurité alimentaire est une autre préoccupation. Qatar National Food Security Program (QNFSPP) créé en 2008 dont l'Émir Tamim, alors prince héritier, a été le directeur avant de céder la fonction à un proche, a pour objectif de répondre à la menace de pénurie alimentaire accentuée par l'embargo des pays voisins, particulièrement en limitant les importations en coopération avec les organismes internationaux et les ONG pour avoir une meilleure efficacité agricole. C'est ce que le Qatar a fait en faisant preuve de résilience. C'est ainsi qu'en 2017, il a importé plus de 165 bovins de la race Holstein.

²⁰ BP : la marée noire du Golfe du Mexique en 15 chiffres. (2013). *L'Observateur (L'Obs)*. Consulté à l'adresse <https://www.nouvelobs.com/planete/20130225.OBS9971/bp-la-maree-noire-du-golfe-du-mexique-en-15-chiffres.html>

Depuis 2013, le Qatar œuvre pour la formation d'une alliance des pays au climat désertique pour faire face à cette insécurité alimentaire envisagée initialement comme une réponse à des conditions climatiques très défavorables. Cette insécurité alimentaire doit désormais être prise en considération dans le cas d'une crise internationale et spécifiquement, dans le contexte d'un embargo. En outre, le pays a pour objectif d'être autosuffisant à hauteur de 70 % d'ici 2023. Afin de mener à bien cette politique d'autosuffisance, un « *département de la sécurité alimentaire* » au sein du gouvernement a été créé.

En effet, le Qatar importait 90 % de ses besoins de nourriture pour un budget annuel de près d'un milliard d'euros avant 2017. Aujourd'hui, la croissance démographique et le blocus contraignent le Qatar à dépenser de plus en plus pour l'alimentation. L'embargo en vigueur depuis le 5 juin 2017 contribue d'ailleurs à remédier à cette vulnérabilité en développant des productions locales mais aussi en donnant un envol à l'innovation créatrice.

Un projet expérimental appelé Sahara Forest Project²¹, pour l'instant sur la surface d'un hectare au Qatar, a pour objet de disposer durablement de ressources en bois, de développer des ressources alimentaires et de permettre la croissance de végétaux dans l'optique de créer des zones « *vertes* », capables de stocker du gaz à effet de serre en synergie aussi avec la production d'énergie solaire. Ces « *zones vertes* » visent de même à produire de l'eau douce et de la nourriture tout en revégétalisant ces zones arides. Le Qatar a développé en outre un programme agricole sous serre dont l'objectif est de parvenir à produire 20 à 30 % de l'alimentation localement.

Hors du Qatar, l'émirat voit l'Afrique comme un territoire capable d'offrir ce que l'État du Qatar ne peut pas fournir : l'autosuffisance en produits alimentaires. Fondée en 2008, Hassad Food, qui a pour objectif d'investir à l'étranger afin d'acquérir des terres agricoles ainsi que des zones d'élevage, fait partie du fonds d'investissement « *Qatar Investment Authority* ». Les principaux investissements sont consacrés à l'achat de produits agricoles, de cheptel bovin et ovin et de lots de terrains à l'étranger.

Le Qatar a fait des pas de géant depuis son indépendance en 1971. Sans prendre le chemin hasardeux et semé d'embûches de la démocratie de type occidental, ses dirigeants successifs ont néanmoins progressivement introduit une évolution non seulement économique mais sociétale aussi à la différence des pétromonarchies voisines.

La société qatarie s'est modernisée, bénéficiant d'une stabilité politique que beaucoup d'États arabo-musulmans pourraient lui envier. La transmission sans heurts du pouvoir en 2013 en sert de preuve infaillible. Néanmoins, comme de nombreux États, il doit faire face à plusieurs enjeux tant sur le plan national que sur les plans régional et international.

²¹ Suresh, S. (2019). Food Security Strategy in Qatar. *EcoMENA*. Consulté à l'adresse <https://www.ecomena.org/food-security-qatar/>

En effet, la crise régionale de juin 2017 créée par l'Arabie saoudite et les É.A.U. a permis une mobilisation efficace visant à faire face et à trouver des solutions qui renforcent la société qatarie, préservant sa souveraineté tout en maintenant la volonté de faire évoluer la société qatarie malgré les nouvelles contraintes extérieures.

La mise au ban du Qatar par l'Arabie saoudite, les É.A.U., Bahreïn et l'Égypte a fragilisé toute la région dont la stabilité est d'ores et déjà très précaire. Selon le chercheur Sébastien Boussois²², le Qatar sort cependant gagnant deux ans après la mise en place du blocus. Face aux pressions exercées par les É.A.U. et l'Arabie saoudite suite aux soupçons de financement du terrorisme et à cause des relations de l'État de Qatar avec l'Iran, la bête noire des Saoudiens, Doha a su relever le défi et reste forte. D'où la déclaration de l'ancienne ministre qatarie de l'Information et des technologies de la communication, Hessa Al-Jaber, qui affirme : « *Aussi étrange que cela paraisse, le blocus nous a rendus plus forts* ».

En effet, cherchant à anticiper l'épuisement de ressources inhérentes aux économies à rente, telles le pétrole et les hydrocarbures, le Qatar s'est muni de diverses armes par le biais de la diversification des secteurs économiques et l'ouverture de nouvelles routes commerciales afin de satisfaire les besoins alimentaires et de consommation de sa population.

De même, pour compenser la fuite des capitaux de ses voisins, le Qatar a mis en place une politique d'investissement visant à amortir le choc. Pour contrecarrer les effets néfastes du blocus, il a aussi renforcé les échanges commerciaux avec la Turquie, l'Iran et de nombreux pays occidentaux, dont l'Australie par exemple. Quant au Qatar National Vision, prévue jusqu'en 2030, elle se doit de compenser le poids énorme des importations par une augmentation des exportations liées à la diversification. Doha met surtout en avant l'amélioration de la qualité de ses importations et produits de première nécessité.

Finalement, même après avoir quitté l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Émirat du Qatar poursuit les projets d'envergure avec le lancement de sa Banque de l'énergie, la plus importante au monde.

²² Boussois, S. (2019). Deux ans après la mise en place du blocus, « le Qatar a gagné ». *Le Monde arabe, France*. Consulté à l'adresse <https://lemonde-arabe.fr/05/06/2019/deux-ans-apres-la-mise-en-place-du-blocus-le-qatar-a-gagne/>

2. Un État pacifique... mais, hélas, au voisinage belliqueux

Pour un néophyte qui n'est pas versé dans la donne géopolitique du Moyen-Orient, il serait tentant d'associer le Qatar à certains conflits dans cette zone et, de manière générale et in fine, de le considérer comme un état « *belliqueux* ». Néanmoins, lorsque l'on étudie la géopolitique de la région du Moyen-Orient de manière objective, on constate que le Qatar est avant tout un état pacifiste qui doit faire face à un environnement politique régional sous haute tension à cause de l'attitude, la position et la conduite de certains de ses voisins.

Ipsa facto, il s'est vu obligé de recevoir des garanties pour sa sécurité de la part de plusieurs États absents de la région du Golfe arabo-persique. Sans doute, encouragé par ces garanties, le Qatar, sous l'égide de Cheikh Hamad, a voulu jusqu'en 2013-2014 croire en un futur où il jouera un rôle prépondérant sur la scène internationale. C'est cet activisme même et cette attitude même qui ont suscité des méfiances innombrables de la part de ses voisins arabes qui ont fini par le considérer comme une menace tenace pour leurs régimes, tout en jalouant cet État entreprenant, riche et innovateur. L'Occident, à son tour, a été pris par le doute, face à ce pays aux moyens financiers si importants, suscité par une campagne de communication sans précédent des É.A.U. dénonçant le Qatar d'être au service des Printemps arabes.

La perception négative de la politique étrangère du Qatar par ses voisins et, notamment par l'Arabie saoudite, a contribué aux tensions interétatiques dans la péninsule. Pour se protéger, une ligne directrice permanente du Qatar a été de s'assurer la protection des puissances étrangères sur son territoire, principalement celle des États-Unis, mais aussi de développer ou de renforcer des liens avec de nouveaux alliés dont la Turquie depuis 2017.

2.1 La jalousie « compulsive » de l'Arabie saoudite

Nul doute que le Qatar, État récent et émergent, à la faible population mais possédant une immense richesse, a émoustillé et fait vibrer les grands appétits de domination de ses voisins.

Le Qatar, un pays stable par rapport à une Arabie en pleine crise

Pourquoi un pays dont la superficie occupe 80 % de la péninsule arabique peut-il porter ce regard de jalousie sur le Qatar, ce petit émirat, à peine plus grand que la Corse et moins peuplé que Paris ? Pourquoi un pays avec sa population de 35,1 millions d'habitants envierait-il un petit émirat dont la population ne dépasse pas les 2,6 millions d'habitants ? Et, si l'on compare l'importance du matériel militaire saoudien à celui du Qatar (63,7 milliards \$ en 2016 contre 1,9 milliards de dollars), on peut vraiment s'interroger sur la menace que constituerait le Qatar.

Il semble apparemment que l'Arabie n'accepte pas qu'un pays tel que le Qatar puisse faire aussi bon usage de ses richesses. En effet, le Qatar a su faire une utilisation stratégique et efficace de ses richesses alors que l'Arabie, malgré l'importance de ses richesses pétrolières, n'arrivait pas – et n'arrive toujours pas – à mettre à profit celles-ci au service de son image internationale et au profit de son développement économique. En effet, ladite société s'enlise dans le borbier d'une crise économique suite à la chute du prix du baril passant de 100 dollars américains à 45 dollars américains entre 2014 et 2015.

La conséquence directe est un ralentissement de la croissance économique, passant de 7 % en 2014 à 1,4 % en 2016 pour atteindre son plus bas en 2017 avec -0,7 %. Au contraire, la croissance économique du Qatar est stable avec 2,2 % en 2016, à 1,6 % en 2017, 1,4 % en 2018 et le pourcentage élevé de 2,6 % pour 2019 malgré le blocus. Quant au PIB par habitant, il s'élève à 21 000 dollars par an en Arabie alors qu'il est de 116 000 dollars au Qatar. Au moment où le taux de chômage s'élève aux alentours de 12,8 % en Arabie, il est uniquement de 0,1 % au Qatar. Ainsi, le royaume saoudien fait face à une crise économique qui n'est pas sans retombées majeures.

Dans le cadre du budget 2020, on constate que les dépenses d'investissement sont programmées à 46 milliards de dollars américains (17 % du total) en diminution de 30 % par rapport au budget 2019. Les achats de biens et services par les administrations sont programmés à 37 milliards de dollars américains en baisse de 20 % par rapport à l'exécution budgétaire de l'année 2019.

Hormis cette crise économique, l'Arabie saoudite souffre des séquelles lacérantes et acérées d'une image désastreuse et pitoyable au niveau international tant du fait de sa politique intérieure que de celle extérieure. Au niveau interne, les rebondissements d'un certain nombre d'incidents ne cessent de choquer l'opinion mondiale au plus haut degré. On se souvient ainsi qu'en 2017 plus de deux cents VIP – dont des princes de la famille royale saoudienne – ont été séquestrés de force dans les suites de l'hôtel Ritz Carlton à Riyad pendant 3 mois sous prétexte de lutter contre la corruption. La très grande majorité des personnes séquestrées n'a été libérée qu'après avoir plaidé coupable et accepté de restituer des sommes ou des biens supposément mal acquis suite à un arrangement financier de nature louche. Des zones d'ombre pèsent quant à la décision de blanchir l'honneur des autres séquestrés et de les juger exempt de toute malversation. Visant de récolter des échos favorables de cette campagne de marketing stratégique, il n'en est moins vrai que cette opération a permis de remplir les coffres du prince héritier avec la somme fabuleuse de 106 milliards de dollars. Il s'agissait aussi et surtout pour Mohammed ben Salmane d'imposer son autorité comme prince héritier.

En effet, depuis que Mohammed ben Salmane a accédé au titre de prince héritier en juin 2017, les autorités saoudiennes n'ont fait qu'intensifier leur répression à l'encontre des dissidents et des défenseurs des droits humains. De ce fait, la question des droits de l'homme constitue un dossier qui continue de

peser lourdement sur les autorités saoudiennes. C'est ainsi, qu'en 2018, l'Arabie saoudite a emprisonné presque tous les fondateurs de l'Association saoudienne pour les droits civils et politiques (ACPR), désormais interdite.

De plus, les juges condamnent de façon routinière les accusés à des peines de flagellation prévoyant des centaines de coups de fouet. Les enfants peuvent être jugés et condamnés en tant qu'adultes pour des crimes passibles de la peine capitale s'ils montrent des signes physiques de puberté. En 2018, l'Arabie saoudite a exécuté 139 personnes, des exécutions qui la plupart du temps ont lieu par décapitation, et en sus en public.

Mais encore, les salariés étrangers subissent des conditions de travail très précaires au point où, en janvier 2017 et juillet 2018, plus de 667 000 travailleurs immigrés ont quitté le pays. Avec son refus catégorique d'apposer sa signature sur la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, l'Arabie ne reconnaît pas toujours en 2020 le droit d'asile sur son territoire.

L'affaire Khashoggi, de son côté, a soulevé un tollé à l'échelle mondiale et provoqué une indignation incommensurable. Jamal Khashoggi, un journaliste saoudien, est assassiné le 2 octobre 2018 dans des conditions horribles, au sein même du consulat saoudien d'Istanbul et par nuls autres que des agents saoudiens. Au terme de six mois d'enquête, Agnès Callamard, la rapporteure spéciale des Nations unies, écrit dans son rapport : « *M. Khashoggi a été la victime d'une exécution délibérée, préméditée, une exécution extrajudiciaire dont l'État d'Arabie saoudite est responsable en regard du droit international lié aux droits de l'homme. Il existe des preuves crédibles, justifiant des investigations supplémentaires, de la responsabilité individuelle d'officiels saoudiens de haut niveau, y compris le prince héritier* ».

D'ailleurs, aujourd'hui, deux ans plus tard, des sénateurs américains souhaitent que les documents sur le meurtre de Khashoggi soient rendus publics, une initiative qui ne peut que mettre à mal le prince Mohammed ben Salmane.²³ « *De nombreux pays présentent des bilans imparfaits en matière de droits humains, mais l'Arabie saoudite se démarque par l'extrême ampleur de sa répression, qui focalise davantage les regards depuis le meurtre brutal de Jamal* », a déclaré Michael Page, directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord au sein de Human Rights Watch (HWR). « *L'Arabie saoudite devrait répondre aux critiques de la communauté internationale à l'égard de son bilan en matière de droits humains en procédant à des changements significatifs, notamment en remettant immédiatement en liberté des défenseurs des droits humains emprisonnés* ».²⁴

²³ A., Paul. (2020). Affaire Khashoggi : un rebondissement qui va inquiéter MBS. *La Nouvelle Tribune*. Consulté à l'adresse <https://lanouvelletribune.info/2020/03/affaire-khashoggi-un-rebondissement-qui-va-inquieter-mbs/>

²⁴ Arabie saoudite : Les violations des droits humains examinées par l'ONU. (2018). *Human Rights Watch*. Consulté à l'adresse <https://www.hrw.org/fr/news/2018/11/15/arabie-saoudite-les-violations-des-droits-humains-examinees-par-lonu>

Cette affaire-là met de même des bâtons dans les roues de l'Arabie en ce qui concerne le rachat de Newcastle United. Le propriétaire de Newcastle Mike Ashley, dont l'empire est déstabilisé par les conséquences économiques de la crise sanitaire, serait en effet assez pressé de vendre. Un consortium mené par le Fonds public d'investissement saoudien (PIF), dirigé par le prince héritier Mohammed Ben Salmane, souhaite racheter le club anglais à 350 millions d'euros pour acquérir 80 % des parts du club évoluant en Premier League. Cette acquisition fait partie de la politique de soft power mise en place par l'Arabie saoudite, impatiente de concurrencer Doha détenant le PSG depuis 2011. Cependant, si l'affaire est bien engagée, elle se heurte à plusieurs obstacles. Ainsi, plusieurs ONG comme Amnesty International dénoncent une tentative de « *blanchiment* » et une manœuvre pour améliorer leur image et détourner l'attention des atteintes aux droits de l'homme et de la femme. De même, les avocats de Hatice Cengiz, la fiancée du journaliste Jamal Kashoggi assassiné fin 2018 dans le consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul, ont écrit une lettre rendue publique à la Premier League pour lui demander de s'opposer au rachat de Newcastle pour ne pas « *ternir sa réputation* ». Enfin, Le groupe audiovisuel qatari beIN ,qui détient les droits de diffusion des matchs de la Premier League anglaise au Moyen-Orient, a lui aussi envoyé une lettre ,signée par son directeur exécutif Yousef al-Obaidly, aux dirigeants de la Premier League réclamant une enquête sur les propriétaires saoudiens, dénonçant l'implication de l'Arabie Saoudite dans les piratages de matches de Premier League dans le monde entier et expliquant la nécessité d'empêcher Newcastle de devenir la propriété des Saoudiens.²⁵

De plus, le meurtre de Jamal Khashoggi, qui a déjà terni l'image du prince Ben Salmane, est suivi de la mort d'Abdallah Hamid, un autre défenseur des droits de l'homme, en prison. Abdallah al-Hamid était un des fondateurs de l'Association saoudienne des droits civils et politiques (ACPRA), un groupe de défense des droits humains fondé en 2009 et dissous en 2013. Il a été condamné en mars 2013 à 11 ans de prison, accusé d'avoir « *rompu l'allégeance* » au roi saoudien, « *incité au désordre* » et d'avoir cherché à déstabiliser la sécurité de l'Etat, d'après Amnesty. Il est décédé à 69 ans des suites d'un AVC selon plusieurs groupes de défense des droits humains, dont Amnesty International. Michael Page, déclare dans un communiqué : « *Le fait qu'Abdallah al-Hamid ait été forcé de passer ses dernières années en prison, simplement pour avoir critiqué les violations endémiques des droits humains en Arabie saoudite, est impardonnable* ». Quant à la directrice de recherches d'Amnesty International pour le Moyen-Orient, Lynn Maalouf, celle-ci affirme : « *M. Hamid était un courageux champion des droits humains en Arabie saoudite. Lui, et tous les autres prisonniers de conscience en Arabie saoudite, n'auraient jamais dû être emprisonnés* ». ²⁶

²⁵ Le Qatar s'oppose au rachat du club de Newcastle par l'Arabie saoudite. (2020). *Le Monde arabe*. Consulté à l'adresse <https://lemonde-arabe.fr/22/04/2020/qatar-arabie-saoudite-rachat-newcatle/>

²⁶ Arabie saoudite : Abdallah al-Hamid, militant des droits humains, meurt en prison. (2020). *Le Matin*

Mais encore, l'Arabie saoudite fait pression afin de récupérer un ancien haut responsable des services de renseignements, Saad Al-Jabri ,réfugié au Canada depuis 2017 et qui apparemment en « *saurait trop* ». D'ailleurs, ses enfants sont détenus en Arabie depuis mars et devraient certainement servir d'outil de menace afin d'obliger leur père à rentrer au pays. Depuis la tentative d'assassinat survenu dans son Palais en avril 2018, le jeune Mohammed Ben Salmane a commencé à craindre pour sa sécurité. Tous ceux qui s'éloignent désormais de ce dernier, ou marquent leur opposition, subissent le même sort. Il en est de même pour Saad Al-Jabri qui a travaillé dès le début de sa carrière sous la houlette du prince Mohammed ben Nayef, évincé par MBS, et qui aurait désapprouvé la décision de MBS de lancer une guerre contre le Yémen. Le prince héritier, devenu paranoïaque, voit alors en lui un agent qui œuvre à un complot contre lui et veut à tout prix l'éliminer.²⁷

La politique religieuse de l'Arabie saoudite est tout aussi calamiteuse et sinistre. Le salafisme, mouvance la plus intolérante et sectaire de l'islam, est sorti vainqueur parce que, parmi tous les radicalismes religieux qui pourrissent la planète, il est le seul à bénéficier d'un appui constant de la part d'un pays doté d'immenses moyens, nommément le royaume saoudien. Ipso facto, forts de 5 000 membres, les Saoudiens constituaient le contingent le plus nombreux de combattants étrangers en lutte contre l'Armée rouge en Afghanistan alors que 15 des 19 terroristes des attentats du 11 septembre 2001 étaient des ressortissants saoudiens. Concernant les prisonniers de Guantanamo et les membres étrangers de l'État islamique (Daech) en Syrie et en Irak, 115 sur 611 prisonniers et 2 500 personnes respectivement sont saoudiens.²⁸

Cette avidité pour le djihad n'est pas fortuite et accidentelle. En effet, après le premier attentat contre le World Trade Center en 1993, la Maison Blanche a pris la décision de sanctionner le Soudan sous le prétexte qu'il y avait 5 Soudanais parmi les 15 terroristes. Néanmoins, après les attentats du 11 septembre 2001, cette dernière pointe l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord du doigt, puis envahit l'Afghanistan et l'Irak, alors qu'il n'y avait ni Iranien, ni Irakien, ni Afghan, ni *a fortiori* aucun Coréen du nord parmi eux. Enigme saoudienne ! Dans le monde, il y aurait environ 50 à 60 millions de salafistes, dont 20 à 30 millions en Inde, 5 à 6 millions en Egypte, 27,5 millions au Bangladesh et 1,6 million au Soudan.²⁹

Quant aux Émirats arabes unis, ils s'acharnent visiblement à tisser des liens d'inimitié autour de l'Émirat de Qatar. Tout aussi bien que l'Arabie saoudite,

d'Algérie. Avec AFP. Consulté à l'adresse <https://www.lematindalgerie.com/arabie-saoudite-abdallah-al-hamid-militant-des-droits-humains-meurt-en-prison>

²⁷ Arabie Saoudite Riyad est prêt à tout pour récupérer Saad Al-Jabri, l'homme qui en savait trop. (2020). *Courrier international*. Consulté à l'adresse <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/arabie-saoudite-riyad-est-pret-tout-pour-recuperer-saad-al-jabri-lhomme-qui-en>

²⁸ Conesa, P. (2016). *Dr. Saoud et Mr. Djihad, la diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite*. Hubert Védrine (Préface). éd. Robert Laffont. 306 p.

²⁹ *Ibid.*

tous les moyens sont bons pour les É.A.U. pour exercer leur hégémonie sur les pays voisins. « *Il n’y a de plus belle vitrine que celle des Émirats arabes unis : plages paradisiaques, architecture avant-gardiste, hymne à la tolérance... Et si nous traversions le miroir ? Quelques indices nous alertent en effet, des frasques de l’émir de Dubaï à l’inscription de ce pays des merveilles sur la liste européenne des paradis fiscaux, en passant par sa sale guerre menée au Yémen* ». Michel Taube³⁰ nous propose une plongée aux rebonds ahurissants dans les profondeurs d’un système occulte régi par une stratégie subtile de dissimulation, de mensonges... et d’infiltration.

Dans *La face cachée des Émirats arabes unis*, Michel Taube révèle de plein fouet la face cachée des É.A.U., pays souvent à l’ombre de son allié, l’Arabie saoudite, et de son prince héritier Mohammed Ben Zayed. En effet, il vise à dénoncer leur acharnement à donner une image de tolérance alors qu’ils prônent un islam rigoriste, notamment au sein de l’Émirat de Sharjah, et emprisonnent ceux qui osent parler pour la défense des droits de l’homme comme Ahmad Mansoor. Hormis leur autoritarisme, ils se révèlent être des as de la fraude fiscale et du blanchiment sans compter leur appétit belliqueux, la maltraitance des immigrés et la soumission des femmes.³¹ Ainsi, il était temps de réveiller, sinon de soulever, l’opinion publique sur un pays qui prétend être ce qu’il n’est pas et qui présente au monde entier une façade ornementée, mais certes trompeuse et perfide, de la liberté d’expression, du respect inconditionnel des droits de l’homme et de l’intégrité fiscale.

Le gouvernement de Tripoli a dénoncé l’ingérence des É.A.U. dans le conflit libyen et leur « *position hostile* » envers lui.³² En effet, les É.A.U. proclament haut et fort leur soutien inconditionnel au maréchal Khalifa Haftar, le chef de l’autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL), qui a contrôlé l’Est du pays et qui a suscité par ses attaques, offensives, razzias et incursions de fortes craintes d’un embrasement dans ce pays morcelé et éclaté depuis le temps du Printemps arabe. Faisant fi de la trêve conclue lors de la conférence de Berlin le 19 janvier, les É.A.U. ont continué à soutenir ce dernier dans ses crimes de guerre.

Six familles libyennes, dont les proches ont été atteints ou tués, poursuivent en justice tant les É.A.U. que le maréchal Haftar devant le tribunal de district de Washington pour avoir violé la quatrième Convention de Genève, la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l’homme et la Constitution des États-Unis pour meurtres et actes de torture.³³ Il reste à rappeler que,

³⁰ Taube, M. (2019). *Op. cit.*

³¹ De la duplicité : plongée dans les réalités des Emirats arabes unis. Un livre de Michel Taube. (2019). *Opinion INTERNATIONALE*. Consulté à l’adresse https://www.opinion-internationale.com/2019/11/23/de-la-duplicite-plongee-dans-les-realites-des-emirats-arabes-unis-un-livre-de-michel-taube_68355.html

³² Libye : le gouvernement de Tripoli dénonce l’ingérence des Émirats arabes unis. (2019). *RFI*. Consulté à l’adresse <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190908-libye-colere-gna-declaration-haftar-emirats>

³³ États-Unis : des familles libyennes poursuivent Haftar et les Émirats arabes unis en justice. (2020). *TRT*. Consulté à l’adresse <http://www.trt.net.tr/francais/ameriques/2020/02/11/États-unis-des-familles-libyennes-poursuivent-haftar-et-les-emirats-arabes-unis-en-justice-1357398>

depuis le 5 avril 2019, les combats pour la prise de Tripoli ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés, et ont également forcé 120 000 personnes à quitter leur foyer.³⁴

Cependant, à partir du 8 juin 2020 et suite aux nombreuses défaites qu'il a essuyées et aux discussions avec le président égyptien, Abdel-Fattah al-Sissi, le maréchal Haftar a accepté un cessez-le-feu. Depuis 2019, soutenu par ses amis français, les É.A.U, l'Égypte et la Russie, le maréchal a cherché à prendre d'assaut la capitale Tripoli après avoir tenté sa chance avec les puits de pétrole de Cyrénaïque. Toutefois, le Gouvernement libyen d'union nationale (GNA), reconnu par les Nations unies et appuyé par la Turquie, a infligé une série de revers aux troupes rebelles de Haftar, malgré les drones émiratis, les mercenaires russes et des militaires français. Le 5 juin 2020, les forces progouvernementales ont annoncé avoir pris le contrôle de l'ensemble de l'ouest de la Libye et de Tripoli après avoir chassé les pro-Haftar de Tarhouna, leur dernier fief dans cette région. Ainsi, les troupes rivales de Favez al-Sarraj sonnent la retraite. Cette défaite cuisante des forces de Haftar signe de fait celle de l'engagement français en Libye.³⁵

Dans le même temps, accusés de se verser dans la piraterie du pétrole libyen, les É.A.U. sont boycottés par la Campagne internationale du boycott des É.A.U. (ICBU). En effet, les É.A.U. exportent de manière illégale du pétrole transporté du port de Marsa contrôlé par le maréchal Haftar dont les Emirats financent en contrepartie les combats internes et barbares à Tripoli. Mais encore, ils achètent du combustible du Yémen, de l'Irak et de l'Iran qui, une fois aux Emirats, est vendu en marge des exigences du marché. Le président de la National Oil Corporation (NOC) a déclaré que les É.A.U. achètent et vendent le pétrole par le biais de la milice de Khalifa Haftar Al-Tameh dans le but de contrôler ce secteur en Lybie.³⁶

En outre, selon le journaliste indépendant Sam Gelobter, le très stratège Mohammed Ben Zayed, surnommé Machiavel prince du désert, Émir d'Abu Dhabi, et richissime partenaire des principaux pays européens et des États-Unis, réussit toujours à garder une image positive grâce à sa coopération autant économique que militaire avec ses alliés occidentaux. Néanmoins, ses agissements au Yémen créent des tensions dans la région et renforcent les bases de l'organisation terroriste islamiste d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique. Si les É.A.U. réussissent encore à donner une image progressiste et libérale, il n'en demeure pas moins que ce pays n'hésite pas à violer les droits de l'homme en surveillant journalistes, opposants politiques ou simples citoyens sur son territoire comme à l'extérieur, sans oublier les crimes de guerre commis

³⁴ Libye. Le maréchal Haftar ordonne l'attaque de Tripoli. (2019). *Ouest-France avec AFP*. Consulté à l'adresse <https://www.ouest-france.fr/monde/libye/libye-le-marechal-haftar-ordonne-l-attaque-de-tripoli-6295646>

³⁵ Maréchal Haftar : le poulain de la France accumule les revers en Libye. (2020). *Le Télégramme*. Consulté à l'adresse <https://www.letelegramme.fr/monde/marechal-haftar-le-poulain-de-la-france-accumule-les-revers-en-libye-05-06-2020-12562211.php>

³⁶ La Campagne Internationale Pour Le Boycott Des Emirats Arabes Unis (ICBU) Accuse Les É.A.U. D'importer Illégalement Du Pétrole Libyen. (2019). *Emirates Leaks*. Consulté à l'adresse <http://emiratesleaks.com/fr/la-campagne-internationale-pour-le-boycott-des-emirats-arabes-unis-icbu-accuse-les-eau-dimporter-illegalement-du-petrole-libyen/>

au Yémen avec l'Arabie saoudite, son alliée indéfectible. Nombreux sont ceux qui, à présent, s'opposent à la vente d'armes à ces deux pétromonarchies aux ambitions belliqueuses.³⁷

Outre ses actions peu recommandables au Yémen, l'ingérence des É.A.U. au Maroc, en Lybie et en Algérie commence à peser lourd et à susciter l'indignation. Tout d'abord, selon des sources médiatiques, le Maroc vient de rappeler son ambassadeur à Abu Dhabi, alors que les É.A.U. ne semblent plus avoir d'ambassadeur à Rabat depuis plus d'un an. Ensuite, le Gouvernement d'alliance nationale conduit par Fayez Al-Sarraj a décidé de la rupture des relations diplomatiques avec les Emirats, accusés de fournir des armes et des mercenaires à Khalifa Haftar. De plus, un membre du Conseil présidentiel du Gouvernement d'alliance nationale, Mohamed Al-Amari, appelle aussi à une rupture de toute relation avec Abu Dhabi suite à son implication vérifiée dans « *la violation de la souveraineté de la Libye en occupant une partie de ses terres, en y installant une base militaire, en pénétrant l'espace aérien libyen et en procédant à des raids aériens dans le but de tuer des citoyens libyens* ». Le député dénonce également une « *tentative de coup d'Etat* » et un « *soutien politique, financier et médiatique* » fourni par les Emiratis à l'homme fort de l'Est libyen. Finalement, la mainmise des Emiratis sur l'ancien chef d'état-major de l'armée, Ahmed Gaïd-Salah et leur complicité douteuse avec le régime de Bouteflika poussent les millions de citoyens, qui réclamaient le changement de régime, à dénoncer l'intrusion des É.A.U. de façon flagrante dans les affaires internes de l'Algérie et de venir en aide au pouvoir en place contre la révolution en cours. Certains observateurs les soupçonnent même de vouloir mettre la main sur le commerce extérieur de l'Algérie en faisant du monopole des ports un moyen de pression économique et politique.³⁸

Le Conseil des droits de l'homme s'est réuni le 4 décembre 2008 pour procéder à l'examen périodique universel relatif aux É.A.U. Étant invitée à participer à ce processus, l'ONG Alkarama a soumis un rapport au Conseil des droits de l'homme résumant ses préoccupations. En effet, les É.A.U. restent sourds aux propositions de certains pays dont la promulgation d'une loi spécifique à la presse et les publications qui exclut les condamnations aux peines privatives de liberté. C'est dans cet esprit que les défenseurs des droits de l'homme ne devraient pas être confrontés à des restrictions dans leur travail en lien avec le traitement des travailleurs migrants et la protection de leurs droits économiques, sociaux et culturels, en particulier des femmes employées de maison. Les É.A.U. ont peut-être montré un intérêt timide aux recommandations mais celui-ci

³⁷ Emirats arabes unis : MBZ, Machiavel prince du désert. (2019). *Mediapart par observatoire indépendant des Emirats arabes unis*. Consulté à l'adresse <https://blogs.mediapart.fr/observatoire-independant-des-emirats-arabes-unis/blog/021019/emirats-arabes-unis-mbz-machiavel-prince-du-desert>

³⁸ Maroc et Libye l'arguent les belliqueux Emirats : l'Algérie suivra-t-elle ? (2020). *Algérie patriotique*. Consulté à l'adresse <https://www.algeriepatriotique.com/2020/05/16/maroc-et-libye-rompent-avec-les-belliqueux-emirats-lalgerie-suivra-t-elle/>

ne se conjugue pas puisqu'ils n'envisagent pas de ratifier les Conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT), notamment celles relatives au « *droit syndical* » à la « *négociation collective* » et aux « *libertés syndicales* » (C87 et C98), ni pour les nationaux ni les résidents.³⁹

D'ailleurs, trois ans plus tard, les É.A.U. ne semblent toujours pas avoir pris ces recommandations au sérieux puisque Ahmed Mansoor, né à Ajman, ingénieur et défenseur des droits de l'homme, s'est retrouvé dans l'impossibilité de quitter les É.A.U., son passeport lui ayant été confisqué. Plus encore, depuis 2017, il se retrouve derrière les barreaux condamné à 10 ans de prison ferme pour avoir terni « *le statut et le prestige* » de son pays. En fait, Ahmad Mansoor a été accusé de propager des informations erronées et « *des idées tendancieuses de nature à semer la sédition et le sectarisme* ». « *Ce n'est pas un tweet ou une déclaration qui sont condamnés, mais son profil et son activité sur la durée* », explique Lynn Maalouf. Pis est que cette incarcération inique est aggravée par des conditions horribles de détention et d'interminables périodes d'isolement. En 2019, cent organisations, dont Amnesty, ont demandé aux autorités des É.A.U. dans une lettre ouverte, adressée au président Khalifa bin Zayed al Nahyan et publiée le 16 octobre, de libérer Ahmed Mansoor.⁴⁰

De même, le jour de son anniversaire, le 22 octobre, Amnesty International lance une semaine d'action mondiale en faveur de cet homme dont les actions ne sont que louables et pacifiques en faveur des droits de l'homme. Nonobstant les multiples manifestations à Londres, Bruxelles, Melbourne, New York, Toronto et Washington D.C. et les campagnes sur les réseaux sociaux qui se sont ralliés autour du hashtag #FreeAhmed., il demeure incarcéré.⁴¹ Ceci n'est que compréhensible puisque toutes ces actions s'adressent à un pays où les libertés individuelles sont inexistantes et la voix de la vérité étouffée.

Le gouvernement des É.A.U. a également été accusé d'enlèvement, de détention et de torture d'opposants politiques et d'expatriés, souvent pour extorquer des aveux de prétendus complots pour renverser le régime. Amnesty International a accusé les É.A.U. de diriger des prisons secrètes au Yémen où des prisonniers sont détenus de force et torturés. En effet, l'Organisation arabe des droits de l'homme a énuméré 16 méthodes différentes de torture utilisées par le gouvernement des É.A.U., y compris l'électrocution.⁴²

³⁹ Meunier, M. (2018). La voix bâillonnée des Emirats. *La Croix*. Consulté à l'adresse <https://www.la-croix.com/Journal/voix-baillonnee-Emirats-2018-06-01-1100943481>

⁴⁰ Maalouf, L. (2019). Émirats arabes unis. Appel mondial en faveur de la libération de l'éminent défenseur des droits humains Ahmed Mansoor. *Amnesty International*. Consulté à l'adresse <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/10/uae-global-call-for-release-of-prominent-human-rights-defender-ahmed-mansoor/>

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Laforge, D. (2020). Mohammed bin Rashid Al Maktoum troublé par les allégations de torture et la gestion de prisons secrètes. Consulté à l'adresse <https://news-24.fr/mohammed-bin-rashid-al-maktoum-trouble-par-les-allegations-de-torture-et-la-gestion-de-prisons-secretes-2/>

De plus, les conditions de travail des ouvriers sur les chantiers ne sont que des preuves criantes de leur intolérance. En effet, plus de 5000 victimes indiennes ont succombé en cinq ans sur le chantier pharaonique de l'exposition universelle de 2020. Cet événement majestueux aurait à lui seul causé le sacrifice de quelques milliers d'âmes. Des centaines de jeunes hommes originaires du Népal, d'Inde, du Bangladesh, du Pakistan décèdent chaque année souvent d'attaques cardiaques dues à la pollution, la chaleur ou même le manque de protection. Néanmoins, le gouvernement émirati ayant prétendument fixé des règles pour protéger les travailleurs, refuse d'assumer toute responsabilité et classe les milliers de jeunes morts dans la catégorie des « *décès naturels* ». Toutefois, Diana Eltahawy, d'Amnesty International, est catégorique : « *Toutes les sociétés en construction engagées aux Émirats opèrent en exposant les travailleurs à un degré inacceptable de risques* ». Les autorités émiraties n'ont pas daigné faire suite à cela. En effet, un événement fastueux est en jeu et quand il s'agit d'entretenir les invités, de jeter de la poudre aux yeux et de se renflouer les poches, tous les moyens sont permis !⁴³

Enfin, les violences contre les femmes ne se limitent pas aux étrangères ou à celles du pays puisque les deux filles de l'émir de Dubaï ont cherché à fuir les abus indicibles de leur père. Mais leurs tentatives ont été vaines et payées assez cher puisqu'elles n'ont plus été vues en public. Heureusement, sa sixième femme, la princesse Haya Bint Al-Hussein, a réussi à s'échapper et s'est réfugiée en Angleterre. En novembre 2019, la bataille juridique se poursuivait encore entre la princesse et l'émir.⁴⁴

Indépendance mal acceptée par les pays voisins

Tout en restant attaché à une coopération avec ses voisins, le Qatar ne cesse d'affirmer et de consolider sa souveraineté et son indépendance. Malgré cette politique de neutralité, ses voisins n'apprécient pas qu'un État ayant des richesses naturelles importantes puisse échapper à un certain contrôle. Jérôme Lavandier, consultant et chargé d'enseignement à l'université Paris-Dauphine et aux Arts et métiers Paris Tech, explique dans un excellent article datant de 2013 comment le Qatar s'est lentement détaché tant des É.A.U. que de l'Arabie saoudite afin de jouir de sa pleine souveraineté telle que reconnue et sanctionnée dans les statuts du droit international.

Concernant le point de rupture avec les É.A.U., celui-ci a trait à la déclaration d'Harold Wilson du 18 février 1968 sur la base de laquelle sera signé un accord d'union entre les émirats du Golfe quelques jours plus tard. C'est lors de cette rencontre que les autorités qataries proposent la création d'un Conseil suprême constitué de neuf émirats et chargé de définir et de mener une politique commune.

⁴³ Mattei, F. (2019). Émirats arabes unis : le meilleur des mondes. *Jeune Afrique*. Consulté à l'adresse <https://www.jeuneafrique.com/mag/857194/societe/tribune-emirats-arabes-unis-le-meilleur-des-mondes/>

⁴⁴ La Bataille Juridique Se Poursuit Entre La Princesse Haya Et Son Mari L'Émir De Dubaï. (2019). *Emirates Leaks*. Consulté à l'adresse <http://emiratesleaks.com/fr/la-bataille-juridique-se-poursuit-entre-la-princesse-haya-et-son-mari-lemir-de-dubai/>

Cheikh Ahmad bin Ali Al-Thani propose que les émirats soient fédérés afin « *de préserver leur identité, d'assurer leur sécurité et leur indépendance, d'unifier leur politique étrangère et d'organiser une défense commune* ».

Cette proposition va trouver un écho favorable chez l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, Abou Dhabi et Dubaï. Par contre, lesdites discussions entraîneront des clivages dramatiques. D'un côté, Abou Dhabi et Bahreïn défendent le projet avec le soutien de la Grande-Bretagne et, de l'autre, Dubaï, le Qatar et l'Arabie saoudite se montrent assez réservés. Après plusieurs rencontres, le Qatar prend l'initiative d'adhérer à l'idée de la fédération telle que préalablement avancée. Ainsi, en juillet 1968, Cheikh Khalifa préside le Bureau exécutif du Conseil provisoire de la Fédération, dont la première réunion se tiendra à Doha afin d'assurer l'organisation et le fonctionnement futurs de la Fédération.

Cependant, certains émirats tels qu'Abou Dhabi ou Bahreïn ne s'impliquent pas comme il le faudrait. D'autre part, Bahreïn souhaite obtenir la moitié des sièges au Conseil provisoire et demande à ce que Manama soit la capitale de la Fédération. Abou Dhabi va alors s'arc-bouter face à une telle demande tout en ayant l'appui de l'ancienne puissance coloniale, c'est-à-dire la Grande-Bretagne. Le Qatar ne pouvant pas trouver sa place au sein de ce projet de fédération proclame son indépendance le 3 septembre 1971, quelques jours après le retrait du Bahreïn. Cette fin de non-recevoir de la part du Qatar à l'attention d'Abou Dhabi n'a pas été appréciée puisque, par son retrait, le Qatar marque sa volonté légitime de ne pas intégrer une structure de pouvoir qui contrôlerait sa souveraineté. C'est cette liberté d'action qui, aujourd'hui, semble perturber les É.A.U., Bahreïn mais aussi l'Arabie saoudite qui, elle aussi, a vu le Qatar quitter son espace d'influence.

Le Qatar va de même opter pour une prise de distances avec l'Arabie saoudite. Mais cela n'a pas été toujours le cas. Comme le souligne Jérôme Lavandier, les Qataris ont des liens avec l'Arabie depuis le XIXe siècle. Ces liens vont même se renforcer avec l'arrivée au pouvoir de la famille Al-Thani qui développe des rapports très étroits avec ce qui deviendra l'actuelle Arabie saoudite. A partir des années 1920, des contentieux territoriaux vont commencer. En effet, Ibn Saoud va conquérir la région frontalière d'al Hasa. Afin de freiner l'avancée d'Ibn Saoud, l'émir du Qatar va alors payer l'impôt permettant le statu quo. Cette stratégie fonctionnera d'autant plus que le Qatar bénéficie de la protection des Britanniques. Mais les Saoudiens, comme l'atteste Jérôme Lavandier, vont mener et mettre en œuvre une « *diplomatie d'ingérence* » avec pour objectif l'annexion du Qatar. Dans une lettre qu'il fait parvenir à l'Émir Abdallah bin Jassim, Ibn Saoud affirme que le Qatar doit lui revenir. Avec la seconde guerre mondiale, le conflit sera mis entre parenthèses et en 1965, Qataris et Saoudiens trouveront une solution amiable à la délimitation de leur territoire. Cela pouvait apparaître comme un premier pas vers une accalmie sauf que celle-ci ne durera pas longtemps.

En effet, en 1974, les É.A.U. offrent à l'Arabie saoudite une bande côtière qui fait d'eux les voisins immédiats du Qatar. Avec ce nouveau couloir vers la mer,

l'Arabie saoudite enclave totalement les frontières terrestres du Qatar. On peut se demander si l'attribution d'une bande côtière à l'Arabie n'avait pas pour but officieux de mettre en place les conditions permettant d'absorber le Qatar qui voit sa souveraineté menacée à tout moment. C'est ce qui a failli se passer en 1990. D'ailleurs, au moment où l'Irak envahit le Koweït en 1990, l'Arabie saoudite sollicite, dans le cadre du déploiement général de son armée le long de la côte, l'autorisation que ses soldats s'installent au sud du Qatar. Le problème qui se posait alors résidait dans le fait que cette zone frontalière sollicitée par l'Arabie avait un tracé mal défini et que, dès lors, les Saoudiens pouvaient revendiquer un tracé portant atteinte à la souveraineté qatarie. C'est pourquoi ces derniers ont répondu par une fin de non-recevoir à la demande des Saoudiens qui ne pouvaient accepter un tel refus. Ils décident alors de fermer l'accès à l'autoroute côtière reliant directement le sud-est du Qatar à Abou Dhabi, obligeant les automobilistes à faire un long détour par l'Arabie saoudite après avoir passé des contrôles exigeants aux postes frontières.

À travers le rappel de ces quelques faits, on voit bien que le positionnement actuel de l'Arabie n'est finalement qu'un positionnement politique dont l'objet est une revanche sur un État qui n'a jamais fait preuve d'agressivité à son encontre et qui n'a fait que protéger sa souveraineté. Cette indépendance s'illustrera en 1991 lorsque le Qatar développera une collaboration avec l'Iran afin d'exploiter un gigantesque gisement gazier du North Dome Gas-Consentate Field. Par ce rapprochement avec l'Iran, le Qatar semble vouloir montrer, qu'au nom de sa souveraineté et sa liberté, il est libre de collaborer avec les pays qu'il juge utiles à son essor et à son rayonnement.

Dès lors, les Saoudiens vont voir dans le Qatar un satellite de l'Iran. C'est dans ce contexte qu'interviennent les affrontements du 30 septembre 1992 au poste frontière de Khafous qui feront trois morts du côté qatarien. Face à cette nouvelle agression, le Qatar réagira en prenant des décisions immédiates : l'annulation de l'accord de 1965 sur les frontières et le boycott des réunions du C.C.E.A.G. Face à cette situation de tension extrême, le président Moubarak, en 1994, fera office de médiateur entre le roi Fahd et Cheikh Khalifa. Un accord, totalement en faveur du Qatar, sera alors signé le 21 mars 2001 portant sur le tracé des frontières. Mais il faut savoir que si l'Arabie saoudite accepte d'être perdante dans cet accord, c'est parce qu'elle signifie indirectement au Qatar que celui-ci doit non seulement prendre ses distances avec l'Iran, mais également se rapprocher de la sphère d'influence saoudienne.

A travers ces quelques faits historiques, on voit bien que le positionnement tant des É.A.U. que de l'Arabie est fondé sur une approche purement politique. Celle-ci consiste à vouloir discréditer un pays qui n'a jamais fait preuve d'agressivité et souhaite, avant tout, protéger sa souveraineté politique et territoriale notamment face à une Arabie saoudite arrogante.

Si la pandémie du Covid-19 devait permettre un semblant d'apaisement entre les pays du Quartet et Doha, on voit malheureusement les espoirs se ternir puisque

les É.A.U et l'Arabie saoudite ne démordent pas. Rien ne semble apaiser leur rancune à l'égard du Qatar. En effet, récemment, de fausses rumeurs par des faux comptes saoudiens et émiratis ont circulé sur les réseaux sociaux avec le hashtag « *coup au Qatar* », prétendant qu'une tentative de coup d'Etat avait eu lieu à Doha. Alors qu'il aurait été bénéfique pour ces pays de s'unir pour lutter ensemble contre le coronavirus en partageant leurs ressorts et leurs recherches afin de s'en sortir plus rapidement et avec le moins de dégâts possibles, chacun des pays a décidé de gérer la crise en solo. L'émirat du Qatar a su faire face plus efficacement à la pandémie en élaborant illico une politique de nettoyage laborieuse des lieux publics afin de garantir une sécurité sanitaire maximale. Le dépistage généralisé et régulier montre que les chiffres relatifs aux cas de personnes atteints du virus sont importants. Ceci est cependant dû aussi au fait que le Qatar est un pays intégré aux échanges internationaux. Plus rien ne permet d'espérer que les tensions s'apaisent puisque Riyad et Abou Dhabi poursuivent leurs tentatives de sabotage de la paix dans la région du Golfe. Le prince héritier saoudien, qui se trouve actuellement dans une position assez fragile, semble plus enclin à régler ses problèmes personnels au lieu de préserver son pays d'une chute éventuelle.⁴⁵

2.2 Le Qatar, un état militant pour la paix

Il faut garder à l'esprit que le Qatar est un État qui milite avant tout pour la paix au niveau de la société internationale contrairement à certains de ses voisins. Cet engagement pour la paix est assez manifeste. En premier lieu, le Qatar a fait de nombreuses déclarations dans ce sens. Par exemple, le 24 septembre 2019, à propos des tensions entre l'Irak et les États-Unis, le président du Conseil consultatif (parlement) qatari, Ahmed ben Abdallah al-Mahmoud, n'a pas hésité à souligner que son pays appréhende qu'une guerre puisse avoir lieu dans le Golfe. Il indiquait en effet : « *Le Qatar exprime sa profonde préoccupation à la suite de l'escalade des tensions dans la zone du Golfe. Nous ne voulons pas que ceci débouche sur un conflit militaire, le monde n'étant pas en mesure de supporter une nouvelle confrontation dans cette région. Nous appelons au contrôle des émotions et au renoncement à toute ingérence militaire* ».

En deuxième lieu, l'émirat du Qatar n'est entré que rarement en guerre et ce, dans le cadre d'une coalition : en 1990, en Irak ; en 2011, contre le régime du colonel Kadafi ; et depuis 2014, contre l'État islamique en Syrie et en Irak. Ainsi, on constate que ces guerres ont toujours été justifiées à travers la volonté de faire respecter la légalité internationale contrairement à ses voisins tels que l'Arabie saoudite. En effet, on peut se demander pourquoi l'Arabie se livre à une guerre au Yémen provoquant une catastrophe humanitaire d'une très grande

⁴⁵ BOUSSOIS, S. (2020). En pleine pandémie, Arabie saoudite et Emirats arabes unis condamnent tout espoir de relance d'une coopération régionale dans le Golfe. *Le Monde arabe*. Consulté à l'adresse <https://lemonde-arabe.fr/12/05/2020/en-pleine-pandemie-arabie-saoudite-et-emirats-arabes-unis-condamnent-tout-espoir-de-relance-dune-cooperation-regionale-dans-le-golfe/>

ampleur. Dans ce sens, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) a pu déclarer en février 2019 que la crise humanitaire au Yémen est « *la pire au monde... Quatre années de conflit et de grave déclin économique poussent le pays au bord de la famine et exacerbent les besoins dans tous les secteurs* ». En effet, l'Organisation des Nations Unies estime que 80 % de la population, soit 24 millions de personnes, ont besoin d'une forme d'aide humanitaire ou de protection, dont 14,3 millions de manière urgente et les deux tiers de toutes les régions sont déjà en situation de pré-famine. Des experts estiment que, depuis 2015, ce conflit a causé la mort directe de plus de 90 000 personnes et la mort indirecte de plus de 85 000 d'enfants de moins de 5 ans. Pour les Nations Unies, il s'agit d'une violation tant du droit international humanitaire (DIH) que du droit international des droits de l'homme (DIDH).

En troisième lieu, le Qatar joue souvent le rôle de médiateur. En effet, pas plus tard qu'en février 2020, l'accord historique entre les États-Unis et les Talibans a été signé à Doha après une diminution de la violence en Afghanistan. Cet accord stipule le retrait progressif et permanent sous quatorze mois de l'armée américaine après dix-huit ans de présence et le début de négociations de paix avec le gouvernement afghan.⁴⁶

Il est une erreur à ne pas commettre lorsque l'on étudie la géopolitique et la diplomatie. Elle consiste à penser naïvement que les prises de positions des États doivent être prises comme des vérités et que le doute ne peut être permis d'autant plus si ce pays est un allié. Les relations internationales nous enseignent que, bien parfois, des pays ont pu prendre des décisions en les justifiant en droits et en faits pour atteindre des objectifs cachés pouvant déplaire à l'opinion publique et constituer dès lors un risque politique : la justification de la guerre du Golfe en 1990 en constitue un très bon exemple. C'est pourquoi nous pouvons légitimement nous interroger sur les raisons poussant les voisins du Qatar et, en particulier l'Arabie saoudite, à adopter une attitude belliqueuse à son égard. Il semble que plusieurs raisons peuvent nous aider à mieux comprendre les attaques subies par l'émirat du Qatar qui possède une population peu nombreuse, qui ne constitue pas une menace militaire et qui n'a pas d'ambition d'expansion.

⁴⁶ Signature d'un accord historique entre les États-Unis et les talibans après 18 ans de guerre. (2020). *Le Monde*. Consulté à l'adresse https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/29/afghanistan-signature-d-un-accord-historique-entre-les-États-unis-et-les-talibans_6031351_3210.html

3. Les relations géopolitiques du Qatar

Face à certaines interrogations dont fait l'objet le Qatar, les auteurs ont souhaité, à travers une démarche objective, rechercher des réponses à certaines de ces interrogations. Pour cela, ils sont allés à la rencontre de multiples acteurs, personnalités, ayant des liens plus ou moins proches avec l'Émirat du Qatar afin d'obtenir des informations précises. Mais cela n'était pas suffisant. La démarche scientifique nécessitait de croiser un certain nombre d'informations recueillies de personnes très différentes et n'ayant pas de liens avec le Qatar. Ce travail de recoupement des informations a été mené pendant de longs mois (lectures, rencontres, ...) et a permis de répondre à un certain nombre de questions qui peuvent interpeller l'opinion publique notamment française et plus largement européenne.

En premier lieu, les auteurs souhaitaient savoir si le Qatar a une réelle volonté de répandre l'Islam en Europe. Il ressort des recherches qu'il n'y a pas de volonté de répandre l'Islam en Europe mais de fournir une culture islamique à la communauté musulmane et aux enfants musulmans, de leur enseigner leur religion et de renforcer le dialogue et la compréhension entre musulmans et non musulmans. D'un autre côté, des entretiens et des lectures ont permis d'apprendre qu'il existe des investissements religieux en Europe effectués par les É.A.U. et l'Arabie Saoudite dont certains sont liés au terrorisme et à la diffusion de discours de haine et d'extrémisme ainsi que du blanchiment d'argent (des mosquées, des centres de prédication, des établissements d'enseignement, des associations caritatives). A titre d'exemple, plusieurs investissements gouvernementaux ont été placés dans la fondation d'écoles saoudiennes en Europe et particulièrement à Paris, Rome et Vienne, où des matières concernant les études nationales et culturelles religieuses ont été incluses suivant le point de vue salafiste radical saoudien. De même, plusieurs extrémistes, qui étaient présents dans les zones de conflit où qui ont rejoint des organisations terroristes, ont reçu leur éducation ou avaient des liens avec certains centres religieux saoudiens.

Une deuxième question qui semble préoccuper une partie de l'opinion publique française, européenne ou mondiale est le soutien du Qatar à des personnalités ou mouvements islamistes. Les chercheurs ont ainsi demandé si le Qatar a soutenu et financé Tarek Ramadan. Il en a résulté que celui-ci n'a jamais été soutenu ni financé par le Qatar, il était employé dans un établissement d'enseignement au Qatar en 2011. Quant à la position du Qatar vis-à-vis du Hamas et du Fatah, les différents témoignages recueillis mettent en avant que le Qatar soutient la cause palestinienne et essaye de réaliser la réconciliation israélo-palestinienne en coordonnant les deux parties. Le soutien du Qatar à la bande de Gaza provient de la situation humanitaire que traverse la région pour calmer la situation et elle s'effectue en collaboration avec l'organisation des Nations unies.

Une troisième série de questions se pose sur la rivalité entre le Qatar et les É.A.U. Pour cela, les auteurs ont rencontré une nouvelle fois plusieurs acteurs du Moyen Orient dans différents pays (journalistes, politiques, chercheurs, ...). Ces rencontres ont dévoilé que, pour les É.A.U., le Qatar est le pays le plus concurrentiel dans le domaine économique dans la région puisqu'il représente un grand défi contre la croissance économique des Émirats, surtout dans l'Émirat de Dubaï qui était considéré comme le seul État exerçant son hégémonie sur les économies de la région. L'émergence du Qatar en tant qu'acteur économique important dans la région et au niveau international grâce aux exportations d'énergie et aux investissements étrangers a contribué d'une manière ou d'une autre à affecter négativement la position privilégiée que détenaient les Émirats depuis des décennies, ce qui conduit ces derniers à penser sérieusement à la manière de neutraliser la croissance économique de l'État du Qatar à tous les niveaux. Lors de leurs différentes rencontres, les auteurs ont appris que le fait que l'État du Qatar a opté pour une politique étrangère indépendante incompatible avec les agendas externes des Émirats a conduit ces derniers à stigmatiser l'État du Qatar et le discréditer au niveau international en l'accusant de soutenir le terrorisme et de propager des discours de haine et d'extrémisme. En exerçant des pratiques déloyales, le but des É.A.U. est de nuire au statut économique et politique du Qatar. Ainsi, des mesures ont été prises dans ce sens : d'une part, instaurer le blocus, d'autre part, persuader un certain nombre de pays à prendre des mesures politiques contre le Qatar et d'autres, enfin, visant à affaiblir la monnaie qatarie.

En quatrième lieu, les auteurs se sont attachés à savoir s'il est vrai que les É.A.U. ont financé des journalistes spécialistes du Moyen Orient pour nuire au Qatar. A ce sujet, il apparaît effectivement que certains journalistes français sont très liés aux É.A.U. et à leur service de sécurité, ainsi qu'à l'ambassade des É.A.U. en France. De plus, le centre de diplomatie à Paris est financé par les É.A.U. et géré par une citoyenne française d'origine libanaise qui semble être en contrat avec le ministre adjoint des affaires étrangères des É.A.U. qui la soutient et l'oriente. Elle constitue le lien avec ces journalistes avec qui elle se réunit régulièrement et à qui elle fournit des informations fausses. Elle les accueille dans des conférences ou des séminaires, voire des croisières et des vols gratuits pour embellir la réputation des É.A.U. et bien sûr discréditer le Qatar.

En cinquième lieu, les interlocuteurs ont fourni des informations précises concernant les différentes opérations exercées par les É.A.U. contre le Qatar. En effet, en 1996, les Émirats ont participé avec les pays formant un blocus contre le Qatar (Égypte, Arabie Saoudite, Bahreïn) à un coup d'état et ont établi un plan pour envahir le Qatar, ainsi que la fabrication de la crise de 2014 et le rappel des ambassadeurs. En plus de cela, ils ont fomenté la crise actuelle en 2017 en infiltrant l'agence de presse du Qatar. Les É.A.U. ont intensifié leurs efforts pour obtenir des informations précises concernant le Qatar afin de les exploiter pour exécuter des actions contre le Qatar par tous les moyens disponibles (infiltration, recrutement, chantage ...).

Concernant l'aspect économique, les É.A.U. ont manipulé la monnaie qatarie, question pour laquelle une action a été intentée en justice. Ils ont aussi diffusé des informations trompeuses concernant les Qataris, essayé de discréditer sa réputation et exercé des actions sur les partenaires commerciaux afin qu'ils choisissent entre le Qatar et les É.A.U. et cela dans une tentative d'exclure les investisseurs et les partenaires commerciaux du Qatar.

Au niveau international, les É.A.U. déploient de grands efforts dans le soutien et le financement des centres de réflexion et de recherche et soutiennent un nombre de politiciens et d'académiciens dans le but de les porter à discréditer la réputation du Qatar et à essayer de le lier au terrorisme. Ces activités pernicieuses comprennent le soutien et l'organisation de conférences et de séminaires et contribue aux financements des livres et des publications électroniques et sur papier, ainsi que le financement de la publication de fausses informations dans les médias, les réseaux sociaux, en publiant des photos et vidéos mensongères.

Mais encore, les opérations exercées par les É.A.U. pour stigmatiser le Qatar comprennent l'incitation des hommes de religion et les programmes religieux, ainsi que la promulgation des lois criminalisant la solidarité avec le Qatar, en conjonction avec la discréditation de la réputation de l'État. De même, ils s'adressent à l'opinion publique locale et régionale par des programmes de divertissement et de sport et par l'exploitation d'évènements internationaux organisés par les É.A.U., comme la coupe d'Asie 2019, et ce en augmentant l'impact des discours de haine.

En outre, les É.A.U. effectuent des campagnes politiques et médiatiques pour essayer de retirer l'organisation de la coupe du monde de football du Qatar, ainsi que la discréditation du Qatar dans le domaine des droits de l'homme et de l'emploi des ouvriers. Les campagnes politiques, médiatiques sur les droits de l'homme contre le Qatar sont conduites par des institutions et des organismes officiels dans les Emirats sous la direction du Haut Commandement c'est-à-dire par le prince héritier d'Abou Dhabi. Les institutions et organismes officiels les plus importants des Emirats sont les suivants : Le Service de Renseignement National, Le Service de Sécurité de l'État, La Sûreté nationale, Le Service exécutif d'Abou Dhabi, Le Ministère des Affaires étrangères, Le Ministère de l'Information et de la Culture).

Les auteurs ont également appris que ces organismes et institutions des É.A.U. ont créé et financé plusieurs centres des droits de l'homme, des droits politiques et médiatiques, ainsi que des sites Web en Europe :

1. Le Centre de Diplomatie générale BNC Paris
2. Le Centre Thuranya pour la consultation et la recherche (Serbie et Slovaquie)
3. Le Centre international de Justice à Genève
4. L'Organisation de Paix sans Frontières – Centre de la Paix sur Terre pour les consultations administratives
5. Le Centre international pour les études géopolitiques – Paris

6. Le Centre européen pour les Politiques d'Informations et de Sécurité
7. L'institut de Grenade pour les Recherches et Etudes supérieures – Espagne
8. L'institut Scandinave des Droits de l'homme – Paris
9. L'Institut International des études stratégiques HES – Londres
10. Le Journal international arabe – Londres
11. Le site Middle East – Londres
12. L'Institut européen pour la Paix (IEP)
13. La Société Hakluyt – Londres
14. APCO Worldwide (APCO)
15. La Société consultante géopolitique Macro Advisory Partners (MAP)
16. L'Institut de la Capitale politique pour la Recherche des Politiques et des Consultations – Budapest
17. La Société internationale Cornerstone pour les consultations stratégiques et administratives –Londres
18. Le Réseau international des Droits et du Développement (GNRD)

Finalement, trois dernières questions nécessitaient des réponses. La première consiste à expliquer si le Qatar contrôle l'association Qatar Charity. Les réponses obtenues ont été convergentes. En effet, pour assurer le bon fonctionnement des associations caritatives qataries dans le pays, une décision a été prise par l'Émir sous le N° 43 en 2014 de créer une autorité de contrôle des organisations caritatives dont l'activité a démarré le premier janvier 2015. Elle a pour objectif de superviser et contrôler les associations caritatives et humaines dans le cadre de la politique générale de l'État. Le travail caritatif externe a été limité à deux organisations : le croissant rouge et l'association caritative du Qatar. Toutes les activités sont soumises au contrôle et à la vérification de l'autorité.

La deuxième question concerne les objectifs du Qatar dans les investissements financiers européens. Il ressort des rencontres notamment de spécialistes de l'investissement international que les investissements économiques en Europe réalisés par le Qatar viennent dans le cadre d'une vision nationale de diversifier les ressources de revenus de la non-dépendance des dérivés du pétrole et de fournir des alternatives aux générations futures.

Enfin, les chercheurs s'interrogent sur le positionnement français à l'égard du Qatar sur le plan diplomatique sous le mandat du Président Macron. Il a été clairement mis en avant dans leurs rencontres qu'il existe une forte relation liant la France au Qatar. La période récente a vu ainsi la signature de plusieurs conventions à différents niveaux. La France est considérée comme l'un des alliés les plus importants du Qatar. Cette relation est apparue au début du blocus en 2017 quand la France a soutenu le Qatar et a condamné toute atteinte à la souveraineté de l'État du Qatar. Cependant, il a été noté récemment un changement dans la position française qui penche vers les pays du blocus, en l'occurrence, l'Arabie saoudite et les É.A.U. en Libye, ces deux pays qui soutiennent les forces de Khalifa Haftar qui attaquent Tripoli constamment et s'opposent à la politique internationale et américaine visant à soutenir le gouvernement.

3.1 Le lobbying émirati en Algérie

Le 3 décembre, à l'occasion de la fête nationale des É.A.U., l'ambassade des É.A.U. organise une pompeuse réception au Centre International des Conférences de Club-des-Pins à Alger. Le but premier des Émiratis est de montrer que leur réseau de lobbying est très puissant en Algérie. Et, en effet, un ensemble de personnalités notoires était au rendez-vous : le gotha des dirigeants algériens, de nombreux représentants du Ministère de la défense nationale, les représentants des candidats aux élections présidentielles du 12 décembre suivant et des membres du gouvernement algérien. Ce n'est pas par hasard que cet événement survient au moment de la chute du clan présidentiel des Bouteflika. Ainsi, les Émiratis qui peuvent apparemment s'allier tous les cercles de décision auront voix au chapitre dans les élections présidentielles.⁴⁷

3.2 La perception négative du Qatar par ses voisins régionaux

L'Arabie saoudite, un grand voisin aux ambitions de leader du monde arabo-musulman

Bien que l'Arabie saoudite et le Qatar partagent presque le même courant de l'islam et qu'une partie de la population ait les mêmes origines, les tensions sont allées crescendo au fur et à mesure de leur évolution politique respective. En réalité, les relations conflictuelles entre ces deux États ne sont pas religieuses mais politiques, voire même géopolitiques, dans l'opposition entre une monarchie théocratique et une monarchie réformiste qui propose une gouvernance plus libérale pour les États du monde arabe. Certes, cela ne vise pas à remettre en cause la forme politique du régime de l'émirat du Qatar, mais les réformes qui se poursuivent depuis 1995 montrent que la transformation politique intérieure se fait progressivement, sans brutalité et sans heurts.

Une Arabie saoudite sûre de son influence

Pour sa part, l'Arabie saoudite a considéré, pendant longtemps, le Qatar comme l'une de ses dépendances, une province sécessionniste qui était promise à revenir sous son autorité. La première Guerre du Golfe (1990-1991) a réveillé aussi la conscience arabe des pétromonarchies du Golfe et surtout de l'Arabie saoudite qui contrôle la première réserve pétrolière du monde et la 9^{ème} réserve mondiale de gaz naturel et qui dispose d'une population importante et donc de forces armées nombreuses en partie étrangères, tout en bénéficiant du soutien de la première puissance militaire mondiale, les États-Unis.

En outre, jusqu'en 1991, la diplomatie qatarie ne fait guère parler d'elle. Elle s'aligne presque systématiquement sur Riyad mais à partir de 1991, le Qatar se rapproche de l'Iran notamment dans l'optique d'une exploitation éventuelle du gisement gazier de North Dome. Il renoue des relations avec l'Irak. Il participe

⁴⁷ Salhi, S. (2019). Exclusif. Les Emirats étalent leur pouvoir à Alger lors d'une grande réception organisée à Club-des-Pins. *Maghreb intelligence*. Consulté à l'adresse <http://www.maghreb-intelligence.com/exclusif-les-emirats-etalent-leur-pouvoir-a-alger-lors-dune-grande-reception-organisee-a-club-des-pins/>

peu aux réunions du conseil de coopération du Golfe sous l'influence de Riyad qui veut unir sous son égide les États de la péninsule arabique.

Dès le début des années 1990, des tensions ont émergé entre le Qatar et l'Arabie saoudite sur des questions de souveraineté territoriale. Le premier réel accroc est effectivement le coup d'État de l'Émir Hamad contre son père en 1995. Dans ces sociétés conservatrices, renverser son père est inacceptable. Ce coup d'État renouvelle les tensions au niveau des relations entre le Qatar et l'Arabie saoudite alors que les États-Unis contrecarrent l'Arabie saoudite qui soutient le prince Abdelaziz, demi-frère d'Hamad, prince héritier depuis 1976, ceci confirmant aussi que le principal danger d'instabilité au Qatar repose sur la famille Al-Thani elle-même.

Renforcer la société qatarie

Une fois au pouvoir, l'Émir Hamad affiche son inquiétude face à l'ingérence des Saoudiens dans la société qatarie. En effet, le rigorisme wahhabite saoudien se diffuse au sein de la jeunesse qatarie qui, dans les années 1980, étudie bien souvent à Riyad. Constatant la « *salafisation* » impulsée par Riyad⁴⁸, l'émir va s'efforcer de « *désalafiser* » la société qatarie et de recouvrer sa souveraineté éducative et culturelle. Deux actions sont menées.

La première est l'éducation des jeunes générations qataries, au Qatar même, en lançant un programme qui associe les universités occidentales, notamment celles américaines⁴⁹. La seconde est la création d'Al Jazeera, une révolution médiatique dans une région où les médias arabes sont aux ordres des pouvoirs et soumis à la censure. Elle diffuse dans la péninsule arabique une information libre, n'hésitant pas à dénoncer les turpitudes des dirigeants des États voisins. Dans une région où la liberté d'expression et donc celle des médias est plutôt restreinte, Al Jazeera s'avère comme un outil d'information, sinon d'agitation, d'autant qu'elle critique les régimes voisins. Elle contribue néanmoins à accentuer les tensions avec l'Arabie saoudite, son grand voisin. En effet, la diffusion d'un documentaire plutôt critique sur Ibn Saoud, le fondateur de l'État saoudien, a pour conséquence un premier rappel de 2002 à 2008 de l'ambassadeur saoudien au Qatar.

L'accueil des opposants par le Qatar

Un dernier point de litige est cette longue tradition d'accueil du Qatar de tous les opposants plus ou moins recommandables des pays musulmans comme l'a fait souvent la France avec Khomeiny en 1979 ou des militants d'extrême-gauche recherchés pour assassinat. Khaled Méchaal du Hamas a été accueilli par l'Émirat du Qatar depuis février 2012 à la demande des États-Unis avant qu'il ne soit finalement

⁴⁸ Kazerouni, A. (2017). Crise entre Qatar et Arabie saoudite : « Riyad ne veut pas laisser ses vassaux s'émanciper ». Consulté à l'adresse https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/07/03/crise-entre-qatar-et-arabie-saoudite-riyad-ne-veut-pas-laisser-ses-vassaux-s-emaner_5154766_3218.html.

⁴⁹ Benjamin, B. (2017). Al-Jazeera. Menace sur une icône médiatique. *Le Monde*. Consulté à l'adresse <http://lirelactu.fr/source/le-monde/7edaa835-819f-461f-8c14-89a5d590a42d>

à nouveau expulsé. Doha accueille aussi depuis 2011 une « *ambassade* » talibane pour les négociations sur la paix en Afghanistan mais encore une fois à la demande des États-Unis. En fait, les islamistes accueillis au Qatar sont une monnaie d'échange pour Doha dans ses relations avec le monde musulman.

3.3 Une évolution perceptible des alliances du Qatar

Les États-Unis sont la principale alliance du Qatar. Par contre, la situation régionale et les inconstances de l'administration Trump ont conduit le Qatar à réorienter sa stratégie de protection vers la Turquie sans négliger d'autres États comme la Russie et l'Iran, au moins pour avoir des relations de voisinage pacifiques.

Des relations fortes et contrastées entre le Qatar et les États-Unis

Les relations entre le Qatar et les États-Unis ont un objectif stratégique. Si les États-Unis n'ont pas pris très au sérieux le Qatar dans les années 1990, les années 2000 verront surgir un intérêt réel surtout après la frilosité de l'Arabie saoudite confrontée au djihadisme intérieur. En revanche, l'administration Trump vient bouleverser la stabilité de cette région.

Un désintérêt initial américain pour le Qatar

Malgré de bonnes relations initiales avec les États-Unis, celles-ci s'enveniment dans les années 1980. Le Qatar voulait acheter des missiles anti-aériens Stinger. Or, ces armes de courte portée destinées aux forces terrestres, mais pouvant tomber aux mains de mouvements terroristes ou de guérillas, auraient remis en cause la supériorité des forces aériennes occidentales et donc américaines. Face au refus des États-Unis, Doha s'est procuré ces missiles sur le marché entraînant une forte réaction de Washington qui a gelé les accords de coopération militaire et économique entre les deux pays. Le Congrès américain a aussi donné son aval pour mettre en force un embargo sur les ventes d'armes au Qatar. La même année, celui-ci établissait des relations diplomatiques avec la Chine et l'Union soviétique. Nonobstant le fait que cet embargo sera levé dans les mois précédant la guerre du Golfe en 1991, il aura permis à la France de proposer ses armements dans l'intervalle.

Le Qatar n'était donc pas un État qui intéressait les États-Unis avant la guerre contre l'Irak en 1991 et avant le coup d'état de Cheikh Hamad en 1995 et les nouvelles relations que celui-ci allait établir avec l'administration Clinton à l'époque. En revanche, l'administration Trump a failli modifier les rapports des États-Unis avec le Qatar, en grande partie à cause d'une méconnaissance politique de la réalité. Toutefois, la réalité des relations militaires et économiques à préserver ou à développer s'impose rapidement et avec force, invalidant du coup les accusations contre le Qatar.

Une présence américaine forte

Les États-Unis veulent préserver la stabilité au Moyen-Orient. Ils ont pris conscience qu'il fallait garder un pied en Arabie saoudite et au Qatar surtout que la lutte

contre le terrorisme ne pouvait pas non plus s'affranchir de l'aide des États arabes. Pour garantir sa neutralité et protéger sa souveraineté, Cheik Hamad signe un accord de défense bilatéral avec les États-Unis à la suite de la première guerre du Golfe de 1990-1991. En 1996, il leur demande d'installer une base américaine à Al-Udeid qui ne sera construite qu'ultérieurement avec le financement du Qatar. Après l'invasion de l'Irak par les États-Unis, les Saoudiens demandent le retrait de l'une des bases américaines installées sur leur territoire depuis la première guerre du Golfe. Les États-Unis profitent de cette nouvelle situation pour « tester » au Qatar leur vision d'un « grand Moyen-Orient » qui consiste à faire évoluer la société qatarie dans tous les domaines : éducation, démocratisation, droits de l'homme, libéralisation économique, etc. Dans cette optique, la Rand Corporation⁵⁰ installera une antenne de la fondation pendant dix ans à Doha de 2003 à 2013 avant de cesser ses activités après que la mission a été accomplie.

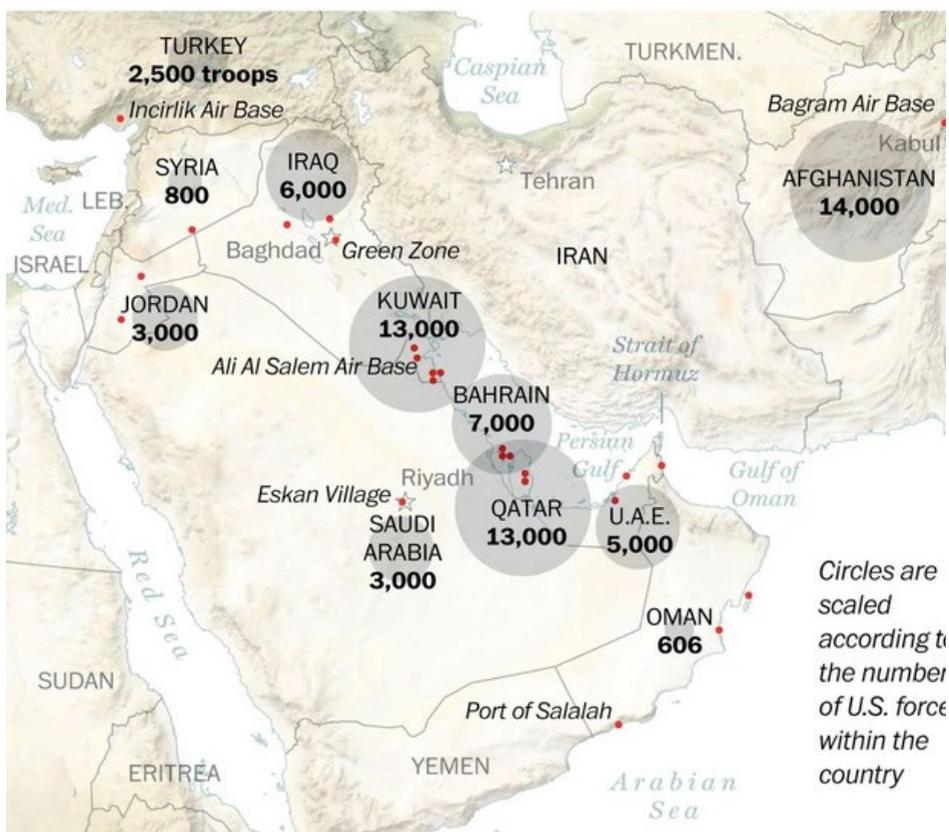


Figure 1. Les forces américaines au Moyen-Orient (crédit Washington Post, 6 janvier 2020).

⁵⁰ RAND-Qatar Policy Institute (2003-2013). *Rand international*. Consulté à l'adresse <https://www.rand.org/international/qatar.html>

Aujourd'hui, la base d'Al-Udeid est la plus grande base américaine du Moyen-Orient. A proximité, se trouve aussi la plus grande base de pré-positionnement d'équipements militaires américains au monde. Elle accueille plus de 11 000 soldats américains et de 100 avions, côtoyant du coup les soldats envoyés par Recep Erdogan. Le financement de cette base aérienne et une grande partie de son coût de fonctionnement sont assurés par le Qatar, soit plus d'un milliard de dollars contre 100 millions pour les États-Unis.

Comme pour l'Afghanistan et la guerre en Irak de 2003, les opérations aériennes contre le groupe terroriste « *État islamique* » sont en grande partie conduites par le commandement central américain à partir d'Al-Udeid officiellement opérationnelle depuis décembre 2002. Elle représente donc par sa présence à la fois une garantie pour la sécurité du Qatar mais aussi une base essentielle dans la lutte contre Daesh. Pour Cheikh Hamad, cette base lui garantissait que le monde n'assisterait pas impuissant à l'entrée de chars saoudiens au Qatar comme d'ailleurs cela avait été le cas dans le passé. Son positionnement face à l'Iran n'est pas non plus anodin. La base est installée dans un État aux rapports relativement cordiaux avec l'Iran ce qui, indirectement, la protège contre une agression qui agrègerait toute la péninsule arabique. De fait, comment ignorer l'apport de l'allié qatari à la stratégie américaine au Moyen-Orient ?

La tornade « président Trump »

Le président Trump a été le détonateur de la crise de 2017. En effet, se rendant à Riyad le 21 mai 2017, il y a exprimé son approche anti-iranienne et sa nouvelle vision des relations avec l'Arabie saoudite et le monde arabe. Ce sommet « *arabo-islamique-américain* » rassemblait plus de 50 chefs d'États dont celui du Qatar. Le président Trump a déclaré en particulier le besoin de stopper le financement du terrorisme. Deux semaines plus tard, Dana Smith, l'ambassadrice des États-Unis au Qatar, twittait : « *Le Qatar est un partenaire sérieux dans le combat contre le financement du terrorisme* ». ⁵¹

Le 9 juin, Rex Tillerson, à l'époque secrétaire d'État qui a longtemps dirigé la compagnie pétrolière Exxon dont Qatar Petroleum est aussi actionnaire, considérait le Qatar comme un partenaire obligé et indispensable. Il sera d'ailleurs un artisan efficace pour rappeler à Donald Trump l'importance de cette base au Qatar pour les États-Unis. Il se rend au Qatar le 11 juillet 2017 et signe un accord pour prévenir le financement du terrorisme et intensifier les actions de contre-terrorisme. Le texte non public prévoit la présence de deux responsables du département de la justice américaine au côté du procureur d'État qatari. Du même coup, il restreint la mobilité des personnes suspectées de liens avec le terrorisme. Il déclare enfin que le Qatar est « *un partenaire fiable et un ami de longue date des États-Unis* ». Le 14 juin, le Pentagone annonce la conclusion d'un contrat d'armement avec le Qatar pour l'achat des

⁵¹ Landler, M. (2017). Trump Takes Credit for Saudi Move Against Qatar, a U.S. Military Partner *The New York Times*. Consulté à l'adresse <https://www.nytimes.com/2017/06/06/world/middleeast/trump-qatar-saudi-arabia.html>

premiers 36 avions de chasse F-15 sur les 72 prévus, soit douze milliards de dollars, nécessitant ainsi l'aval et la validation du Congrès américain. Les États-Unis envoient donc des signaux contradictoires.

Le 20 juin 2017, un doute sérieux est émis sur les mobiles réels de l'Arabie saoudite et des É.A.U.⁵² quant aux conditions imposées au Qatar pour lever les sanctions diplomatiques et économiques qui le frappent depuis près d'un mois. L'agence Bloomberg donne aussi l'information que Donald Trump aurait personnellement mis en garde Riyad contre un projet d'intervention militaire visant à destituer l'Émir Al-Thani mais cela aurait été ultérieurement l'une des causes du limogeage de Rex Tillerson l'été 2018⁵³.

Le président Trump rencontre désormais régulièrement l'Émir Tamim, avec à la clé des relations économiques fortes. Le 20 septembre 2017, le président américain s'entretient avec l'émir à New York en marge de l'assemblée générale annuelle des Nations unies. Le 30 janvier 2018, les États-Unis et le Qatar signent un partenariat stratégique suscitant une forte déception en Arabie saoudite et aux É.A.U. Le Qatar propose d'agrandir la base d'Al-Udeid et de financer le coût des travaux. Les liens sont également renforcés par l'achat d'équipements militaires américains.

Le 10 avril 2018, Donald Trump réaffirme son soutien à l'émir lors d'une réunion alors que Doha annonce l'investissement de la somme prodigieuse de 18 milliards d'euros dans le secteur énergétique américain au cours des cinq prochaines années. Le département d'État informe le Congrès qu'il a approuvé la vente potentielle de systèmes de missiles pour 300 millions de dollars au Qatar, qu'il qualifie de « *force importante pour la stabilité politique et le progrès économique dans la région du golfe Persique* ».

En juillet 2019, comme l'affirme l'émir, « *Les États-Unis et le Qatar sont partenaires, alliés et amis. Nous avons bien l'intention de poursuivre cette amitié* ». Le Ministère qatari de la Défense s'engage à acquérir des systèmes américains de missiles sol-air NASAMS et Patriot. La compagnie pétrolière nationale, Qatar Petroleum, annonce avoir signé un contrat de 7,1 milliards d'euros avec la compagnie américaine Chevron Philips Chemical pour construire une usine pétrochimique dans le sud des États-Unis. Enfin, la compagnie aérienne nationale Qatar Airways a signé un accord d'achat de cinq appareils Boeing 777.

Enfin, le 10 décembre 2019, Ivanka Trump et Steven Mnuchin, secrétaire au trésor, venus pour discuter des initiatives de sécurité nationale dans le combat contre le terrorisme et son financement, participent au forum international de Doha. La crise de 2017 fait comprendre à l'Émir Tamim que son avenir est dans le maintien de relations privilégiées avec les États-Unis mais il a pris en compte que l'administration

⁵² Coates Ulrichsen, K. (2017). The Gulf's Demands on Qatar Look Designed to Be Rejected. *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/06/qatar-saudi-arabia-trump-mattis-gcc-uae/531474/>

⁵³ Emmons, A. (2018). Saudi Arabia planned to invade Qatar last summer. Rex Tillerson's efforts to stop it may have cost him his job. *The Intercept*. Consulté à l'adresse <https://theintercept.com/2018/08/01/rex-tillerson-qatar-saudi-uae/>

Trump est devenue trop imprévisible d'autant plus que les conseillers pro-qataris du président américain ont été remerciés au fur et à mesure. L'assurance d'un soutien de la part de Trump ne passe que par des marchés et des achats.

Une alliance renforcée entre le Qatar et la Turquie

La crise de 2017 a permis au Qatar et à la Turquie de renforcer un lien sécuritaire. L'axe stratégique qui a été défini entre le Qatar et la Turquie répond aux besoins immédiats et futurs de ces deux États. A moyen terme, il permet au Qatar d'avoir une politique étrangère à basse visibilité dans certains États où le Qatar recherchait à être influent sous Hamad. La Turquie agit de fait au nom des deux États parce que le Qatar n'a pas pour autant abandonné le rôle qu'il se donne dans le monde arabo-musulman.

Des relations relativement peu récentes mais discrètes jusqu'en 2017

Les relations stratégiques entre le Qatar et la Turquie sont moins récentes qu'on ne pourrait le croire. Depuis qu'un accord de défense stratégique a été signé entre les deux pays en décembre 2014 avec pour objectif d'installer une base turque au Qatar, un haut comité stratégique se réunit annuellement. Cependant, celle-ci n'a été réellement activée qu'en avril 2016 dans le cadre d'un nouvel accord de défense. Recep Erdogan n'a pas non plus oublié la condamnation par le seul Qatar de la tentative de coup d'État de juillet 2016 contre lui.

Le soutien sans équivoque en 2017 du président turc Erdogan face au blocus terrestre, maritime et aérien que subit le Qatar est donc compréhensible, sinon intelligible. Après la diffusion des 13 exigences du Conseil de coopération du Golfe (CCG) du 25 juin, il déclare cet ultimatum « *illégal* » au regard du droit international. Il refuse de fermer la base turque au Qatar et dénonce la mise en isolement du Qatar qu'il qualifie d'atteinte aux valeurs islamiques équivalant à une « *peine de mort* » économique. Lors de la crise de 2017, Ankara active cet accord de défense resté jusqu'à ce moment sans application opérationnelle.

De plus, la garantie militaire turque a contribué à interdire toute agression contre le Qatar. Le 18 juillet 2017, le parlement turc vote l'envoi de véhicules blindés et d'un premier détachement de 1 000 hommes vers cette base. Un état-major commun, commandé par un général qatari, est mis en place. Le 7 août 2017, un premier exercice interarmées nommé « *Bouclier de fer* » affiche la réalité militaire de cet accord de défense et officialise concrètement la protection du Qatar par la Turquie. Aujourd'hui, 5 000 hommes seraient déployés dans cette base. Une relation privilégiée naît, se développe grâce à des rencontres régulières entre les deux chefs d'État et se révèle dans de nombreuses enceintes internationales, comme lors du forum 2019 de Doha qui a consacré une place privilégiée à la Turquie⁵⁴.

⁵⁴ Forum de Doha : L'émir du Qatar s'engage à contribuer à la résolution des différends dans le monde. (2019). TRT. Consulté à l'adresse <https://www.trt.net.tr/francais/moyen-orient/2019/12/14/forum-de-doha-l-emir-du-qatar-s-engage-a-contribuer-a-la-resolution-des-differends-dans-le-monde-1323293>

Cet axe entre les deux pays repose toutefois sur des contradictions qu'il faudra gérer avec un État qui est en confrontation avec d'autres États dont la France, les États-Unis mais aussi l'OTAN où le Qatar a la volonté d'être admis comme observateur. En janvier 2018, le ministre qatari de la défense a en effet signé avec l'Alliance un accord de sécurité dans le cadre de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI) qui concerne aussi la lutte contre le terrorisme.⁵⁵

Un axe Turquie-Qatar renforcé

Ainsi, cette crise de 2017 a eu pour conséquence la création d'un axe fort Qatar-Turquie. Il donne un prolongement diplomatique important au Qatar, moins visible mais bien présent, avec une capacité militaire importante que le Qatar ne possède pas, mais l'approche géopolitique semble plus adaptée. L'implication de la Turquie dans la révélation de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi le 2 octobre 2018 au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, pourtant soumis à l'inviolabilité des lieux diplomatiques par l'État hôte, a contribué à montrer la réalité saoudienne et le comportement peu diplomatique au moins de la part de l'entourage du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane bien que celui-ci ait été peu inquiété. Seuls les exécutants seront condamnés à mort le 23 décembre 2019.

Les relations entre les deux États sont donc très cordiales sans négliger les arrière-pensées éventuelles d'une Turquie néo-ottomane qui reprend pied en Méditerranée, directement en Libye, dans un État justement où le Qatar s'est investi et affronte discrètement l'Arabie saoudite et les É.A.U.. Un accord de « *coopération militaire et sécuritaire* » a été signé le 27 novembre 2019 entre la Turquie et le gouvernement de Fayez al-Sarraj, mis en place par l'ONU et soutenu par la Turquie et le Qatar contre le maréchal Haftar appuyé pour sa part par l'Arabie saoudite, les É.A.U. et l'Égypte. Le 2 janvier 2020, la Turquie envoie ses troupes pour soutenir le gouvernement de Fayez Al-Sarraj.

De fait, Cheikh Tamim poursuit la politique engagée en 2011 par Cheikh Hamad mais en position moins visible, sans engagement militaire direct, sur plusieurs plans qui pourraient apparaître conflictuels à terme. Finalement, si ces deux États ont des objectifs distincts – la Turquie veut s'imposer comme une puissance régionale et le Qatar cherche une reconnaissance internationale et un nouveau rang dans la production et la vente des hydrocarbures— ils ont choisi de s'unir face à leurs adversaires qu'ils soient syriens, saoudiens ou émiratis dans le monde arabo-musulman.

⁵⁵ L'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI). (2019). L'accord de sécurité sert de cadre pour la protection des échanges d'informations classifiées. De tels accords sont signés par les pays partenaires de l'OTAN qui souhaitent nouer une coopération avec l'Organisation. Les quatre pays de l'ICI (Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis) ont à présent chacun signé cet accord de sécurité avec l'OTAN. Consulté à l'adresse https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_58787.htm

Une collaboration dans tous les domaines

En août 2018, l'Émir du Qatar apporte à Recep Erdogan une aide financière de 15 milliards de dollars, principalement consacrés au secteur bancaire et visant à prévenir une crise économique et financière en Turquie et à faire face à la chute de la livre turque dans le cadre du conflit économique-diplomatique ouvert avec Washington.

La Turquie et le Qatar sont aussi liés par d'importants intérêts économiques confirmés à nouveau le 25 novembre 2019 lors de la cinquième réunion du Haut Comité stratégique Turquie-Qatar. Sept nouveaux accords sont signés dans le commerce, l'industrie et la technologie⁵⁶.

L'embargo sur le Qatar par ses voisins est de même voué à l'échec. En effet, Les échanges commerciaux sont peu à peu réorientés vers la Turquie dont les exportations à destination du Qatar ont atteint 1,1 milliard de dollars en 2018 contre 650 millions de dollars l'année précédente, soit une augmentation annuelle de 69 %. Quant aux importations turques en provenance du Qatar, elles ont augmenté de 27 % passant de 264 millions à 335 millions de dollars au cours de la même période. Les investissements turcs au Qatar s'élèvent à 17 milliards de dollars alors que ceux du Qatar en Turquie ont atteint 22 milliards de dollars⁵⁷.

En outre, Doha injecte de plus en plus de fonds dans les industries turques de défense. La chaîne qatarie BeIN finance des séries télévisées turques au profit du « *soft power* » turc, soutient également le secteur financier turc, durement éprouvé par le bras de fer avec les États-Unis et la Qatar National Bank (QNB) rachète des banques turques.

Enfin, les liens sécuritaires se renforcent. La gendarmerie turque a terminé en novembre 2019 la formation qu'elle prodiguait à la police qatarie dans le maintien de l'ordre lors d'émeutes, le renseignement humain et les enquêtes. Des équipements militaires turcs font aussi l'objet d'achats qataris.

3.4 Les alliances périphériques du Qatar

La politique étrangère du Qatar nécessite de multiples garanties pour assurer sa souveraineté que ce soit au titre simplement de protéger l'exploitation des ressources en hydrocarbures ou à titre militaire par la présence de troupes sur son territoire.

⁵⁶ Le Qatar promet d'investir 15 milliards de dollars en Turquie. (2018). *A Ta Turquie*. Consulté à l'adresse <http://www.ataturquie.fr/le-qatar-promet-dinvestir-15-milliards-de-dollars-en-turquie/>

⁵⁷ Turquie / Qatar : alliés dans les bons comme les mauvais jours. (2019). *TRT*. Consulté à l'adresse <https://www.trt.net.tr/francais/turquie/2019/11/28/turquie-qatar-allies-dans-les-bons-comme-les-mauvais-jours-1313956>

La stabilité du golfe arabo-persique

L'Iran est perçu par les pétromonarchies du Golfe arabo-persique, Qatar compris, comme un ennemi. La construction d'un arc chiite de l'Afghanistan à la Syrie en guerre, en passant par l'Irak et le Liban, inquiète. Pourtant, les événements intérieurs de 2019 en Irak et au Liban montrent que cet aspect religieux est considéré par les populations comme moins important que la crainte de l'ingérence d'un État étranger sur ces territoires auquel on peut ajouter l'antagonisme entre les Perses et les Arabes.

Les tensions dans le Golfe avec l'Iran sont anciennes et persistent. L'Iran a souvent menacé les États arabes du Golfe de les bombarder en cas d'agression israélienne ou américaine. Les gardiens de la révolution islamique (GRI) ont détruit une plateforme d'extraction qatarie en 2004. En outre, les attaques dans le détroit en 2019 et la stratégie « *presque incontrôlée* » des Pasdarans iraniens de créer le chaos peuvent menacer le Qatar, notamment en ce qui concerne le gisement gazier de North Dome. De même, les agressions iraniennes se sont perpétuées avec l'attaque contre l'ambassade américaine en Irak le 31 décembre 2019 et la destruction par des missiles iraniens le 9 janvier 2020 d'un avion civil.

Ces agressions, le plus souvent non revendiquées par l'Iran, ne peuvent que susciter l'inquiétude y compris au Qatar sur cette capacité de nuisance iranienne d'autant plus que le Qatar est cette fois dépendant de la voie maritime pour exporter son gaz liquéfié par ses tankers.

Qatar et Iran, des relations ambiguës qui répondent avant tout à des besoins économiques

Le partage de l'exploitation du gisement gazier de North Dome le contraint à avoir une position modérée, ce qui lui a été souvent reproché au sein du Conseil de Coopération du Golfe. Le Qatar est donc favorable à une diplomatie ouverte et ses relations se veulent cordiales avec l'Iran.

En 2010, à la suite des rencontres entre l'ancien président iranien Ahmadinejad et le Premier ministre qatari, il s'est avéré nécessaire de renforcer la sécurité bilatérale par une meilleure coopération navale militaire en vue du contrôle des eaux territoriales. En juin 2011, un accord de sécurité est signé entre les deux pays. Il aborde non seulement la protection des frontières maritimes mais aussi la lutte contre le crime organisé, la drogue et le trafic d'êtres humains⁵⁸. Cet accord entre Doha et Téhéran doit être compris comme la mise en place de règles techniques de bon voisinage dans le domaine de la sécurité, et non un accord de politique étrangère fixant des positions communes.

Cela n'a pas réduit l'attention que le Qatar apporte à la protection des points sensibles comme l'usine de désalinisation et raffinerie de Ras Laffan désormais protégée par des batteries américaines antimissiles Patriot. Cependant,

⁵⁸ Boussois, S. *Op. cit.*, version numérique. Chapitre 5.

aujourd'hui, les drones que possèdent en grand nombre aussi bien les É.A.U. que l'Iran, offrent la possibilité d'attaques sans revendication⁵⁹ comme cela a eu lieu en Arabie saoudite le 14 septembre 2019. Par ailleurs, il est vrai qu'en 2012 une attaque cybernétique sans doute iranienne avait paralysé les systèmes informatiques d'une des principales compagnies de gaz du pays. Lors du forum 2019 de Doha, le ministre qatari de la défense a évoqué cette menace comme étant majeure sans préciser d'où pouvait venir l'agression.

Des positions politiques parfois convergentes

Cependant, au moins jusqu'en 2013, Téhéran et Doha soutiennent les mouvements de protestation qui secouent les pays arabes et remettent en cause l'ordre régional établi, avec une certaine prise de risque du Qatar qui pourrait aussi être victime du même type de mouvement. Néanmoins, cette situation ne dure pas. La guerre civile en Syrie conduit le Qatar et l'Iran à prendre deux positions opposées, le premier soutenant les rebelles, le second soutenant Bachar Al-Assad.

Le Qatar rompt temporairement ses relations diplomatiques avec Téhéran en 2016 par solidarité avec l'Arabie saoudite après le saccage de l'ambassade saoudienne à Téhéran par des émeutiers à la suite de l'exécution du Saoudien chiite Al-Nimr en janvier 2016. Cette prise de position qatarie rend encore plus incompréhensible la crise de juin 2017 avec l'Arabie saoudite et les É.A.U. et les accusations de double-jeu du Qatar. Celui-ci rétablit alors ses relations diplomatiques le 24 août 2017.

L'Iran fait preuve pour sa part d'une attitude mesurée et ne réagit pas au renforcement de la base turque installée au Qatar pourtant créée initialement pour lutter contre son influence alors que la Turquie combat le gouvernement légal de Syrie que l'Iran soutient. De plus, l'Iran a été l'un des premiers à offrir son aide pour répondre à l'embargo décrété par la coalition arabe du 5 juin 2017. La complexité du Moyen-Orient !

Enfin, la crise de janvier 2020 entre les États-Unis et l'Iran fait l'objet d'un appel à la raison de l'émir du Qatar à partir de Téhéran où il s'est rendu le 12 janvier, suscitant de fortes critiques par ailleurs des É.A.U. traduisant ce déplacement comme étant la preuve de la collusion entre le Qatar et l'Iran.

La Russie, un relai important pour le Qatar

Par ailleurs, la Russie use de sa situation désormais privilégiée au Moyen-Orient pour construire un réseau d'alliances. Remplacer les États-Unis qui se sont effacés dans la région fait partie désormais de la stratégie russe. Ainsi, Moscou a annoncé en juillet 2019 une proposition pour la stabilité et la sécurité dans la région du Golfe où elle envisage la mise en place d'une organisation de sécurité.

⁵⁹ Guibert, N. (2020). Les drones, mondialisation d'une arme. *Le Monde*. Consulté à l'adresse <http://lirelactu.fr/source/le-monde/73d01ad4-8cbd-4206-9689-cd27f0409209>

Forte de son rang retrouvé de grande puissance grâce à son intervention militaire syrienne à l'automne 2015, elle est désormais la seule à parler avec tous. De fait, la Russie échange avec toutes les pétromonarchies, notamment sur la situation au Moyen-Orient mais aussi en Afrique du Nord, notamment en Libye. La Russie travaille étroitement avec la Turquie sur les conflits en Syrie et en Libye pour remplacer les États-Unis. Le Kremlin est prêt à réserver une place de choix aux entreprises saoudiennes et émiraties dans la reconstruction de la Syrie si Riyad venait à adoucir sa position face à Bachar Al-Assad, du moins cela était le cas jusqu'à la nouvelle crise pétrolière qui a éclaté le 9 mars 2020. Elle cherche aussi à ce que Riyad et Damas entrent en pourparlers dans l'espoir d'apaiser les relations entre Riyad et Téhéran. Enfin, l'objectif russe est moins de vendre des armes que de dissocier les alliances avec les pays occidentaux.

Le Qatar est aussi l'objet d'attention de la Russie. De fait, en août 2019, Cheikh Tamim a invité Vladimir Poutine à se rendre en visite au Qatar tandis que le président russe a invité le dirigeant qatari à assister au Forum économique international de Saint-Pétersbourg en 2020⁶⁰. Cela permet à la Russie de vendre des armes et au Qatar de se faire un nouvel allié. Ainsi, en janvier 2018, le Qatar négociait l'acquisition de plusieurs batteries de défense aérienne S-400 « *Triumph* » auprès de la Russie, une annonce qui, comme pour la Turquie, n'a pas été très bien accueillie aux États-Unis.

Le Qatar est déjà doté des systèmes américains notamment Patriot PAC-3. En se procurant des systèmes russes mais aussi vendus aux É.A.U. et à l'Arabie saoudite, le Qatar pourrait faire l'objet de sanctions de la part de Washington, étant donné que la loi américaine dite CAATSA⁶¹ vise à empêcher tout commerce avec des entreprises russes du secteur de l'armement. En 2018, le roi Salmane d'Arabie saoudite aurait déjà écrit au président français Emmanuel Macron pour lui faire part de la préoccupation de Riyad au sujet de cet achat potentiel et exprimait contre le Qatar la menace d'une action militaire en cas d'aboutissement de la transaction.

Cependant, le Qatar maintient et défend son droit d'acheter des armes russes. Le 4 mars 2019, le ministre des Affaires étrangères du Qatar a affirmé que l'Arabie saoudite n'avait pas à se mêler de l'achat d'armes par son pays⁶². Il n'empêche que les relations entre le Qatar et les États-Unis pourraient ployer sous le poids des tensions dans le cadre du contexte terriblement évolutif et

⁶⁰ L'émir du Qatar et le président russe discutent par téléphone des relations bilatérales et des développements régionaux. (2019). *Xinhua*. Consulté à l'adresse <http://french.peopledaily.com.cn/International/n3/2019/0816/c31356-9606620.html>

⁶¹ Countering America's Adversaries Through Sanctions Act. Consulté à l'adresse <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Pages/caatsa.aspx>

⁶² Le Qatar défend son droit d'acheter des armes russes. (2019). *Le Figaro avec AFP*. Consulté à l'adresse <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2019/03/04/97001-20190304FILWWW00120-le-qatar-defend-son-droit-d-acheter-des-armes-russes.php> et OPEX 360. Consulté à l'adresse <http://www.opex360.com/2019/03/04/le-qatar-semble-determine-a-se-procurer-le-systeme-de-defense-aerienne-russe-s-400/>

imprévisible comme le montrent, clairement d'ailleurs, les événements entre l'Iran et les États-Unis depuis décembre 2019.

En conclusion, le Qatar est un État pacifique qui ambitionne légitimement d'occuper une place reconnue au sein de la communauté internationale. Néanmoins, ses différentes vulnérabilités l'ont contraint à signer des alliances qui ont pu lui laisser croire initialement et entrevoir quelque part qu'il aurait une plus grande liberté d'action au niveau international mais surtout à celui régional. La survie du Qatar s'est focalisée donc sur un jeu d'alliances supposé le protéger de ses voisins, une stratégie qui a porté ses fruits d'abord avec le soutien des États-Unis. Cependant, la crise de 2017 a montré les limites de cette alliance et a provoqué la création d'une forte alliance avec la Turquie, en vue d'assurer la sécurité extérieure et de donner lieu à un développement économique diversifié mais aussi donnant naissance à une diplomatie forte aussi bien au profit du Qatar que de la Turquie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

4. Une politique étrangère du Qatar maîtrisée

La politique étrangère du Qatar répond à des constantes comme nombre d'autres États. Un État souverain doit être en mesure de protéger sa population notamment contre les menaces extérieures, qu'elles soient proches ou lointaines.

Ainsi, en fonction de sa géographie, de sa population, de sa richesse, de sa culture, le Qatar a construit une politique étrangère, éventuellement une stratégie qui répond à sa vision du monde, à ses intérêts économiques, à la place qu'il veut tenir aussi dans la communauté internationale et donc, à l'influence à laquelle il aspire pour participer à son fonctionnement.

Cependant, la politique étrangère du Qatar a été entachée par l'accusation de financer le terrorisme par certains de ses voisins et certains grands spécialistes du Moyen Orient financés par les É.A.U et l'Arabie saoudite.

La stratégie du Qatar a évolué selon trois axes : le premier a été une période d'activisme diplomatique conduite par Cheikh Hamad accompagnée pendant une courte période d'engagements militaires suivie par l'arrivée de Cheikh Tamim à la tête de l'État. A compter de la fin de l'année 2013, le second axe a été la mise en place d'une politique étrangère toujours orientée vers l'international et tout aussi ambitieuse sauf qu'elle n'a pas obtenu tous ses effets puisque les crises de 2014 et de 2017 ont mis le Qatar au banc des accusés dans la péninsule arabique. Le troisième axe a été sans aucun doute sa lutte déterminée et sans ambiguïté contre le terrorisme.

4.1 L'activisme militaire bref du Qatar dans les zones de révolte arabo-musulmanes (2011-2013)

Au moment des révolutions arabes fin 2010, notamment en utilisant l'arme médiatique d'Al Jazeera, Cheikh Hamad s'adapte rapidement et avec pragmatisme à la nouvelle donne régionale en se rangeant aux côtés des peuples contre les régimes dictatoriaux du monde arabe. Il accompagne politiquement les Printemps arabes d'un activisme militaire entre 2011 et 2013.

En effet, l'année 2011 a profondément changé le Qatar avec les guerres civiles en Syrie, où il soutient l'opposition et en Libye, où il intervient militairement aux côtés de l'OTAN et des révolutionnaires libyens. Il contribue à la chute du colonel Kadhafi mais se laisse emporter par le succès au point de susciter la méfiance de ses alliés.

La phase insurrectionnelle des Printemps arabes s'achève donc par la « *contre-révolution* » menée à travers le monde arabe par l'Arabie saoudite, les É.A.U. et l'Égypte. Reste le conflit syrien qui s'achève, dans lequel le Qatar aura été initialement très actif avant de se retirer progressivement pour laisser la place aux autres pétromonarchies.

4.2 Le Qatar en Libye, la mise à l'épreuve des forces armées qataries sur le terrain

Le théâtre libyen est le premier test « *grandeur nature* » de l'implication en partie militaire du Qatar dans un État arabe en vue d'en modifier la gouvernance.

L'action de la France

L'arrestation de Fethi Tarbel, un militant des droits de l'homme à Benghazi, le 15 février 2011, provoque des émeutes en Libye. Deux jours plus tard, Kadhafi réprime ce début d'insurrection dans le sang. Le président français Nicolas Sarkozy qui cumule alors la présidence tournante du G8 et du G20, est en faveur d'une offensive militaire et annonce le 23 février la répression de la population libyenne révoltante. Réticent de prime abord, le Britannique Cameron change d'avis à la suite d'une visite à Doha.

Le 10 mars, le président Sarkozy reconnaît le conseil national de transition libyen suivi par le Qatar. Le 18 mars, l'émir Hamad est en visite à Paris. Dans la nuit du 18 au 19 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU autorise le recours à la force pour assurer la protection des populations au nom de la « *responsabilité de protéger* ». Alors que les chars libyens sont aux portes de Benghazi, les premiers raids aériens sont lancés le 19 mars. L'engagement du Qatar et des Émirats arabes unis au côté de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis confèrent à cette guerre une caution arabe dans cette région arabo-musulmane.

Pourquoi cet activisme militaire qatari?

L'activisme militaire de Cheikh Hamad en Libye peut répondre à deux hypothèses. La première, la plus vraisemblable, est de nature géopolitique en synchronisation avec l'éveil des peuples arabes. La seconde, plus hypothétique, est économique. Cette intervention en Libye permet d'intervenir dans un État qui détient un pétrole local réputé de très bonne qualité et du gaz. Or, un contrat était en cours de négociation entre la compagnie mondiale de l'énergie Total et la Libye mais le dirigeant libyen refuse de le valider parce que le Qatar est partie prenante du contrat.

En effet, le dictateur libyen avait pour projet d'exporter du gaz naturel et de conquérir de nouveaux marchés en Europe. Ce faisant, il devenait le rival de Poutine et de l'émir du Qatar d'autant que l'exploitation de gaz de schiste par les États-Unis créait une nouvelle concurrence. Cependant, contrôler les sources de gaz naturel permettrait au Qatar de renforcer sa position sur les exportations de cet hydrocarbure et d'ouvrir à son tour un accès vers l'Europe alors que son gaz est principalement destiné à l'Asie. Le Qatar offrira plus tard ses services à l'opposition libyenne via Qatar Petroleum pour l'aider à commercialiser une partie du pétrole libyen produit dans l'Est du pays⁶³.

⁶³ Les insurgés veulent exporter leur propre pétrole d'ici à la fin de la semaine. (2011). *France24*. Consulté à l'adresse <https://www.france24.com/fr/20110328-libye-petrole-exportation-rebelle-insurges-ras-lanouf-qatar-guerre>

Assistés par une trentaine d'officiers français, britanniques et américains, plusieurs centaines de soldats des forces armées qataries appuient et renseignent l'OTAN à partir de différents points du territoire libyen établissant des centres de commandement au profit des rebelles, et ce en parallèle à l'installation à Doha d'un état-major franco-qatari. L'engagement militaire du Qatar en Libye est accompagné d'une campagne médiatique de communication sur le monde arabo-musulman par Al Jazeera.

L'apparition de divergences sur le terrain

Les divergences commencent à apparaître au fur et à mesure du délitement des forces libyennes. La « *katiba du 17 février* », première unité combattante locale, est créée avec l'assistance de conseillers militaires qataris et mise en valeur par Al Jazeera. Le 19 août 2011, les Qataris foncent sur Tripoli et donnent l'assaut malgré l'opposition française. L'emblème du Qatar est planté sur les ruines du palais de Kadhafi. Cette grande autonomie est le principal grief des Français à l'encontre du Qatar.

Au bilan de cette opération, l'Émir Hamad s'est rendu compte que l'outil militaire lui apporte une réputation inattendue d'autant plus que les forces qataries ont été à la hauteur. Elles ont été capables de travailler avec l'OTAN et au sein de l'état-major français au niveau de la planification des opérations.

4.3 Le Qatar en Syrie, un engagement activiste

Le Qatar s'implique de même dans la crise syrienne qui débute en 2011. Pourtant, Cheikh Hamad était proche de Bachar Al Assad.

Des relations cordiales entre le Qatar et la Syrie avant 2011

En 2008, le Qatar soutient le retour de la Syrie sur la scène internationale. Les affinités entre Cheikh Hamad et le président Sarkozy aboutissent au retour du président syrien sur la scène internationale en étant invité le 14 juillet en France malgré les polémiques. Au Liban, la Syrie est en effet soupçonnée d'être derrière plusieurs attentats comme en 1981 contre Louis Delamarre, ambassadeur de France au Liban ou contre Rafik Hariri, président du conseil libanais en 2005, ami de la France et de Jacques Chirac, qui avait pour ambition politique de désarmer le Hezbollah. En septembre 2008, la Turquie rejoint cet axe Qatar-Syrie-France lors d'un sommet à Damas pour relancer les pourparlers de paix israélo-syriens tout en évinçant l'axe égypto-saoudien et émirati mais cela se révèle un échec.

L'influence du Qatar est aussi visible par sa contribution au développement économique de la Syrie. En 2010, Doha finance des études en vue de la construction de deux autoroutes qui doivent traverser la Syrie. La Qatar National Bank s'y implante alors que la construction d'un gazoduc est de même évoquée.

L'implication du Qatar contre Bachar Al Assad

Au printemps 2011, aux premières manifestations en Syrie, le Qatar dépêche tout à tour le premier ministre, Hamad bin Jassim bin Jaber Al-Thani, et le

futur Émir Tamim pour convaincre Assad de trouver une solution. À la suite de l'échec de ces tentatives de médiation, Hamad soutient résolument l'opposition syrienne et appelle publiquement le président syrien à démissionner après que celui-ci a refusé ses propositions pacifiques pour sortir de cette crise intérieure. En effet, pour l'émir, conformément à ses convictions, les régimes arabes doivent évoluer, devenir moins despotiques et être à l'écoute de leurs peuples respectifs, un invariant de la politique étrangère qatarie. Sur le dossier syrien, le Qatar devient alors à la fois allié et concurrent de l'Arabie saoudite avec qui la relation s'est relativement apaisée. Dans les six premiers mois de la révolution syrienne, Riyad n'est pas favorable à apporter un soutien aux rebelles syriens mais se rallie ensuite à la position qatarie.

Le Conseil national syrien (CNS), créé le 15 septembre 2011 en Turquie, a pour objet de coordonner tous les opposants à mener des opérations contre le régime de Bachar el-Assad, aussi bien en Syrie que dans des pays tiers. Ce conseil, dominé par les sunnites, regroupe initialement plus de 30 groupes d'opposition dont la Lybie, le Qatar, les Emirats arabes unis et la France aussi. Le CNS adhère le 11 novembre 2012 à la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR) dont il est la principale composante. Elle est appelée également Coalition nationale syrienne et reconnue fin 2012 comme le gouvernement légitime de la Syrie par le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), la Turquie, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Union européenne et les États-Unis.

L'action qatarie en Syrie et au Mali

Sur le plan militaire, l'Émir Hamad déclare le 13 janvier 2012 sur CBS avoir été le premier à appeler à intervenir en Syrie pour faire cesser les massacres menés à l'encontre de la population civile⁶⁴. N'ayant pas été soutenu, son activisme s'est alors exprimé par la mise en œuvre d'une stratégie indirecte. Il arme l'opposition syrienne, encourage les défections au sein du régime syrien et bien sûr soutient financièrement le Conseil national syrien plus que la Coalition nationale syrienne. Les Qataris participent à la mise sur pied d'une salle d'opération commune à Adana en Turquie avec l'appui de l'Arabie saoudite. Comme en Libye, les forces spéciales armées qataries entrent en action en parallèle à l'action diplomatique.

Cependant, dès la fin du mois d'août 2012, des dissensions apparaissent entre Qataris et Saoudiens. Finalement, la cohésion recherchée sur le terrain militaire est mise à mal et chacun agira seul. Le doute sur l'implication du Qatar que ce soit en Syrie ou même au Mali persistera au moins à travers divers ouvrages de journalistes. Le rapport du Sénat français du 16 avril 2013⁶⁵ réfutera cette influence qatarie sur le conflit malien. La direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) dément cependant avoir jamais découvert le moindre indice mettant en cause le Qatar dans le financement des djihadistes au nord du Mali

⁶⁴ Ratignier, V. & Péan, P. *op. cit.*, chapitre 22.

⁶⁵ Rapport d'information du Sénat, Mali comment gagner la Paix ? (2013). p. 46. Consulté à l'adresse <http://www.senat.fr/rap/r12-513/r12-5131.pdf>

comme le prétend Georges Malbrunot le 25 octobre, dix mois après le début de l'opération⁶⁶.

4.4 Le Qatar : vers un rôle international et non régional

Le rôle du Qatar dans la gestion des crises régionales sous Cheikh Hamad a permis d'améliorer les relations internationales et à faciliter la résolution des crises dans le monde musulman. Par contre, d'autres États arabes ont perdu cette possibilité pour des raisons différentes. L'Irak est confronté à l'instabilité politique ; l'Égypte lutte contre le terrorisme et doit assurer le développement économique d'un État de plus de 100 millions d'habitants ; l'Arabie saoudite, peu soucieuse des droits de l'homme et préoccupée par des réformes intérieures indispensables, est empêtrée au Yémen à l'image de son éternel allié, les É.A.U., aux fortes ambitions régionales et au régime autoritaire.

De fait, le Qatar de Cheikh Hamad a eu l'opportunité d'être présent sur le plan international. Avec le changement du contexte régional et international, la politique étrangère évolue à pas de géant sous la nouvelle gouvernance de Cheikh Tamim, mais elle se heurte désormais aux ambitions de ses voisins régionaux du Golfe.

L'activisme diplomatique de Cheikh Hamad

La politique étrangère du Qatar s'appuie sur un ensemble de principes définis dans sa constitution de 2003. Elle est clairement définie d'ailleurs en français sur le site du gouvernement qatari⁶⁷. Malgré des variations, tous les principes évoqués rejoignent les engagements actuels du Qatar et expriment une continuité de la politique étrangère du Qatar : consolidation de la paix et de la sécurité internationales en encourageant le règlement pacifique des différends internationaux, respect des traités et conventions internationaux, aide au développement et assistance humanitaire.

Parmi ses priorités en matière de politique étrangère figurent la médiation, la lutte contre l'extrémisme et donc le terrorisme en prenant les mesures nécessaires aussi bien par une coopération bilatérale que multilatérale. Cependant, le Qatar voit le terrorisme et l'extrémisme comme une conséquence de l'état du monde. Aussi, promeut-il l'état de droit, les droits de l'homme, le développement et le combat contre la pauvreté. Par ailleurs, « *En tant que nation musulmane, le Qatar continuera à s'opposer à ceux qui donnent une très mauvaise image de l'Islam en commettant des actes haineux et lâches* »⁶⁸.

Contrairement à certains de ses voisins, le Qatar a la volonté de rechercher d'abord la résolution pacifique des conflits régionaux et internationaux, une

⁶⁶ Ratignier, V. & Péan, P. *Op. cit.*, p. 348.

⁶⁷ Politique étrangère. État du Qatar. *Bureau de la communication*. Consulté à l'adresse <https://www.gco.gov.qa/fr/focus/politique-etrangere/>

⁶⁸ *Ibid.*

constante qui apparaît clairement depuis 1972 et quel que soit l'émir à la tête de l'État. Effectivement, il est rapporté que le Qatar essayera à l'été 2002 d'inciter Saddam Hussein à renoncer au pouvoir, l'avertissant que les Américains étaient sérieux. L'histoire montrera que cela n'a pas eu de succès. Si Cheikh Hamad est omniprésent dans le Golfe, il n'en joue pas moins le rôle d'un médiateur dans la formation le 11 juin 2011 d'un gouvernement dans un pays du Moyen Orient, le Liban, en pleine crise politique. De même, en Mauritanie, il demande que le président rende les avoirs gelés qui appartenaient à Kadhafi. Il se rend aussi à Alger pour proposer ses bons offices dans des relations apaisées avec la mouvance islamiste alors qu'il donne asile à Abassi Madani, chef du front islamique du salut qui a mis l'Algérie en état de guerre civile en 1991. Par ailleurs, en Égypte, le président Morsi a des difficultés budgétaires. Le Qatar lui accorde alors cinq milliards de dollars, qui, selon les auteurs rapportant ce fait, visent à montrer que la gouvernance de Morsi est efficace et généreuse⁶⁹. Cette assistance, plutôt courante dans les relations internationales, serait plutôt d'un caractère politique dès lors qu'un état soutient un autre état avec qui il a des affinités.

Des relations cordiales avec Israël et le soutien à la cause palestinienne

Ce rôle de pacificateur est d'autant plus possible que, pour cet État, il n'est pas question de rechercher la confrontation avec Israël mais, bien au contraire, de mener une politique régulière de normalisation. En effet, on a pu constater qu'en janvier 1994, au lendemain des accords d'Oslo de septembre 1993, le régime qatari se lance dans la normalisation économique avec Israël et envisage de vendre du gaz à l'État hébreu. Critiqué par les pays voisins, notamment par l'Arabie saoudite, le projet rendu public est finalement abandonné officiellement à cause d'une rentabilité insuffisante.

À la suite du coup d'état de 1995, le pacte passé avec l'administration Clinton demandait que le Qatar entretienne des relations diplomatiques avec Israël. En l'occurrence, Cheikh Hamad n'aurait pas d'autre ligne politique au Moyen-Orient que de vivre en bonne intelligence avec Tel Aviv. Entre 1995 et 2008, les contacts se multiplient. En septembre 1996, Doha accueille la première représentation commerciale israélienne dans le Golfe. En juillet 2002, Cheikh Hamad Bin Jassem Bin Jaber Al-Thani, Ministre des Affaires étrangères, rencontre publiquement à Paris, sur un terrain neutre, des responsables israéliens. Également à Paris, Cheikh Hamad rencontre en mai 2003 son homologue israélien, Sylvain Shalom. En 2005, le ministre des Affaires étrangères du Qatar déclare que « *de pleines relations diplomatiques entre le Qatar et Israël pourraient être possibles même avant un retrait total d'Israël des Territoires [palestiniens]* ». Cependant, l'antenne israélienne est fermée par Doha à la suite de l'opération « *Plomb durci* » à Gaza en 2008. En 2010, le Qatar propose à deux reprises à Israël de

⁶⁹ Beau, N., & Bourge, J.-M. (2013). *Le vilain petit Qatar : Cet ami qui nous veut du mal*, éd. Fayard. Chapitre 2. 304 p.

reprendre les relations diplomatiques et de rouvrir le bureau de Doha, sans succès.

Ces bonnes relations avec l'État hébreu ne lui attirent pas la sympathie de ses voisins mais lui permettent de jouer un rôle de médiateur entre les deux parties au conflit et surtout de défendre la cause palestinienne auprès des Israéliens. Ces bonnes relations ont aussi permis à la chaîne satellitaire qatarie Al Jazeera d'ouvrir un bureau à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne d'avoir un correspondant en Israël et d'obtenir des permissions et des accréditations pour ses journalistes qui travaillent en Israël et dans les zones du territoire palestinien contrôlé par l'État hébreu. Cette ouverture permet aussi à Doha de faire transiter des vivres, matériels, argent en direction de la Cisjordanie et de Gaza. Israël n'a pas intérêt à ce que le désespoir de Gaza incite à l'affrontement armé. Le Qatar a donc un rôle utile aussi bien par sa volonté d'être un médiateur que par ses moyens financiers.

Cependant, l'axe politique majeur qui n'a pas changé est de préserver l'avenir de la cause palestinienne à la différence des autres pétromonarchies lassées par l'absence de solution et par les dissensions palestiniennes.

4.5 L'évolution des relations internationales du Qatar sous l'émir Tamim

Une fois intronisé par son père le 25 juin 2013, l'émir Tamim a réorienté la politique étrangère du Qatar vers plus d'expansion, d'activisme politique et d'engagement militaire en toute autonomie. Sa neutralité est l'axe central de sa politique étrangère. Le Qatar offre ses bons offices, dans nombre de crises régionales (Yémen, Liban, Soudan). Cependant, la situation régionale dans la péninsule arabique a dégénéré.

Le changement du contexte régional en 2013

A peine au pouvoir, l'émir Tamim se trouve confronté à un réel changement géopolitique au Moyen Orient.

S'appuyant sur des accusations récurrentes depuis près de quinze ans, la crise directe entre d'une part l'Arabie saoudite et les É.A.U., d'autre part le Qatar, confirme à la fois la recherche d'avoir un parrain unique pour tous, les États-Unis, mais aussi la recherche d'une unité arabe sous l'autorité de l'Arabie saoudite. Contrôler Doha répond à ce besoin d'autorité unique. L'objectif commun est la lutte contre l'influence grandissante de l'Iran qui, d'une part, dans sa vision révolutionnaire, peut remettre en question la stabilité des États arabomusulmans, d'autre part, représente une variante de l'islam en opposition au sunnisme de la rive sud du Golfe.

Il n'en reste pas moins que cette crise est la conséquence directe du changement de la politique étrangère des États-Unis qui a raffermi ses liens avec l'Arabie saoudite, alors qu'elle avait été laissée à elle-même sous l'administration d'Obama. Le détonateur indirect de la crise entre le Qatar et ses voisins fut la

visite du président Trump le 21 mai 2017. Le 23 mai 2017, deux jours après la visite de Donald Trump à Riyad, la diffusion de fausses informations, attaque à la fois « cyber » et informationnelle, sur des propos attribués à l'émir sert de déclencheur de la crise. Cette montée des tensions conduit deux semaines plus tard à l'établissement d'un blocus du Qatar le 5 juin 2017 tant que les exigences de la coalition n'auront pas été satisfaites.

De même, les 350 milliards de dollars de fonds souverains du Qatar ne peuvent que présenter un intérêt certain pour l'Arabie saoudite soumise à des difficultés économiques en raison notamment de la faiblesse du prix du baril de pétrole à l'époque sans oublier les 14 % des réserves mondiales de gaz du Qatar qu'elle cherche à ajouter à ses réserves de pétrole.

Le 5 juin 2017 : la tentative de mise sous tutelle du Qatar par ses voisins

Sans revenir sur les phases opérationnelles de la crise⁷⁰ et en particulier la mise en place d'un blocus le 5 juin 2015, le quartet (l'Arabie saoudite, les É.A.U., Bahreïn et l'Égypte), la coalition arabe qui boycotte le Qatar, adresse par la voie diplomatique le 23 juin 2017 au gouvernement qatari une liste de treize exigences, soit deux semaines après le début du blocus qui n'a pas abouti à la soumission du Qatar. Non publiques initialement, elles font l'objet d'une fuite et d'une diffusion par l'agence de presse internationale Associated Press qui dissuadera sans doute toute tentation d'action militaire contre le Qatar⁷¹.

Les treize exigences transmises au Qatar se trouvent détaillées dans le tableau suivant :

Exigence n° 1	Réduire les relations diplomatiques avec l'Iran et fermer les missions diplomatiques sur le territoire iranien. Expulser du Qatar les Gardiens de la révolution islamique et interrompre toute coopération militaire avec Téhéran. Les seuls échanges commerciaux autorisés avec l'Iran sont ceux qui respectent les sanctions américaines et internationales.
Exigence n° 2	Cesser toute relation avec les organisations terroristes, en particulier les Frères musulmans, le groupe État islamique, Al-Qaïda et le Hezbollah. Déclarer formellement que ces entités sont des groupes terroristes.
Exigence n° 3	Fermer Al-Jazeera et toutes les chaînes appartenant au groupe.
Exigence n° 4	Fermer les organes d'information financés directement ou indirectement par le Qatar, y compris Arabi21, Rassd, Al Araby Al Jadeed et Middle East Eye.

⁷⁰ Qatar-Gulf crisis: All the latest updates. (2018). *Al-Jazeera*. Consulté à l'adresse <https://www.aljazeera.com/news/2017/06/qatar-diplomatic-crisis-latest-updates-170605105550769.html>

⁷¹ Sharma, S. (2017). Le bûcher des vanités : les injonctions saoudiennes exposent la peur et la haine du Qatar. *Middle East Eye*. Consulté à l'adresse <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/le-bucher-des-vanites-les-injonctions-saoudiennes-exposent-la-peur-et-la-haine-du-qatar>

Exigence n° 5	Mettre immédiatement fin à la présence militaire turque au Qatar et cesser toute coopération militaire avec la Turquie sur le territoire qatarien.
Exigence n° 6	Cesser toutes formes de financement des personnes, groupes ou organisations désignés comme terroristes par l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Égypte, Bahreïn, les États-Unis d'Amérique et d'autres pays.
Exigence n° 7	Livrer à leurs pays d'origine les figures terroristes et personnes recherchées originaires d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, d'Égypte et de Bahreïn. Geler leurs avoirs et communiquer toute information demandée sur leur lieu de résidence, leurs déplacements et leurs moyens financiers.
Exigence n° 8	Cesser toute ingérence dans les affaires intérieures de pays souverains. Renoncer à naturaliser les ressortissants saoudiens, émiriens, égyptiens et bahreïnites recherchés. Révoquer la citoyenneté des ressortissants qui ont été naturalisés en violation des lois de leurs pays d'origine.
Exigence n° 9	Cesser tout contact avec les groupes d'opposition politique d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, d'Égypte et de Bahreïn. Remettre tous les documents détaillant les échanges que le Qatar a eus antérieurement avec ces groupes et le soutien qu'il leur a apporté.
Exigence n° 10	Verser des réparations et indemnités pour les pertes humaines et les préjudices financiers et autres causés par les forces de police qatariennes ces dernières années, dont le montant sera déterminé en coordination avec le Qatar.
Exigence n° 11	S'aligner sur la position militaire, politique, sociale et économique des autres pays du Golfe et pays arabes, conformément à l'accord conclu avec l'Arabie saoudite en 2014.
Exigence n° 12	Consentir à toutes les conditions dans un délai de dix jours à compter de leur date de soumission au Qatar, délai au terme duquel la liste sera réputée nulle et non avenue. Le document ne précise pas ce que les pays feront si le Qatar refuse de s'y conformer.
Exigence n° 13	Consentir, une fois les conditions acceptées, à se soumettre à des contrôles mensuels la première année, suivis de contrôles trimestriels la deuxième année. Durant les dix années suivantes, le Qatar fera l'objet d'un contrôle annuel de bonne exécution.

Légende 1. Les 13 exigences du quartet.

Les pays du quartet à l'origine de ces exigences sont décidés à vouloir mettre fin à la politique étrangère menée depuis vingt ans par le Qatar. Accompagnées d'un ultimatum, ces exigences contraignent les É.A.U. par l'intermédiaire de leur ministre des Affaires étrangères de préciser rapidement qu'il ne s'agissait

que d'un document de travail. Cette situation a montré néanmoins le peu de préparation de la diplomatie du quartet pour imposer sa volonté. Aucun État n'aurait pu accepter ces exigences sans se remettre complètement en cause.

Sur la crédibilité des accusations ou de la réalité des exigences

Sans revenir en détail sur ces exigences, les principales accusations mettent en avant le soi-disant soutien que le Qatar apporterait au terrorisme notamment par son financement. Pour appuyer ces accusations, un document d'une cinquantaine de pages est publié sans apporter de preuve irréfutable⁷².

De nombreuses revendications portent atteinte à la souveraineté du Qatar et sont par ailleurs aisément contestables. Ainsi, les liens avec l'Iran se limitent à des liens commerciaux par le partage d'un champ de gaz et ceux courants d'État à État. La demande de retrait des forces turques est une ingérence directe dans une relation bilatérale dans le domaine de la sécurité. L'Arabie saoudite avait en outre approuvé cet accord en 2016.

Outre le fait que le Qatar a toujours eu une politique étrangère fondée sur la possibilité de donner un cadre neutre à des négociations, reprocher l'accueil par Doha de mouvements qualifiés de terroristes par l'Arabie saoudite et non par la communauté internationale, néglige le fait que les États-Unis en ont été soit solliciteurs soit bénéficiaires. Malgré les soupçons, aucune preuve de financement au terrorisme par le Qatar n'est apportée et aucun des ressortissants inculpés dans les attentats en Europe n'avait de lien avec le Qatar ce qui n'est pas le cas de certains pays voisins. Pour rappel, les instances européennes n'ont pas placé le Qatar sur la liste des pays qui financent le terrorisme. Enfin, peut-on interdire la chaîne télévisée Al Jazeera, financée par l'État du Qatar, sous prétexte qu'elle diffuse des informations qui ne font pas plaisir à des États voisins ?

De fait, l'ensemble de ces exigences ne peut être qu'inacceptable pour un état sauf s'il a été vaincu dans un conflit. Ces exigences irréalisables avec une date butoir de mise en œuvre montrent à l'évidence la recherche d'un prétexte pour justifier le blocus et éventuellement une intervention militaire. Et ce fut le premier échec diplomatique de ces exigences.

Face à la réprobation des États-Unis et des principaux États européens (Allemagne, France et Royaume-Uni), le quartet diffuse finalement le 19 juillet 2017 une déclaration de six principes que le Qatar devra respecter :

- 1) Engagement à combattre l'extrémisme et le terrorisme sous toutes ses formes et prévenir leur financement ou leur assurer une protection territoriale. Il serait important de mentionner dans ce contexte que l'Arabie saoudite figure sur la liste noire de l'U.E. pour le blanchiment de l'argent qui pourrait financer le terrorisme.

⁷² Pauron, M. (2017). Crise du Golfe : une liste noire saoudienne controversée. *Jeune Afrique*. Consulté à l'adresse <https://www.jeuneafrique.com/mag/479014/politique/crise-du-golf-une-liste-noire-saoudienne-controversee/>

- 2) Interdire tout acte ou expression qui diffuse, incite, promeut ou justifie la haine et la violence ;
- 3) Acceptation des accords de Riyad pris dans le cadre du CCG de novembre 2013 puis de 2014 ;
- 4) Engagements à mettre en œuvre toutes les décisions prises lors du sommet arabo-islamique américain tenu à Riyad du 21 mai 2017 ;
- 5) Ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des différents États et ne pas soutenir des organisations illégales ;
- 6) Contribuer au sein de la communauté internationale à la lutte contre toute forme d'extrémisme et de terrorisme, menaces pour la paix et la sécurité.

Cependant, aucune indication n'est donnée sur la levée du blocus qui reste une clause préalable pour le Qatar avant d'accepter une quelconque négociation.

Pour sa part, l'Émir Tamim n'intervient pas dans un premier temps face à l'agression. Effectivement, le Qatar ne veut pas entrer dans un discours de justification. Il n'y a aucune raison de se rabaisser ou de se justifier face à des accusations sans preuves.⁷³

L'Émir attendra le 10 septembre 2017 pour dénoncer pour la première fois lors de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU le blocus. Toutes les instances sont sollicitées pour faire appliquer le droit international, ce qui est fait avec succès, que ce soit devant l'OMC ou devant la Cour internationale de justice.

La réponse du Qatar a été de faire face aux attaques et il est clair aujourd'hui qu'il a au moins pu contrecarrer les plans de ses adversaires. La confrontation du Qatar s'est matérialisée en premier lieu sur le plan économique, et ce par le biais d'une autonomie accrue, favorisée notamment par son formidable fonds de pensions. De même, le soutien de la population à l'émir, la mise en œuvre des garanties militaires des pays alliés et une diplomatie offensive ont été garants du succès de la contre-offensive qatarie.

Le financement contre le terrorisme

La question du financement du terrorisme est sans doute le sujet le plus mobilisateur au niveau international surtout depuis la création temporaire du califat au Levant en 2014.

Le financement du terrorisme islamiste a deux objectifs : soutenir directement les organisations ou les individus agissant, y compris par des actes terroristes au nom du djihad.

A la date d'aujourd'hui, aucune preuve d'un financement étatique du terrorisme et du djihadisme n'a pu être apportée contre le Qatar.

⁷³ Barthes, B. (2017). Crise dans le Golfe : pourquoi l'émir du Qatar reste inflexible. *Le Monde*. Consulté à l'adresse https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/06/16/l-émir-du-qatar-inflexible-dans-la-crise-avec-ses-voisins-du-golfe_5145459_3218.html

Des accusations anciennes et opportunistes relatives au financement du terrorisme par le Qatar

Les accusations infondées adressées au Qatar par ses voisins ignorent volontairement les autres États qui pourraient être concernées par ces soupçons. Ainsi, l'Arabie saoudite a acheté la paix sociale en laissant les activités islamiques se financer depuis de nombreuses années. Historiquement, en vue de contribuer à la diffusion du salafisme, la monarchie wahhabite a aussi financé le djihad international au cours des années 1980 en Afghanistan, en armant les moudjahidines islamistes contre l'Union soviétique, avec le soutien américain. Ces djihadistes d'Al-Qaïda se sont retournés ensuite contre la monarchie saoudienne en 2001 par l'attentat du 11 septembre aux États-Unis et en mai 2003 en Arabie saoudite, qui, menacée dans sa gouvernance, a mis plusieurs années à l'éradiquer sur son territoire.

Néanmoins, la nouvelle menace de Daech à partir de 2014 a contraint l'Arabie saoudite à prendre progressivement position au niveau international. Elle a rejoint la coalition anti-Daech lancée par les États-Unis en septembre 2014. Ses avions abandonnent pourtant rapidement le ciel syrien, sans non plus avoir participé aux opérations en Irak. Il est vrai que le conflit au Yémen se profile. Pourtant, le groupe terroriste « *état islamique* » initialement sous l'autorité d'Al-Qaïda, a été combattu militairement et sans faiblesse par le Qatar dans le cadre de la coalition internationale.

Il existe donc une grande suspicion des États-Unis envers l'Arabie saoudite et les É.A.U. notamment dans le cadre de leur politique intérieure.

Enfin, le Congrès des États-Unis vote en mai et en septembre 2016 la loi rétroactive contre les JASTA (Justice Against Sponsors of Terrorism Act) qui permet aujourd'hui aux familles de victimes américaines de demander à un état des dédommagements dans la mesure où l'acte terroriste a eu lieu sur le territoire américain. En l'occurrence, l'Arabie saoudite indirectement concernée par le 11 septembre 2001 par quinze de ses ressortissants a été et est l'objet de cette loi. Il n'est pas certain que le dernier attentat commis en décembre 2019 par un officier saoudien dans une base militaire américaine en Floride ait amélioré cette image et effacé les soupçons malgré les excuses du roi d'Arabie saoudite aux États-Unis⁷⁴. Plus d'une douzaine d'officiers saoudiens en formation ont été expulsés.

Le financement privé des mouvements islamistes

Le financement privé du terrorisme contourne le contrôle des États et pose indirectement une autre question : peut-on accuser un état de financer le terrorisme dès lors que ce financement est le fait d'acteurs privés ? En 2010, Washington s'était montré particulièrement critique des refus saoudien et koweïti de bannir des organismes humanitaires classés comme « *entités terroristes* » par

⁷⁴ Un officier saoudien a tué trois personnes sur la base aéronavale de Pensacola, en Floride. (2019). OPEX 360. Consulté à l'adresse <http://www.opex360.com/2019/12/07/un-officier-saoudien-a-tue-trois-personnes-sur-la-base-aeronavale-de-pensacola-en-floride/>

les services de renseignement américains⁷⁵. Or, sans qu'il ne soit directement lié à une activité terroriste, le soutien au prosélytisme religieux notamment par l'Arabie saoudite représente des sommes importantes soit annuellement de 2,7 à 4,1 milliards d'euros : « *Plus de 1 500 mosquées ont été financées en cinquante ans, en Europe, en Afrique subsaharienne, en Asie et même en Russie* »⁷⁶. Même si aujourd'hui le secrétaire de la Ligue islamique mondiale a déclaré que Riyad ne gèrera et ne financera plus les lieux de culte hors de ses frontières⁷⁷, ça ne l'empêchera pas de financer le 27 décembre 2019 une mosquée à Conakry en Guinée pour la somme de 4,5 millions de dollars. Concernant le recrutement de combattants pour la Syrie, la Tunisie a été la première source de recrutement du groupe terroriste « *État islamique* » avec 3 000 ressortissants, suivie de l'Arabie saoudite (2 500) et du Maroc (1 500), soit 58 % des effectifs totaux.

L'accusation de financement du terrorisme tient-elle ?

Le concept fourre-tout de « *terrorisme* » permet aujourd'hui à tout état de mettre en cause aussi bien des opposants intérieurs que d'autres États. C'est ce qu'ont fait l'Arabie saoudite et les É.A.U. avec le Qatar, confondant volontairement islam politique non violent, groupes terroristes et accueil d'opposants sur le territoire qatari et qui ne sont en fait que des opposants à leurs régimes autoritaires.

Comment comprendre d'ailleurs les accusations de l'Arabie saoudite et des É.A.U. sur le soutien du Qatar au financement du terrorisme si quelques jours avant le début de l'attaque cyber du 21 mai 2017, les membres du CCG, Qatar compris, signent un accord de partenariat pour la création d'un centre de lutte contre le financement du terrorisme basé à Riyad le « *Terrorist Financing Targeting Center* » (TFTC), une initiative américano-saoudienne ?

Et faut-il noter aussi que le Qatar n'a jamais été condamné pour financement du terrorisme par la communauté internationale. De fait, cette accusation portée par le quartet contre le Qatar ne vise qu'à ternir son image de par le monde.

La position ancienne et renforcée du Qatar contre le terrorisme

Le Qatar n'a pas cessé d'accroître ses capacités pour combattre le terrorisme islamique et surtout son financement. En outre, nonobstant le torrent intarissable d'accusations de toutes sortes avancées contre l'Émirat du Qatar, nulle preuve irréfutable et incontestable n'a été jusqu'à l'heure actuelle fournie.

⁷⁵ WikiLeaks cables portray Saudi Arabia as a cash machine for terrorists. (2010). *The Guardian*. Consulté à l'adresse <https://www.theguardian.com/world/2010/dec/05/wikileaks-cables-saudi-terrorist-funding>

⁷⁶ Une monarchie qui alimente le djihadisme international. (2015). *Le Monde*. Consulté à l'adresse https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/06/12/une-monarchie-qui-alimente-le-djihadisme-international_4653063_3232.html

⁷⁷ L'Arabie saoudite se désengage de ses mosquées à l'étranger. (2020). *Le Point*. Consulté à l'adresse https://www.lepoint.fr/monde/l-arabie-saoudite-se-desengage-de-ses-mosquees-a-l-etranger-20-01-2020-2358672_24.php#xtor=CS3-190

4.6 Guerre aux formes modernes : Dark Matter et Global Watch Analysis

Les États de la région prennent toujours très au sérieux la guerre numérique. Le blocus du Qatar par Riyad et Abou Dhabi depuis juin 2017 s'est accompagné d'une explosion de l'activité de propagande et de désinformation en ligne.

La brouille avait d'ailleurs débuté par une affaire médiatico-diplomatique suite à la publication d'un article sur un site officiel qatari selon lequel l'Émir Cheikh Tamim ben Hamad al Thani assumait sa sympathie pour Téhéran. Dans la foulée, les chaînes d'information saoudiennes et émiraties avaient accusé le Qatar de soutenir le terrorisme pendant que les autorités qataries dévoilaient un piratage informatique, sans doute organisé depuis les É.A.U. L'information de base n'a jusqu'à aujourd'hui jamais été désavouée ni confirmée. La propagande en ligne a un intérêt très clair et de prime importance pour des puissances en conflit, a fortiori dans le monde arabo-musulman où l'internet a joué un rôle dans la contestation politique, notamment en 2011. En effet, certaines personnes, contre qui le Qatar a intenté des actions en justice, ont diffusé de fausses informations sur internet dans le but de porter atteinte à l'économie du Qatar.

Menée pêle-mêle par des gouvernements et des internautes anonymes, cette guerre numérique comporte des projets de nature pernicieuse. D'ailleurs, le site Qatar Insider – et son compte Twitter « *certifié* » – accuse Doha de soutenir le terrorisme islamique. Selon le site américain de la Public Radio International, celui-ci est financé par un groupe de pression pro-saoudien, le comité de la promotion des relations saoudo-américaines (The Saudi American Public Relation Affairs Committee, SAPRAC). Ce dernier, qui n'est pas officiellement lié au gouvernement, a versé la somme exubérante de 2,6 millions de dollars à l'entreprise de lobbying Podesta Group, établie à Washington, pour des services de relations publiques, parmi lesquelles la gestion du site et de ses médias sociaux. Ainsi, dans la guerre d'influence moyen-orientale et nord-africaine, tous les coups sont permis. De son côté, Mark Owen Jones, chercheur à l'Université Hamad bin Khalifa University au Qatar, a publié une étude sur l'usage massif de robots et montré que ces programmes informatiques ont été largement utilisés depuis 2017 afin de promouvoir de fausses informations ou encore de susciter l'apparition de hashtags défavorables à l'émir du Qatar. Néanmoins, un certain nombre de robots actifs sur Twitter laissent supposer qu'il s'agit de comptes de citoyens ordinaires et bénévoles. Si les Saoudiens perpétuent les moyens modernes pour renforcer leur service d'espionnage, les É.A.U. se surpassent.

Darkmatter et les É.A.U. : L'Espionnage comme principe

Peu connue des non spécialistes du renseignement, la société DarkMatter a été fondée en 2014⁷⁸ par Faisal al-Bannai⁷⁹, fondateur du fournisseur de téléphones

⁷⁸ La Dark Matter Company a été créée en 2014 par le département de collecte d'informations technologiques du gouvernement des É.A.U. qui finance l'entreprise. Consulté à l'adresse <https://www.middleeastmonitor.com/20191019-israeli-sources-tel-aviv-uses-uae-to-spy-on-qatar-iran-and-hezbollah/>

⁷⁹ Al Bannai, qui a également fondé Axiom Telecom, dirigera dans son nouveau rôle de PDG d'Edge une entité

mobiles Axiom Telecom et fils d'un général de division de la police de Dubaï. DarkMatter se présente comme étant une société de cyberdéfense et de sécurité informatique basée à Abu Dhabi. L'entreprise se lance dans une politique visant à recruter des experts de haut niveau dans les domaines de l'informatique, des réseaux sociaux, du codage, du cryptage, Elle trouve des viviers de recrutement dans des entreprises telles que Google, Samsung, Qualcomm, McAfee et même un co-fondateur du service de messagerie cryptée Wickr. DarkMatter a recruté également des vétérans de l'unité 8200⁸⁰ (service de renseignement de Tsahal). Selon le quotidien israélien Yediot Aharonot, des salaires allant jusqu'à 100.000 dollars par mois ainsi que des primes sont offerts aux diplômés de cette unité de renseignement, ce qui suscite l'inquiétude de la défense israélienne. En outre, d'anciens soldats ont déclaré avoir été contactés par des entreprises de renseignement étrangères qui leur proposaient des offres d'emplois « sorties de nulle part ». ⁸¹De même, les employés de l'entreprise proviennent de l'ensemble de l'établissement de sécurité nationale des États-Unis.

La société DarkMatter, de par le profil de ses recrutements, apparaît dès lors comme une société de renseignement au service des É.A.U. En effet, il ne faut pas oublier que ses bureaux sont situés au 15e étage du siège rond d'Aldar à Abu Dhabi, à deux étages de l'agence de renseignement du pays, la National Electronic Security Authority. Le vice-président principal de la recherche technologique de DarkMatter occupait le même poste à l'Agence de sécurité nationale (NSA) aux États-Unis. A ce titre, DarkMatter a recruté activement d'anciens employés de la NSA dans le cadre d'une course aux armements en pleine cyber-guerre. La majeure partie des opérations de la société sont menées à partir d'un composé secret connu sous le nom de « La Villa » à Abu Dhabi où les employés préparent et coordonnent les piratages de téléphones portables, les attaques de ransomwares et les campagnes d'espionnage sur les personnes connues pour être hostiles aux monarchies dirigeantes des É.A.U. Des politiciens, des militants et la presse ont accusé l'entreprise de violations systématiques des droits de l'homme. D'ailleurs, ceci peut être corroboré par le récit d'un hacker italien. Ainsi, le 3 juillet 2016, un hacker d'origine sicilienne, mieux connu sur Internet sous le nom d'evilsocket, a été contacté par un compatriote émigré aux É.A.U. Ce dernier – dont il tait le nom pour ne pas le mettre en danger – est lié à la société Verint Systems, un

composée de 25 sociétés indépendantes et publiques, avec un effectif combiné d'environ 12000 employés. Les Émirats arabes unis n'ont publié aucun détail d'investissement concernant cette nouvelle entreprise massive mais ils figurent déjà parmi les 15 plus grands dépensiers militaires du monde - contribuant à une dépense de défense régionale démesurée selon le PIB. Consulté à l'adresse <https://www.consultancyme.com/news/2476/uae-defence-group-ceo-faisal-al-bannai-sells-cyber-consultancy-darkmatter>

⁸⁰ Israeli sources: 'Tel Aviv uses UAE to spy on Qatar, Iran and Hezbollah'. (2019). MEMO. Consulté à l'adresse <https://www.middleeastmonitor.com/20191019-israeli-sources-tel-aviv-uses-uae-to-spy-on-qatar-iran-and-hezbollah/>

⁸¹ Emirats arabes unis: DarkMatter a recruté des vétérans de l'unité 8200 (service de renseignement de Tsahal). (2019). *Koi de 9 en Israël*. Consulté à l'adresse <http://koide9enrael.blogspot.com/2019/10/emirats-arabes-unis-darkmatter-recrute.html>

des leaders du domaine très décrié de la sécurité offensive. Malgré leurs échanges par mails « intentionnellement vagues », il réussit à susciter la curiosité de Margaritelli qui accepte de se rendre aux É.A.U. Le représentant de DarkMatter lui aurait expliqué sans détour que l'entreprise visait à déployer un réseau de capteurs électroniques dans toutes les grandes villes des É.A.U. Par la suite, l'unité d'élite des hackers s'introduirait dans le réseau pour assurer le contrôle à DarkMatter et son premier partenaire, le gouvernement émirati. « Imagine qu'on recherche une personne suspecte dans un mall de Dubaï », lui aurait dit l'homme dans le bureau. « Nous avons d'ores et déjà placé nos capteurs aux quatre coins de la ville. Nous n'avons qu'à presser un bouton et BOUM ! Tous les appareils du mall sont infectés et traçables. ». Margaritelli a refusé ce travail pour lequel on lui aurait offert 15 000 dollars par mois non imposés ainsi qu'un appartement de fonction en bonus. C'est lorsqu'il s'est senti en sécurité qu'il a osé raconter son expérience sur son blog.

Il n'existe pas de preuve substantielle confirmant le témoignage de Simone Margaritelli. En effet, il ne pourrait établir le lien entre la personne qu'il a rencontrée à Dubaï et DarkMatter. Le récit de l'Italien a néanmoins poussé *The Intercept*, le magazine en ligne, fondé par les journalistes d'investigation américains Glenn Greenwald, Laura Poitras et Jeremy Scahill, à démarrer une enquête. Dans un email répondant à la journaliste Jenna McLaughlin dont l'article a été publié en octobre 2016, Kevin Healy, le directeur de communication de DarkMatter, affirme que le prétendu « recruteur » de DarkMatter n'a jamais été qu'un « consultant » de l'entreprise.

Contacté par email – le hacker préfère éviter les conversations téléphoniques –, Simone Margaritelli confie qu'il n'a plus jamais eu de contact avec DarkMatter ou l'un de ses représentants. « *Mais quelqu'un en qui j'ai confiance m'a conseillé de ne plus jamais mettre les pieds aux Émirats arabes unis* », affirme-t-il. « *DarkMatter n'est pas une société de cybersécurité qui vend ses services au gouvernement des É.A.U.* », ajoute-t-il. « *Il s'agit du gouvernement lui-même.* »⁸²

En effet, plusieurs affaires qui ont fait l'objet d'articles de presse montrent que c'est avec des moyens financiers sans commune mesure et les meilleurs spécialistes du renseignement, de l'espionnage informatique, de la cyber-défense et cyberattaque que la société DarkMatter mène discrètement des opérations d'espionnage notamment au service du gouvernement émirati. C'est ainsi que, par exemple, on a pu apprendre que DarkMatter avait une activité dans toute la Finlande depuis au moins 2014. En effet, selon un rapport publié à Helsingin Sanomat⁸³, la société opérait sous le titre Zeline 1, qui se décrit comme « *une filiale en propriété exclusive de DarkMatter* » dans ses derniers états financiers.

⁸² Prouillac, N. (2017). Les renseignements émiratis ont-ils lancé une start-up de cybersécurité ? *Ulyces Monde*. Consulté à l'adresse <https://www.ulyces.co/nicolas-prouillac/darkmatter-les-renseignements-emiratis-ont-ils-lance-une-start-up-de-cybersecurite/>

⁸³ Revealed: Secretive UAE cybersecurity firm with a history of spying on dissidents is operating in Finland. (2019). *Helsinki Times*. Consulté à l'adresse <https://www.helsinkitimes.fi/149-finland/16165-revealed-secretive-uae-cybersecurity-firm-with-a-history-of-spying-on-dissidents-is-operating-in-finland.html>

Des informations sur le registre du commerce finlandais montrent que Dark Matter compte une vingtaine d'employés en Finlande et une présence active à Oulu et Tampere. La société a attiré l'attention des médias au cours des dernières semaines en raison des révélations d'anciens et actuels employés selon lesquelles elle est fortement impliquée dans l'espionnage des journalistes, des dissidents et des militants des droits humains au nom du gouvernement des É.A.U. Le site Web de la société DarkMatter répertorie les bureaux à Dubaï, à Abu Dhabi et au Canada, sans aucune mention de présence en Finlande. Cependant, le fondateur de DarkMatter, Faisal Abd al-Aziz Mohamad al-Bannai, a déclaré l'an dernier à AP que la société exploitait des « *unités de R&D* » en Finlande, en Chine et au Canada.

En 2019⁸⁴, un rapport émis par Reuters met en cause directement DarkMatter en l'accusant d'avoir participé au Projet Raven⁸⁵ (qui consistait à utiliser un outil d'espionnage appelé Karma⁸⁶) qui est un programme commandité par les services secrets des É.A.U. En 2017, par exemple, les agents ont utilisé Karma⁸⁷ pour pirater un iPhone utilisé par l'Émir du Qatar, cheikh Tamim bin Hamad al-Thani, ainsi que les appareils de l'ancien vice-Premier ministre turc Mehmet Şimşek et le chef des affaires étrangères d'Oman, Yusuf bin Alawi bin Abdullah. Il n'est pas clair quel logiciel a été retiré de leurs appareils. Une accusation qui pourrait définitivement faire couler la société. Dans ce rapport, il est mis en avant que DarkMatter aurait fourni du personnel d'expertise au Projet Raven et donc d'avoir participé au piratage à grande échelle des comptes Internet « *d'activistes des droits de l'homme, de journalistes et de responsables de gouvernements opposants* ». Cette accusation a fait réagir immédiatement Mozilla.

⁸⁴ Il faut savoir qu'en 2016 déjà le site *The Intercept* met en lumière les activités de surveillance de cette entreprise, pour le compte de la monarchie du Golfe. Le gouvernement des É.A.U. a acheté Karma à un vendeur à l'extérieur du pays, ont indiqué les agents.

⁸⁵ Des anciens initiés de Raven ont déclaré que Karma avait permis aux agents de recueillir des preuves sur des dizaines de cibles - des militants critiques du gouvernement aux rivaux régionaux- y compris le Qatar.

⁸⁶ Ce cyber-outil a permis aux Émirats de surveiller des centaines de cibles à partir de 2016, de l'Émir du Qatar et un haut fonctionnaire turc à un lauréat du prix Nobel de la paix au Yémen, selon cinq anciens agents et documents de programme examinés par Reuters. Le karma a été utilisé par une unité d'opérations cybernétiques offensives à Abu Dhabi, composée de responsables de la sécurité émiratie et d'anciens agents des services de renseignement américains travaillant en tant que sous-traitants pour les services de renseignement des Émirats arabes unis. Les activités de Raven sont détaillées dans une histoire séparée publiée par Reuters. Les anciens agents de Raven ont décrit Karma comme un outil qui pourrait accorder à distance l'accès aux iPhones simplement en téléchargeant des numéros de téléphone ou des comptes de messagerie dans un système de ciblage automatisé. En 2016 et 2017, Karma a été utilisé pour obtenir des photos, des e-mails, des messages textes et des informations de localisation à partir des iPhones des cibles. La technique a également aidé les pirates à récolter des mots de passe enregistrés qui pourraient être utilisés pour d'autres intrusions.

⁸⁷ Raven a également piraté Tawakkol Karman, une militante des droits de l'homme connue sous le nom de femme de fer du Yémen. Informée par Reuters qu'elle avait été prise pour cible, elle a dit qu'elle pensait avoir été choisie en raison de son leadership dans les manifestations du printemps arabe au Yémen qui ont éclaté dans la région en 2011 et conduit à la destitution du président égyptien Hosni Moubarak. Pendant des années, elle avait reçu des notifications répétées de comptes de médias sociaux l'avertissant qu'elle avait été piratée, a-t-elle déclaré à Reuters.

En effet, ce moteur de recherche hésitait justement à permettre ou non à DarkMatter d'émettre des certifications de sécurité de façon autonome. Wayne Thayer, responsable du programme autorité de certification chez Mozilla, en a fait l'annonce officielle. Hormis le refus⁸⁸ de l'inclusion du certificat racine de DarkMatter dans Firefox, Thayer a également déclaré que Mozilla se méfierait de six certificats intermédiaires appartenant à QuoVadis que DarkMatter utilisait comme mécanisme temporaire pour délivrer les certificats TLS à ses clients. Si le certificat racine de DarkMatter avait été inclus dans Firefox, il aurait permis à l'entreprise d'émettre des certificats TLS qui auraient pu certifier de faux sites Web comme légitimes. De nombreux experts en cybersécurité et défenseurs de la vie privée ont mis en garde Mozilla, estimant que DarkMatter abuserait de cette position au bénéfice de ses opérations de surveillance. Certaines de ces opérations ont déjà été décrites en détail. DarkMatter est ainsi soupçonné d'avoir orchestré des opérations de piratage contre des militants des droits de l'homme, des journalistes et des gouvernements étrangers et ce, à la demande des autorités des É.A.U. Des responsables de Mozilla craignent que DarkMatter n'abuse de cette autorité. En effet, entre de mauvaises mains, une telle autorité de certifications permettrait à son émetteur d'intercepter le trafic de chaque site Web ainsi que de certifier des sites internet pirates pour mieux piéger les internautes. En attendant que les accusations portées par Reuters soient confirmées ou pas, Mozilla envisage tout de même d'annuler partiellement ou entièrement les certifications accordées de concert avec DarkMatter depuis 2017. Suite à ce rapport, Mozilla envisage de blacklister la société de cybersécurité de son moteur de recherche⁸⁹. Après des mois de discussions, Mozilla a décidé de ne pas inclure l'autorité de certification⁹⁰ émirati DarkMatter dans le gestionnaire de certificats de Firefox que ce soit en tant qu'autorité racine (ce qu'elle voulait devenir) ou en tant qu'autorité intermédiaire (ce qu'elle était déjà). Par conséquent, les certificats émis par DarkMatter provoqueront désormais une alerte de sécurité dans le navigateur open source.

⁸⁸ Schectman, J., & Bing, C. (2019). Mozilla blocks UAE bid to become an internet security guardian after hacking reports. *Reuters*. Consulté à l'adresse <https://www.nasdaq.com/articles/mozilla-blocks-uae-bid-to-become-an-internet-security-guardian-after-hacking-reports-2019>

⁸⁹ Cyril Garrech-Casanova. (2019). Mozilla envisage de blacklister DarkMatter, soupçonné de cyber-espionnage. *Clubic*. Consulté à l'adresse <https://www.clubic.com/antivirus-securite-informatique/virus-hacker-piratage/cybercriminalite/actualite-851482-sr-maryne-mozilla-envisage-blacklister-darkmatter-soupconne-cyber-espionnage.html>

⁹⁰ Il faut noter ici que l'association citoyenne EFF milite pour un blocage total des certificats de DarkMatter qui, depuis 2017, cherche à acquérir le statut d'autorité racine. Une vive discussion s'est alors enclenchée sur cette question qui n'était pas facile à trancher. En tant qu'autorité racine, DarkMatter et ses hackers pourraient usurper l'identité de n'importe quel site Web et facilement intercepter des flux Web.

En décembre 2019, Google a annoncé avoir supprimé l'application ToTok de messagerie à la suite d'une enquête très fouillée du New York Times.⁹¹ Celle-ci révélait que ce logiciel a été développé par les É.A.U depuis 2017, afin de suivre « *chaque conversation, mouvement, relation, rendez-vous, son et image de ceux qui l'installent sur leur téléphone* ». En effet, l'application ToTok est apparue sur le Play Store et a cumulé des millions de téléchargement en quelques mois, notamment aux États-Unis. Google n'avait alors pas conduit d'audit sur l'application, malgré la mise en place d'une alliance de lutte contre les malwares sur le Play Store. Le journal révélait avoir découvert à travers des entretiens et des analyses que « *l'entreprise derrière ToTok, Breej Holding, est probablement une société de façade affiliée à DarkMatter, une société de cyberrenseignement et de piratage basée à Abu Dhabi où travaillent des agents du renseignement émiratis, d'anciens employés de l'Agence de sécurité nationale et d'anciens agents du renseignement militaire israélien* ».⁹²

Global Watch Analysis

Global Watch Analysis (GWA) est une société enregistrée à Paris, née il y a moins d'un an et composée d'une dizaine de personnes dont les deux journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, dont la notoriété repose sur leur enlèvement lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2004. Cette société, financée par l'Arab Center for Journalism Plc Caire, qui est une société de portefeuille financière contrôlée et subventionnée par le gouvernement des É.A.U., est étroitement liée au Centre d'Etudes du Moyen Orient (CEMO), une autre société enregistrée en France, établie en Egypte sous la tutelle du président Al-Sisi et dirigée par l'un de ses plus fidèles collègues du parti, Abdelraheem Ali. Le seul objectif de la GWA est de vilipender le Qatar et donner l'impression que ce petit pays est le noyau du jihad mondial et finance la plupart des attaques islamiques en Europe et ailleurs.

Le principal auteur des publications des portails web du CEMO est le journaliste suisse Ian Hamel qui dirige un groupe de journalistes réunis par Abdelraheem Ali, tous licenciés pour antisémitisme ou falsification de documents. CEMO et GWA mènent une importante campagne, composée de conférences de presse, de vidéos sur le web, de rencontres avec Marine Le Pen et d'autres politiciens de la droite française dont l'objectif est de promouvoir, particulièrement dans le monde anglo-saxon, le livre Qatar Papers et la campagne de diffamation contre le gouvernement de Doha.

En effet, la découverte de ce lobby a eu lieu grâce à la publication, en France, du livre Qatar Papers, qui contient une interprétation hasardeuse de nombreux documents comptables originaux dérobés, chez la plus importante organisation

⁹¹ ToTok est développée par « Breej Holding » qui serait en réalité une société écran de DarkMatter (AFP, 24 décembre 2019).

⁹² Lionel. (2020). Google affirme avoir une nouvelle fois supprimé l'outil d'espionnage ToTok du Play Store. *Begeek*. Consulté à l'adresse <https://www.begeek.fr/google-affirme-avoir-une-nouvelle-fois-supprime-loutil-despionnage-totok-du-play-store-337121>

d'aide humanitaire du pays, la Qatar Charity Foundation (QCF). Ce livre n'est pas le premier des deux journalistes qui, depuis leur enlèvement qui a pris toutes les allures sauf celles d'un kidnapping, s'évertuent à faire pression dans les médias en faveur du président syrien Bashar Al Assad, attaquent frontalement dans leurs livres le Qatar et dénoncent les lobbyistes français qui coopèrent avec ce pays. Le microscope européen sur les questions du Moyen-Orient a déclaré que pendant des années, Chesnot et Malbrunot ont reçu des sommes exorbitantes d'argent et des voyages touristiques gratuits aux É.A.U. en échange de leur recrutement dans une campagne de matraquage suspecte contre l'État du Qatar.

Pour promouvoir le nouveau livre des deux journalistes, les ennemis du Qatar ont construit une «*machine à boue* » mondiale et ont commencé à soutenir Malbrunot en l'invitant à des conférences et des entretiens télévisés, lui donnant parfois le rôle d'animateur, ce qui a été le cas dans une session du Saudi Media Forum le 3 décembre 2019, devant la famille royale saoudienne qui l'a payé pour intervenir.

Finalement, la question qui se pose concernant ce livre est de savoir qui est l'éditeur de sa version anglaise. À côté du nom du GWA sur la page de couverture est inscrit le nom d'une véritable maison d'édition, Averroès et Cie. Sarl Paris, une entreprise fondée en 1998 qui ne peut pas publier en Angleterre. Countries Report Publishing, connue pour être un actionnaire de GWA, est la société qui enregistre officiellement le numéro ISBN, nécessaire pour qu'une publication soit légale sauf que cette société est inactive depuis trois ans. De plus, les revenus de cette entreprise et du livre n'ont pas été rendus publics.

Un halo de mystère enveloppe ces sociétés dont la seule occupation est de continuer d'attaquer le Qatar et d'essayer de déstabiliser les mosquées liées aux œuvres caritatives soutenues par QCF. La police italienne, française et allemande estiment cette activité comme très sérieuse et annonciatrice de grands risques pour les infiltrations possibles d'éléments provenant non du Qatar, mais d'organisations intégristes.⁹³

Des mesures concrètes contre le terrorisme

Des mesures radicales ont été prises par le Qatar dans sa lutte contre le terrorisme. L'objectif est de maintenir une place non contestée au sein de la communauté internationale et une position qui ne s'oppose pas à sa stratégie de médiateur dans la résolution des conflits régionaux. En septembre 2011, l'État du Qatar est membre fondateur du Forum mondial de lutte contre le terrorisme qui coordonne les initiatives de 30 pays différents dont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Canada et les États-Unis. En septembre 2014, le Qatar vote des lois permettant d'accroître le pouvoir de supervision du gouvernement sur les organismes à vocation humanitaire suspectés de financer le terrorisme.

⁹³ Paolo-Fusi. (2020). Boue contre le Qatar. *Mediapart*. Consulté à l'adresse <https://blogs.mediapart.fr/paolo-fusi/blog/200620/boue-contre-le-qatar>

De même, le Qatar amende en juillet 2017 sa législation et signe un protocole d'entente avec les États-Unis qui pose les bases de cette coopération pour lutter contre le terrorisme et son financement. Finalement, l'État du Qatar et le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies (UNOCT) signent en décembre 2018 un accord pour créer un bureau à Doha. Il y contribue à hauteur de 75 millions de dollars.

Enfin, le Qatar est un membre actif du Centre de lutte contre le financement du terrorisme (Terrorist Financing Targeting Center). Créé avant la crise de juin 2017 avec d'autres pays membres du CCG, il a pour objet d'identifier les personnes et entités associées à Al-Qaïda dans la péninsule arabe (AQAP) et au groupe « État islamique » au Yémen.

Conforté par ces nombreuses mesures prises depuis 2014, l'Émir Tamim déclare en septembre 2018 : « *La lutte contre le terrorisme figure parmi les priorités de la politique de l'État du Qatar aux niveaux national, régional et international. Nous avons mis en place des systèmes législatifs et institutionnels, nous nous sommes acquittés des obligations internationales liées à la lutte contre le terrorisme et son financement et nous avons participé à tous les efforts internationaux et régionaux pertinents* ».

Les mesures contre le financement privé du terrorisme

Faisant suite d'ailleurs à une réunion à Doha en tête à tête entre le président Macron et l'Émir Tamim en novembre 2017, la conférence de Paris d'avril 2018 sur le financement du terrorisme trouve toute sa raison d'être. En vue de sa préparation, les services de renseignement d'Arabie saoudite comme ceux du Qatar fournissent à leurs homologues français des listes d'ONG suspectes et le Qatar partage tous les détails financiers de l'ONG Qatar Charity.

Ainsi, le Qatar travaille avec les gouvernements des pays concernés avec l'aide de ces ONG, y compris Qatar Charity, association privée souvent citée pour son prosélytisme religieux. Le gouvernement qatari s'assure désormais du contenu des projets d'aide et de l'accord de l'État concerné. Cette assistance est surtout centralisée au niveau du Croissant rouge qatari par lequel chaque organisation charitable au Qatar doit passer et via le Ministère des Affaires étrangères.

« *Le Qatar ne veut plus voir d'attentat terroriste, nulle part dans le monde* », affirme le ministre de la Communication Saif al-Thani lors de sa visite en Belgique. Afin d'y parvenir et de briser le blocus, le Qatar propose de créer une plateforme régionale de sécurité où l'UE et l'OTAN seraient les bienvenus.

Au cours d'une entrevue⁹⁴ avec le journaliste Vincent Georis, publiée dans le journal *L'Echo*, Cheikh Saif al-Thani répond aux questions en rapport avec les rumeurs qui circulent concernant le financement du terrorisme par le Qatar.

Le Qatar a-t-il, ou non, financé l'État islamique ?

⁹⁴ Georis, V. (2018). Le Qatar n'a jamais financé le terrorisme. *L'Echo*. Consulté à l'adresse <https://www.lecho.be/economie-politique/international/moyen-orient/le-qatar-n-a-jamais-finance-le-terrorisme/9989575.html>

« C'est faux. Nous n'avons jamais financé l'État islamique, ni monté le moindre groupe terroriste, de près comme de loin, martèle le ministre. S'ils ont des preuves, qu'ils les montrent. Ils veulent justifier leur politique par le terrorisme, mais ils n'ont jamais abordé cette question avant le blocus ».

On reproche aussi au Qatar d'avoir laissé certains de ses riches citoyens subsidier les terroristes. L'Arabie saoudite et ses alliés ont diffusé une liste de noms.

« Cette liste est sans fondement. Nous avons une procédure antiterroriste et nous ne laissons personne soutenir des terroristes.

Nous avons été très actifs durant ces vingt dernières années sur le plan international et national. Nous voulons apporter plus de stabilité dans le monde. Nous avons été médiateurs dans beaucoup de conflits, poursuit Cheikh Saïf al-Thani. Chez nous, nous avons investi dans l'énergie, la sécurité, le sport, les infrastructures de la Coupe du monde de football. Certains pays disent que nous sommes allés trop vite et que cette rapidité les affecterait. Mais si nous changeons, c'est pour le bien de notre peuple et de tous ceux qui vivent au Qatar.

Le Printemps arabe a commencé par des gens qui voulaient une plus grande égalité. Nous ne soutenons aucun groupe. Ce que nous soutenons, c'est le droit des gens à vivre dans la dignité. Nous sommes en lien avec des gouvernements, qu'il y ait ou pas des Frères musulmans proches du pouvoir.

Bachar a commis des dégâts irréversibles. Utiliser la violence contre les gens crée le terrain pour le terrorisme. Les gens ont besoin de stabilité, telle est notre vision. Mais hélas, je ne suis pas sûr que ce soit fini en Syrie, ajoute-il. Le Qatar est tout le contraire de l'État islamique. Ce qu'il faut créer maintenant, c'est une stratégie pour l'après-État islamique. Tous les pays de la région doivent se mettre ensemble et travailler à cela.

Faire en sorte que plus jamais aucun blocus ne soit décrété contre un pays, créer une plateforme de résolution des conflits dans la région et proposer à tous les États ou les organisations qui le veulent de nous rejoindre, comme l'Union européenne, les États-Unis ou l'OTAN. C'est pourquoi il est important que nous travaillions ensemble pour s'attaquer aux racines du mal, identifier les causes du terrorisme et les combattre. Nous ne voulons plus voir d'attaques terroristes, nulle part dans le monde ». Il termine en expliquant : *« La seule manière de lutter contre le terrorisme, c'est de collaborer ».*

Le Qatar a estimé que les campagnes de désinformations menées contre lui, par les pays à l'origine de son blocus, n'étaient que des tentatives désespérées pour nuire à son image. *« Les campagnes de désinformation et d'incitation menées contre le Qatar, reflètent les tentatives désespérées et ratées des pays à l'origine du blocus, pour offenser mon pays »,* avait déclaré Alya Ahmed Saïf al-Thani, la représentante permanente du Qatar auprès des Nations unies, à l'occasion de la réunion ordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU sur *« la situation au Moyen-Orient et l'affaire palestinienne ».*

Le Qatar attaché s'attache à ses principes et rappelle au dialogue

Alya al-Thani explique que le Qatar s'attachera toujours à sa position et ne s'affranchira pas de ses principes *« même à l'ombre du blocus arbitraire et des procédures unilatérales illégales dont il est victime depuis plus de 2 ans et demi »*. Elle insiste sur le fait que les pays à l'origine du blocus du Qatar ont violé des lois internationales et des normes de l'ONU et ont contribué à déstabiliser la paix et la sécurité régionale et internationale. Toutefois, la Représentante du Qatar affirme que son pays veut que *« la crise du Golfe soit résolue par un dialogue constructiviste et inconditionné, qui garantisse la souveraineté des nations »*. Dans ce sens, l'Émir du Koweït, Sabah al-Ahmed al-Jaber al-Sabah, s'engage à jouer le rôle de médiateur dans le but de résoudre la crise et rétablir la paix dans la région. Et dans ce contexte, Alya al-Thani a fait part de l'estime que son pays éprouvait pour ses efforts fournis.

Enfin, la politique étrangère qatarie renoue avec l'esprit qui la guidait à la fin des années quatre-vingt-dix : un État qui dispose de moyens financiers importants et qui veut être un médiateur au service de la paix et du développement. La position de l'Émir Tamim a été de rétablir une image positive et plus modeste du Qatar en prenant les mesures nécessaires pour répondre aux accusations fausses et rétablir l'influence du pays au sein de la communauté internationale. La modération du Qatar n'a pas été comprise créant une crise majeure en 2017 et menaçant sa souveraineté.

La position officielle de l'Émir Tamim est claire. En février 2018, lors de la séance inaugurale de la conférence de Munich sur la lutte contre le terrorisme, il rappelle les causes du terrorisme, qui n'est pas l'apanage de l'islam. D'une part, l'extrémisme répond au manque de respect des gouvernants envers leurs populations qui conduit à la violence et à l'impossibilité de trouver des solutions pacifiques. D'autre part, si les promesses de liberté, de justice sociale et de l'état de droit ne sont pas respectées dans cette partie du monde, le terrorisme prolifère. Il appelle donc à un accord régional de sécurité couvrant le Moyen-Orient avant que celui-ci n'explose. Le message est clair et est, nul doute, adressé aux États voisins.

5. L'économie du Qatar : entre résilience et anticipation sur l'avenir

L'économie du Qatar a été et reste encore une économie de rente fondée sur ses richesses naturelles premières que sont le gaz et le pétrole. Néanmoins, le Qatar a revu sa stratégie économique d'une part, pour mettre en œuvre le plan « *Qatar Vision 2030* » destiné à préparer l'après-hydrocarbure et d'autre part, à cause de l'embargo dont il fait l'objet de la part d'un certain nombre de pays voisins depuis 2017. Les hydrocarbures ne sont pas une richesse inépuisable malgré les ressources estimées à 50 000 milliards de m³ de gaz exploitables pour plusieurs dizaines d'années et la découverte d'un nouveau gisement en 2019.

Le blocus du 5 juin 2017, imprévisible et illégal au titre du droit international, a permis malgré les craintes de donner un élan important au plan de la Vision 2030 : autonomie alimentaire, développement de l'économie intérieure du Qatar par des mesures incitatives, nouveaux partenaires commerciaux, investissements soutenus à l'étranger, notamment en France. Le plan a été soutenu par le fonds d'investissement qatari et par l'énorme effort entrepris pour la coupe du Monde 2022 qui est avant tout un enjeu économique pour le Qatar. D'ailleurs, un état aussi économiquement dynamique ne peut que générer une image positive forcément attrayante.

Néanmoins, le premier défi du Qatar est celui de faire face au blocus de 2017 tout en poursuivant son développement économique que ce soit au sein du pays ou sur la scène internationale. Les liens économiques avec la France, sujets de fréquents débats, permettent d'illustrer positivement cette action économique dans un pays occidental avec qui le Qatar a des liens anciens et forts. Enfin, une diversification économique a été engagée à travers l'industrie du tourisme associée à une politique de rayonnement culturel qui vise aussi à conforter l'identité du peuple qatari.

5.1 Développer l'économie du Qatar malgré les difficultés géopolitiques

L'embargo mis en place d'une manière illégale par le quartet le 5 juin 2017 a confirmé les vulnérabilités économiques de l'État du Qatar en ce qui concerne les besoins de la population à satisfaire et les travaux lancés pour la coupe du Monde de football de 2022. L'économie du Qatar repose en premier lieu sur l'exploitation des hydrocarbures, mais elle doit aussi être diversifiée en s'appuyant sur le développement d'une politique touristique volontariste tout en continuant les investissements extérieurs.

Les capacités en gaz naturel au Qatar et dans le monde

Avec l'épuisement du pétrole dans le monde et la nécessité de trouver une source d'énergie plus propre, le gaz naturel prend de plus en plus d'importance. Il est en effet considéré comme l'un des combustibles fossiles les plus propres parce qu'il émet moins de carbone, soit environ 50 % de moins que le charbon.

La consommation mondiale de gaz continue donc d'augmenter de manière significative. Ainsi, en 2018, elle a augmenté de 4,6 %. A lui seul, le gaz naturel liquéfié (GNL) est en croissance de 5 % annuellement d'autant que les marines du monde entier se transforment pour abandonner le fuel très polluant au profit du gaz⁹⁵. L'organisation maritime internationale s'est donnée pour objectif de réduire ces émissions de CO₂ de 50 % en 2050 par rapport à 2008.

Le gaz naturel contribue aussi indirectement à définir de nouveaux rapports de forces au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Méditerranée desquels le Qatar est loin d'être absent mais il doit aussi s'assurer de pouvoir extraire, commercialiser et faire transiter cet hydrocarbure. Cela représente une vulnérabilité supplémentaire.

Historiquement, les volumes de gaz les plus importants transitaient par gazoducs et par le biais de contrats à long terme s'étalant sur plusieurs dizaines d'années pour des facilités de transport et des coûts peu élevés. En revanche, en ce qui concerne le gaz sous forme liquéfié (GNL)⁹⁶, des infrastructures importantes s'avèrent de prime nécessité pour le déplacer à travers le globe, le faire transporter par d'immenses navires méthaniers, puis le regazéifier à l'arrivée dans un nouveau terminal.

Le Qatar dispose de la troisième plus grande réserve de gaz au monde après l'Iran et la Russie. Il est devenu le premier exportateur mondial de GNL en moins de 30 ans, avec près de 30 % du marché mondial. Qatar Petroleum a annoncé début 2020 qu'il augmenterait de 64 % sa production d'ici 2027, soit 126 millions de tonnes au lieu de 110. Ses coûts de production sont les plus faibles du monde et il veut augmenter ses parts de marché.

Découvert en 1971 par la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell, le gisement de gaz naturel « *North Dome* » est le plus important du monde. Près de 40 % du champ gazier qatari se trouve cependant dans les eaux iraniennes. A l'origine, l'exploitation dudit gisement a suscité quelques réticences. En premier lieu, l'Émir Khalifa a hésité à investir les sommes colossales nécessaires à son exploitation, ce qui a conduit en partie au coup d'état de son fils Hamad.

Par ailleurs, Riyad a bloqué et entravé de nombreuses propositions de gazoducs régionaux au détriment de la construction d'un environnement pacifié. L'opposition saoudienne aux gazoducs qataris a donc été si forte que Doha a changé sa stratégie en optant pour le GNL à la place d'un transport par gazoduc. Le choix du transport sous forme liquéfiée qui réclame des investissements très coûteux a entraîné la construction de la chaîne de liquéfaction à la fin des années 2000. Grâce à la prescience de Cheikh Hamad, 57 méthaniers à double coque ont été commandés au Japon. Cette indépendance, notamment au niveau des gazoducs qui auraient traversé les pays voisins, sera évidente lors de la crise de 2017.

⁹⁵ Tsafos, N. (2020). Gas Line, Q4 2019. *Center for Strategic and International Studies*. Consulté à l'adresse <https://www.csis.org/analysis/gas-line-q4-2019>

⁹⁶ Coface For Trade. (2019). Consulté à l'adresse <https://m.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Qatar>

Cependant, le transport du gaz naturel liquéfié qatari dépend aussi de la libre circulation dans le détroit d'Ormuz par lequel transitent 25 % à 30 % du commerce mondial de GNL parmi les 2 400 tankers qui y naviguent chaque année, sous la surveillance étroite de la Ve flotte américaine de la marine américaine. Cette vulnérabilité est forte et dépend de deux facteurs : les bonnes relations avec l'Iran et la bienveillance des États-Unis. Soucieux de cette sécurité maritime, le Qatar et le Koweït ont demandé fin novembre 2019 de rejoindre la coalition navale dirigée par les États-Unis en vue de protéger le transit des tankers dans cette région.

Signature d'un accord entre le Koweït et le Qatar

Important producteur de pétrole, le Koweït souhaite s'orienter vers des sources d'énergie propres. Ainsi, l'entreprise publique koweïtienne (Kuwait Petroleum Corporation – KPC) signe au mois de janvier un contrat qui s'étend sur 15 ans avec Qatar Petroleum pour l'achat de trois millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an. Selon un communiqué publié par les deux parties, l'accord deviendra effectif lorsque le nouveau terminal de réception de GNL, dont le coût de construction s'est élevé à 3 milliards de dollars, au port d'Al-Zour, au sud du Koweït, deviendra opérationnel. « *Cet accord prolonge la relation de longue date du Qatar avec le Koweït en matière d'approvisionnement en GNL jusque dans les années 2030* », a déclaré le ministre d'État du Qatar pour les affaires énergétiques, Saad al-Kaabi, après avoir signé l'accord. Et le ministre koweïtien du pétrole, Khaled al-Fadel d'ajouter « *L'État du Koweït s'engage sur une voie ambitieuse de croissance économique, qui nécessite des sources d'énergie plus propres telles que le gaz naturel qui contribueront à réduire les émissions de CO₂ et à améliorer la qualité de l'air* ». ⁹⁷

Le Koweït entretient de bonnes relations avec le Qatar et joue un rôle de médiateur dans la crise diplomatique qui oppose depuis 2017 Doha à certains de ses voisins du Golfe, dont l'Arabie saoudite et les É.A.U. D'ailleurs, le Koweït, pays riche en pétrole mais dont la production de gaz reste faible, importe actuellement 2,5 millions de tonnes de GNL par an de BP, Shell et Qatar Petroleum pour la production d'électricité et l'industrie pétrochimique.

Une concurrence qui s'éveille

Quatre-vingt billions des réserves mondiales déclarées et estimées à environ 200 billions de mètres cubes se trouvent dans la région du Moyen-Orient. De nouveaux gisements prometteurs ont été découverts au Mozambique. Les réserves de gaz à l'Est de la Méditerranée, c'est-à-dire en Égypte, Palestine (Gaza), Israël, Liban, Syrie et Chypre, sont évaluées à environ 50 billions de mètres cubes, l'équivalent des réserves du Qatar. Les études ont estimé la part du Liban en gaz naturel offshore à environ 11 billions de mètres cubes, de quoi régler tous les problèmes du Liban.

⁹⁷ Le Koweït signe un accord pour importer du gaz du Qatar. (2020). *Ecodafriq*. Consulté à l'adresse <http://www.ecodafrik.com/le-koweit-signe-un-accord-pour-importer-du-gaz-du-qatar/>

Depuis 2010, les découvertes de gaz en Méditerranée se sont multipliées au large d’Israël, du Liban, de Chypre et de l’Égypte, même si ces réserves n’ont pas la taille de celles de la Russie, de l’Iran ou du Qatar⁹⁸. Fin 2019, Israël a commencé à extraire du gaz du gisement Leviathan, soit neuf ans après sa découverte qui pourra concurrencer le GNL fourni par l’Égypte à la Jordanie. Chypre a autorisé la construction d’une infrastructure de GNL.

En outre, en 2017, les États-Unis ont ravi à la Russie⁹⁹ le titre de plus grand producteur mondial de gaz qu’il soit liquéfié ou sous forme gazeuse par l’exploitation du gaz de schiste qui a fait chuter drastiquement les prix et a généralisé l’usage du gaz dans l’industrie. En 2017, les exportations de gaz des États-Unis ont dépassé les importations pour la première fois depuis 1957. Les États-Unis devraient devenir le 3^{ème} exportateur de GNL dès 2021, après le Qatar et l’Australie. L’Agence internationale de l’énergie prévoit que ces États approvisionneront près des deux tiers du marché mondial du GNL d’ici 2023. La croissance du marché mondial du GNL est stimulée en partie par la demande de la Chine. Premier importateur mondial de gaz naturel dont la moitié est constituée de GNL, elle devrait en 2024 consommer 40 % de la demande mondiale¹⁰⁰. D’ici 2050, sa consommation devrait augmenter de 150 %, notamment pour remplacer le charbon trop polluant.

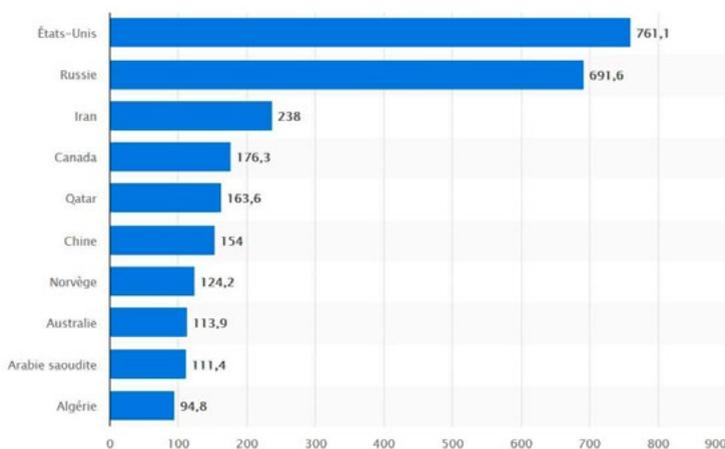


Figure 2. Les dix principaux producteurs de gaz naturel en 2017¹⁰¹

⁹⁸ Ces gisements géants baptisés « Tamar » et « Leviathan » ont été découverts dans les eaux israéliennes en 2009 et 2010, « Aphrodite » au large de Chypre en 2011, « Zohr » en 2015 au large de l’Égypte.

⁹⁹ Plus de 94 % de la production de gaz naturel en Russie est contrôlée par Gazprom, une société appartenant au gouvernement russe, qui fournit 40 % du gaz de l’Union européenne.

¹⁰⁰ Lauer, S. (2019). Poutine ou la diplomatie du gazoduc, *Le Monde*. Consulté à l’adresse <http://lirelactu.fr/source/le-monde/ef3c6398-29cd-469c-a090-de4d64483277>

¹⁰¹ Godoy Hilario, P.M. (2019). *Classement des dix plus grands pays du monde producteurs de gaz naturel en 2017*. Consulté à l’adresse <https://fr.statista.com/statistiques/565249/principaux-pays-en-termes-de-production-de-gaz-naturel-au-monde-en/>

Constatons que la moitié de ces États sont concernés plus ou moins directement par les conflits au Moyen-Orient. Par ailleurs, la Compagnie pétrolière saoudienne (Saudi Arabian Oil Company) a annoncé en mai 2019 son intention d'investir dans un terminal gazier d'exportation du GNL au Texas, nouveau signe que le gaz naturel liquéfié est en train de prendre une place incontournable.

Préserver cette capacité par une stratégie mondiale

Le gaz naturel devient une explication des tensions actuelles notamment en partant de l'approche géopolitique constituée par l'axe Turquie-Qatar. Elle s'associe à un retour de la Turquie en Afrique du Nord, mais aussi en Méditerranée. Ce positionnement est à la fois géopolitique, mais aussi celui de l'accès aux hydrocarbures. La Turquie est en étroite dépendance des gaz russe et iranien. Dans le passé, elle avait tenté de construire avec Israël un gazoduc entre Tel-Aviv et Ankara. Des accords régionaux ont été signés en 2011 pour des gazoducs, l'un reliant le Qatar à la Turquie en passant par l'Arabie saoudite et la Syrie, l'autre, reliant l'Iran à la Turquie via l'Irak et la Syrie, pour l'instant sans suite.

De fait, le soutien politique officiel de la Turquie au gouvernement libyen de Faïez Sarraj, chef du gouvernement libyen d'union nationale se comprend mieux. Reconnu par les Nations unies mais ne contrôlant que 8 % du territoire libyen, il est soutenu par Ankara et Doha. Or, son opposant, le gouvernement de Tobrouk du maréchal Khalifa Haftar, est soutenu par le Caire, Riyad et Abou Dhabi et contrôle l'ensemble des champs pétroliers et gaziers en Cyrénaïque.

La Turquie a signé le 27 novembre 2019 un accord maritime avec Tripoli. Selon cet accord, les nouvelles limites du plateau continental turc apparaissent considérablement élargies en Méditerranée, aux dépens de Chypre mais aussi de la Grèce et de ses îles (Crète et Rhodes). Il légitime la recherche des gisements de gaz par la Turquie. Il vise aussi à garantir les droits de la Turquie en Méditerranée orientale, notamment l'accès aux gisements gaziers de la région.

Ankara a déclaré à maintes reprises ne pas reconnaître les accords concernant la délimitation des frontières maritimes et des zones économiques exclusives signés entre l'Égypte, Israël et le Liban. Elle a même menacé les entreprises ayant signé des accords avec ces pays en vue de l'exploration, de l'extraction et de la commercialisation de leur gaz. En effet, le 11 décembre 2019, le ministre des affaires étrangères turc déclare que son pays pourrait utiliser la force militaire pour s'opposer aux forages au large de Chypre dont elle conteste 44 % de la zone économique exclusive (ZEE). Déjà, en février 2018, la marine turque a bloqué l'accès d'un navire d'exploration de la firme italienne ENI à des gisements *offshore*. Mais encore, en novembre 2019, des navires de guerre turcs ont ordonné à un navire de recherche israélien de quitter les eaux contestées.

En guise de réaction, le Congrès américain a levé l'embargo le 17 décembre 2019 sur la vente d'armes à Nicosie à travers deux projets de loi en soutien à la République de Chypre dans ses différends territoriaux et énergétiques avec

la Turquie. Il renforce l'aide à la sécurité pour Chypre tout en condamnant la Turquie pour ses activités de forage au large de l'île.

Pour sa part, l'Union européenne a décidé d'imposer à la Turquie un certain nombre de sanctions économiques, financières et politiques, compte tenu que la partie de Chypre¹⁰² représentée par les Chypriotes grecs est membre de l'Union européenne. La sécurité énergétique de l'Union européenne est menacée puisqu'un projet de gazoduc de 2 000 kilomètres venant d'Afrique du Nord, l'East Med, a été lancé pour acheminer le gaz méditerranéen et diminuer la dépendance européenne du gaz russe. Ajoutons que le rôle de la Russie, grand producteur de gaz, ne peut non plus être ignoré en Libye, du fait de la présence conjoncturelle de « *mercenaires* » russes dans une approche d'une guerre gazière qui pourrait survenir dans les parties orientale et Sud de la Méditerranée.

5.2 Une situation économique du Qatar stabilisée en 2019

Depuis juin 2017, un blocus territorial, aérien et maritime est imposé au Qatar par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte. Cette situation a eu des conséquences non négligeables mais temporaires en termes de croissance soit 1,6 % en 2017. En 2019, le taux de croissance s'élève à 2,6 % et devrait dépasser 3 % en 2020 selon le Fonds monétaire international (FMI). Une autre conséquence a été le renchérissement de l'importation des biens à partir des pays voisins, la grande majorité comportant des produits de consommation courante mais aussi de construction pour ses futures infrastructures, en particulier celles du Mondial de 2022. Enfin, l'impact sur la politique touristique a été important.



¹⁰² En juin 1974, la Turquie est intervenue à Chypre sous prétexte que le coup d'état contre le président Makarios menaçait les Chypriotes turcs de l'île, dont elle a fini par occuper le tiers du territoire.

Le nombre de visiteurs au Qatar au second semestre de l'année 2017 a chuté de 20 %, les vols à destination de Doha de 25 % et les vols de Qatar Airways de 20 % soit une perte d'environ 2,7 milliards d'euros de revenus.

Ainsi, le tourisme a perdu environ 550 millions d'euros et les prix de l'immobilier ont reculé de 10 %.

Face à cette menace économique, le Qatar n'est pas resté sans réaction. Il a fait appel aux ressources de son fonds de pension. En outre, il a fait preuve d'une véritable résilience montrant sa capacité à s'adapter et à assurer l'équilibre de son économie. Si l'économie du Qatar n'était pas complètement préparée à une telle situation, dont les conséquences furent aussi immédiates que négatives, le pays a quand même su rapidement rebondir. Face au blocus et après une période de turbulences, l'économie du Qatar s'est donc renforcée.

Au Qatar, l'industrie agroalimentaire fait face à l'embargo

Face à l'embargo, le secteur agricole a dû faire preuve d'une adaptation très rapide, surtout pour éviter les pénuries¹⁰³. Doha doit réagir dans l'urgence et repense d'abord l'ensemble de ses partenariats commerciaux. En effet, Nabil Ennassri, chercheur en sciences politiques et éminent spécialiste du Qatar,



¹⁰³ Nabha, M. (2019). La forte résilience économique du Qatar face au boycott. *BSI Economics*. Consulté à l'adresse <http://www.bsi-economics.org/images/Qatarecoboycott.pdf>



affirme que plusieurs acteurs du Moyen-Orient ont pris la place des pays de l’embargo : la Turquie, l’Iran et les pays d’Asie. Ensuite, porté par la nécessité d’éviter les erreurs du passé, le Qatar a su prendre rapidement des mesures qui se sont avérées efficaces.

Une première action a consisté à développer une politique agricole pour assurer l’autonomie alimentaire autant que possible. La production locale ne constituait en 2017 que 10 % de la consommation du pays. Les pouvoirs publics qataris espèrent désormais devenir autosuffisants en nourriture d’ici 2030. Pour cela, d’importants investissements financiers et hydriques ont été engagés afin de développer les productions agricoles de base comme faire pousser des légumes dans le désert. Établies près de Doha, les fermes d’Hassad Food, le fonds d’investissement Qatari (QIA) pour l’agriculture, font pousser désormais plus de 6 500 tonnes de légumes chaque année dans des serres adaptées au climat, achetées au groupe français Richel¹⁰⁴.

Les fermes d’Hassad Food

Suite au succès, deux ans plus tôt, d’un projet pilote baptisé « *Zulal Oasis* » mené à l’ouest de Doha consistant à faire pousser des tomates dans des serres, sans sol et en utilisant de l’eau d’irrigation recyclée, l’émirat désertique du Qatar a décidé de lancer un programme pour que, d’ici 2023, 70 % des légumes consommés par ses habitants soient cultivés localement, de la même manière. « *La technologie s’est révélée parfaitement adaptée au climat du Qatar* », a indiqué Nasser Mohamed Al Hajri en précisant que « *les résultats avaient dépassé les attentes concernant le rendement et la qualité* ».

Actuellement, selon la saison, entre 11 et 16 % des légumes consommés par les Qataris sont cultivés dans leur pays. La technique utilisée pour le projet test qui s’est concentré sur les tomates, peut être aussi efficace avec d’autres légumes populaires au Qatar comme les concombres, les aubergines et les courgettes.

« *La technologie de Zulal Oasis est un modèle de production durable à long terme, avec la capacité de produire des niveaux élevés de récolte douze mois par an, sans tenir compte des saisons* », a souligné le PDG de Hassad Food.¹⁰⁵

Les Ruchers Bou Saif

En 2010, l’agriculteur Khalid Saif Al-Souwaidi lance son entreprise les « *Ruchers Bou Saif* » et possède aujourd’hui un millier de ruches à Al-Shahaniya, une ville du centre du Qatar. « Mon père ne voulait pas que je me lance dans le miel.

¹⁰⁴ Gaubert, C. (2019). Au Qatar, des légumes poussent dans le désert. *Sciences et Avenir*. Consulté à l’adresse https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/plantes-et-vegetaux/au-qatar-des-legumes-poussent-dans-le-desert_138488

¹⁰⁵ Le Qatar veut produire 70 % des légumes consommés par ses habitants. (2020). *L’Orient LE JOUR*. Consulté à l’adresse <https://www.lorientlejour.com/article/941484/le-qatar-veut-produire-70-des-legumes-consommes-par-ses-habitants.html>



Heureusement que je ne l'ai pas écouté ! J'ai toujours aimé les abeilles, explique-t-il. Elles ont une place particulière dans notre culture. Le miel, c'est un médicament, mais aussi un cadeau de choix, qu'on offre en symbole d'amitié. Je récolte et commercialise dix tonnes de miel par an. » Il enchaîne : « *Avec l'embargo, je suis même en rupture de stock ! Tout le monde veut du miel made in Qatar.* » Tout comme d'autres, Khalid Saif Al-Souwaidi a su profiter de la situation et, étant donné la croissance de son entreprise, il affirme très honnêtement préférer que l'embargo persiste.¹⁰⁶

Vaches de la ferme Baladna, productrice de lait et de viande

Plus encore, le Qatar a créé ad hoc une filière laitière. Baladna, avant la crise déclenchée par l'embargo, était une ferme d'élevage de chèvres, de taille normale. Du jour au lendemain, elle s'est transformée en empire laitier. Sa mission : donner au Qatar son indépendance en lait¹⁰⁷. En effet, depuis 2017, les Qataris ont importé et rassemblé plus de 18 000 vaches dans une ferme à Baladna, ville située à soixante kilomètres au nord de Doha. Alors que 90 % des produits laitiers étaient importés de l'Arabie saoudite en 2017, ils sont désormais en grande partie produits au Qatar au détriment des producteurs du pays frontalier. En sus, en vue de résister au blocus, la ferme Baladna a fait son entrée glorieuse sur le marché de la bourse en offrant 75% de ses parts sur la Bourse de Doha, permettant aux investisseurs qataris petits et grands de détenir une partie de ce symbole de « *la résistance* » à l'embargo¹⁰⁸. Particulièrement médiatique, la ferme Baladna, érigée en exemple de la réussite agroalimentaire qatarie, cache en fait une multitude d'initiatives locales s'appuyant sur des méthodes inédites.

Sous les serres de l'entreprise Agrico

Le directeur général de l'entreprise Agrico, Nasser Al-Khalaf, installe sa ferme à Al-Khor, à 50 kilomètres de Doha, un désert de rocailles où le sol est sec et l'eau des nappes phréatiques trop salée pour être utilisée sans traitement. « *Nous contrôlons en temps réel la température et l'humidité à l'intérieur des serres* », note-t-il. Opérationnelle les douze mois de l'année, la plus grande ferme biologique du Qatar, qui a doublé sa surface de production en un an, produit en moyenne cinq tonnes de légumes frais et biologiques par jour.

La technologie de pointe de cette entreprise fait figure d'exemple. Les serres, uniques au monde, utilisent le minimum de ressources. De plus, l'agriculture hydroponique et les systèmes avancés de capteurs permettent d'augmenter

¹⁰⁶ Castelier, S. (2019). Dans le désert qatari, un élevage d'abeilles politiquement correct. *La Libre.be*. Consulté à l'adresse <https://www.lalibre.be/international/dans-le-desert-qatari-un-elevage-d-abeilles-politiquement-correct-5c3230827b50a6072467ff9d>

¹⁰⁷ Van Ruymbekke, L. (2018). Qatar : Baladna, la ferme aux 20 000 vaches. *Le Point.fr*. Consulté à l'adresse https://www.lepoint.fr/monde/qatar-baladna-la-ferme-aux-20-000-vaches-05-06-2018-2224351_24.php

¹⁰⁸ Au Qatar, une laiterie du désert va entrer en Bourse pour résister au « blocus ». (2019). *La Croix (AFP)*. Consulté à l'adresse <https://www.la-croix.com/Economie/Au-Qatar-laiterie-desert-entrer-Bourse-resister-blocus-2019-11-06-1301058817>



© SHUTTERSTOCK



© SHUTTERSTOCK

les rendements tout en créant des conditions optimales pour que les plantes grandissent. « *Nous avons commencé à vendre notre technique, confie le directeur général, pour que les fermes qataries puissent améliorer leurs rendements. Nous gérons l'installation et la manutention pour eux et ils se concentrent sur la production* ». Une opportunité pour Agrico qui pourrait bien surfer sur le développement de l'agriculture locale. Alors que le Qatar compte déjà mille quatre cents fermes, les deux tiers ne servent qu'à nourrir les familles de leurs propriétaires. « *25 % des exploitations qataries sont possédées par des fermiers, déclare Faleh Ben Nasser Al-Thani, un des cadres du Ministère de l'agriculture. Le reste appartient à des entrepreneurs qui ont décidé d'investir.* »¹⁰⁹

Un enthousiasme relatif — tous n'ont bien sûr pas investi cette année — mais bien palpable pour les produits qataris se répercute jusque dans les magasins de l'enseigne Al-Meera, la plus grande chaîne de distribution qatarie. « *Il y a un avant et un après embargo, confie un responsable entre deux âges qui coordonne une dizaine d'hypermarchés. Maintenant, les consommateurs vérifient la provenance des produits.* »

Produits « made in Qatar » dans un supermarché à Doha.

Cet engouement n'est en rien surprenant. L'État, via différents leviers, fait campagne en faveur des produits nationaux depuis plusieurs mois. « *Le Ministère de l'agriculture a largement aidé les entrepreneurs locaux les deux mois qui ont suivi le début de l'embargo* », explique Faleh Ben Nasser Al-Thani qui cite à titre d'exemple des prêts à taux d'intérêt réduit (1 % par an) accordés aux fermiers. « *D'ici la fin de l'année 2018, nous prévoyons de donner cent hectares de terres agricoles à des fermiers qataris* », continue-t-il.

De même, la chambre de commerce et d'industrie du Qatar joue un rôle essentiel dans la valorisation de l'agriculture locale en multipliant les mesures pour soutenir les produits qataris. Saleh Ben Hamad Al-Sharqi, le directeur de la structure affirme : « *En tant que représentant du secteur privé qatari, une de nos fonctions les plus importantes consiste à développer et à promouvoir l'industrie locale en général et l'industrie alimentaire en particulier. Nous avons déjà organisé cinq éditions de l'exposition « Made in Qatar » pour que les fabricants et les producteurs locaux présentent leurs produits et échangent leurs compétences et leurs informations.* »

« *Le Made in Qatar tourne à l'obsession parce que le Qatar ne veut plus être mis sur la sellette* », résume Nabil Ennasri qui insiste au passage sur le symbole politique qu'est devenue l'agriculture locale. Ayant longtemps parlé d'autoconsommation, l'émirat gazier a finalement revu ses objectifs à la baisse. « *D'ici trois ans, le Qatar espère être en mesure de produire 60 % de ses besoins en légumes* », indique ainsi Faleh Ben Nasser Al-Thani, un objectif moindre, mais

¹⁰⁹ Pouré, C. (2018). Comment le Qatar fait croître son économie agricole en milieu hostile. *Sud Ouest.fr*. Consulté à l'adresse <https://www.sudouest.fr/2018/08/30/comment-le-quatar-fait-croitre-son-economie-agricole-en-milieu-hostile-5354179-4803.php>



toujours très ambitieux. « *Nos rendements ont déjà largement augmenté* », continue le responsable. La grande majorité des agriculteurs s'orientent vers des produits de haute qualité et souvent biologiques et sur les légumes les moins gourmands en eau (les concombres par exemple).¹¹⁰

Cette résilience de l'économie qatarie est le résultat de plusieurs initiatives fortes de la part des ressortissants de pays étrangers au Qatar qui doivent s'impliquer dans l'économie locale. Afin de stimuler les investissements directs étrangers, le plafond de 49 % de capital étranger détenu dans une entreprise opérant dans le pays a été supprimé. En outre, en septembre 2019, le pays autorise les permis de séjour pour les investisseurs étrangers et les ressortissants de pays étrangers investissant dans l'économie « *un capital non qatari* » obtiennent le droit à des permis de séjour de cinq ans renouvelables. Auparavant, les investisseurs devaient être « *sponsorisés* » par une entreprise ou un citoyen qatari pour obtenir un permis de séjour¹¹¹. Cette mesure rentre dans le cadre d'un plan de diversification de l'économie du pays. Plusieurs États, comme la Turquie au partenariat renforcé depuis 2017, investissent aussi au Qatar.

Au lieu de baisser les bras, le Qatar s'est servi du blocus pour renforcer ses capacités de production locales en produits laitiers, miel, et agricultures hydroponique et halieutique. En effet, après avoir créé les fondations d'une économie agroalimentaire locale forte, la deuxième action a consisté à développer le tourisme international.

5.3. Développer une politique touristique globale, ingénieuse et innovante

Le tourisme au Qatar est un pilier de « *Qatar Vision 2030* » pour préparer l'avenir du pays¹¹² en s'appuyant sur plusieurs facteurs favorables préexistants ou développés. Le Qatar, un pays calme et sûr, se distingue déjà par l'accueil de sa population. De plus, les paysages variés allant du désert à la mer en passant par les villes ultra-modernes sont autant de plaisir pour les yeux. Ajoutons à cela, l'accès à la culture locale et internationale dans des musées à l'architecture moderne, les rencontres sportives internationales les plus diverses dont la coupe du Monde de 2022 mais aussi les résultats du PSG. L'imagination, la volonté et les moyens peuvent faire du tourisme au sens large un pilier fort de l'économie qatarie du futur.

¹¹⁰ Castelier, S., & Pouré, C. (2018). Au Qatar, l'industrie agroalimentaire fait face à l'embargo. *Orient XXI*. Consulté à l'adresse https://orientxxi.info/index.php?page=recherche&id_rubrique=&recherche=ennasri&sa.x=0&sa.y=0

¹¹¹ Le Qatar annonce des permis de séjour pour les investisseurs étrangers. (2019). *EPOCH TIMES avec AFP*. Consulté à l'adresse <https://fr.theepochtimes.com/le-qatar-annonce-des-permis-de-sejour-pour-les-investisseurs-etrangers-1028141.html>

¹¹² Kemel Kaddouri, S. (2019). Le Tourisme, Nouveau Gisement du Qatar. *Forbes*. Consulté à l'adresse <https://www.forbes.fr/lifestyle/le-tourisme-nouveau-gisement-du-qatar/>

Une politique ambitieuse pour le tourisme au Qatar

Cette politique du tourisme, dont la dimension prioritaire a été confirmée le 4 novembre 2018, est donc jumelée à la culture, à l'industrie du sport et à l'économie de la connaissance. En 2030, ce dispositif doit théoriquement faire du Qatar un émirat prospère en partie sorti de la dépendance aux hydrocarbures qui caractérise aujourd'hui les systèmes rentiers des pétromonarchies du Golfe. Cette politique est pilotée par l'Autorité du tourisme du Qatar (QTA), supervisée à son tour par le Conseil national du tourisme, dont le président n'est autre que le Premier ministre du Qatar pour mettre en œuvre cette dimension de « *Qatar National Vision 2030* » dans le cadre du développement du secteur touristique au Qatar et de sa promotion à l'international.

Grâce à des investissements d'ampleur estimés à 40 milliards d'euros, les autorités espèrent attirer 10 millions de visiteurs par an au Qatar d'ici 2030. Globalement, cela signifie que la contribution directe du tourisme doublera, passant de 5 milliards d'euros en 2016 à un peu plus de 10 milliards d'euros en 2023, soit 3,8 % du PIB contre 3,5 %. Ce plan de long terme a été complété par le plan quinquennal (2017-2023) dont l'objectif intermédiaire est de porter d'ici à 2023 le nombre de visiteurs à 5,6 millions.

Pour accompagner cette politique touristique, le Qatar a développé sa capacité hôtelière. Fin 2018, le Qatar dispose de 26 000 chambres dans 124 établissements hôteliers. De même, malgré le blocus de l'espace aérien, l'accès au Qatar est facilité par Qatar Airways jugée par ailleurs meilleure compagnie mondiale en 2019. Il est vrai que d'avril 2018 à mars 2019, elle a enregistré une perte nette de 580 millions d'euros attribuables à la perte de voies aériennes habituelles mais aussi à la hausse des prix du pétrole. Cependant, Qatar Airways a multiplié les vols vers 31 nouvelles destinations. La flotte de la compagnie aérienne a augmenté de 25 appareils et a accueilli son 250^{ème} avion en mars 2019.

Mais encore, en 2020, en pleine pandémie de Covid-19, Qatar Airways a continué à assurer plus de 150 vols par jour vers 70 villes dans le monde entier¹¹³. La compagnie aérienne a même organisé un vol spécial à tarif négocié dans le but d'assurer le retour de 406 ressortissants français dans leur pays depuis les Philippines, l'Australie, la Suisse, etc. A cette occasion, l'ambassade de France a remercié Qatar Airways d'avoir répondu avec une si grande efficacité à l'appel, dans des conditions aussi critiques. De même, le Qatar valorise aujourd'hui l'atout maritime en donnant la possibilité de faire des croisières.

Pour atteindre cet objectif, une communication offensive est menée notamment par la compagnie aérienne nationale Qatar Airways à travers le monde et Al Jazeera qui contribue à cette stratégie grâce à sa couverture médiatique mondiale.

¹¹³ Covid-19 : Qatar Airways Assure 150 Vols Par Jour Vers 70 Destinations. (2020). *Forbes*. Consulté à l'adresse <https://www.forbes.fr/business/covid-19-qatar-airways-assu-re150-vols-par-jour-vers-70-destinations/?cn-reloaded=1>

En outre, les stars du club de football du PSG montrent cette synergie recherchée entre le sport et le tourisme.

De même, afin d'assurer une montée en puissance du tourisme, le Qatar mène une politique libérale en matière de visa. Ainsi, il est devenu le pays le plus ouvert du Moyen-Orient et la huitième nation au niveau mondial en termes de politique de visas, comme l'indique le dernier classement établi par l'Organisation Mondiale du Tourisme. C'est en 2014 que le Qatar a fait le choix de faciliter l'octroi de visas. En septembre 2016, une plateforme en ligne est créée pour traiter les demandes et la délivrance de visas électroniques à partir de 2017. Plus de 88 nationalités peuvent entrer au Qatar sans visa et sans frais¹¹⁴.

En outre, le Conseil National du Tourisme du Qatar (QNTC) a ouvert six bureaux de représentation dans trois des plus importants marchés potentiels de visiteurs : la Chine, l'Inde et la Russie. Ainsi, en 2018, le nombre de touristes en provenance de l'Inde a augmenté de 18 % et de la Chine de 43 %. Par ailleurs, le marché russe est celui qui connaît la plus forte augmentation avec une hausse record de 366 %. Les flux touristiques à destination du Qatar ont connu une hausse de 10,5 % en moyenne par an sur la période 2010-2016. Depuis 2014, le Qatar a accueilli plus de 10 millions de visiteurs dont 40 000 touristes français en 2018. Enfin, sur le premier trimestre 2019, le pays a enregistré une croissance touristique de 14 % par rapport à 2018.

Toutefois, développer les capacités touristiques ne peut suffire à renforcer l'économie qatarie. En parallèle de la promotion de l'agroalimentaire, de nouvelles voies de communication et du tourisme, les autorités qataries ont mis en place une politique visant à donner une place d'honneur au savoir, à la connaissance et à l'excellence notamment dans le secteur de la santé.

5.4. Une politique qui s'appuie aussi sur des actions dans le savoir et la santé

Cette stratégie est fondée sur le développement de l'éducation et de la santé qui a été menée par Cheikha Mozah, la mère de l'émir qui présidait la toute-puissante Fondation du Qatar (Qatar Foundation). Cette institution a attiré à Doha les universités américaines de Cornell, Georgetown, Texas A&M mais aussi HEC, University College of London ou encore Carnegie Mellon, installés dans des campus flambant neufs qui s'étendent sur près de 14 km².

Elle a aussi œuvré à la construction de la Bibliothèque nationale du Qatar (BNQ) dotée d'un fonds d'1 million de livres et sous l'égide de la Fondation du Qatar pour l'éducation, la science et le développement communautaire. Elle vise à remplir trois fonctions : tout d'abord, en sa qualité de bibliothèque nationale,

¹¹⁴ Le Qatar supprime les visas d'entrée pour les ressortissants de 80 pays, dont le Liban. (2017). *L'Orient Le Jour*. Consulté à l'adresse <https://www.lorientlejour.com/article/1066408/les-ressortissants-de-80-pays-dont-le-liban-pourront-desormais-se-rendre-au-qatar-sans-visa.html>

elle recueille et fournit un accès aux connaissances mondiales y compris le contenu du patrimoine et des documents intéressants sur le Qatar et la région et mettant à disposition l'histoire enregistrée du pays. Ensuite, en tant que bibliothèque de l'université et de la recherche, elle favorise et promeut une meilleure compréhension globale de l'histoire et de la culture de la région du Golfe et soutient l'éducation et la recherche à tous les niveaux. Enfin, en tant que bibliothèque publique centrale moderne, elle offre des services de bibliothèque et de ressources pour répondre aux intérêts de lecture et favoriser la maîtrise de l'information du grand public. À travers toutes ses fonctions, la BNQ assure le leadership du secteur des bibliothèques et du patrimoine culturel du pays. Avec l'ouverture du nouveau bâtiment, elle est également un lieu de rencontre communautaire.

Inauguré par Cheikha Mozah en 2018, un nouveau projet à la hauteur des ambitions du Qatar a finalement pris forme à Doha, après dix ans de travaux. Le gigantesque et ultra-moderne centre médical et de recherches Sidra, dédié aux femmes et aux enfants, a vu le jour. Le tout nouvel hôpital Sidra ouvre aussi une autre voie que le Qatar veut exploiter au titre du « *tourisme médical* ». Cet établissement a embauché 3 500 employés, infirmiers et chirurgiens de réputation internationale, venus de 90 pays. Cinquante cliniques et services, plus de 2 350 professionnels de santé, 400 lits pour 400 chambres individuelles, bâtiments flambants neufs, équipements dernier-cri... Au-delà de la modernité des infrastructures, à l'image de ce qui existe dans la crème de la crème des établissements de santé en Occident, le Qatar a misé sur la qualité de l'équipe médicale et de l'attention apportée aux familles.

Dans ce nouveau hub de santé de haute technologie médicale, les équipes de médecins ont déjà pu réaliser des interventions complexes au sein de la clinique, comme une séparation in utero de jumeaux reliés par l'abdomen ou encore des reconstructions plastiques très complexes sur des enfants atteints de tumeurs à la tête, au cou ou à la gorge. Proposant enfin une formation médicale continue (CME) et un développement professionnel continu (CPD) à tous les professionnels de santé agréés, le centre médical Sidra s'est fixé pour but la création d'un réservoir de savoirs sur les maladies spécifiques à cette région du monde, sur les nouvelles maladies et leurs mutations, afin de permettre un diagnostic approfondi pour une meilleure prise en charge de la maladie.¹¹⁵

¹¹⁵ Giraud, A. (2018). Le Qatar mise sur la santé pour séduire les occidentaux. *Economie matin*. Consulté à l'adresse <http://www.economiematin.fr/news-qatar-nouveau-pari-reussi-sante-pour-attirer-toujours-plus-expatries>

5.5 Le dynamisme technologique du Qatar : Doha capitale du métro du futur

De même, afin de mieux assister les touristes, le Qatar aligne son nouveau réseau de transport en commun avec son image luxueuse et futuriste .En effet, la capitale de l'émirat a inauguré en décembre le réseau de métro le plus moderne du monde. Ce projet de 17,5 milliards d'euros est géré par la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) et une filiale de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF).



Le métro du Qatar, rapide, silencieux, automatisé est une expérience unique qui permet de faire un petit saut dans le futur. De vastes stations lumineuses accueillent les voyageurs. A Doha, depuis un mois, le métro, devenu l'attraction à la mode, relie désormais tous les points de la capitale qatarienne et le centre-ville à l'aéroport international. Son efficacité a été expérimentée lors de la Coupe du monde des clubs, fin décembre.

Les sensations sont bien évidemment garanties puisqu'une bonne partie du tracé est aérien et la vitesse sur certaines portions peut atteindre 100 km/h, ce qui fait de ce métro le train le plus rapide du monde. Il pourra assurer et faciliter les déplacements des centaines de milliers de supporters attendus lors de la Coupe du monde de football.

Lancé il y a six ans, ce projet pharaonique a coûté plus de 17,5 milliards d'euros. Le contrat a été signé en 2017 dans le cadre d'une rencontre officielle à Doha entre Emmanuel Macron et l'émir Tamim ben Hamad Al-Thani. Les trains ont été construits au Japon mais ce sont deux entreprises françaises qui ont obtenu la gestion du réseau : la RATP et Keolis, filiale de la SNCF. Un contrat de 20 ans qui devrait leur rapporter 3 milliards d'euros.

La réussite du métro de Doha ne se limite pas à l'efficacité de ses rames. En effet, les stations allient modernité et tradition, les architectes s'étant inspirés des tentes de Bédouins.



Ainsi, les édifices ressemblent bien plus à des musées qu'à des stations de transports en commun.

Avec des quais colossaux et une luminosité intense, l'intérieur des stations correspond aux standards des halls d'aéroport. Le marbre, les murs blancs, les hauteurs sous plafond et les espaces impressionnants ne peuvent que faciliter la vie des habitants et des touristes mais aussi susciter leur admiration.¹¹⁶

Le hall d'entrée de la station d'Al Bidda, où se croisent les lignes 1 et 2.



¹¹⁶ Perrin, L. (2019). Qatar : on a testé le métro du futur à Doha. *Le Parisien*. Consulté à l'adresse <http://www.leparisien.fr/economie/qatar-on-a-teste-le-metro-du-futur-a-doha-26-12-2019-8224419.php>

5.6 Pourquoi de nombreux chercheurs sont – ils attirés par le Qatar ?

Qatar Foundation

Le journal académique *Elsevier*, publié à Singapour, a diffusé une étude intitulée « *Pourquoi de nombreux chercheurs s'installent au Qatar ?* ». ¹¹⁷ En effet, le Qatar est devenu la destination privilégiée des chercheurs (18 %), et des universitaires de par le monde. Ceci met en exergue les progrès scientifiques réalisés par l'émirat dans le domaine de la recherche fondamentale et fait de lui le milieu le plus brigué du milieu académique international.

Un milieu propice à la recherche

Le dynamisme mis en place par l'émir précédent a fait du Qatar l'un des carrefours majeurs de la connaissance sur la scène régionale et internationale. Dès la fin des années 1990, les élites dirigeantes ont construit une économie diversifiée en se basant sur trois piliers qui sont l'industrie sportive, l'enjeu du tourisme ainsi que l'économie de la connaissance.

Aussi, depuis une vingtaine d'années, le pays a investi des sommes prodigieuses dans une zone située en bordure de la capitale, la Cité de l'éducation, pour le développement de tout un univers universitaire dont le but est de faciliter les recherches. En plus de cette vocation, la Fondation du Qatar qui pilote l'ensemble des œuvres à visée scientifique concourt au développement d'un Parc pour les sciences et la technologie (Qatar Science and Technology Park) dont l'objectif premier est d'attirer les centres de recherche et d'assurer le développement des grandes multinationales. Ainsi, Qatar Airways et le groupe français Thalès ouvrent un nouveau centre de recherche, de développement et d'entraînement ¹¹⁸. Le tandem a rejoint les compagnies pétrolières Total et ExxonMobil ou les autres sociétés technologiques et informatiques (EADS, Apple ou Microsoft) déjà installées dans ce complexe afin de favoriser l'émergence de start-ups. ¹¹⁹

Cette politique incitative à la recherche et à la créativité permet aux chercheurs d'obtenir les moyens nécessaires pour mener à bien leurs travaux. Selon une étude, le Qatar devient désormais un pays brigué par une grande partie de la communauté scientifique mondiale. Ceci n'est que compréhensible puisque l'Émirat du Qatar est doté d'infrastructures nouvelles, dispose de solides budgets et plus essentiellement, souhaite consacrer une part importante de son PIB à la connaissance. Signe de cet engouement, le Sommet mondial de l'innovation pour l'éducation à Doha (WISE) ¹²⁰ est devenu depuis sa création en 2009, l'un des rendez-vous inévitables de la recherche scientifique au niveau mondial.

¹¹⁷ Pourquoi le Qatar séduit de nombreux chercheurs ? (2016). *L'observatoire du Qatar*. Consulté à l'adresse <https://www.observatoire-qatar.com/economie/item/592-pourquoi-le-qatar-seduit-de-nombreux-chercheurs>

¹¹⁸ Qatar Airways et Thalès ouvrent ensemble un centre de recherche. (2012). *Déplacements pros.com*. Consulté à l'adresse. https://www.deplacementspros.com/Qatar-Airways-et-Thales-ouvrent-ensemble-un-centre-de-recherche_a14994.html?amp

¹¹⁹ Pourquoi le Qatar séduit de nombreux chercheurs ? *Op.cit.*

¹²⁰ Sommet mondial sur l'innovation en éducation (WISE). (2010). *UNESCO*. Consulté à l'adresse http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/france/?tx_browser_pi1%5BshowUid%5D=2101&cHash=0c4a4caad4

Patronné par Cheikha Mozah, sa création a répondu à cette volonté de faire du Qatar le phare des idées et de la pensée au niveau international. De même, l'émir Tamim ben Hamad Al-Thani s'est inspiré du prix Nobel pour concevoir le Prix Wise qui promeut les initiatives éducatives innovantes dans le monde.

Ecologie et tourisme

Le Qatar doit devenir un hub touristique régional¹²¹ tout en associant une politique de développement durable. En effet, cette volonté de faire de l'écologie une des priorités du Qatar est forte tout en sachant que cela ne peut se concevoir que dans la durée. Cette question n'est pourtant pas nouvelle pour ce pays qui a accueilli à plusieurs reprises des événements internationaux comme en 2012 la Conférence des Nations unies sur le réchauffement climatique. Mais le lien entre le tourisme et l'environnement au niveau international est plutôt une problématique récente et pas uniquement au Qatar.

Dans un monde qui souhaite minimiser les émissions de gaz à effet de serre et dans un contexte général de lutte contre le réchauffement climatique, Doha intègre désormais la lutte contre le dérèglement du climat. Preuve de son volontarisme, diverses initiatives industrielles et agricoles ont été lancées qui ont en commun une utilisation grandissante d'énergies renouvelables.

Leur développement a été engagé avec la production d'énergie solaire. Le Qatar a signé avec Total le 19 janvier 2020 un contrat pour construire la première centrale solaire du Qatar correspondant à 10 % des besoins en période de pointe. Il fait aussi appel à des sociétés étrangères comme SolarWorld, fleuron allemand de la production des panneaux solaires et racheté par *Qatar Solar Technologies*. Enfin, l'innovation est aussi sollicitée par exemple par le biais du Parc des Sciences et des Technologies du Qatar.

De plus, des mesures ont été déjà prises depuis 2015 dans le but de sensibiliser les Qataris sur leur responsabilité dans l'utilisation des énergies fossiles après avoir été habitués à en user sans modération, faisant ainsi fi de son influence sur l'environnement. Ainsi, pour rapprocher le prix de consommation du carburant de son prix réel, celui-ci a été augmenté de 30 %. En conséquence, le Qatar a doublé le prix de l'eau et de l'électricité, productions indirectes de l'exploitation des énergies fossiles, avec le message de l'émir rappelant que le citoyen qatari ne devait pas être dépendant d'un état providence.

5.7 Investir à l'extérieur pour diversifier les revenus

Comme le signale un rapport du Trésor français, le montant des flux d'investissements directs qataris à l'étranger a connu une hausse significative et régulière depuis 2005, avec cependant un ralentissement depuis 2016.

¹²¹ Ennasri, N. (2018). Comment le Qatar compte booster son tourisme en l'espace de cinq ans ? *La Tribune*. Consulté à l'adresse <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/comment-le-qatar-compte-booster-son-tourisme-en-l-espace-de-cinq-ans-764711.html>

En effet, ces flux s'élevaient en moyenne à 4,2 milliards de dollars par an sur la période 2005-2017, avec plusieurs accentuations comme en 2011 (10 milliards de dollars), (8 milliards de dollars en 2013 et 8 milliards de dollars en 2016). Le blocus de 2017 a entraîné temporairement un ralentissement des flux d'investissements qataris à l'étranger en 2017 se limitant à 1,7 milliards de dollars, soit -79 % par rapport à 2016. Cela a été corrigé à partir de 2018 en partie en raison de la hausse des cours du pétrole¹²². Ces investissements qataris à l'étranger sont principalement le fait du fonds souverain de l'Autorité d'investissement du Qatar, 10^{ème} fonds souverain mondial.

(en milliards de dollars des États-Unis)

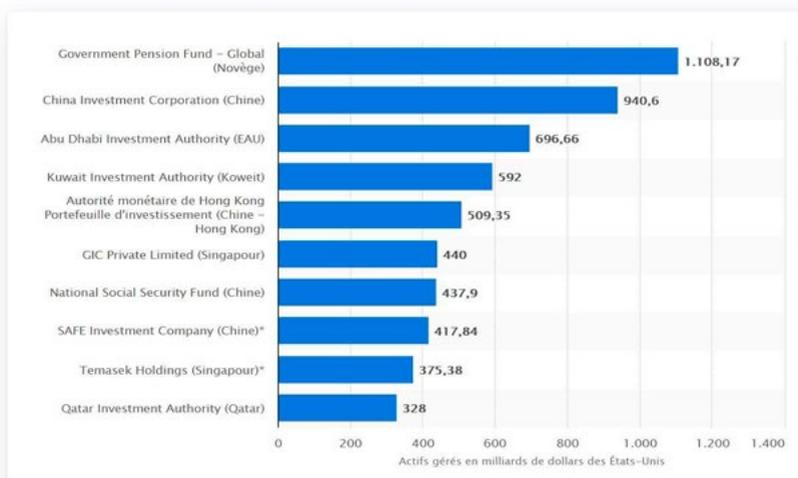


Figure 3. Les 10 premiers fonds souverains, Statista, 2019

L'État du Qatar est en 2018 le 3^{ème} plus gros investisseur derrière les Émirats arabes unis (140 milliards de dollars) et l'Arabie saoudite (105 milliards de dollars). L'Union européenne, et donc pas uniquement la France, est le principal bénéficiaire des investissements directs qataris. Cependant, les États-Unis et les pays asiatiques captent de plus en plus ces investissements. Les investissements directs à l'étranger s'orientent dans les domaines de l'immobilier et de l'énergie. En 2019, le Qatar a annoncé par exemple que l'Autorité d'investissement du Qatar augmenterait ses investissements aux États-Unis d'ici 2021 de 27 milliards d'euros à 41 milliards d'euros¹²³. Qatar Petroleum (QP) annonce la relance du terminal de gaz naturel liquéfié de Golden Pass au Texas aux États-Unis, d'une

¹²² Le Qatar et les investissements directs étrangers en 2017. (2018). *Ambassade de France au Qatar Service économique de Doha*. Consulté à l'adresse <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2bd4613c-58dc-4280-bb29-c0be5797dd05/files/8490781d-fbd1-46b8-9622-8ba8916cd4d6>

¹²³ Sebenius, A., & Johnsson, J. (2019). Qatar Plans to Buy Boeing Aircraft in 'Large' Deal, *Trump Says Agence Bloomberg*. Consulté à l'adresse <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-07-09/qatar-plans-to-buy-boeing-aircraft-in-large-deal-trump-says>

valeur de plusieurs milliards d'euros. Elle possède 70 % du projet alors que les compagnies américaines ExxonMobil et ConocoPhillips se partagent le reste. Cette entreprise a aussi signé un accord avec le groupe énergétique italien Eni pour acquérir 35 % de parts dans trois gisements pétroliers offshore au Mexique.

En 2018, Le Qatar a annoncé qu'il investira plus de 10 milliards d'euros sur 5 ans en Allemagne¹²⁴. Cet accord porte notamment sur un projet de gaz naturel liquéfié mais aussi dans les technologies de l'information, l'intelligence artificielle et la santé. Par le passé, le Qatar avait déjà investi plus de 25 milliards d'euros dans des entreprises allemandes majeures comme Volkswagen, Siemens ou encore Deutsche Bank. Pour l'Allemagne, un tel accord lui permet de diversifier ses points d'approvisionnement en raison de sa forte dépendance de la Russie.

En Afrique, zone géographique où le Qatar investit de plus en plus, l'hôtelier qatari Katara Hospitality qui possède une quarantaine d'hôtels opérationnels ou en construction a annoncé en septembre 2019 un programme d'investissements de 500 millions d'euros en Afrique subsaharienne. L'année 2019 a marqué aussi un véritable partenariat entre le Qatar et le Rwanda qui ont ouvert de part et d'autre des représentations diplomatiques. Dans le domaine économique, le Qatar y finance à hauteur d'au moins 60 % le futur aéroport de Bugesera, estimé à 1,2 milliards d'euros afin de pouvoir accueillir jusqu'à 7 millions de voyageurs. Le Rwanda devient l'un des mécènes du Paris-Saint-Germain (PSG). Le Rwanda a aussi pour ambition de devenir une grande destination touristique. À cet effet, la mention « *Visit Rwanda* » devrait apparaître sur les panneaux publicitaires du Parc des Princes¹²⁵.

5.8 Les relations économiques entre le Qatar et la France

La relation économique franco-qatarie, qui repose sur un socle politique solide, a connu un bond en avant ces dernières années. Le Qatar a été le troisième pays, après l'Égypte et l'Inde, à commander à la France son avion de combat, le Rafale de Dassault Aviation. Une première commande de 24 avions Rafale a été signée en 2015 par François Hollande. Mais la relation entre les deux pays ne se limite pas au secteur de la défense. Le volume des échanges commerciaux bilatéraux a enregistré une croissance de 42 %, passant d'environ 1,2 milliards de dollars en 2017 à plus de 1,7 milliards de dollars en 2018. « *Plus de 200 entreprises françaises travaillent au Qatar sur des projets clés dans les domaines du pétrole et du gaz, de l'électricité et de l'eau, des transports, de l'aménagement urbain et d'autres domaines* », se félicite Adel Abdul Rahman Al Mannai, membre de la Chambre de commerce du Qatar (QCC).¹²⁶

¹²⁴ Shalal, A., & Alkousaa, R. (2018). Le Qatar va investir 10 milliards d'euros en Allemagne. *Capital*. Consulté à l'adresse <https://www.capital.fr/entreprises-marches/le-qatar-va-investir-10-milliards-deuros-en-allemande-1306088>

¹²⁵ Faure, B. (2019). Entre le PSG, le Qatar et le Rwanda, la lune de miel ne fait que commencer. *RFI*. Consulté à l'adresse <http://www.rfi.fr/fr/economie/20191210-psg-qatar-rwanda-lune-miel-fait-commencer>

¹²⁶ La France signe la vente de 24 Rafale au Qatar. (2015). *RFI*. Consulté à l'adresse <http://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20150503-france-francois-hollande-qatar-avant-rejoindre-arabie-saoudite>

Des marchés à prendre

La France, qui a accueilli l'édition 1998 de la Coupe du monde de football, a l'occasion de partager son expertise et son expérience dans l'organisation de ce tournoi international. « *En prévision de la Coupe du monde 2022, des appels d'offres sont lancés de tous les côtés, il y a des marchés à prendre* », se réjouit Christophe Gaussin, le PDG de la PME de logistique éponyme. Créée il y a plus d'un siècle à Héricourt en Haute-Saône, l'entreprise familiale emploie 100 personnes pour un chiffre d'affaires de 15 millions d'euros. Gaussin Manugistique a annoncé cette année la signature d'une licence exclusive et renouvelable avec la société d'État Qatar Railways Company (QRC), couvrant la gestion de flottes de véhicules manuels et autonomes au Qatar. Pour décrocher ce contrat, la PME n'a pas ménagé ses efforts. « *Les Qataris sont très durs au niveau des contrats, il faut faire acte de présence* », confie Christophe Gaussin, indiquant être venu une fois par mois dans le pays depuis un an.¹²⁷

La PME H4D, créée il y a dix ans, a été invitée il y a un an par les autorités qataries pour présenter sa cabine de télé-médecine, dans le cadre d'un projet ville-santé. Elle l'a exposée au salon Sitcom, l'événement technologique le plus important de l'Émirat du Qatar, dédié cette année aux « *Safe Smart Cities* », qui s'est déroulé du 29 octobre au 1er novembre. Le succès est au rendez-vous : les demandes d'explications et de tests s'enchaînent : « *Nous avons présenté ce projet à tous les officiels. C'est du long terme, la confiance doit s'instaurer. Nous avons eu l'opportunité sur le salon de parler quelques minutes avec le ministre de la Santé, c'est important. Concrètement, nous attendons des contrats* », souligne Franck Baudino, le PDG de H4D.¹²⁸

Une vitrine pour l'expertise française

En fin connaisseur du pays, Guillaume Pépy, l'ancien PDG de la SNCF et membre du cercle économique franco-qatari Qadran, décrypte la caractéristique des clients qatari : « *Ils accordent leur confiance quand leurs partenaires en sont à la hauteur. C'est un marché très exigeant. Il faut des produits et services de dernière génération, avec des technologies avancées, à des prix très serrés, ou alors des produits et des services de niche que d'autres n'ont pas. Bref, ils cherchent vraiment ce qu'il y a de meilleur au monde. Quand la confiance est née, un partenariat de long terme peut se développer, qui est profitable aux deux parties : aux Qataris parce qu'ils sont certains d'avoir en permanence les dernières innovations et aux Français parce que les Qataris sont des clients fidèles.* »¹²⁹

¹²⁷ Lévêque, E. (2020). [Reportage] Le Qatar aime les technos françaises. *L'Usine Nouvelle*. Consulté à l'adresse <https://www.usinenouvelle.com/editorial/reportage-le-qatar-aime-les-technos-francaises.N909334>

¹²⁸ Lévêque, E. (2019). [Reportage] Toujours sous blocus, le Qatar développe ses relations de business avec la France. *L'Usine Nouvelle*. Consulté à l'adresse <https://www.usinenouvelle.com/editorial/reportage-toujours-sous-blocus-le-qatar-developpe-ses-relations-de-business-avec-la-france.N903029>

¹²⁹ Lévêque, E. (2019). « Le Qatar est une future économie industrielle, source d'opportunités pour les entreprises françaises », assure Guillaume Pépy. *L'Usine Nouvelle*. Consulté à l'adresse <https://www.usinenouvelle.com/editorial/le-qatar-est-une-future-economie-industrielle-source-d-opportunités-pour-les-entreprises-francaises-assure-guillaume-pepy.N901714>

Le savoir-faire français s'illustre notamment dans le secteur des transports et de la logistique alors que le Qatar a entrepris depuis une dizaine d'années de développer son réseau de transports urbains, un ambitieux projet dans ce pays où l'automobile est reine et le prix de l'essence dérisoire. Avec 37 stations, 110 rames, le métro de Doha est l'un des plus rapides et des plus automatisés au monde, la vitesse pouvant atteindre 100 km/h. La première section du métro a été ouverte au public en mai. Et le Qatar va prochainement inaugurer le tramway de Lusail, ville nouvelle située à 15 kilomètres de la capitale qui abritera l'Iconic Stadium servant d'écrin à la finale de la Coupe du monde de football 2022. Le tramway de Lusail est composé de quatre lignes desservant 25 stations sur 19 Km de voies. Métro et tramway sont en partie « *made in France* » : Systra et Egis pour l'ingénierie, Vinci pour le BTP, *Alstom* pour le matériel et la RATP pour l'exploitation. Le Qatar sert à cette occasion d'une vitrine mondiale pour les fleurons tricolores.¹³⁰

On se pose souvent la question si le Qatar achète les entreprises françaises. Il est vrai qu'en France la notion de souveraineté, y compris dans l'économie française, agite en permanence les opinions publiques et parfois les politiques. A titre d'exemple, les investissements chinois en France font aujourd'hui l'objet de ce genre de critiques, en termes de protection du patrimoine face à un espionnage et au pillage des ressources. Cela ne peut concerner le Qatar.

Finalement, en quoi le Qatar menace-il l'économie française ? En quoi ce qui représente un investissement économique légitime et en l'occurrence légal est-il critiquable alors que d'autres pétromonarchies sont royalement ignorées dans leurs activités économiques ?

5.9 Les relations économiques entre la France et le Qatar sont anciennes.

Des relations économiques anciennes

Les relations économiques franco-qataries existaient... bien avant que le Qatar ne soit indépendant et riche. Dès 1935, un long partenariat est signé entre la France et la famille Al-Thani avec la découverte du pétrole. La France est la première à s'installer au Qatar en ouvrant un bureau de la compagnie française des pétroles. Cette entreprise créée en 1924 par Poincaré et dont l'État est un actionnaire direct, deviendra Total. Les forages pétroliers commencent en 1939 à l'ouest de la péninsule. Ralentis par la 2nde guerre mondiale, ils ne reprennent qu'en 1949. Total participera aussi à la découverte en 1971 du gigantesque gisement gazier « *North Dome* ». Son soutien financier sera capital à l'équilibre du budget de l'État qatari.

Les relations économiques franco-qataries n'ont été que les conséquences d'un Qatar qui accroissait ses richesses et devait les faire fructifier. Cela a suscité bien des critiques, voire même des polémiques et des incompréhensions.

¹³⁰ Lévêque, E. (2020). [Reportage] Le Qatar aime les technos françaises. *Op. cit.*

Face aux États-Unis, la France a choisi le Qatar.

En quête d'influence au Moyen-Orient, la France se rapproche en catimini du Qatar face à une Arabie saoudite partisane de l'Amérique de Donald Trump. Emmanuel Macron reçoit l'Émir du Qatar, le cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, à l'Élysée. Il s'agit déjà de leur troisième rencontre depuis l'élection du président français, témoignage d'un attachement de longue date. En effet, une longue et riche histoire entre la France et le Qatar remonte à l'indépendance de ce puissant émirat gazier, redouté aujourd'hui par ses pays voisins.

Paris, un levier pour le Doha

La France est l'un des premiers pays ayant accueilli une mission diplomatique qatarie, un an après l'indépendance du Qatar, en 1972. La signature d'accords de défense en 1994 puis en 1998, scelle cette collaboration qui sera encore plus étroite grâce d'une part, à l'intervention militaire conjointe en Libye en 2011, et d'autre part, à la participation du Qatar au bombardement aérien de la coalition internationale en Syrie. La signature de 11 milliards d'euros de contrats avec Doha, portant sur la vente d'avions Rafale et de blindés¹³¹ renforce davantage la coopération entre les deux pays.

Seulement cette coopération n'est pas uniquement économique mais elle concerne aussi la culture, le sport, l'éducation et la recherche. Preuve en est de la présence de plusieurs branches délocalisées des universités ou grandes écoles françaises à la Cité de l'Éducation de Doha, le choix de faire appel à l'architecte Jean Nouvel pour les plans du Musée national du Qatar ou même que les enfants de l'Émir Al-Thani sont toujours éduqués par des instructeurs français. En outre, en 2012, le Qatar a été désigné membre associé de l'Organisation internationale de la francophonie sans oublier aussi l'élection de Mozah bint Nasser Al Missned, la mère de l'émir actuel, à l'académie des Beaux-Arts. Enfin, le rachat de l'emblématique club de football du Paris Saint-Germain et le succès de la version française de la chaîne de télévision sportive BeIN SPORTS, lancée en 2012 par le groupe Al Jazeera ne peuvent être que des symboles robustes de cette alliance.¹³²

Cette longue et prolifique histoire fait du Qatar le principal allié de la France au Moyen-Orient. Aujourd'hui, la fréquence des rencontres et contacts entre Emmanuel Macron et Tamim al-Thani est tout aussi parlante surtout que les diplomates français savent pertinemment que l'Arabie saoudite favorisera toujours Washington depuis que le pacte du Quincy a été signé le 14 février 1945, garantissant aux États-Unis un accès privilégié au pétrole du Royaume, en échange d'une protection militaire en cas d'offensive.

¹³¹ Lévy, J. (2018). Face à Trump, Macron a choisi le Qatar. *Causeur.fr*. Consulté à l'adresse <https://www.causeur.fr/macron-qatar-emir-trump-arabie-152553>

¹³² Face à Trump, Macron a choisi le Qatar. *Op.cit.*

De fait, tout aussi bien la stabilité de l'Arabie saoudite que la protection inconditionnelle de la famille Saoud et le leadership régional de la pétromonarchie font partie des « *intérêts vitaux* » des États-Unis. Cette collaboration ne semble pas près de s'interrompre tant que Washington a la garantie d'avantages économiques importants, et Riyad celle de profiter du marché étasunien ainsi que de la sécurité militaire offerte par l'armée américaine.

En septembre, lors de la première visite de l'émir du Qatar, Emmanuel Macron a officiellement « *réaffirmé la volonté de la France, qui entretient des relations d'amitié et de confiance avec tous les pays impliqués dans [la crise du Golfe], de jouer un rôle actif pour qu'une issue rapide soit trouvée à cette situation* ». Ces propos ne doivent pas faire illusion puisque c'est bien le Qatar que l'Élysée soutient sans réserve, le président français ayant à cette même occasion demandé la levée « *le plus rapidement possible* » des « *mesures d'embargo affectant les populations* » qataries, en particulier celles touchant les familles et étudiants vivant dans les pays voisins à l'origine du blocus.

La France d'Emmanuel Macron montre donc de nombreuses marques de soutien au Qatar qui est devenu de plus en plus respectueux des droits de l'Homme. D'ailleurs, le président de la Commission des droits de l'Homme du Parlement européen, Antonio Panzeri, après s'être rendu à Doha, a assuré avoir « *constaté des avancées positives en matière de droits humains* » et s'est réjoui « *de l'accord [...] signé entre le Ministère du Travail [qatari] et l'Organisation internationale du Travail (OIT)* ». L'ouverture d'un bureau de l'OIT dans la capitale qatarie devrait garantir d'excellentes conditions de vie aux ouvriers travaillant sur les chantiers du Mondial de football 2022.¹³³

La réalité des chiffres

Les relations économiques entre la France et le Qatar sont importantes. Il faut cependant les relativiser, en particulier dans les domaines des prises de participation dans les entreprises françaises. Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne reçoivent beaucoup plus d'investissements qataris. En revanche, les achats à titre privé semblent importants, sinon emblématiques, souvent à titre privé, en se rappelant que, dans une économie libérale, le vendeur est libre de vendre ou pas. Dans le domaine des échanges, les flux commerciaux entre les deux pays dépassent depuis 2014 les 2 milliards d'euros à l'avantage des Français, dont l'excédent commercial s'élève en 2017, à 1,3 milliards d'euros, soit le 8^{ème} excédent commercial de la France. En 2018, le Qatar était le 44^{ème} partenaire commercial de la France, le 33^{ème} client, son 66^{ème} fournisseur et son 186^{ème} excédent. Au Moyen-Orient, il est en revanche son 1^{er} excédent et représente 10,3 % des exportations dans la région¹³⁴.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Fiche Repères économiques Pays, Qatar. (2019). *Ministère de l'Europe et des affaires étrangères*. Consulté à l'adresse https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fichepays_qatar_20190906_1449_cle85c96c.pdf

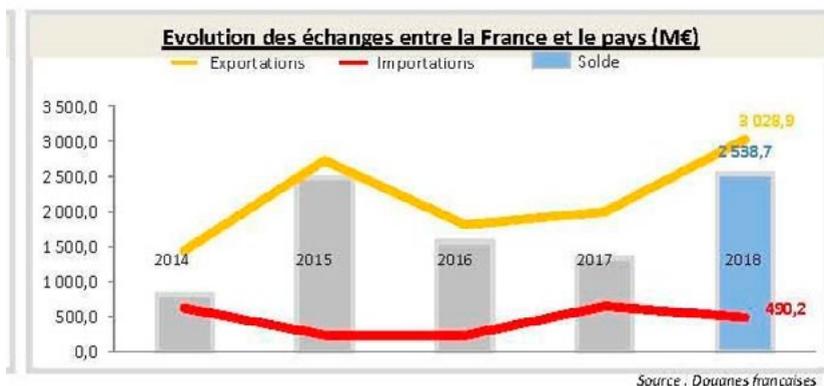


Figure 4. Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, 6 septembre 2019. Les échanges entre la France et le Qatar

Pour le Qatar, des revenus qu'il faut faire fructifier

Jusqu'en 2003, l'État du Qatar était soumis à un fort endettement, résultat des investissements très importants dédiés à la construction de l'industrie du gaz naturel liquéfié et à son transport par voie maritime. La dette extérieure n'a été remboursée qu'en 2003. A partir de 2003, 36 à 45 milliards d'euros issus du marché du GNL rentrent annuellement dans les caisses du Qatar. Ils n'alimentent pas les comptes de l'État couverts essentiellement par les revenus du pétrole beaucoup plus faibles mais suffisants. Ces revenus sont reversés dans le fonds souverain géré par le QIA créé en 2005 pour faire fructifier ces excédents. Le QIA représente environ 320 milliards d'euros gérés par HSBC, même si la crise de 2017 a entamé provisoirement ce capital.

Le QIA est surtout l'outil principal du plan Vision 2030 qui vise à moderniser le Qatar et à anticiper la disparition des hydrocarbures. Le fonds d'investissements contribue à diversifier l'économie qatarie et investit à l'étranger. La France, comme d'autres États occidentaux, présente en particulier les gages de stabilité politique et d'opportunités économiques pour préserver les revenus ultérieurs du Qatar.

5.10 Les activités économiques du Qatar en France

Une période faste des relations économiques entre la France et le Qatar est celle de la présidence Sarkozy. Une partie de l'opinion publique néanmoins perçoit cette réalité différemment. Restent effectivement le débat sur les avantages fiscaux et légaux accordés aux États du Golfe, et pas uniquement le Qatar, qui investissent ou achètent en France.

Des investissements relativement importants à mettre en perspective

Il y a eu sans doute un « *avant* », un « *pendant* » qui a permis d'alimenter la polémique et un « *après* » la présidence Sarkozy (2007-2012). Avant l'élection de Sarkozy en 2007, Lagardère était la seule entreprise française à compter le Qatar parmi ses actionnaires. La crise financière de 2008 et les facilités accordées par la nouvelle convention fiscale ont incité le Qatar à investir dans l'économie française.

Les investissements qataris en France témoignent cependant d'intérêts communs. En effet, les investissements directs qataris en France n'ont cessé d'augmenter à partir de 2011 pour atteindre 3,6 milliards d'euros en 2018 après un pic de 4,2 milliards d'euros en 2017, soit 0,49 % du total des IDE en France et 44 % des IDE des pays du Proche et Moyen-Orient. Le Qatar est ainsi le 15^{ème} investisseur en France et le 1^{er} du Conseil de coopération des États arabes du Golfe. L'essentiel de ses investissements concernent l'immobilier, l'hôtellerie et les services financiers. Ils prennent principalement la forme de prises de participations minoritaires dans de grands groupes cotés en France : Total, Vinci, Engie, LVMH (...). Si ces investissements sont majoritairement le fait de QIA, on note aussi un intérêt croissant des groupes privés qataris pour la France.

Cependant, si l'on prend en considération la période de 2008 à 2012, la quinzaine d'acquisitions ou de participations s'élevait seulement à 12 milliards d'euros alors que, pour la Grande-Bretagne, les investissements étaient de 21 milliards d'euros, pour l'Allemagne de 9 milliards¹³⁵. Ces 12 milliards d'euros investis en France sont à mettre aussi en parallèle avec le montant des marchés que des sociétés françaises ont remporté au Qatar à l'époque.

Enfin, les mythes et la réalité se retrouvent confrontés aux conclusions d'un rapport parlementaire remis en février 2015. Celui-ci montrait que plus de 90 % des investissements en France étaient issus des pays développés, avec en tête du classement les États-Unis. En effet, « *22,3 % des investissements détenus par des étrangers en France le sont par des Américains, viennent ensuite les Britanniques (14,5 %) et les Allemands (14,2 %) »*¹³⁶. Les pays du Golfe, quant à eux, n'apparaissent pas, étant donné que leurs apports sont faibles comparés aux autres acteurs occidentaux.

Enfin, en 2018, le Qatar, en valeur cumulée dans le temps, a investi plus de 20 milliards d'euros aboutissant à la création de 60 000 emplois. A eux seuls, les capitaux qataris investis sur le territoire français permettent le maintien ou la création de nouvelles activités, la création d'emplois et le paiement d'impôts sur les sociétés. Ils sont aussi sources de compétitivité, d'attractivité et de rayonnement pour les entreprises ainsi financées et pour la France.

¹³⁵ Chesnot, C., & Malbrunot, G. Qatar : les secrets du coffre-fort, *op. cit.*, chapitre 11.

¹³⁶ Assemblée nationale, Rapport sur les investissements étrangers en France. (2015). Consulté à l'adresse <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i2551.asp>

La perception erronée de l'opinion publique française

En fait, le débat est dans l'opinion. Il porte sur les investissements privés qui se concentrent sur l'immobilier et l'hôtellerie : rachat d'hôtels de luxe que cela soit à Cannes avec le Carlton, à Paris avec le Royal Monceau, le maroquinier le Tanneur ou le couturier Balmain. En 2016, l'hebdomadaire Marianne et Mediapart estimaient que les 3/4 des biens immobiliers de la famille royale qatarie se trouvent en France. Pour autant cela signifie-t-il que le Qatar achète la France ? Leurs investissements à Londres est bien plus important sans que ça ne pose de problème aux Anglais.

Propriétés du Qatar en France ¹³⁷

- > L'hôtel d'Evreux, place Vendôme (230 millions d'euros en 2003),
- > L'hôtel Lambert de l'Île-Saint-Louis (60 millions d'euros en 2007),
- > Le centre des conférences internationales (400 millions d'euros en 2008),
- > Le Royal-Monceau Raffles (250 millions d'euros en 2012),
- > L'immeuble « Virgin » de 27.000 mètres carrés situé sur les Champs-Élysées (500 millions d'euros en 2012),
- > L'immeuble du *Figaro*, boulevard Haussmann (600 millions d'euros en 2012),
- > *Le Grand Hôtel*, près de l'Opéra (330 millions d'euros en 2014).
- > L'hôtel de Coislin, rue Royale (250 millions d'euros).

Cependant, il serait important de signaler d'une part que les investissements du Qatar sont largement supérieurs à Londres et d'autre part que l'Arabie saoudite et les Émirats ont des investissements largement supérieurs en France.

Il serait possible de rappeler la polémique en 2012 sur le plan « banlieue » désormais appelé « *Fonds bilatéral Future French Champions* »¹³⁸. Créé en 2013, ce partenariat entre la QIA et la Caisse des Dépôts a réalisé plusieurs opérations en soutien à des PME et ETI françaises.

Le reproche du rachat de l'économie française par le Qatar paraît bien faible. En revanche, que les Qataris préfèrent acheter ou louer à titre privé en France est plutôt satisfaisant surtout si cela contribue à entretenir le patrimoine français, ce que la France peut rarement faire aujourd'hui. Ainsi, depuis 2018, Doha dispose à l'hôtel de la Marine d'un espace qu'il entend consacrer à l'exposition de la collection des bijoux de la famille régnante du Qatar pour une durée de vingt ans. Ce lieu prestigieux a eu tellement de déboires que le Qatar pourrait être remercié de contribuer indirectement à sa restauration¹³⁹.

¹³⁷ Rabreau, M. (2013). Immobilier, médias, sport : ce que détient le Qatar en France. *Le Figaro*. Consulté à l'adresse <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/02/20/20002-20130220ARTFIG00632-immobilier-medias-sport-ce-que-detient-le-qatar-en-france.php>

¹³⁸ Matelly, S. (2018). France-Qatar : une relation aux enjeux économiques multiples. *La Tribune*. Consulté à l'adresse <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/france-qatar-une-relation-aux-enjeux-economiques-multiples-784216.html>

¹³⁹ Giuliani, E. (2018). L'hôtel de la Marine, vitrine pour le Qatar. *La Croix*. Consulté à l'adresse <https://www.la-croix.com/Culture/Lhotel-Marine-vitrine-Qatar-2018-10-28-1200979195>

De même, quand le Qatar agit en tant que mécène comme d'autres pétromonarchies, faut-il en prendre ombrage ? Le Qatar a pu exposer fin 2018 dans la grande salle de bal du château de Fontainebleau les bijoux de cette collection alors que les É.A.U. finançaient de 2017 à 2019 la restauration du Théâtre impérial du château pour 1 million d'euros. Certes, en échange, Cheikh Khalifa Ben Zayed Al-Nahyane, président des É.A.U., a pu donner son nom au lieu. Grâce à la France, Doha et Abou Dhabi peuvent voisiner.

La critique des avantages fiscaux

Les avantages fiscaux accordés aux pétromonarchies restent un élément de friction au moins en France. Comme le rappelait François Fillon le 21 juillet 2007, « *La France était un État en situation de faillite* » ce qui explique pourquoi les conventions fiscales avec des États, surtout s'ils sont riches, ont pris une certaine importance polémique sinon politique en France. Le gouvernement de François Fillon a néanmoins signé une convention avec le Qatar en 2008 qui exonérait le Qatar sur les plus-values de l'ISF.

Le texte reprenait une règle non écrite et suivie par tous les pays du monde qui veut qu'on ne taxe pas les chefs d'État ou de gouvernement. Cette tradition fiscale s'appelle la « *haute courtoisie internationale* ». Il complète un accord signé sous François Mitterrand du 4 décembre 1990 et finalisé en 1994. Cette situation fera et fait encore en 2020 l'objet d'attentions parlementaires.

Des accords analogues lient pourtant, sans polémique, Paris à l'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Koweït. L'objectif était initialement de dynamiser les échanges commerciaux et les investissements des pays membres du CCG. Lorsque Nicolas Sarkozy décide de modifier la convention, il répond aussi à une demande exprimée depuis plusieurs années par le Qatar pour que son régime fiscal se rapproche de celui du Koweït.

Le règlement d'imposition en France des biens et revenus du Qatar concernent l'État, les sociétés ou des qataris résidant dans l'Hexagone. Cependant, il faut remarquer la situation particulière du Qatar où l'État se confond avec la famille comme par ailleurs pour les familles régnantes des autres pétromonarchies du Golfe.

5.11 Les investissements français au Qatar

Depuis l'apparition de la crise de 2017, le Qatar a pris un certain nombre d'initiatives afin d'attirer les investissements étrangers parmi lesquelles la création de zones franches, la modification de la législation pour permettre aux investisseurs étrangers d'investir au capital d'une entreprise qatarie, et le recours à davantage de partenariats public-privé...

Un accord relatif à « *l'encouragement et la protection réciproques des investissements* » a été signé entre la France et le Qatar. Par cet accord, les deux pays ont considéré que la protection des investissements encouragera

fortement les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays et cela dans l'intérêt de leur croissance économique. Un engagement des deux pays à appliquer un traitement juste et équitable a été pris conformément aux principes du droit international, aux investissements des investisseurs de chacun des deux États.

En outre, les nationaux des deux pays autorisés à travailler sur le territoire de l'autre État doivent bénéficier de toutes les facilités matérielles afin d'exercer au mieux leurs activités professionnelles. De même, les deux États s'engagent à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation.

Même si les entreprises françaises ont désinvesti au Qatar depuis 2015, il n'en reste pas moins que leurs investissements demeurent importants. L'investissement français se compose avant tout de plus de 120 entreprises présentes au Qatar. Elles relèvent des domaines de l'industrie extractive et manufacturière ainsi que certaines évoluant dans le domaine de la finance, de l'aménagement urbain ou encore de l'eau. Du fait de son attractivité, plusieurs milliers de Français au Qatar travaillent dans tous les domaines pour développer le pays.

Enfin, des partenariats sont très révélateurs. Depuis la signature d'un accord en 2008, Qatar Petroleum International et Gaz de France se sont engagés dans un partenariat de long terme à l'international, notamment dans les domaines de l'exploration-production, du gaz naturel liquéfié et du stockage. En 2016, le groupe français Total a obtenu une participation de 30 % dans la concession du champ géant de pétrole d'Al-Shaheen pour une durée de 25 ans. Une nouvelle société détenue à 70 % par Qatar Petroleum et à 30 % par Total a été créée.

Une stratégie culturelle liée à l'image, au tourisme et à l'économie

Mettre en valeur son patrimoine est une chose mais encore faut-il réfléchir aux différentes modalités afin de faciliter le tourisme et de proposer une offre le justifiant. Une stratégie nationale de développement du tourisme « *Qatar National Tourism Strategy 2030* », qui s'inscrit dans le cadre du plan « *Qatar National Vision 2030* », a été lancée en 2014 par la *Qatar Tourism Authority* (QTA). La culture, « *produit* » d'intérêt mondial pour contribuer au développement d'une économie touristique, devient un levier pour attirer les touristes au Qatar. Cependant, elle ne se limite pas à créer des centres d'intérêt internationaux mais elle doit valoriser aussi la culture nationale qatarie, gage de l'identité commune du peuple qatari.

L'existence d'une concurrence culturelle mondiale

La politique culturelle du Qatar n'est pas une exception. Tous les États ont une politique culturelle dont ils sont fiers et qu'ils souhaitent partager. Elle contribue aussi à la construction de l'identité d'un peuple et à sa résilience notamment dans une crise internationale. Tous les pays souhaitent aussi exporter leurs valeurs, leur langue, leur culture. Aux États-Unis, plusieurs radios véhiculent à l'étranger la culture américaine. La voix de l'Amérique est diffusée en 47 langues

avec plus de 900 heures d'antenne par semaine avec une audience estimée à 92 millions d'auditeurs¹⁴⁰. Radio Marti, créée en 1985, diffuse 24h/24 des programmes en espagnol vers Cuba. Al Jazeera est aussi depuis 1996 une chaîne média internationale qui diffuse en arabe et en anglais.

La France a également une tradition forte en ce qui concerne la diplomatie culturelle et d'influence, comme en témoigne le rapport à la Chambre des députés sur le budget de 1920 (cité par Salon 1981) : « *Nos lettres, nos arts, notre civilisation industrielle, nos idées ont exercé de tout temps un puissant attrait sur les nations étrangères. Nos universités, nos écoles à l'étranger sont de véritables foyers de propagande en faveur de la France ; elles constituent une arme aux mains de nos pouvoirs publics. C'est pourquoi le Ministère des Affaires étrangères et ses agents de l'extérieur doivent diriger et contrôler les initiatives, inspirer à tout prix la pénétration intellectuelle française avec la conviction qu'elle est une des formes les plus sûrement efficaces de notre action à l'étranger, qu'elle est, à l'égard des différentes nations, l'un des moyens les plus riches en ressources et les moins discutables de notre politique extérieure.* ». ¹⁴¹

Cette évolution a été consolidée à travers la création de trois agences, dans le cadre de la loi de 2010 relative à l'action extérieure de l'État : la première dédiée à la promotion de la culture française (Institut français), la deuxième dédiée à la promotion de l'assistance technique et de l'expertise internationale française (France Expertise Internationale, FEI) et la troisième vouée à la valorisation et la promotion du système d'enseignement supérieur français (Campus France). Par ailleurs, le groupe France Médias Monde diffuse l'information française dans plusieurs langues. Elle réunit France 24, la chaîne d'information continue, la radio RFI et Monte Carlo Doualiya, la radio en langue arabe. Les trois chaînes émettent mondialement depuis Paris en 15 langues.

A travers l'exemple de ces deux pays on voit bien à quel point les États sont soucieux de diffuser leur culture. Ainsi, le Qatar ne constitue pas une exception. Bien au contraire, il s'intègre dans un mouvement mondial où plus que jamais les progrès techniques tant en transport qu'en communication permettent à un état d'assurer la promotion de sa culture tout en l'intégrant dans une stratégie globale. La culture constitue aussi pour un pays un support contribuant au développement économique du pays. Le tourisme a généré 20 % de l'emploi mondial total depuis 2013¹⁴². La mise en place d'une politique culturelle est devenue un enjeu économique majeur.

¹⁴⁰ Marteau, V. (2003). La diplomatie culturelle américaine : l'exportation de l'image du gouvernement. Quaderni. n°50-51. pp. 175-196. Consulté à l'adresse https://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2003_num_50_1_1227

¹⁴¹ HAIZE, D. (2013). La diplomatie culturelle française : une puissance douce ? CERISCOPE Puissance. Consulté à l'adresse <http://ceriscope.sciences-po.fr/puissance/content/part2/la-diplomatie-culturelle-francaise-puissance-douce?page=1>

¹⁴² Le tourisme a généré 20 % de l'emploi mondial total depuis 2013. (2019). *Veille Info Tourisme*. Consulté à l'adresse <https://www.veilleinfotourisme.fr/entreprises-et-clienteles/le-tourisme-a-genere-20-de-l-emploi-mondial-total-depuis-2013>

5.12 La culture comme levier économique touristique

Dans le domaine culturel, le Qatar a une préoccupation essentielle : dresser les contours d'un État animé par une volonté de développement et de modernisation par l'organisation de concerts, de festivals et d'expositions, les installations d'artistes vivants et la présence de foires d'art contemporain. Tout cela manifesterait un souci d'intégration du monde islamique dans le concert des nations ; sans oublier que la culture représente aussi un symbole de prestige, de pouvoir et de rayonnement, en plus de son attractivité auprès des investisseurs.

Aujourd'hui, le secteur du tourisme n'occupe à ce stade qu'une place de second plan dans l'économie qatarie, toujours dominée par le secteur des hydrocarbures et souffrant de la crise régionale depuis le 5 juin 2017. Il constitue toutefois l'un des piliers de la stratégie de diversification de l'économie à venir et les autorités mettent tous les moyens pour développer ce secteur. Ainsi, si 40 % des touristes étrangers se rendent au Qatar afin de découvrir la culture qatarie, c'est parce que ce pays a mis en œuvre une politique de valorisation culturelle de son patrimoine en se fondant sur plusieurs supports.

Cinéma et théâtre

L'Émirat du Qatar développe son cinéma via un festival destiné à sensibiliser les jeunes aux films d'auteur, des formations professionnelles et des aides à la production. Ainsi, de nombreux films sont produits grâce au *Doha Film Institute* (DFI), organe de la stratégie de la puissance douce du Qatar dans le domaine du cinéma y compris en investissant dans les films d'auteurs internationaux. Le DFI a été créé en 2010 sous le règne du précédent Émir, Hamad ben Khalifa al-Thani. Il a pour mission de former de futurs cinéastes qataris par des séminaires et des stages consacrés à la technique, au scénario, au montage, à la réalisation et les aider à développer leurs projets. Ainsi, chaque année, DFI organise l'*Ajyal Film Festival* destiné à la jeunesse. Le Doha Film Institute assure aussi des formations. Un fonds, destiné exclusivement aux productions qataries, alloue 50 000 dollars par projet retenu. Il est important de noter que 60 % des films réalisés au Qatar le sont par des femmes¹⁴³ contre 25 % dans les autres pays du Moyen-Orient. L'État développe les arts théâtraux depuis 1972. Le théâtre constitue aussi une voie qui a été exploitée par le Qatar afin de faire rayonner sa culture par trois grands théâtres équipés d'instruments et d'équipements avancés. En effet, l'État encourage le mouvement culturel et artistique par la création de festivals et de semaines culturelles et artistiques qataris à la fois localement et à l'étranger.

Les musées

A travers ses musées, la culture constitue également un élément développé par les autorités qataries afin de renforcer l'attrait touristique du pays.

¹⁴³ Le Qatar, future Mecque du cinéma mondial ? (2019). *RTS culture*. Consulté à l'adresse <https://www.rts.ch/info/culture/cinema/10397815-le-qatar-future-mecque-du-cinema-mondial-.html>

Ils contiennent des œuvres acquises, en particulier par Cheikha Mayassa Bint Hamad al-Thani. Sœur de l'émir du Qatar et présidente de la Qatar Museum Authority, elle dispose d'un budget annuel de 900 000 euros pour constituer les collections d'art de son pays.

Le musée d'Art islamique de Doha, construit en 2008, a été conçu par l'architecte sino-américain Leoh Ming Pei, l'auteur de la pyramide du Louvre. Il abrite 4 000 pièces, des œuvres provenant d'Espagne, de Chine, d'Irak, d'Égypte, de Turquie... Le long de la corniche, les collections d'Art Islamique provenant de trois continents, et dont les plus anciens bijoux datent du VII^{ème} siècle ne peuvent que susciter l'admiration des visiteurs.¹⁴⁴

Inauguré en 2010, le Mathaf, musée arabe d'art moderne, est consacré prioritairement aux artistes arabes dont il abrite les peintures et les sculptures et célèbre l'art moderne et contemporain. Il est conçu pour être un espace d'inspiration pour les artistes de la région et dans le monde.¹⁴⁵

En mars 2019, le musée national «*La Rose des sables*», conçu par Jean Nouvel, a été inauguré. Ce musée reproduit l'aspect des roches formées dans le désert par la cristallisation de minéraux¹⁴⁶. Il met en lumière aussi l'identité culturelle du Qatar, en particulier pour expliquer l'histoire du commerce de la perle qui a fait la richesse de cette région avant les années cinquante. L'histoire du Qatar, et plus exactement de Doha, représente le fil rouge de ce musée. En fait, le Qatar souhaite s'imposer, au même titre qu'Abu Dhabi, comme la capitale culturelle régionale. C'est tout l'esprit de ce nouvel établissement culturel. Des installations interactives sont à disposition des enfants pour les divertir.

Ces musées qui ont bénéficié d'une architecture audacieuse ont enrichi l'offre culturelle. Le Qatar a effectivement fait appel aux architectes les plus talentueux de la planète. La corniche de Doha est la vitrine d'un concours de formes verticales de verre et d'acier. La Qatar Tower, un cylindre de dentelle métallique, signée Jean Nouvel, côtoie la Tornado Tower, une hyperbole cernée d'un large quadrillage au bas duquel s'affiche le portrait de l'émir, visible un peu partout à Doha. A ceux-là s'ajoutent la tour al-Bidda, vrillée sur elle-même et enveloppée d'un feuilletage de verre, les Palm Towers dont les feuilles stylisées sont représentées par des pans concaves...

Les associations culturelles dont le Qatar Natural History Group

L'association, créée en novembre 1978, réunit des amateurs de l'histoire naturelle, la culture et l'archéologie du Qatar et du golfe. L'association propose un programme de conférences et met à disposition de ses adhérents une bibliothèque.

¹⁴⁴ Le musée d'art islamique, la nouvelle icône nationale du Qatar. *One Fine Art*. Consulté à l'adresse <https://www.onefineart.com/articles/doha-musee-art-islamique>

¹⁴⁵ Le Qatar se dote du premier musée d'art moderne arabe. (2011). *Le Point culture*. Consulté à l'adresse https://www.lepoint.fr/culture/le-qatar-se-dote-du-premier-musee-d-art-moderne-arabe-10-02-2011-1293952_3.php

¹⁴⁶ La rose des sables. *AJN*. Consulté à l'adresse <http://www.jeannouvel.com/projets/musee-national-du-qatar/>

Des excursions et des randonnées, animées par des personnes faisant autorité dans un domaine, ont lieu, deux fois par mois, durant le week-end.

Visiter un pays qui a un passé historique

Le Qatar, ce petit émirat devenu richissime grâce au pétrole et au gaz, ne cesse de se métamorphoser alliant toujours tradition et modernité. En effet, les gratte-ciel côtoient les bateaux traditionnels en bois le long de la corniche de Doha. Par ailleurs, le musée d'Art islamique traverse quatorze siècles. Doha est une ville qui regorge de contrastes et qui vaudrait la peine d'être visitée.

Si la capitale qatarie est toujours un immense chantier, elle reste aussi une destination authentique. Le souk Waqif, lieu exotique pour les touristes européens, regorge de vendeurs d'épices, de faucons, d'or et de vêtements et de nombreux Qataris y fument la chicha et y boivent un thé. De même, le désert offre des paysages à couper le souffle et, à une heure de Doha vers le sud, à la frontière avec l'Arabie saoudite, la mer intérieure, Khor Al Adaid, est une réserve naturelle possédant son propre écosystème et classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.

De la caserne de pompiers *Fire Station*, transformée en galerie d'art qui accueille de jeunes artistes en résidence, à l'aéroport, en passant par le souk Waqif ou le centre national de convention du Qatar (Qatar's National Convention Centre), tout est impressionnant sans pour autant oublier les deux œuvres monumentales comme *Le Pouce* de César ou l'araignée géante *Maman* de Louise Bourgeois. La mise en valeur de plusieurs sites archéologiques contribue aussi à découvrir l'histoire de l'émirat. Le Qatar dispose en effet de plusieurs sites archéologiques. Le site d'Al Zubarah qui date des années 1760 est inscrit au patrimoine de l'humanité de l'Unesco depuis 2013. Site et ville perlière et commerciale la plus importante du Golfe au XVIII^e siècle, la ville accueille un fort construit en 1938 qui sert maintenant de centre d'accueil et présente des informations sur l'ancienne ville et son environnement. Il met en lumière les traditions de commerce urbain et de plongée sous-marine qui ont soutenu les principales villes côtières de la région du début de la période islamique au XX^e siècle. D'autres sites sont mis en valeur comme le site archéologique de Freiha ou de Ruwayda, le plus grand des sites archéologiques du Qatar. Le Qatar se mobilise aussi pour faire inscrire la fauconnerie en 2012 sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Il suffit d'ailleurs de se rendre dans le quartier des fauconniers de Doha pour se rendre compte de l'importance régionale de cette tradition avec ses dizaines de rapaces proposés à la vente. Il en est de même des « *majlis* », espaces traditionnels de réunion de la communauté, ayant eu un rôle prépondérant dans le transfert du patrimoine oral comme la poésie Nabati. En 2015, c'est le « *café arabe* », « *symbole de générosité* » qui rejoint la liste.

Cette attention portée au patrimoine arabe est d'autant plus d'actualité alors que nous assistons dans le reste du monde à sa destruction, comme cela a été le cas à Palmyre ou de la citadelle d'Alep du XIII^e siècle en Syrie. Ces deux

destructions sont les symboles historiques de l'histoire arabe soumis à un phénomène humain d'autodestruction et aveugle de ce qui a représenté des repères de cette civilisation.

Au-delà de toutes les richesses culturelles et historiques, le Qatar est essentiellement un pays qui se distingue par la propreté, le sentiment de sécurité et l'accueil chaleureux de ses habitants.¹⁴⁷

Katara, le village culturel du Qatar

Katara est né d'une vision de longue date de positionner l'État du Qatar comme un phare culturel rayonnant au Moyen-Orient à travers le théâtre, la littérature, la musique, les arts visuels, les conventions et les expositions. Le choix du terme « *Katara* » n'est pas un choix au hasard. Sur la carte dessinée par le géographe Claudius Ptolemaeus en 150 après Jésus-Christ, publiée en 882 et plus tard dans l'Atlas historique de l'Islam, les peuples de la péninsule arabique au milieu du II^e siècle après J.-C. y ont été identifiés. Il donne également la situation géographique de la péninsule du Qatar sous le nom de Katara. Ce nom étant apparu sur les cartes géographiques et historiques au début du XVIII^e siècle, le Qatar a décidé de faire revivre son ancien nom afin de maintenir ce lien avec son patrimoine.

Le village de Katara rassemble un ensemble d'éléments culturels clés où les gens se réunissent pour découvrir les cultures du monde pour favoriser la compréhension et la paix. Avec ses théâtres, ses salles de concert, ses galeries d'exposition et ses installations de pointe, Katara vise à devenir un leader mondial des activités multiculturelles.

Par ailleurs, conformément aux objectifs fixés par Qatar National Vision 2030, Katara est le gardien du patrimoine et des traditions du Qatar et s'efforce de faire prendre conscience de l'importance de chaque culture et chaque civilisation. A ce titre, il accueille des événements internationaux, régionaux et locaux, tels que des festivals, des ateliers ainsi que des expositions.

Des activités sportives augmentant l'offre touristique

Enfin, le Qatar accueille chaque année différents tournois et compétitions de renommée et prestigieuses dans diverses disciplines sur ses circuits et terrains professionnels. Le tournoi de golf (Commercial Bank Qatar Masters), les Tournois de tennis de Doha et Total, le Tour du Qatar (cyclisme), le Rally international du Qatar (sport automobile), le Grand Prix moto du Qatar (Moto GP), les Championnats du monde de F1, la motonautique UIM (bateaux à moteur) et la Ligue de diamant de l'IAAF (athlétisme) sont annuellement les centres d'intérêt d'un public féru de sport.

¹⁴⁷ Zorn, S. (2020). Tourisme : au Qatar, Doha pousse les portes du désert. *La Voix Du Nord*. Consulté à l'adresse <https://www.lavoixdunord.fr/703203/article/2020-01-31/tourisme-au-qatar-doha-pousse-les-portes-du-desert>

Finalement, la stratégie économique du Qatar vise à assurer son avenir et celui de ses habitants aujourd'hui et demain. Se diversifier dès aujourd'hui est un impératif malgré le blocus en cours. Outre le développement de l'économie intérieure et son autonomie, les investissements extérieurs dans des pays développés et sûrs permettent aussi d'assurer des retours qui ne dépendent pas des hydrocarbures. La France y a sa place mais au bilan, les investissements y sont moins importants que d'autres pays européens. En revanche, le patrimoine français bénéficie d'une manne qui permet de l'entretenir. Au service de la politique touristique, une stratégie culturelle a aussi été mise en avant avec par certains côtés une ambition planétaire qui peut s'exercer avec une puissance financière conséquente. Mais quel pays n'en ferait pas de même s'il en possédait les moyens ?

Le Qatar vise surtout à s'ouvrir au monde et à faire découvrir son patrimoine culturel dans le but notamment de consolider sa force d'attractivité pour le développement de sa politique touristique.

Beaucoup voient dans le Qatar un pays du Golfe vivant de sa rente gazière. Or, ils sont bien loin de la réalité. L'État du Qatar anticipe sur son avenir en s'adaptant à l'évolution de ses ressources naturelles et s'ouvre depuis de nombreuses années déjà à l'économie mondiale. Ses stratégies d'investissement que lui permettent ses ressources financières visent à les faire fructifier. Plus qu'une puissance économique, le Qatar est un État stratège qui, par ses succès économiques, semble créer des jalousies.

6. La diplomatie sportive du Qatar

6.1 L'importance du sport aujourd'hui : le sport et ses enjeux

L'ouverture du Qatar sur le monde s'est effectuée aussi grâce à des investissements importants dans le domaine du sport. Cette politique de la « *diplomatie du sport* » a permis à l'émirat gazier de s'imposer sur la scène internationale dans le monde du sport. En effet, la dimension de prestige qu'apporte la « *diplomatie du sport* » (popularité, médiatisation, universalité et neutralité politique), vise à donner l'image d'un pays moderne avec lequel les pays occidentaux peuvent développer des projets ambitieux et constructifs dans l'intérêt de tous.

La présence de l'Arabie saoudite dans le domaine du sport désormais, notamment par la voie de l'organisation de la compétition du Paris-Dakar en janvier 2020, montre que la vision du Qatar est aussi partagée par son voisin, à la fois pour une question d'image et d'ouverture, mais aussi de concurrence du Qatar qui a cependant pris une longueur d'avance. Construire des stades et aménager des infrastructures pharaoniques afin de recevoir au moins un million de spectateurs est certes bien différent que le fait d'utiliser le désert et de tout simplement organiser la logistique d'un événement, bien que important.

Loin d'être un pays fermé et rétrograde, le Qatar rayonne aujourd'hui par son implication positive au sein des grands clubs sportifs européens. Pierre Milza, pionnier dans l'étude du rôle et de l'influence du sport en diplomatie, écrivait déjà en 1984 que « *Le sport est à la fois reflet de la vie internationale, moyen de la politique étrangère et révélateur de grands sentiments collectifs* ».

De fait, le sport, notamment l'éminemment populaire football, est source de développement économique et de ressources nouvelles dès lors qu'un état est capable d'accueillir ce type d'événement. L'organisation du Mondial 2022 par le Qatar est donc contestée depuis 2010 par des attaques diverses, certes sans succès. Lesdites attaques ont surtout été instrumentalisées régionalement pour tenter de mettre en péril la stratégie économique qatarie, y compris par un piratage des télédiffusions sportives au mépris du droit commercial.

6.2 La diplomatie sportive : la « puissance douce » du Qatar

La politique de puissance douce que le Qatar a développée au cours des trente dernières années est d'abord centrée sur les médias anglophones dans les années 1990 puis axée sur la France et les pays francophones à partir des années 2000. L'État a investi dans les grands groupes du CAC 40, les médias, l'hôtellerie de luxe ou l'immobilier, mais a surtout investi massivement dans le sport avec le Paris-Saint-Germain. Le Qatar affecte des moyens considérables à cette politique dont son activisme télévisuel qui passe par l'achat de droits de diffusion visant les compétitions sportives majeures. C'est la chaîne Al-Jazeera Sport, devenue beIN SPORTS en 2012, qui en a la charge.

Ainsi après avoir accueilli les tournois de tennis ATP, les grands prix de Formule 1, les mondiaux d'athlétisme, le Qatar organisera le prochain opus de la Coupe du monde de football de la FIFA en 2022, et pourquoi pas bientôt les Jeux Olympiques.

Si cette diplomatie sportive est devenue le principal instrument de puissance douce du pays, il n'en demeure pas moins que la chaîne beIN SPORTS a dû être recapitalisée en 2017 à hauteur de 600 millions d'euros après de précédents apports de 800 millions. Et malgré le succès commercial du bouquet de chaînes avec 4 millions d'abonnés revendiqués en France, son modèle économique est plutôt difficilement acceptable. Il en est de même pour la Coupe du monde dont les investissements annoncés s'élèvent à 130 milliards d'euros dont 35 milliards pour le réseau de transports urbains dans un pays comptant moins de deux millions d'habitants.

Le retour d'investissement de l'organisation d'un événement sportif mondial

Un événement sportif ne peut être décorrélé du retour sur investissement du fait que ce dernier se veut être créateur de richesses et expression de valeurs.

Si le sport est reconnu, avant tout, pour les valeurs qu'il véhicule (dépassement de soi, contrôle de soi, respect, partage, solidarité, cohésion sociale), il est également un facteur important du développement économique, créateur de richesses et d'emplois¹⁴⁸. Ainsi, le secteur du sport génère près de 2 % du PIB mondial, ce qui, à titre d'exemple, le place en position intermédiaire entre des secteurs économiques tels que ceux de la culture (3 % du PIB mondial) et du luxe (1,6 %)¹⁴⁹.

A titre d'exemple, l'organisation de l'Euro 2016 pour l'UEFA en France témoigne des enjeux économiques du sport. Sur un bénéfice de 1,22 milliards d'euros, 800 millions étaient globalement dus aux visiteurs dont 600 millions pour l'hébergement, la restauration et le commerce. Le montant total des marchés remportés par les entreprises françaises en lien avec l'organisation s'élevait environ à 400 millions. Les dépenses pour leur part sur les zones des partisans s'élevaient à 200 millions. Par ailleurs, l'UEFA avait négocié avec l'État français des accords fiscaux particuliers, prouvant ainsi que les règles nationales peuvent s'accommoder des logiques financières transnationales. En ce sens, l'économie rejoint le politique.¹⁵⁰

Les investissements dans les événements sportifs mondiaux demandent en outre des financements de plus en plus conséquents et tous les États ne

¹⁴⁸ Les enjeux de l'économie du sport. *Comité des 11 tricolores*. Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports. (2016). Consulté à l'adresse http://admin.tousprets.sports.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/tricolore_economiqu_fev2016_bd.pdf

¹⁴⁹ Pourquoi investir dans le sport ? (2017). *Le Tremplin*. Consulté à l'adresse <https://usineasite.parisandco.com/Le-Tremplin/A-la-une/Tendances-Sport-Innovation/Pourquoi-investir-dans-le-sport>

¹⁵⁰ Fiorina, J.-F. (2016). Géopolitique du sport – Un été entre Euro et JO. *CLES (Comprendre Les Enjeux Stratégiques)*. Consulté à l'adresse <http://notes-geopolitiques.com/wp-content/uploads/2016/06/CLES190.pdf>

peuvent faire face à ces dépenses. Les jeux olympiques d'été en Chine en 2008 auraient coûté 40 milliards de dollars, soit quatre fois plus qu'Athènes en 2004. De même, la Coupe du monde à Sotchi aurait coûté plus de 50 milliards de dollars en 2014.

Néanmoins, l'organisation d'un Mondial n'a pas seulement de retombées négatives sur l'économie. En effet, la Coupe du monde de football 2018 a pour sa part injecté 12,5 milliards d'euros dans l'économie russe, soit plus de 1,1 % de son produit intérieur brut (PIB)¹⁵¹, mais doit contribuer à la croissance du PIB pour les cinq années suivantes aux environs de 2,8 milliards d'euros et créer près de 240 000 emplois. Il est important de mentionner dans le contexte de l'organisation et la préparation de l'évènement entre 2013 et 2018, 315 000 emplois ont été créés chaque année. De plus, douze aéroports et onze gares ont été rénovés. Le Qatar, comme la Russie, les États-Unis ou la France, a bien pris conscience que le sport est un puissant levier tant au niveau de la politique interne qu'à celle externe.

Aujourd'hui plus qu'hier, les États sont dans une concurrence internationale dans le cadre de la mondialisation. L'enjeu est l'attractivité d'un état qui a bien pris conscience de cette variable. Le sport devenu une source de revenus apparaît aussi comme un secteur confronté à la concurrence, source d'opportunité pour en faire un instrument au service du développement du pays et de son rayonnement. De nombreux États ont montré cette ambition aux enjeux géopolitiques (affichage de la puissance et message politique dans un monde connecté et hyper médiatisé, organisation, savoir-faire technologiques) mais aussi en politique intérieure (satisfaction et fierté de la population hôte, croissance économique avec des investissements très importants, développement de technologies nouvelles, innovations).

L'exemple récent de la Russie est intéressant. Elle a organisé avec succès dans un contexte géopolitique et économique sensible les jeux olympiques d'hiver de Sotchi du 7 au 23 février 2014. L'organisation d'un tel évènement a permis de donner une image d'efficacité de la Russie dans la sécurité, mais aussi au niveau de l'organisation et de la mise en place d'infrastructures nouvelles. Les États liés aux sports de neige étaient tous présents. Or, en parallèle, la Révolution orange éclate à Kiev. Dans cette atmosphère bienveillante et sportive, personne n'a prêté attention aux manœuvres militaires russes qui se préparaient pour attaquer le 27 février. Le 1er mars, le premier ministre de Crimée demande à la Russie d'intervenir militairement. Suite à cela, la Crimée est annexée.

La Russie, la Chine et la France illustrent ces enjeux que constitue le sport qui, sous des apparences bien innocentes, dissimulent aujourd'hui aussi bien des ambitions légitimes que des buts moins avouables dans différents domaines,

¹⁵¹ Coupe du Monde 2018 : la Russie a touché le pactole. (2018). *Capital*. Consulté à l'adresse <https://www.capital.fr/lifestyle/mondial-2018-12-5-mds-eur-de-gains-pour-la-russie-selon-les-organisateur-russes-1311261>

qu'ils soient géopolitique, politique intérieure, économie, ou encore image à long terme.

Elle est aussi l'objet de la diffusion de l'image en principe positive d'un pays organisateur dans l'ensemble du Monde. Elle ne peut alors être ignorée dans la diplomatie sinon dans la stratégie d'un état notamment soumis à des pressions extérieures. En 2018, la finale de la Coupe du monde de football a été regardée en direct par un ensemble de 1,12 milliards de personnes dans le monde selon la FIFA et plus de la moitié de la planète s'est intéressée au Mondial, soit environ 3,5 milliards de personnes. Le marché télévisuel potentiel pour 2022 est estimé à 3,2 milliards de téléspectateurs et près de 1,3 millions de touristes sont attendus pour le Mondial 2022.¹⁵²

Le sport peut relever d'une stratégie économique qui aujourd'hui s'adapte à un pays anticipant un futur sans rente gazière. Le sport doit comprendre une part de rentabilité. Cependant, la Coupe du monde en 2022 a aussi pour objectif de fournir un tremplin au développement du tourisme, axe économique prioritaire pour les autorités qataries.

6.3 Le sport au service du rayonnement d'un pays

Le sport contribue au rayonnement d'un pays. Il est clair que la diplomatie par le sport est un élément d'un « *pouvoir d'influence* » qui, là encore, n'est pas nouveau. Ainsi, le « *Service des œuvres françaises à l'étranger* »¹⁵³ créé en 1920 au sein du Quai d'Orsay visait à rappeler la mission donnée aux athlètes d'être les « *ambassadeurs de la France dans le monde* », à contribuer à la création de clubs sportifs français à l'étranger, notamment en Allemagne et en Roumanie, et exprimait donc la volonté d'utiliser le sport au service du prestige de la France.

En 2013, Pim Verschuuren, chercheur à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), rapproche dans cette même logique la diplomatie sportive de la puissance douce. Il met en avant quatre éléments importants du sport qui en font un vecteur efficace : la popularité, la médiatisation, l'universalité et la neutralité politique. Cette puissance douce peut servir à tenter de résoudre des conflits par exemple. On peut citer ici le cas des tentatives de rapprochement sino-américain par le ping-pong durant la guerre froide. D'autres illustrations peuvent être mises en avant. L'Inde et le Pakistan ont, par exemple, utilisé le cricket à cet effet. De même, le sport est employé pour rapprocher Israéliens et Palestiniens¹⁵⁴ et peut-être bientôt les frères ennemis du Golfe avec la

¹⁵² Hoarau, L. (2018). Coupe du Monde : le Mondial 2022 au Qatar se prépare sous les critiques. *RTL*. Consulté à l'adresse <https://www.rtl.fr/sport/football/coupe-du-monde-le-mondial-2022-au-qatar-se-prepare-sous-les-critiques-7794133822>

¹⁵³ Darcos, X. (2011). Qu'est-ce que l'action culturelle française à l'étranger ? Consulté à l'adresse <http://www.academie-francaise.fr/quest-ce-que-laction-culturelle-francaise-letranger>

¹⁵⁴ Métézeau, F. (2019). Un match de football se tient à Jérusalem entre les Palestiniens et les Saoudiens avec l'aval d'Israël. *France-inter*. Consulté à l'adresse <https://www.franceinter.fr/palestine-arabie-saoudite-quand-le-football-rencontre-la-diplomatie>,

participation des équipes de toutes les pétromonarchies à la 24^{ème} coupe de football des États du Golfe fin novembre 2019 à Doha. Une invitation du roi d'Arabie saoudite a été adressée à l'émir du Qatar pour assister au 40^{ème} anniversaire du CCG le 1^{er} décembre 2019.

Le Qatar a bien compris ce lien entre sport et diplomatie. A travers le domaine sportif, l'État touche tout particulièrement les jeunes générations, celles du Moyen-Orient comme celles du monde et s'inscrit pleinement dans la marche du siècle. Il est rapporté que Cheikh Hamad aurait dit : « *Il est plus important d'être connue au CIO qu'à l'ONU. Tout le monde respecte les décisions du CIO* »¹⁵⁵. Cheikh Bin Tamim, fils de l'émir et créateur du fonds d'investissement qatari pour le sport (Qatar Sport Investment), a rejoint le club très fermé des membres du Comité Olympique en 2002. Cet exemple est révélateur de la stratégie de l'État qatari à l'échelle internationale : occuper l'espace médiatique afin d'offrir au monde une image captivante d'un État sur le chemin de la modernisation et d'une stratégie visant à devenir un grand pôle touristique dans le contexte de l'après pétrole et gaz. L'enjeu de la coupe du Monde 2022 pour le Qatar représente surtout son influence sur le monde. Le football joue un rôle d'accompagnement diplomatique et d'affirmation de l'identité nationale. Dans sa dimension internationale, il apparaît comme une tribune planétaire. Le Qatar a compris cette importance stratégique puisque seulement un an après son accession à l'indépendance, c'est-à-dire en 1972, il intègre la FIFA.

L'enjeu de la Coupe du monde 2022 est d'autant plus important que c'est la première qui est organisée dans le monde arabo-musulman. Dès lors, une telle compétition confère à l'État du Qatar un statut de leader régional et suscite la grande jalousie de ses voisins. La réussite de l'organisation est un enjeu stratégique parce qu'il affirme la résilience du Qatar. Ainsi, les enjeux sont internationaux, régionaux et de politique intérieure.

Enfin, l'enjeu est aussi économique. En 2018, les revenus générés au niveau mondial par la retransmission des compétitions sportives ont atteint près de 49 milliards de dollars. En 2025, d'après les prévisions des chercheurs, ils franchiraient la barre des 85 milliards de dollars, soit une hausse de 75 % en sept ans. Les clubs stars comme le PSG suscitent tous les engouements et le football devrait être le grand bénéficiaire de cette croissance du marché des droits TV. En 2018, il captait déjà 25 % des recettes totales, avec près de 13 milliards de dollars. En 2025, ces montants devraient s'élever à plus de 37 %, ce qui permettra à la discipline d'empocher autour de 32 milliards de dollars.¹⁵⁶ Le Qatar a bien saisi cette opportunité dans sa stratégie sportive engagée depuis plus de dix ans au service du développement de l'économie et du pilier du tourisme.

¹⁵⁵ Razavi, E. *Op. cit.*, chapitre IV.

¹⁵⁶ Sallé, C. (2019). En 2025, la vente des droits sportifs devrait doubler à 85 milliards de dollars. *Le Figaro*. Consulté à l'adresse <https://www.lefigaro.fr/medias/en-2025-la-vente-des-droits-sportifs-devrait-doubler-a-85-milliards-de-dollars-20191010>

6.4 Les facteurs justifiant l'organisation par le Qatar de la Coupe du monde de football de 2022

Depuis de nombreuses années, le Qatar a montré qu'il possédait une véritable capacité à gérer, organiser et mener à bien des événements sportifs complexes par leur dimension. Il s'appuie sur plusieurs facteurs favorables.

Le premier facteur concerne sa puissance financière qui l'autorise à relever ce défi. En effet, le Qatar est capable de dépenser aujourd'hui chaque semaine plus de 450 millions d'euros et ce, jusqu'en 2022 afin de mener à bien ce projet. Au total, 187 milliards d'euros auront été dépensés par le Qatar pour la Coupe du monde de 2022. Le deuxième facteur est l'existence de multiples infrastructures sportives très modernes. Enfin, l'expérience du Qatar à organiser des compétitions représente un troisième facteur. En effet, le Qatar reçoit régulièrement des compétitions internationales. Dès 1993, le Qatar organisait des compétitions de sport dans le domaine du tennis, de l'athlétisme en 1997, de golf en 1998, du tennis de table et du cyclisme en 2002 ou encore de la moto en 2004.

Enfin, il apparaissait important que la coupe du Monde ne soit pas le monopole de l'Occident. Les États-Unis avaient déjà eu l'occasion d'organiser une Coupe du monde en 1994, l'Asie en 2002 (Japon-Corée du Sud), l'Europe en 2006 (Allemagne), l'Afrique en 2010 (Afrique du Sud), l'Amérique du Sud en 2014 (Brésil), puis à nouveau l'Europe en 2018 (Russie). A l'époque, Pascal Boniface fera remarquer qu'« *aucun pays arabe ou musulman n'a été l'hôte d'une Coupe du monde ou des Jeux olympiques* ». Pour lui, « *Le choix du Qatar serait un signal fort de la FIFA qui mettrait le football au service de la lutte contre le choc des civilisations* »¹⁵⁷. Sepp Blatter, président de la FIFA, lors d'une conférence de presse à Doha déclare le 24 avril 2010 : « *Le monde arabe mérite la Coupe du monde et le Qatar a une bonne chance d'être le premier pays de la région à l'accueillir* »¹⁵⁸ même s'il se dédiera curieusement plus tard.

En s'investissant dans l'industrie du sport et dans le Mondial 2022, le Qatar s'assure un relais de croissance pour l'avenir et une médiatisation hors norme tout en renforçant l'identité nationale. Derrière l'apparent et séduisant apolitisme du sport, le Qatar réinvente aussi une diplomatie du sport. Certains chercheurs ont fait référence à la notion de la « *sport power* », ou la puissance du sport, pour qualifier la diplomatie qatarie.

¹⁵⁷ Ennasri, N. (2010). Pourquoi le Qatar mérite la Coupe du monde de foot 2022. *Nouvel Obs*. Consulté à l'adresse <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-islam/20101201.RUE9686/pourquoi-le-qatar-merite-la-coupe-du-monde-de-foot-2022.html>

¹⁵⁸ Le Qatar pourrait accueillir une Coupe du monde, estime Blatter. (2010). *Le Parisien*. Consulté à l'adresse <http://www.leparisien.fr/sports/football/le-qatar-pourrait-accueillir-une-coupe-du-monde-estime-blatter-24-04-2010-898681.php>

6.5 La volonté de contrarier l'ambition qatarie

Le Qatar est officiellement désigné comme pays hôte de la Coupe du Monde 2022 le 2 décembre 2010. Cependant, des oppositions multiples apparaissent depuis cette date jusqu'en 2019 sans que ceux-ci remettent en cause cette décision. Le Qatar a d'ores et déjà réussi une partie du défi qu'il s'est donné à relever.

À tous les points de vue, la Coupe du monde 2022 sera hors normes. D'abord, elle aura lieu non pas en été, mais juste avant l'hiver, du 21 novembre au 18 décembre, chaleur oblige. D'où le bouleversement des calendriers des clubs et des compétitions continentales pour les équipes nationales engagées. Ensuite, il faudra être opérationnel sur le plan de l'accueil et de l'organisation. La pression est immense mais l'Émirat du Qatar sera prêt dès la fin 2020 afin de discréditer les tentatives de fausses informations émanant de ses rivaux dans la région, mais aussi les critiques en provenance des observateurs – nations, médias, ONG, etc. – suspicieux quant au choix du Qatar pour le Mondial 2022.¹⁵⁹

D'ailleurs, à l'issue d'une table ronde organisée par la QFA (Fédération du Qatar de Football), Nasser Al Khater, directeur de la coupe du monde 2022, répond aux critiques injustifiées à l'égard du pays hôte :

«Malheureusement, la plupart des critiques qu'on reçoit proviennent de personnes qui sont dans leur canapé ou qui sont derrière leur ordinateur. Certaines ne sont jamais venues au Qatar, ou n'ont peut-être même jamais voyagé. Le monde est grand. Il y a beaucoup de cultures, beaucoup de traditions. J'invite les gens à voyager et à venir au Qatar pour se faire un avis avant de critiquer. Pour nous, c'est clair : le sport est le sport, la politique est la politique. On ne mélange pas les deux. Tous ceux qui souhaitent venir au Qatar sont les bienvenus. Pour la coupe du monde, nos portes sont ouvertes ».

Par la suite, il tend cordialement la main aux supporters français et déclare : *«J'espère que l'équipe de France sera qualifiée. Ils ont très bien joué au dernier Mondial. Il n'y a aucune raison pour vous de ne pas venir au Qatar supporter votre équipe. Vous pourrez profiter d'une belle météo en novembre et décembre et aussi apprécier de superbes plages ».*¹⁶⁰

Les polémiques

Les polémiques ont accompagné par intermittence l'avancée du projet. En effet, Michel Platini vice-président de la FIFA et président de l'UEFA a été accusé de voter en faveur du Qatar lors de l'attribution du Mondial 2022.

¹⁵⁹ Askinazi, G. (2018). Mondial 2022 : place au Qatar. *Tribune*. Consulté à l'adresse <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/mondial-2022-place-au-qatar-135787>

¹⁶⁰ Coupe du monde 2022 : le Qatar répond à ses détracteurs et les invite à venir. (2019). *BFM avec RMC SPORT*. Consulté à l'adresse <https://rmcsport.bfmtv.com/football/coupe-du-monde-2022-le-qatar-repond-a-ses-detractions-et-les-invite-a-venir-1828518.html>

« *Le Qatar, c'est une décision que j'ai prise seul en mon âme et conscience. Vous verrez, cette Coupe du Monde sera une expérience unique pour le fan. Avec des stades proches les uns des autres, il pourra envisager de suivre trois matches le même jour* », a déclaré l'ancien président de l'UEFA dans les colonnes du *Matin*.¹⁶¹

Une nouvelle fois interrogé sur son vote en faveur du Qatar pour l'attribution de la Coupe du monde 2022, Michel Platini a maintenu sa version. D'après l'ancienne gloire de l'équipe de France, le dîner organisé avec les dirigeants qataris par Nicolas Sarkozy quelques jours plus tôt n'a nullement influencé son choix.¹⁶² Cependant lors du scrutin à la FIFA, le Qatar l'a finalement emporté avec 14 voix contre 8 aux États-Unis, la voix de Michel Platini, ne comptant que pour une voix¹⁶³. A noter que lors de l'attribution de la Coupe du monde à la Russie les mêmes critiques avaient été formulées mais pas avec la même insistance ! Alors pourquoi tant de haine ?

Cependant, outre que des paroles supposées ne peuvent servir de preuves et que l'on est présumé innocent jusqu'à preuve du contraire, cette polémique qui dure depuis neuf ans ne peut qu'interroger sur un tel acharnement surtout en l'absence de preuve formelle. En tout état de cause, Michel Platini continue à assumer son vote le 11 octobre 2019¹⁶⁴, puis sur France Info en novembre 2019¹⁶⁵. Il a confirmé une décision qui lui semblait logique, précisant qu'à l'époque il souhaitait que cette compétition ait lieu notamment en novembre. Et pourtant, quelque temps après, la surprise est générale lorsque Michel Platini demande à ce que la coupe du monde ne soit plus accordée au Qatar ! Étrange revirement qui suscite beaucoup de questionnements quant à une attitude qu'on ne peut qualifier que de versatile et irresponsable. En mauvais terme avec le président actuel de la FIFA Gianni Infantino, l'ancienne star française estime que la FIFA ne peut pas fermer les yeux sur un soi-disant trucage du vote apparemment confirmé par la justice américaine. On pourrait bien se demander pourquoi Michel Platini cherche à mettre le président en mauvaise posture et à le détrôner si ce n'est dans le but de prendre sa place !¹⁶⁶

¹⁶¹ Qatar 2022 : Platini promet un Mondial de rêve pour les fans. (2020). *FOOT 01.com*. Consulté à l'adresse <https://www.foot01.com/foot-mondial/qatar-2022-platini-promet-un-mondial-de-reve-pour-les-fans,341793>

¹⁶² Campos, G. (2020). CdM 2022 : le Qatar, Platini se justifie. *maxifoot.fr*. Consulté à l'adresse <http://www.maxifoot.fr/football-rss320859/cdm-qatar.php>

¹⁶³ Attribution du mondial 2022 au Qatar : l'enquête confiée à un juge d'instruction. (2019). *Le Figaro, par la rédaction avec AFP*. Consulté à l'adresse <http://sport24.lefigaro.fr/football/coupe-du-monde/actualites/attribution-du-mondial-2022-au-qatar-l-enquete-confiee-a-un-juge-d-instruction-985100>

¹⁶⁴ Platini, Michel ne regrette « pas du tout » son vote pour la coupe du monde au Qatar. (2019). *Le Figaro.fr*. Consulté à l'adresse <http://sport24.lefigaro.fr/football/fil-info/michel-platini-ne-regrette-pas-du-tout-son-vote-pour-la-coupe-du-monde-au-qatar-980632>

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Corruption : Platini demande le retrait du Mondial 2022 au Qatar ! (2020). *FOOT01.com*. Consulté à l'adresse <https://www.foot01.com/foot-mondial/corruption-platini-demande-le-retrait-du-mondial-2022-au-qatar,349103>

Frénésie sur les conditions climatiques dans le cadre des épreuves sportives au Qatar

De nombreux journalistes français, soit incompetents soit mal intentionnés, ont déliré sur les conditions atmosphériques lors des épreuves sportives au Qatar. Il faudrait observer les faits objectivement.

Les championnats d'athlétisme se sont déroulés normalement. Aucune épreuve n'a été supprimée malgré la chaleur, inconfortable surtout pour les épreuves d'endurance. Mais les conditions étaient les mêmes pour tous les athlètes et, en général, ces épreuves sont pratiquées par des sportifs issus de pays chauds.

Pour rappel, la coupe du monde de rugby s'est déroulée au Japon et de nombreuses compétitions ont dû être supprimées suite à des intempéries. Cependant, les médias ont gardé le silence sur cette situation. Faudrait-il pour toutes les nouvelles épreuves choisir des pays où les conditions atmosphériques ne soient favorables qu'aux Français ? Et pourquoi pas tout le temps en France ? Mais en ont-ils les moyens ?

A tout hasard, évitons Los Angeles, il y a trop d'incendies !

Pour la coupe du monde de football, le Qatar a décidé de climatiser les tribunes pour le bien être des spectateurs et des joueurs. Cependant, certains y ont trouvé à redire. Pourquoi personne ne s'offusque du chauffage dans des milliers de piscines en France ?

A chaque attribution d'épreuves sportives internationales, on assiste à des cris d'orfraies sur des soi-disant pots de vin, mais pourquoi tant de malveillance vis-à-vis du Qatar ? Un certain nombre de compétitions ont été attribuées à la Russie de manière très contestable sans que certaines presses ne crient haro sur le baudet !

Ce sont essentiellement les épreuves de marathon et de marche qui étaient concernées puisqu'elles se déroulent à l'extérieur. Cela a néanmoins permis aux observateurs de prendre le recul nécessaire et d'effectuer des mises au point positives et au Qatar de multiplier les actions pour limiter les effets de la chaleur.¹⁶⁷ Ainsi, ces critiques se sont avérées utiles. La FIFA et le Qatar ont su les écouter pour s'adapter. Finalement, la Coupe du monde aura lieu en hiver en fin d'année.

6.6 Le soutien de la France

Le Qatar a toujours eu de bonnes relations avec la France qui n'avait pas dès lors d'opposition à soutenir sa candidature pour 2022. Que Nicolas Sarkozy ait eu de bonnes relations avec les autorités qataries n'avait rien de surprenant pour un Président de la République dans le cadre de sa fonction. Le soutien de la France a pu se manifester de manière multiple. Elle a des intérêts économiques que l'on

¹⁶⁷ Sorre, B., Borowczyk, J., & Galbadon, G. (2019). Oui, la Coupe du monde de football 2022 peut se tenir au Qatar ! *Le Point.sports*. Consulté à l'adresse https://www.lepoint.fr/sport/oui-la-coupe-du-monde-de-football-2022-peut-se-tenir-au-qatar-08-10-2019-2340088_26.php#

ne peut pas écarter. Bouygues a bénéficié d'un milliard de dollars pour ériger des tours avec des commandes passées en 2008. En novembre 2019, lors de sa venue au Qatar, Florence Parly, ministre des Armées a témoigné également du soutien de la France en abordant la sécurisation de la Coupe du monde de football 2022 où la France offre son expertise et expérience.

Aujourd'hui encore, l'exécutif français soutient le Qatar dans l'organisation de la Coupe du monde. Lors de leur conférence de presse conjointe le 6 juillet 2018 à l'Élysée, le Président de la République soulignait en direction de son hôte qu'en « *matière de sport et d'enseignement supérieur, nous souhaitons approfondir des programmes conjoints actuels et en créer de nouveaux. La France et le Qatar ont en particulier l'ambition de développer une coopération exemplaire dans le domaine du sport, dans la perspective notamment des grandes échéances que sont la Coupe du monde de football qui se tiendra en 2022 au Qatar et les Jeux olympiques à Paris en 2024* »¹⁶⁸.

6.7 L'enjeu majeur pour le Qatar de l'organisation de la Coupe du Monde de football

A travers l'organisation de la Coupe du Monde de football, la puissance financière du Qatar et sa capacité organisationnelle, sinon d'adaptation, sont au niveau de l'enjeu et mettent en défaut toutes les critiques entendues jusqu'à aujourd'hui.

Les relations avec la FIFA dans le montage du projet

La FIFA a ouvert le 15 janvier 2009 la procédure de sélection des pays organisateurs des Coupes du Monde de la FIFA 2018 et 2022. Elle rappelait que sa compétition phare avait ce pouvoir unique de « *susciter des émotions et d'unir le monde entier* ». Elle attend donc « *des futurs candidats qu'ils inscrivent le pouvoir de ce grand événement dans une démarche visant un changement positif conformément à la devise de la FIFA : « Pour le jeu. Pour le monde »* »¹⁶⁹.

Lorsque l'on regarde l'ampleur que constitue l'organisation d'un mondial de football, sans oublier les polémiques successives visant à empêcher sa tenue, on est en droit de penser que des tensions pouvaient apparaître entre la FIFA et le Qatar mais il n'en a rien été et la coopération s'est déroulée dans de bonnes conditions malgré des tentatives de déstabilisation. Déjà, en juin 2014, le président de la FIFA Sepp Blatter, dénonçait¹⁷⁰ « *une sorte de déchaînement contre la FIFA concernant la Coupe du monde au Qatar* » allant jusqu'à parler de « *discrimination* » et de « *racisme* » mais la première crise au sein du CCG venait d'avoir lieu.

¹⁶⁸ Conférence de presse conjointe d'Emmanuel Macron et de Tamim ben Hamad al Thani, émir du Qatar. (2018). Consulté à l'adresse <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2018/07/07/conference-de-presse-conjointe-demmanuel-macron-et-de-tamim-ben-hamad-al-thani-emir-du-qatar>

¹⁶⁹ 2018-2022 : ouverture de la procédure de candidature. (2009). *FIFA.com*. Consulté à l'adresse <https://fr.fifa.com/worldcup/news/2018-2022-ouverture-procedure-candidature-997495>

¹⁷⁰ Mondial 2022 : Blatter évoque un racisme anti-Qatar. (2014). *20 minutes*. Consulté à l'adresse <https://www.20minutes.fr/sport/1397406-20140610-mondial-2022-blatter-evoque-racisme-anti-qatar>

Depuis sa désignation, le Qatar et la FIFA ont donc œuvré conjointement dans le but de faire de l'organisation de la Coupe du monde de football au Qatar un succès. Quelques dates clés marquent ce partenariat réussi.

Le 26 janvier 2011, le prolongement de son contrat de diffusion sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord est signé avec Al Jazeera Sport. Les Coupes du Monde 2018 et 2022 seront diffusées sur cet ensemble géographique. Al Jazeera Sport MENA a acheté les droits qui constituent une grande partie des revenus de la FIFA. Elle transmettra les compétitions par câble, satellite, télévision hertzienne, téléphonie mobile et Internet haut débit dans vingt-trois territoires et pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. En outre, Al Jazeera Sport MENA s'est engagée auprès de la FIFA à ce que les matches de la Coupe du Monde de la FIFA 2022 soient accessibles au plus grand nombre à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord¹⁷¹.

Le 25 février 2015, une réunion entre le Comité organisateur local (COL) de Qatar 2022 en présence des représentants de la FIFA à Doha souligne les progrès réalisés dans la mise en place d'un réseau de transport extensif conçu pour relier l'ensemble des sites à travers tout le pays.

Le 20 mars 2015, les dates de la Coupe du monde 2022 sont validées pour novembre et décembre 2022, la finale étant prévue le 18 décembre 2022, jour de la fête nationale du Qatar, l'objectif étant d'organiser le tournoi sur 28 jours.

Le 7 mai 2017, Qatar Airways est choisie comme partenaire et compagnie aérienne officielle de la FIFA avec des programmes de sponsoring allant jusqu'à 2022. En tant que partenaire officiel de la FIFA, Qatar Airways bénéficiera des droits de marketing et de promotion ainsi que des licences de marques lors de la Coupe du monde¹⁷².

6.8 La construction des infrastructures pour 2022

Plusieurs axes d'effort restent essentiels pour ce type d'événement : infrastructures sportives, infrastructures hôtelières, transports intérieurs et transports internationaux alors que le blocus aérien est toujours en vigueur début 2020. Le Qatar est une ruche mais les travaux avancent avec les premières inaugurations.

Comme cela a été annoncé le 17 décembre 2019, le budget est augmenté d'1,9 % en 2020 et se monte à 53 milliards d'euros notamment pour achever les

¹⁷¹ Al Jazeera Sport achète les droits de diffusion des Coupes du Monde 2018 et 2022. (2011). *Fifa.fr*. Consulté à l'adresse <https://fr.fifa.com/about-fifa/who-we-are/news/jazeera-sport-achete-les-droits-diffusion-des-coupes-monde-2018-2022-1371499>

¹⁷² Qatar Airways sera Partenaire officiel et compagnie aérienne officielle de la FIFA jusqu'en 2022. (2017). *FIFA.com*. Consulté à l'adresse <https://fr.fifa.com/about-fifa/who-we-are/news/qatar-airways-sera-partenaire-officiel-et-compagnie-aerienne-officiell-2882730>

projets d'infrastructure, y compris les installations pour la Coupe du monde de football 2022.¹⁷³

Afin de réussir un tel projet, huit stades sont en cours de construction ou de rénovation. Les travaux avancent et respectent les délais. Tous les stades seront prêts d'ici la fin de l'année 2020. En décembre 2018, la maquette du dernier des huit stades proposés est dévoilée. D'une capacité de 80 000 places, le stade de Lusail est destiné à recevoir le match d'inauguration et celui de la finale. Situé dans une ville côtière au sud de Doha, le premier stade a été livré en mai 2019 suivi par le stade Al Janoub qui a accueilli son premier match en mai 2019. En décembre 2019, le 3ème stade d'Education City est inauguré à 7 km de la capitale Doha avec une capacité de 40 000 places, de même en est-il pour le stade Al-Wakrah qui a coûté 575 millions de dollars¹⁷⁴.

Hormis les dimensions techniques notamment dans le domaine de la climatisation, tous les stades répondent à une architecture particulière et témoignent des ambitions à la fois culturelles, graphiques et visuelles du Qatar. Le stade Al Janoub s'inspire de la silhouette du boutre, voilier caractéristique de la région, le stade Lusail, de la forme traditionnelle des lampes à huile. Enfin, la « *durabilité* » est au cœur de la planification de la Coupe du monde 2022. L'un des huit stades est entièrement recyclable et démontable, une première pour un événement sportif majeur. D'autres stades sont construits à l'aide de composants modulaires, ce qui réduit la taille du stade après l'événement.

Il a été malheureusement diffusé dans certaines presses et par des journalistes malveillants ou manipulés des chiffres totalement infondés sur le nombre de décès sur les chantiers de construction des stades de football au Qatar. La réalité est néanmoins très différente puisque le nombre de morts s'élève à 9 en 2019, loin des 11 000 annoncés. Pourquoi tant de ressentiment ? L'état du Qatar n'est pas une société du bâtiment, il est juste le client de prestataires par le biais d'entrepreneurs et d'entreprises de BTP (Le bâtiment et les travaux publics) dont plusieurs sont françaises, responsables des conditions de travail et de la sécurité. Ces mêmes journalistes n'ont pourtant pas mis en accusation l'état français sur les 88 000 accidents de travail et les 550 morts lors des différentes constructions de bâtiments sur le sol français. L'objectivité devrait être une qualité de l'information et elle, au moins, ne tue pas.

Afin de faire face à l'arrivée massive des touristes et des supporters, le Qatar a de même annoncé un projet d'extension de l'aéroport international Hamad dans le cadre des préparatifs de la Coupe du monde de football de 2022. La capacité de l'aéroport sera augmentée afin d'accueillir plus de 53 millions de passagers par an à partir de 2022. Un nouveau terminal de fret est aussi lancé pour porter

¹⁷³ Qatar announces 2020 budget, its biggest in five years. (2019). *Al Jazeera*. Consulté à l'adresse <https://www.aljazeera.com/ajimpact/qatar-announces-biggest-budget-years-191216182656458.html>

¹⁷⁴ Inauguration du premier stade qatari construit pour le Mondial-2022. (2019). *Les Echos*. Consulté à l'adresse <https://www.lesechos.fr/sport/omnisport/inauguration-du-premier-stade-qatari-construit-pour-le-mondial-2022-1021756>

la capacité de manutention de fret à environ 3,2 millions de tonnes par an d'ici 2023. C'est aussi l'opportunité de faire de cet aéroport un hub aéroportuaire international majeur entre l'Asie et l'Afrique ou l'Europe.

Enfin, en décembre 2019, la seconde ligne du métro le « *plus moderne* » du monde est inaugurée. Ce réseau comportera trois lignes, 36 stations et 75 km de voies. Le contrat a été signé en 2017 lors de la visite d'Emmanuel Macron à Doha. Le projet devrait coûter 17,5 milliards d'euros. Les trains ont été construits au Japon, mais ce sont les entreprises françaises Keolis (SNCF) et la RATP qui ont obtenu la gestion du réseau. Les deux sociétés devraient empocher 3 milliards d'euros au terme des 20 ans que dure le contrat. L'entreprise QDVC, une joint-venture entre Qatari Diar, la division BTP du fonds souverain qatari, et la société française Vinci Construction construit ses infrastructures. Ce moyen de transport futuriste devra permettre de circuler facilement entre les différents stades, les infrastructures (aéroport, hôtels, centre-ville...) et Lusail où se tiendra la cérémonie d'ouverture et de clôture du championnat¹⁷⁵.

6.9 Coupe du monde et communication du Qatar

En septembre 2019, l'emblème officiel de la 22^{ème} édition de la Coupe du monde de la FIFA est dévoilé. Selon cette dernière, « *il incarne les valeurs d'un événement qui unit le monde entier associant des éléments de la culture arabe et du football* ». ¹⁷⁶

Les ondulations de l'emblème illustrent les dunes des déserts de sable si caractéristiques du pays hôte, tandis que sa forme est à la fois celle du chiffre huit rappelant le nombre de stades qui accueilleront la compétition et celle du symbole de l'infini qui vient souligner les innombrables interconnexions qu'implique la compétition. Reprenant les contours du trophée de la Coupe du monde, l'emblème de la compétition s'inspire en son sommet du foulard traditionnellement porté au Qatar et dans de nombreux pays du monde durant les mois d'hiver et en particulier dans les pays arabes et la région du Golfe. Les motifs brodés qui ornent souvent les foulards portés dans le monde arabe sont repris, s'inspirant aussi de plusieurs cultures de toute l'Asie et célébrant ainsi la deuxième Coupe du monde accueillie par le continent asiatique ainsi que la diversité ethnique de la population du Qatar.

Cet accessoire vestimentaire hivernal est également une référence aux dates de la compétition et au fait qu'elle sera la première à être disputée en novembre et en décembre. Enfin, la nouvelle police de caractères créée pour accompagner l'emblème revisite quant à elle la calligraphie arabe, avec une inspiration asiatique et une fusion entre tradition et modernité.

¹⁷⁵ Perrin, L. (2019). Qatar : on a testé le métro du futur à Doha. *Le Parisien*. Consulté à l'adresse <http://www.leparisien.fr/economie/qatar-on-a-teste-le-metro-du-futur-a-doha-26-12-2019-8224419.php>

¹⁷⁶ Emblème officiel de Qatar 2022. (2019). *FIFA.com*. Consulté à l'adresse <https://fr.fifa.com/worldcup/organisation/official-emblem/>

6.10 Le retour sur investissement attendu par le Qatar

Le lien entre Mondial 2022, PSG et beIN SPORTS correspond à cette vision stratégique du Qatar pour son avenir sans négliger le volet touristique. Il sert de levier médiatique à la diplomatie du sport pratiqué par le Qatar et le crédibilise comme nouveau pays du ballon rond d'ici le Mondial 2022.

Le Centre financier du Qatar (Qatar Financial Centre) a lancé un programme intitulé « *Stratégie pour 2022 et au-delà* », destiné à attirer des investissements nationaux et internationaux au Qatar en profitant de la dynamique insufflée par l'organisation du Mondial. Il s'agit de créer de nouveaux pôles de compétitivité en réponse aux tentatives d'isolement économique et diplomatique de plusieurs de ses voisins du Golfe. Le Qatar espère se doter d'une industrie du sport d'une valeur de 20 milliards de dollars. Enfin, on ne peut pas dissocier le Mondial du Club du Paris Saint-Germain et de l'industrie audiovisuelle du Qatar dans le sport par beIN SPORTS.

Le PSG, pièce d'une stratégie économico-sportive à long terme

L'activisme du Qatar dans le milieu du football a révélé cet État aux yeux du monde entier et l'investissement dans le PSG a été un moyen pour véhiculer une image de modernité. Ainsi, l'État du Qatar a choisi le spectacle sportif comme outil de communication.

Symbole d'une vision stratégique dans la diversification économique d'autant qu'il génère des flux financiers importants, le succès est là, bien présent. Jamais le Qatar n'a été aussi connu en dehors du monde arabe que lorsqu'il a racheté le PSG et, plus tard, a été désigné comme l'organisateur de la Coupe du monde 2022. En effet, Qatar Sports Investment devient en mars 2012 le seul actionnaire du Paris Saint-Germain racheté en 2011. En 2019, sa valorisation est estimée à 1,315 milliards d'euros, en hausse de 15 % d'une année à l'autre.

Le contexte de son rachat mérite d'être rappelé. En 2012, le football européen est au bord du Krach. Les clubs ne parviennent plus à équilibrer leurs comptes parce que chaque année, les dépenses excèdent les recettes courantes. Tous les exercices sont déficitaires depuis 10 ans avec presque 300 millions de déficit cumulé. En 2014, le PSG devient le cinquième club de football le plus riche du monde et bénéficie d'une forte renommée notamment par l'achat de joueurs de classe mondiale.

A travers cet investissement l'Émirat du Qatar a associé son nom à Paris et donc à la France qui bénéficie d'un attrait certain dans le monde avec plus de 50 millions de visiteurs en Ile de France pour l'année 2018. Cela permet ainsi au Qatar de communiquer à l'échelle planétaire et de créer une image positive du pays. D'autres États ont engagé le même type d'investissement. Les É.A.U. ont ainsi acheté au Royaume-Uni, sans polémique, le club de football de Manchester City en 2008.

Certes, le PSG incarne le succès ayant désormais intégré le Top 5 des clubs générant le plus de revenus à travers l'Europe avec 636 millions d'euros.

Il devient ainsi de plus en plus proche des géants européens comme le Barça, le Real Madrid ou Manchester United.¹⁷⁷

beIN SPORTS : un enjeu économique régional et international

Afin d'assurer son influence et mettre en valeur son image, le Qatar n'a pas seulement investi dans les activités sportives mais mène également une stratégie médiatique dans laquelle s'intègre beIN SPORTS. Le Qatar souhaite en effet que sa stratégie sportive soit globale, voilà pourquoi la chaîne lance une politique ambitieuse grâce à sa puissance financière.

beIN Sports était connu de 2003 à 2013 sous le nom d'Al Jazeera Sport avec une audience estimée entre 30 et 40 millions de téléspectateurs. Elle change de nom en 2013, sans doute contrainte par le contexte international et l'activisme de la chaîne dans l'information.

En France, beIN SPORTS 1 est lancée le 1^{er} juin 2012 afin d'ouvrir son antenne pour la diffusion de l'Euro 2012 dont elle avait acquis les droits en avril 2012. En un mois, beIN SPORTS conquiert entre 350 000 et 400 000 abonnés pour arriver à 500 000 abonnés début août 2012. Cette stratégie va se consolider avec le lancement en 2012 de beIN SPORTS 2 à l'occasion des Jeux olympiques de Londres. Le 15 septembre 2014, une troisième chaîne qui prendra le nom de beIN SPORTS 3 est créée. Aujourd'hui, beIN SPORTS en France rassemble plus de 3,4 millions d'abonnés et diffuse au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'étendue géographique de son audience comme le nombre de téléspectateurs fait aussi de beIN SPORTS une ambassadrice officieuse du Qatar, au service d'une diplomatie par le sport.

En mai 2017, la chaîne qatarie, en fragilité financière, perd les droits de retransmission télévisée de la Ligue des champions 2018-2021 au profit de SFR. Pourtant, en juillet 2017, la direction de la chaîne remporte les droits exclusifs de diffusion de la Ligue des Champions de l'UEFA et de la Ligue Europa au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) jusqu'en 2021 mais la crise avec ses voisins a un fort impact financier. Le bouquet qatari aurait perdu 800 000 abonnés en 2018, entre la Coupe du monde de football en juillet et la fin de l'année, affichant un déficit de 81 millions d'euros. Avoir obtenu les droits de diffusion de la Ligue des champions pour les années 2021 à 2024 permet à beIN SPORTS et à son ancienne concurrente Canal+ de revenir dans le jeu.¹⁷⁸

beIN SPORTS est désormais un groupe présent dans une vingtaine de pays dont le Canada et les États-Unis.

¹⁷⁷ Bartoletti, M. (2020). Le PSG est dans le top 5 des clubs les plus riches au monde. *France Bleu Paris*. Consulté à l'adresse <https://www.francebleu.fr/sports/football/le-psg-est-dans-le-top-5-des-clubs-les-plus-riches-au-monde-1579019413>

¹⁷⁸ Moatti, E., & Nokovitch, S. (2019). Droits TV : la Ligue des champions pour Canal +, beIN SPORTS et TF1. *L'Equipe*. Consulté à l'adresse <https://www.lequipe.fr/Medias/Actualites/Droits-tv-la-ligue-des-champions-pour-canal-beIN-sports-et-tf1/1084754>

6.11 La guerre larvée dans le sport entre le Qatar et ses voisins

La pression du quartet sur 2022

Le football est un sport très populaire au Moyen-Orient et suscite surtout un grand intérêt chez les téléspectateurs sans notion de frontières. Il est aussi source de fierté pour les États sinon parfois de nationalisme¹⁷⁹. Cela a été rendu possible grâce aux diffusions télévisées notamment par satellite en tout point de la planète, donnant ainsi une visibilité internationale à tous les participants et donc, du fait même, aux États, avec enfin des enjeux financiers majeurs. Aujourd'hui, il s'avère que l'instrumentalisation de ce type de diffusion pour des raisons géopolitiques peut devenir l'arme d'une stratégie à l'encontre d'un État. En effet, le 6 juin 2017, signe annonciateur, la chaîne qatarie de télévision spécialisée dans le sport beIN SPORTS n'était plus accessible à certains États de la coalition anti-qatarie. Le Qatar s'est en effet beaucoup investi dans cette chaîne de sport depuis sa création en 2011. Ces activités internationales comme chez ses voisins, exemples type d'une puissance douce contribuent à donner une visibilité internationale.

Par ailleurs, dans ce cas particulier, l'organisation de la Coupe du monde de football est indissociable du retour sur investissement par la rediffusion des compétitions. Elle représente un intérêt économique majeur. beIN SPORTS a négocié et obtenu les droits exclusifs de diffusion des coupes de monde du football pour 2018 et pour 2022 pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Peut-on ignorer aussi l'intérêt que porte l'émir du Qatar au football depuis de nombreuses années ? En France, son actif le plus emblématique est dans le football, avec depuis 2011 la possession du club du Paris Saint-Germain. Par ailleurs, début août 2017, le recrutement du footballeur brésilien Neymar pour 222 millions d'euros a montré l'intérêt de l'émir pour le football tout en permettant aussi de donner indirectement une haute visibilité à la crise du golfe arabo-persique. Le fait de citer un joueur de renommée mondiale comme Neymar attire naturellement l'attention de millions de personnes dans le monde et incite donc à s'intéresser au Qatar qui est ici loin d'être considéré comme une source de financement du terrorisme. Bien sûr, ce public et ses dirigeants peuvent aussi être des témoins de l'agression du Qatar par ses voisins.

En vue d'obtenir une reddition de l'émir du Qatar, la stratégie du quartet anti-Qatar a donc visé à déstabiliser l'organisation du Mondial de 2022 en s'appuyant sur deux modes d'action : d'une part, appliquer le blocus économique le plus strictement possible pour empêcher que les infrastructures ne soient prêtes à temps et d'autre part, affaiblir, sinon tarir les rentrées financières par un piratage des images obtenues par la rediffusion des compétitions sur le Moyen-Orient. Cette guerre économique et cette opération de piratage ont été lancées lors du Mondial 2018. Elles ont été renforcées par la difficulté de se rendre au

¹⁷⁹ Chauvancy, Général F. *Op. cit.*

Qatar en 2022 en raison des restrictions dues au blocus sur les déplacements en vigueur encore début 2020.

L'organisation du Mondial de 2022 est donc devenue un enjeu géopolitique. Dès juillet 2017, l'Arabie saoudite, les É.A.U., Bahreïn et l'Égypte ont fait une demande auprès de la FIFA pour qu'elle revienne sur sa décision d'octroyer à l'État du Qatar l'organisation du Mondial 2022¹⁸⁰ mais toutes les tentatives se sont avérées inutiles.

Pour le Qatar, il paraît essentiel de permettre que cette compétition ait lieu dans les meilleures conditions possibles avec toutes les retombées sur une opinion mondiale acquise aux compétitions de football. De fait, si le quartet réussissait à mettre en danger le Mondial de 2022, les conséquences pourraient être bien fâcheuses : de prime abord, déstabiliser l'économie qatarie concentrée sur la préparation des infrastructures mais dépendante des importations de matériaux notamment de construction, ensuite, dégrader mondialement l'image du Qatar par l'échec de cette Coupe du monde en installant le doute sur sa capacité à organiser d'autres événements internationaux. En lui retirant cette visibilité internationale, le Qatar serait alors une proie plus facile dans le futur en cas d'agression ou de pressions extérieures.

Une dernière action a eu lieu en 2019 avec la pression mise sur la FIFA par l'Arabie saoudite et les É.A.U. à l'encontre du dossier qatari et surtout la volonté de la FIFA de passer de 32 équipes à 48 équipes dès 2022. Elle a été l'ultime offensive menée par ces deux pays pour retirer au Qatar la pleine organisation de la Coupe du monde 2022. En effet, cette réforme prévue depuis 2015 devait être mise en place pour 2027. Un fort lobbying a été mené par l'ensemble de ces acteurs régionaux auprès de Gianni Infantino, le président de la FIFA, afin d'obtenir gain de cause sur ce dossier.

Cette anticipation de la réforme est finalement rejetée en mai 2019. Faisant suite à une étude de faisabilité de la FIFA, il a été démontré qu'un changement de format possible dès 2022 ne pouvait se concevoir qu'à deux conditions. Le Qatar devait partager le tournoi avec au moins l'un de ses voisins mais cela nécessitait son accord et la levée de ce blocus. Les deux conditions n'étant pas remplies, cette dernière tentative pour saborder la Coupe du monde organisée par le Qatar a échoué.

La cyberguerre a investi le champ du sport comme le montre le piratage de la chaîne qatarie beIN Sports encore en vigueur en 2020¹⁸¹ avec cet objectif : attaquer la santé financière de la chaîne de sport beIN SPORTS en asséchant

¹⁸⁰ Ennasri, N. (2018). Comment l'Arabie saoudite a souhaité piéger beIN SPORTS. *Middle East Eye*. Consulté à l'adresse <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/comment-larabie-saoudite-souhaite-pieger-bein-sports>

¹⁸¹ Robinson, J. (2020). La nouvelle bataille entre le Qatar et l'Arabie saoudite : la diffusion de rencontres sportives. *L'Opinion*. Consulté à l'adresse <https://www.lopinion.fr/edition/wsj/nouvelle-bataille-entre-qatar-l-arabie-saoudite-diffusion-rencontres-208870>

la clientèle moyen-orientale par le biais d'un accès moins coûteux sur une autre chaîne tout en affectant le retour financier sur des investissements très importants.

Une chaîne de rediffusion d'émissions de télévision est un modèle économique pour lequel des sommes importantes sont investies dans le but d'avoir un retour sur investissement. beIN Sports a acheté en 2011 à la FIFA le droit de diffuser sur l'ensemble du Moyen-Orient les compétitions du Mondial 2018 et du Mondial 2022 outre d'autres droits de compétitions sportives. Ces droits sont la source de très importantes rentrées financières par les droits de diffusion que beIN SPORTS vend par ses abonnements.

Les attaques successives contre beIN SPORTS n'ont pu être conçues qu'avec le soutien d'un État. La première a été limitée à l'impossibilité de vendre son bouquet en Arabie saoudite dès la mise en place du blocus en juin 2017. En octobre 2017, une chaîne pirate se dévoile et montre toute sa nuisance lors du Mondial de juin 2018 en diffusant gratuitement ou presque les compétitions du Mondial. Enfin, à compter de juin 2018, l'Arabie saoudite et d'autres États du quartet remettent en cause les droits de rediffusion acquis par le Qatar avec la FIFA, sans en assumer la responsabilité. La volonté résolue de détruire sinon d'affaiblir la chaîne qatarie, donc de tarir des ressources financières, est incontestable.

6.12 Qui est beoutQ ?

Peu de temps après la mise en place du blocus du Qatar en juin 2017¹⁸², l'Arabie saoudite a bloqué la vente des récepteurs beIN SPORTS sur son territoire et a interdit l'achat en ligne des abonnements. La perte des clients saoudiens de la chaîne sportive s'est soldée en 17 % d'abonnés en moins pour beIN SPORTS sur la région Moyen-Orient et des centaines de millions de dollars de pertes. En revanche, les téléspectateurs avaient pu s'offrir un décodeur « *pirate* » à un coût moins élevé sur le territoire saoudien. Par la suite, il donnera l'accès aux chaînes de cinéma de beIN Media Group, la maison mère de beIN SPORTS.

En octobre 2017, la chaîne beoutQ (ou « *Be Out ! Qatar* ») est lancée en haute définition avec un accès seulement sur le territoire saoudien. Elle diffuse les mêmes images en direct des rencontres sportives notamment de football que beIN SPORTS. Le site reprend sa charte graphique. Une enquête de beIN SPORTS identifie le signal satellite comme provenant d'Arabsat basé à Riyad et dont l'Arabie saoudite est l'actionnaire principal. Arabsat a affecté des fréquences à beoutQ qui est officiellement une société appartenant à un consortium colombien et cubain. Le prestataire technique pour lancer le site est une propriété d'une grande famille saoudienne.

Le simple nom de beoutQ, imitation de beIN SPORTS, illustre la dimension géopolitique de cette opération. Certes, le streaming illégal des rencontres

¹⁸² Chauvancy, Général F. *Op. cit.*

sportives prolifère depuis le développement du haut débit. Cependant la nouveauté est qu'une chaîne satellite tout entière est piratée et que techniquement cela ne puisse pas être empêché. En outre, même démenti, un État, en l'occurrence l'Arabie saoudite, a indirectement appuyé cette opération dans un but géopolitique¹⁸³. L'Arabie saoudite n'hésitera pas par la suite à valoriser beoutQ dans la diffusion du Paris-Dakar 2020 ou d'autres événements sportifs, notamment de football.

Pourtant beIN SPORTS n'est pas restée sans réagir après son échec technique à reprendre le contrôle de la diffusion des images. Elle a demandé dans un premier temps à Arabsat de bloquer le signal satellite qui permet cette diffusion illégale, sans succès. La FIFA qui a vendu les droits exclusifs de diffusion soutient initialement mais faiblement les efforts de beIN SPORTS.

En 2018, la FIFA lance des enquêtes à l'encontre de l'Arabie saoudite et des É.A.U. En juin 2018, elle annonce l'étude d'une action juridique contre les parties liées à beoutQ après la demande de mai 2018 de beIN SPORTS à la FIFA d'agir légalement contre Arabsat. Finalement, la FIFA publie le 14 juin 2018 un communiqué qui n'accuse pas l'Arabie saoudite mais dénonce le piratage de beoutQ qui a distribué illégalement les premiers matches de la Coupe du monde 2018 dans la région MENA.

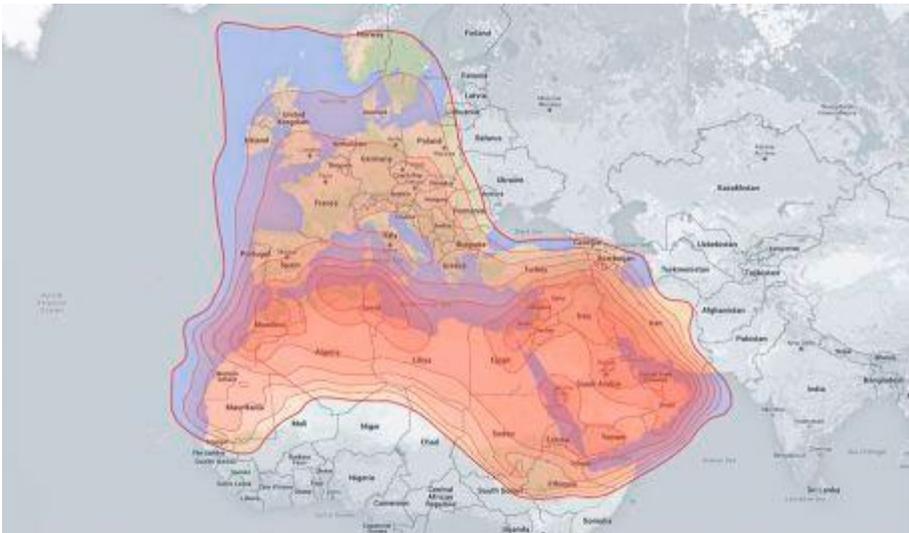


Figure 5. Couverture du satellite BADR-4 d'Arabsat suspecté par beIN SPORTS e diffuser beoutQ. Source : site internet d'Arabsat (Challenge, 31 juillet 2019)

¹⁸³ Barthe, B. (2018). beIN SPORTS, cible d'un piratage géopolitique. *Le Monde*. Consulté à l'adresse https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2018/05/24/au-moyen-orient-la-chaîne-qatarie-bein-sports-cible-d-un-piratage-geopolitique_5303870_3236.html

L'échec à rétablir les règles du commerce

Pour sa part, beIN SPORTS a porté plainte auprès de l'organisation mondiale du commerce (OMC)¹⁸⁴ mais les solutions judiciaires sont longues à obtenir et peu compatibles avec le temps économique. Même si une solution juridique favorable au Qatar est obtenue, beIN SPORTS aura perdu beaucoup d'argent. BeoutQ a créé une marque sans en financer le contenu !¹⁸⁵

Enfin et surtout, l'absence de réaction face à un pillage économique et l'irrespect de la propriété intellectuelle remet en cause le système de l'attribution des droits exclusifs de retransmission générant un manque à gagner financier considérable. Les premières conséquences d'une absence de sanctions sont apparues. En juin 2018, les transmissions illégales de beoutQ s'étendent au Maroc, en Jordanie et en Syrie. D'autres piratages sont constatés pour d'autres épreuves sportives. La guerre économique par le biais d'images piratées et le non-respect de la propriété intellectuelle semble bien engagée.

Ces enjeux financiers ont fait réagir les partenaires financiers et sportifs. Les États-Unis ont haussé la voix à leur tour. En avril 2018, sous la pression de plusieurs détenteurs de droits sportifs, comme la NBA, le bureau du représentant américain au commerce inclut l'Arabie saoudite dans sa liste noire des pays portant atteinte à la propriété intellectuelle, une première depuis dix ans¹⁸⁶. Compte tenu de la pression, Saoud al-Qahtani, directeur saoudien du centre d'études des médias, déclare finalement le 23 juin 2018 que l'Arabie saoudite prenait le piratage au sérieux...¹⁸⁷ mais en 2020, rien n'avait réellement changé.

La lutte menée par le Qatar contre le piratage saoudien n'a donc pas eu le succès escompté même si d'autres États ont soutenu l'action du Qatar en 2019. La France pour sa part a lancé une enquête policière : « *Un des paiements ayant servi à louer des serveurs en octobre 2017 a été réalisé via un compte American Express appartenant à un proche de la famille royale* ». Un tweet a de même été identifié : « *Au moment de l'apparition du service, l'influent conseiller du prince héritier Mohamed Ben Salman, Saoud Al-Qahtani, promettait la fin sous peu de « l'ère beIN SPORTS »*¹⁸⁸.

¹⁸⁴ Qatar : beIN réclame 1 milliard de dollars pour le «piratage » saoudien. (2018). *Capital*. Consulté à l'adresse <https://www.capital.fr/lifestyle/qatar-beIN-reclame-1-milliard-de-dollars-pour-le-piratage-saoudien-1309184>

¹⁸⁵ Deharo, A. (2019). BeIN Sports se dit victime du plus gros piratage de l'histoire. *Capital*. Consulté à l'adresse <https://www.capital.fr/entreprises-marches/bein-sports-se-dit-victime-du-plus-gros-piratage-de-lhistoire-1346583>

¹⁸⁶ Comment l'Arabie saoudite a souhaité piéger beIN Sports. *Op.cit.*

¹⁸⁷ Hernot, M. (2018). BeoutQ, la chaîne qui pirate beIN Sport. *L'édition du soir*. Consulté à l'adresse <https://www.ouestfrance.fr/leditiondusoir/data/28003/reader/reader.html#!preferred/1/package/28003/pub/40608/page/17>

¹⁸⁸ Schwyte, A. (2019). BeoutQ : le plus gros piratage audiovisuel du monde passe par la France. *Challenge*. Consulté à l'adresse https://www.challenges.fr/high-tech/beoutq-le-plus-gros-piratage-du-monde-passe-par-la-france_666850

En Janvier 2020, la Commission européenne accuse l'Arabie saoudite de porter atteinte aux entreprises de l'U.E en ne prenant pas des mesures pénalisantes concernant le piratage de la chaîne beoutQ, diffusée par le réseau satellite saoudien Arabsat. Mais encore, malgré les demandes réitérées de l'OMC, de l'Union européenne et des gouvernements britanniques et américains, les autorités saoudiennes ne réagissent toujours pas se déclarant même offensées par de telles allégations.¹⁸⁹

La vraie question qui se posera est celle de la retransmission de la Coupe du monde 2022 et des retombées financières, au moins hors de la zone MENA. La justice française a considéré dans son ordonnance du 13 juin 2019 que la couverture du satellite Badr-4 « *s'étend également à certaines parties de l'Europe, dont l'extrême sud de la France* »¹⁹⁰. En l'occurrence, le piratage aura des effets hors de la zone MENA et permet à la justice française de s'y intéresser. Dans tous les cas, ce piratage menace partiellement le retour sur investissement du Qatar dans le sport et dans le Mondial 2022.

Finalement, le sport constitue pour le Qatar « *le véhicule* » permettant à la fois de construire une image positive à l'échelle mondiale, de contribuer indirectement à une forme de diplomatie par le sport mais aussi de servir sa stratégie de diversification économique, notamment par le tourisme sportif.

En revanche, toutes ces attaques à l'encontre de la Coupe du monde 2022 ne sont pas uniquement une simple offensive contre l'organisateur de l'événement mais font partie d'une stratégie d'États voisins pour soumettre le Qatar, en ne respectant ni le droit international par un blocus ni le droit du commerce.

Le piratage de beIN SPORTS remet notamment en question la propriété intellectuelle et la concurrence organisée. Déjà d'autres États hors MENA sont concernés. Ne pas agir avec efficacité dans ce cas précis au niveau international crée un précédent aux conséquences économiquement graves.

Enfin, la Coupe du monde 2022 est l'un des plus grands défis sinon un enjeu majeur pour le Qatar. Un échec serait grave mais encore plus grave pour les États qui auraient contribué à cet échec. Il est cependant vraisemblable que cet événement sportif aboutisse à un arrangement au moins partiel entre les États du Golfe.

¹⁸⁹ Droit d'auteur : la Commission européenne attaque fermement l'Arabie Saoudite. (2020). *RudeBaguette*. Consulté à l'adresse <https://www.rudebaguette.com/2020/01/droit-auteur-commission-europeenne-arabie-saoudite-beoutq/>

¹⁹⁰ BeoutQ : le plus gros piratage audiovisuel du monde passe par la France. *Op.cit.*

7. Le Qatar, un pays proche de la France

Sous la présidence de Macron, la France évite prudemment de prendre parti trop nettement pour l'un des États protagonistes de la crise de 2017. Serait-ce aussi l'effet d'un soutien plutôt faible des parlementaires français plus enclins à être proches de l'Arabie saoudite et des É.A.U. ? De fait, ce contexte montre que, pour le pouvoir exécutif, toutes les pétromonarchies sont les bienvenues dans les relations économiques, oubliant parfois que ces États, en l'occurrence le Qatar, attendent aussi un soutien politique clair qui serait le juste retour des marchés obtenus.

En revanche, la stratégie de Doha vise à s'imposer comme un acteur respecté et fiable de la France dont les relations bilatérales ne se limitent pas à des achats d'armements ou d'équipements divers. Rien n'est acquis comme cela s'est vérifié lors de la visite de l'Émir Tamim à Paris le 19 septembre 2019. L'achat de véhicules blindés et d'un satellite ont été remis en cause.

L'histoire des relations franco-qataries montre des liens cordiaux avec des variations en fonction des présidents de la République au pouvoir. Cependant, en France, le comportement discutable d'une partie de la classe politique a monopolisé l'attention sur le Qatar. Enfin, la question de l'islam en France et son financement éventuel par les pétromonarchies ont brouillé notamment la perception du Qatar par les Français.

7.1 Des relations diplomatiques bilatérales soutenues mais quelquefois fluctuantes

La France et le Qatar ont établi des liens réguliers qui ont été soumis aux alternances politiques françaises. Sans doute, le domaine militaire reste celui où les relations sont importantes d'autant qu'un partenariat stratégique a été signé mais reste en jachère. Néanmoins, les relations personnelles restent importantes pour le Qatar.

7.2 Des relations anciennes soumises à l'affection variable des présidents français

Les relations politiques entre la France et le Qatar sont anciennes. Elles s'intègrent dans la politique arabe traditionnelle de la France. Après l'indépendance du Qatar le 3 septembre 1971, Paris établit des relations fortes avec l'Émir Khalifa suite à la guerre des six jours menée par Israël en 1967 et condamnée par le général de Gaulle. C'est en français que la demande d'adhésion de l'émirat du Qatar à l'ONU est formulée. L'Émir Khalifa a un attachement personnel pour la France surtout que ses principaux collaborateurs sont Libanais et vivent en France.

Dès 1972, des projets communs aboutissent ou sont lancés : complexe pétrochimique, dessalement de l'eau de mer, sidérurgie, métallurgie, pêche, organisation des services publics. Paris en profite surtout pour obtenir un prêt

de 100 millions de dollars. En nouant un partenariat avec le Qatar, la France a cherché à renforcer ses positions dans le Golfe face à ses voisins et bien sûr ses approvisionnements énergétiques. La guerre du Kippour de 1973 rappelle la vulnérabilité des pays industrialisés soumis à l'embargo pétrolier des pays arabes producteurs. Une stratégie énergétique développée initialement par Georges Pompidou sera poursuivie par Giscard d'Estaing qui conclut un premier accord de coopération économique et financière le 16 décembre 1974¹⁹¹.

Les relations entre l'ancien président Chirac et Hamad ont en revanche mal débuté après son coup d'état en 1995. Comme souvent, la France a donné une impression de flottement. Lors de la tentative de contre-putsch de l'ancien Émir Khalifa, elle qualifie cette situation « *d'affaires intérieures* » et n'intervient pas. L'Émir Hamad se tourne alors vers les anglo-saxons, tout en gardant une certaine amertume envers la France qui n'avait pas pris parti. En rétablissant les relations entre le nouvel émir et son père qui détenait l'accès au compte bancaire du Qatar estimé à 10 milliards de dollars, la France a pu cependant renouer les relations avec le Qatar en janvier 1997. Dès lors les ministres français ne cesseront plus de se rendre à Doha. En 2001, les relations entre Paris et Doha se renforcent lors du litige avec Bahreïn sur les îles Hawar dans lequel la France serait discrètement intervenue.

Entre 2007 et 2012, les relations franco-qataries se renforcent. Trois semaines après l'élection de Nicolas Sarkozy, Doha achète 80 airbus A350 pour 16 milliards de dollars. L'Émir Hamad demande alors à être le premier chef d'État à être reçu. Le 14 juillet 2008, le couple qatari participera aux cérémonies de la fête nationale française, leur fils cadet étant élève-officier à Saint-Cyr. Les intérêts franco-qataris convergent : mettre fin au scandale des infirmières bulgares détenues par Kadhafi qui les accuse d'avoir été la cause d'une transmission du sida en Lybie¹⁹² et dont le Qatar paiera la rançon, rechercher une solution politique au Liban¹⁹³, servir de médiateur à Darfour¹⁹⁴, agir dans les printemps arabes et libérer le soldat franco-israélien Gilad Shalit, finalement libéré en octobre 2011¹⁹⁵ suite à une médiation de l'Égypte et de l'Allemagne. De fait, Doha et Paris agissent en parfaite complémentarité dans le domaine diplomatique.

¹⁹¹ Bonte, B. *La République française du Qatar. Petits arrangements et grandes compromissions*. (2017). 360 p. Consulté à l'adresse <https://www.fayard.fr/documents-temoignages/la-republique-francaise-du-qatar-9782213702285>

¹⁹² Haddad, S. (2008). La résolution de l'affaire des détenus bulgares ou les paradoxes de la normalisation d'un « pays modèle ». *L'Année du Maghreb*. Consulté à l'adresse <https://journals.openedition.org/anneemaghreb/450>

¹⁹³ El-Ezzi, G. (2008). Décrispation au Liban. *En attendant Confluences Méditerranée*. 2008/4 ; 67. p.69-77. Consulté à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2008-4-page-69.htm#>

¹⁹⁴ Abdi, D.O. (2010). Qatar : après le Liban, le Darfour. *Jeune Afrique*. Consulté à l'adresse <https://www.jeuneafrique.com/186040/politique/qatar-apr-s-le-liban-le-darfour/>

¹⁹⁵ Israël : Gilad Shalit de retour dans son village. (2011). *Le Parisien*. Consulté à l'adresse <http://www.leparisien.fr/international/israel-gilad-shalit-de-retour-dans-son-village-18-10-2011-1658657.php>

Ces relations privilégiées cesseront avec François Hollande qui renforce les liens avec les autres pétromonarchies. Avec presque 26 ans d'écart, l'ancien président français et l'Émir Tamim arrivent respectivement au pouvoir presque en même temps, l'un en mai 2012, l'autre en juin 2013. Alors qu'il s'est rendu en Arabie saoudite dès le 4 novembre 2012, l'ancien président Hollande ne se rend à Doha qu'à l'été 2013 après que le nouvel émir a été intronisé, ceci expliquant sans doute cela.

Cependant, tout comme ses prédécesseurs, François Hollande s'efforce de préserver les liens avec le Qatar. Quelques instants avant de recevoir l'émir à l'Élysée le 23 juin 2014, un journaliste rapporte que François Hollande a demandé à l'ambassadeur de France au Qatar ce qu'il fallait penser de ce pays. Suite à la déclaration de l'ambassadeur qu'il est susceptible d'investir une centaine de milliards d'euros en France, le président français affirme qu'il avait compris dans quel état d'esprit il fallait se tenir¹⁹⁶.

Sous cette présidence, le Qatar rejoint l'organisation internationale de la francophonie

Le président Macron se positionne quant à lui en situation d'équilibre entre les différentes pétromonarchies, en offrant sa médiation lors de la crise de 2017 d'autant que le médiateur koweïtien n'obtient pas de résultat. La France exerce alors des pressions indirectes pour ouvrir de nouveau les voies de communication aériennes des voisins du Qatar, aider les familles à se retrouver et mettre fin à l'embargo.

La France moins engagée militairement au Qatar qu'aux É.A.U.

La France est historiquement moins présente dans cette région mais sa politique souvent qualifiée de « *pro-arabe* », notamment vis-à-vis d'Israël depuis 1967, lui a permis d'être l'un des premiers pays à ouvrir une ambassade au Qatar. Ce sera l'opportunité de développer une importante coopération militaire avec cet État.

Des relations anciennes aussi dans le domaine militaire

En 1994, le premier accord de défense est signé avec le Qatar par le ministre de la défense de l'époque, François Léotard. Un accord de défense complémentaire est signé par le ministre de la défense Richard en 2001 sans qu'il ne soit rendu public semble-t-il selon un témoignage sous anonymat ; cet « *accord de défense est contraignant pour Paris. Si le Qatar est attaqué, la France doit le défendre* »¹⁹⁷.

La création d'une branche de Saint-Cyr au Qatar est aussi envisagée en 2007 alors que l'émir puis son fils Tamim ont reçu une formation militaire à son « *équivalent* » britannique de Sandhurst. Une lettre d'intention est signée et l'ouverture programmée en 2011 pour former une cinquantaine de cadets mais cela n'aboutira pas. En fait, comme souvent en France, il semble que les Ministères français se soient disputés le leadership du projet : Ministère de

¹⁹⁶ Bonte, B., *Op. cit.*, chapitre 3.

¹⁹⁷ Ratignier, V., & Péan, P., *Op. cit.*, chapitre 5.

la défense, Ministère des Affaires étrangères et Ministère de l'enseignement supérieur. Le projet qui aurait fait de la France le premier pays occidental à installer une académie militaire dans le Golfe commence dès lors à s'enliser du côté qatari, ce dossier devenant de moins en moins militaire.¹⁹⁸

Enfin, la France a été plutôt timide dans son soutien au Qatar lors de la crise de 2017. Certes, il n'y a pas d'agression militaire envers l'émirat mais qu'aurait été la réaction des Français si l'agression s'était précisée d'autant que les É.A.U., principal allié de l'Arabie saoudite sinon incitateur de l'opération, accueillent une base militaire française depuis 2008 ? Position délicate donc pour être un médiateur influent sinon efficace.

Une coopération militaire limitée dans le domaine de l'armement

Les marchés de l'armement du Qatar comme d'autres pays du Golfe répondent à la fois à un besoin de sécurité nationale face à une agression extérieure ou à une sédition intérieure. Cependant, des marchés passés avec plusieurs États exportateurs d'armement visent aussi à diversifier ses sources et ne pas être soumis au diktat d'un pays exportateur dont l'acheteur serait alors dépendant. Le marché des armements impose souvent des limites d'utilisation. En l'occurrence, le Qatar avait en mémoire l'année 2008 où les É.A.U. voulant bombarder Al-Qaïda en Libye en avaient été empêchés par l'État-major américain sur leur propre base aérienne aux É.A.U. parce que les avions étaient américains¹⁹⁹. Enfin, les forces armées qataries sont à la hauteur de la réalité démographique du pays, soit aux environs de 12 000 hommes, ce qui restreint les marchés d'armement.

En mai 2015, la première livraison des avions de chasse Rafale, conforme au calendrier, fait suite à la signature du contrat d'acquisition de 24 appareils par l'État du Qatar pour équiper sa force aérienne. En décembre 2017, 12 exemplaires supplémentaires sont acquis. En vertu de ce contrat qui s'élève à 6,3 milliards d'euros, 200 pilotes et mécaniciens qataris sont formés en France. Ce succès commercial dans la coopération militaire franco-qatarie a été obtenu par le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian à la suite de négociations qui ont débuté en février 2013 avec le prince héritier Tamim. Les Rafale avaient montré leur efficacité en Libye, notamment à la suite du vol tactique de la base aérienne française de Saint-Dizier qui leur a permis de frapper en Libye malgré le système de défense de Kadhafi²⁰⁰, sans une seule perte.

De fait, grâce au Qatar et aussi à la vente du Rafale à l'Égypte financée cette fois par l'Arabie saoudite, que 7 000 salariés français ont échappé au chômage qui s'annonçait à la suite de la loi de programmation militaire de 2014. Celle-ci

¹⁹⁸ Fulton, J. & Sim, L.-C. (2018). *External Powers and the Gulf Monarchies* (Rethinking Asia and International Relations). (1e éd.). Routledge. 212 p.

¹⁹⁹ Bonte B., *Op. cit.*, chapitre 8.

²⁰⁰ Les temps forts de l'opération Harmattan en Libye. (2011). Consulté à l'adresse <https://www.defense.gouv.fr/air/dossiers/les-temps-forts-de-l-operation-harmattan-en-libye>

prévoyait d'interrompre en 2016 la fourniture des Rafale à l'armée française. MBDA, Thales, Safran et 500 entreprises sous-traitantes de l'aéronautique impliquées dans le projet bénéficient de ces marchés.

Pour autant, ces marchés sont-ils aussi florissants pour la France que l'on pourrait le supposer ? Le défilé militaire par exemple du jour de la fête nationale permet de se rendre compte de la réalité. Ainsi, le 18 décembre 2019, l'armée qatarie défile avec l'ensemble de ses matériels de haute technologie. Les Rafale dominent les airs cependant dans un défilé aérien composé principalement d'hélicoptères et d'avions américains F15. Se fournir auprès de deux industriels étrangers différents permet au Qatar de garantir le plein emploi de son aviation militaire quel que soit la situation géopolitique.

L'armée de terre qatarie est équipée de matériels allemands y compris de chars Léopard²⁰¹, des missiles Patriot américains. Les équipements terrestres de conception française se limitent à des camions de transport de troupes Renault et à des véhicules blindés légers (VBL). L'importance du contrat signé en 2017 entre les deux pays pour 490 véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) chez Nexter pour une valeur d'1,4 milliards d'euros est donc majeure aussi bien en termes d'influence qu'en terme économique.

Or, ce marché devait être annoncé le 18 décembre 2019, date du 25^{ème} anniversaire de la coopération franco-qatarie. En fait, les relations personnelles conditionnent les échanges avec les dirigeants des pétromonarchies et ce type de décision vient simplement de l'émir, sans autre filtre, encore moins parlementaire.

Un dialogue stratégique en cours ?

Le Qatar a signé avec la France le 11 février 2019 un accord de « *dialogue stratégique* »²⁰², « *premier accord de ce type* » entre l'émirat et un pays européen. Une telle plateforme vise à développer la coopération dans de nombreux domaines qui ne se limitent pas à la sécurité régionale mais s'étendent à l'énergie, l'économie et la culture. Cet accord prévoit que des rencontres soient régulièrement organisées entre les responsables des deux pays. Pourtant à la date d'aujourd'hui, cette nouvelle phase dans les relations entre Doha et Paris ne semble pas avoir abouti à de résultats concrets. Paris se garde toujours de prendre parti dans le conflit qui oppose l'Arabie saoudite et les É.A.U. au Qatar.

Les objectifs du Qatar dans son adhésion à la francophonie

Les objectifs qataris sont exprimés dans une Tribune du Monde adressée par Jahal al-Kuwari, ambassadeur du Qatar à Paris le 10 octobre 2012²⁰³ :

²⁰¹ Cabirol, M. (2019). Le VBCI de Nexter enfin proche d'atterrir au Qatar ? *La Tribune*. Consulté à l'adresse <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/le-vbci-de-nexter-enfin-proche-d-atterrir-au-qatar-816033.html>

²⁰² LAGNEAU, L. (2019). La France et le Qatar ont signé un accord de « dialogue stratégique ». *OPEX 360*. Consulté à l'adresse <http://www.opex360.com/2019/02/11/la-france-et-le-qatar-ont-signé-un-accord-de-dialogue-strategique/>

²⁰³ Entre France et Qatar, des bénéfices mutuels. (2012). *Le Monde*. Consulté à l'adresse <https://www.lemonde.fr>

« *Le Qatar a soutenu la tenue du premier Forum mondial de langue française au Québec en juillet 2012. HEC au Qatar, les lycées français, l'Institut français du Qatar et la coopération audiovisuelle entre les deux pays, ainsi que l'adhésion à l'Organisation internationale de la francophonie, sont les fruits de cette relation et la traduction de la volonté du Qatar d'aider à la sauvegarde et à l'expansion de la langue française* ».

Des actions concrètes ont été lancées. Tout d'abord, le français a été réintroduit dans l'enseignement public qatari en 2012 par le biais d'un enseignement optionnel proposé aux élèves de première et terminale. En 2020, onze établissements étaient engagés dans ce dispositif. Ensuite, sur place, l'ambassade a pour objet de promouvoir la France comme cela est sa mission. De plus, le service de coopération de l'ambassade de France à Doha promeut et développe l'enseignement de la langue française en permettant notamment son apprentissage plus tôt dans le cursus des élèves et en dotant à moyen terme l'université d'un département de langue française. Enfin, le service de la coopération scientifique et universitaire est chargé pour sa part de la promotion des formations supérieures dispensées en France (médecine, biologie, droit, finance, informatique) et des établissements français (HEC, ESSEC) mais aussi de la valorisation des entreprises françaises (Thalès, Total, Veolia, Vinci, Bouygues...) installées au Qatar sinon impliquées dans l'enseignement supérieur qatari.

Ainsi, la Francophonie au Qatar fonctionne. L'année 2020 est l'année culturelle France-Qatar. Comme l'écrit l'ambassadeur de France au Qatar : « *Cette année 2020 contribuera à fortifier, plus encore, les liens d'amitié qui unissent la France et le Qatar en favorisant l'échange d'idées et le partage des connaissances entre nos deux pays* ». Pendant un an, des activités ont lieu tant à Doha qu'à Paris. En janvier, le Salon international du livre de Doha ²⁰⁴ s'est tenu avec la France en invitée d'honneur. De février à mai 2020, Paris reçoit une exposition qatarie. Une conférence est organisée sur le thème de « *L'autonomisation des femmes : l'exemple du Qatar* », en partenariat avec Sciences Po et Hamad Bin Khalifa University. Ces exemples en France montrent que l'émirat du Qatar mène une politique culturelle d'ouverture et d'échange culturelle. Il ne s'agit là que d'un des fondements de la stratégie culturelle qatarie montrant un réel engagement de ce partenariat. Enfin, Oryx, une radio publique francophone et qatarie diffuse 24 heures sur 24 en F.M. et en toute liberté.

Le développement des lycées malgré des polémiques initiales

En 2012, le lycée français Bonaparte et le lycée franco-qatari Voltaire²⁰⁵ ont été à leur tour l'objet de polémiques aujourd'hui résolues. Ces deux établissements

fr/idees/article/2012/10/10/entre-france-et-qatar-des-benefices-mutuels_1772982_3232.html

²⁰⁴ Patricia. (2020). La France, invité d'honneur, du salon international du livre de Doha. *Qatar Actuel*. Consulté à l'adresse <https://qataractu.com/>

²⁰⁵ Établissements francophones. *Qatar Actuel*. Consulté à l'adresse <https://qataractu.com/guide/education/etablissements-francophones>

d'enseignement français dans lesquels environ 3 000 élèves sont scolarisés, sont implantés à Doha.

En janvier 2008, le lycée franco-qatari Voltaire est inauguré par le prince Tamim et Nicolas Sarkozy. En 2017, lors de sa visite à Doha, le président Macron félicite l'émir d'y avoir inscrit ses enfants²⁰⁶. Ce lycée, soumis à la loi du Qatar, est une école de droit privé qatari. La crise qui éclate en 2012 concernait les programmes qui imposaient notamment la connaissance de l'islam pour les enfants musulmans. Or, la mission laïque française, qui, compte tenu de ses statuts, pouvait difficilement l'accepter et assurait la gestion de l'établissement, s'y est opposée. Elle finit par abandonner la gestion de ce lycée qui est aujourd'hui un établissement partenaire de l'AEFE (Agence pour l'enseignement français à l'étranger) et appartient ainsi à un réseau d'établissements homologués par le ministère français de l'Éducation nationale. Aujourd'hui, il accueille 1 500 élèves dont en moyenne 35 % de Français.

Au cours des années, l'ensemble des cycles du lycée a été homologué par le ministère français de l'Éducation nationale et de la jeunesse. Il dispense un enseignement des programmes français auxquels s'ajoutent l'enseignement de la langue arabe, la religion pour les élèves de confession musulmane et l'histoire et la culture du Qatar conforme à la loi qatarie.

Une autre crise se produit en septembre 2012 au lycée français Bonaparte qui accueille près de 1 500 élèves et est sous l'autorité de l'ambassade de France. Une élève se présente à l'entrée, en portant le voile, ce qui est interdit dans un lycée de droit français²⁰⁷. De fait, le port du voile a été autorisé à l'époque pour cette élève et le silence est tombé sur cette crise à laquelle la France a déjà été confrontée sur son territoire.

Le plan « banlieue », une polémique significative sur la perception déformée du Qatar

Une polémique entachera la perception du Qatar par l'opinion française. Des élus français appartenant à l'Association nationale des élus locaux pour la diversité (ANELD) contactent les autorités qataries sur un projet qui vise à aider les banlieues françaises à se développer économiquement par la création d'entreprises.

Ce groupe d'élus est invité par l'émir en personne en novembre 2011. L'Émir Hamad soutient le projet mais précise qu'il faut qu'il soit sérieux puisque l'image du Qatar est en jeu. Ce projet est bien orienté vers une approche économique et non religieuse ou communautariste. Or, cet exemple est aussi celui de l'instrumentalisation d'un projet économique qui se transforme en

²⁰⁶ Pietralunga, C. (2017). Macron souffle le chaud et le froid au Qatar. *Le Monde*. Consulté à l'adresse https://www.lemonde.fr/international/article/2017/12/07/macron-souffle-le-chaud-et-le-froid-au-qatar_5226317_3210.html

²⁰⁷ Pech, M.-E. (2013). Les lycées français, pomme de discorde entre la France et le Qatar. *Le Figaro*. Consulté à l'adresse <https://etudiant.lefigaro.fr/les-news/actu/detail/article/les-lycees-francais-pomme-de-discorde-entre-la-france-et-le-qatar-3114/>

sujet polémique sous la forme d'une certaine hystérisation des rapports franco-qataris au cours de cette période préélectorale française.

En effet, le plan « *banlieue* » émerge lors de la campagne présidentielle de 2012. Il est interprété comme un projet d'islamisation des banlieues par le Qatar. Finalement, après avoir été élu, François Hollande valide ce projet sous une forme amendée, élargie aux zones rurales ; le fonds est financé à parité par Paris et par Doha, mais une seule PME bénéficiera de ce fonds désormais appelé Fonds bilatéral « *Future French Champions* ». Des rapports parlementaires ont montré par la suite que la France avait sollicité différents autres fonds souverains du Golfe et pas uniquement du Qatar : les É.A.U., l'Arabie saoudite et le Koweït. Cette démarche était économique et bien éloignée de tout prosélytisme ou d'infiltration du Qatar en France.

7.3 Les relations du Qatar avec le milieu politique français

« *Nous savons très bien qui aime le Qatar et qui aime l'argent du Qatar* »²⁰⁸. Cette phrase est significative en ce qui concerne les rapports entre la classe politique française et le Qatar. Autant le Qatar a été accusé d'acheter la France, autant elle a été aussi accusée de trop favoriser la classe politique française sans que l'on puisse identifier des actions d'influence directes qataries sur la politique étrangère française.

Il est difficile cependant de s'abstraire de relater ces faits récurrents, largement commentés en détail dans différents ouvrages, qui, pourtant, ne sont dus qu'à une attitude de générosité qui fait la réputation des peuples du Moyen Orient. Pourtant, toutes les pétromonarchies ont été sollicitées et pas uniquement le Qatar. Tous les partis politiques français ont eu parmi leurs membres des personnalités qui quémандаient, ce qui n'a pas donné la meilleure image que l'on peut attendre de la classe politique française. Celui qui propose sans demander en contrepartie est-il plus « *coupable* » que celui qui vient quémander, parfois avec effronterie, un séjour dans une autre pétromonarchie, un chèque important, ou un échange de services rémunérés pour bénéficier d'un réseau d'influence parlementaire ?

Par exemple, en 2015, une femme politique demandait 400 000 € pour un projet peu clair, elle est intervenue ensuite sur une chaîne de télévision sauf que le nouvel ambassadeur a refusé de la recevoir malgré toutes les pressions. Mais encore, un ancien ministre à la tête d'un institut est cité non seulement par l'ambassade du Qatar mais aussi par celle d'Arabie saoudite et des É.A.U. comme un quémandeur sans scrupules réclamant des places d'avion pour sa femme et son ami.

Cependant, il ne faut pas négliger la dimension interculturelle des relations dans les pétromonarchies. Les Orientaux ont coutume d'offrir à leurs invités

²⁰⁸ Chesnot, C., & Malbrunot, G. *Nos très chers émirs, sont-ils vraiment nos amis ?*, Op. cit., chapitre 1.

de prestige un cadeau. En effet, cela fait partie de la tradition et d'une certaine forme de respect envers un invité que l'on veut honorer.

Toutefois, il est normal aujourd'hui d'inviter des personnalités ou des experts à de grands événements dans le cadre d'une stratégie d'influence. Conformément aux principes édictés publiquement et guidant sa politique étrangère, le Qatar s'est positionné comme le lieu où les débats internationaux ont lieu notamment dans les domaines du développement, des médiations, de la démocratie et du libre-échange. Au demeurant, hormis les moyens disponibles sans commune mesure avec d'autres États, le Qatar agit comme d'autres États au profit de son image. Le forum annuel de Doha a été l'opportunité de faire venir sur invitation plusieurs dizaines de parlementaires²⁰⁹. Néanmoins, le forum annuel de 2019 a accueilli seulement une dizaine de parlementaires français de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Les acteurs parlementaires des relations avec les États du Golfe arabo-persique

L'un des outils du parlement français est la création de groupes d'amitiés avec tel ou tel pays, telle ou telle région du monde, que cela soit au Sénat ou à l'Assemblée nationale. Le Qatar est-il concerné ? L'analyse de ces groupes montre un parti-pris volontaire ou pas de ne pas développer des relations approfondies avec le Qatar.

En effet, les groupes d'amitié regroupent les députés ou les sénateurs qui ont un intérêt particulier pour un pays étranger. Leur but premier est de tisser des liens entre parlementaires français et étrangers comme acteurs de la politique étrangère de la France au profit du rayonnement international du parlement. La création d'un tel groupe correspond à des critères : un État internationalement reconnu, membre de l'ONU, disposant d'un Parlement et avec lequel la France entretient des relations diplomatiques.

En 2020, le groupe d'amitié France-pays du Golfe au Sénat²¹⁰ est présidé par Jean-Marie Bockel, ancien secrétaire d'État à la défense. Chaque pays est suivi particulièrement par un président délégué, en l'occurrence, Laurent Duplomb, sénateur de la Haute-Loire, pour le Qatar, Jean Bizet pour Bahreïn, Joëlle Garriaud-Maylam pour les É.A.U., Jean-Noël Guérini pour l'Arabie saoudite, Pierre Médevielle pour le Sultanat d'Oman et Dany Wattebled pour le Koweït.

Au demeurant, rien de particulier n'est à relever sauf l'influence réelle des différents présidents délégués, qui pourrait expliquer le manque d'intérêt pour le Qatar aujourd'hui. Jean-Noël Guérini, chargé de l'Arabie saoudite est vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et Joëlle Garriaud-Maylam, chargée des É.A.U., est secrétaire aussi de cette même commission. Les autres sénateurs, dont celui en charge du

²⁰⁹ *Doha Forum*. (14-15 décembre 2019). Consulté à l'adresse <https://www.dohaforum.org/sessions> et https://www.youtube.com/channel/UC0YP3sfxKYPLL-TE_e9vrnA.

²¹⁰ Membres du groupe France-Pays du Golfe. (2020). *Sénat*. Consulté à l'adresse http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_661.html

Qatar, ont peu de rapports avec les affaires étrangères, la défense et la sécurité nationale, sujets qui dominent les relations entre la France et le Qatar.

Certes, la sénatrice Nathalie Goulet²¹¹ vice-présidente du groupe, a milité pour créer un groupe d'amitié France-Qatar au Sénat, sans succès²¹². La raison serait que l'Arabie saoudite et le Qatar ne voulaient plus être dans le même groupe. De fait, au moins dans la répartition des rôles, l'axe Arabie saoudite-É.A.U. est mieux représenté, donc mieux pris en considération que le Qatar dans ce groupe parlementaire.

En revanche, au Sénat il n'existe pas de groupe d'amitié avec le Qatar, le Koweït et le sultanat d'Oman alors qu'il y en a pour le Quartet anti-Qatar (Arabie saoudite, É.A.U., Bahreïn). Un groupe du Sénat avait proposé d'en créer un en 2018 mais la majorité avait refusé. Par contre, en 2020, un groupe d'amitié France-Qatar a été créé à la demande de Macron à l'Assemblée nationale où siègent 42 députés dont Amélia Lakrafi, députée des Français de l'étranger au Qatar.

Un financement des partis politiques inexistant

La question du financement des partis politiques français pourrait aussi se poser. De fait, tous les dirigeants du Golfe s'intéressent aux campagnes électorales françaises mais pas au point de les financer. Le seul cas qui aura été évoqué publiquement sera celui du Front national en 2015 par les É.A.U. et sera dénoncé par plusieurs médias²¹³. Cependant, le financement des partis n'est pas décelable dans ces relations à la différence des cas d'enrichissement individuel ou de recherches d'avantages.

A titre d'exemple, lors des élections américaines de 2016, Hillary Clinton a été financée par le Qatar, l'Arabie saoudite, les É.A.U. et le Koweït pour ne citer que les monarchies du Golfe. Selon les chiffres fournis par le site de la Fondation Clinton entre un et 5 millions de dollars lui ont été versés. Mohammed Ben Salmene déclarera que l'Arabie saoudite a financé 20 % de la campagne électorale de la candidate démocrate à la Maison Blanche mais toute aide financière étrangère est publique aux États-Unis. En l'occurrence, à la différence des É.A.U., bien que cela n'ait par ailleurs abouti, le Qatar n'est pas impliqué dans le financement des partis politiques.

Les critiques envers le Qatar révèlent bien l'existence d'une classe politique française sensible aux cadeaux, apparemment sans contrepartie avérée,

²¹¹ Elle a été rapporteure de deux projets de loi, l'un portant sur la convention d'assistance avec l'Arabie saoudite (2010) et l'autre sur la coopération militaire avec les É.A.U. (2012). En juin 2014, elle obtient la création d'une commission d'enquête sur la lutte contre les réseaux djihadistes en France. En octobre 2014, elle est présidente de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe. Fin 2015, Nathalie Goulet est à l'initiative d'une mission d'information du Sénat sur l'organisation, la place et le financement de l'Islam en France et de ses lieux de culte enregistré le 5 juillet 2016 et présenté le 6 juillet 2016. [*Observatoire citoyen de l'activité parlementaire*. Consulté à l'adresse <https://www.nossenateurs.fr/nathalie-goulet>]

²¹² Bonte, B., *Op. cit.*, chapitre 5.

²¹³ Destal, M., & Turchi, M. (2017). *Marine est au courant de tout...* Flammarion Enquêté. 409 pages.

mais heureusement, cette situation est en phase de régularisation en France aujourd'hui avec la transparence de la vie publique.

L'effort qatari se porte désormais sur les relations économiques notamment à travers le club d'affaires franco-qatari Qadran²¹⁴.

7.4 La question sensible de l'islam en France et de son financement

Le débat en France sur l'islam concerne sa place dans une France où la société prône une forte laïcité. L'association de la religion et de la politique a rendu la société française très méfiante dans son ensemble face à l'islam, religion certes minoritaire mais aux effectifs inconnus et aux multiples courants essentiellement sunnites. Depuis 2013, les attentats terroristes d'Al Qaeda, du groupe terroriste « *état islamique* » et la guerre menée contre Daesh au Levant et au Mali ont aussi fortement sensibilisé l'opinion publique française.

Concernant la représentativité des musulmans en France, les estimations ne distinguent pas les personnes pratiquantes de celles de culture musulmane ; néanmoins, un sondage Ipsos évalue à environ 40 % la proportion des « *musulmans pratiquants* ». De même, il n'y a aucune distinction entre les Français de confession musulmane et les musulmans non français. L'absence de statistiques approfondies entretient un flou certain sur une population dont l'importance varie entre 4 et 7 millions de personnes. L'INED pour sa part a publié en 2016 une hypothèse moyenne de 4,15 millions²¹⁵.

Société française et islam

La société française a acquis une forte sensibilité sur la place de l'islam en France qui crée de multiples polémiques depuis plus d'une trentaine d'années. Le sujet majeur aujourd'hui est celui d'une islamisation potentielle, particulièrement par une influence étrangère, et de ses implications sur les règles de vie de la population finalement acquise à la laïcité.

L'influence étrangère sur l'islam et la laïcité française

La loi française de séparation des églises et de l'État de 1905 a prohibé le financement des lieux de culte par l'État. La question qui se pose en France est celle de l'organisation du culte musulman qui n'est pas incluse en tant que telle dans la loi et n'est pas toujours comprise par des États musulmans. Ceux-ci y voient notamment une forme d'islamophobie, habilement instrumentalisée en France par ailleurs, alors qu'il s'agit comme dans toute société du respect des traditions et des lois au sein de la République. Trois critères caractérisent l'exercice de la foi musulmane en France. Le premier est celui d'un islam essentiellement sunnite en France dans ses différentes tendances qui est

²¹⁴ Consulté le 20 décembre 2019 à l'adresse www.qadran.fr

²¹⁵ Goulet, N., & Reichardt, A. (2016). De l'islam en France à un Islam de France, établir la transparence et lever les ambiguïtés. *Travaux parlementaires. Rapport d'information n° 757 (2015-2016)*. Consulté à l'adresse https://www.senat.fr/rap/r15-757/r15-757_mono.html

globalement sous l'influence officielle de plusieurs États étrangers : la Turquie, le Maroc et l'Algérie. Les organisations « *transnationales* » telles que les frères musulmans sont acceptées ou tolérées tout comme les différents types de salafisme dans le respect des lois de la République française.

Quant au deuxième critère, c'est l'absence d'un « *clergé* » musulman. Les imams, élus le plus souvent par les fidèles, sont en outre rarement français. Ils sont dépendants des dons, d'un emploi salarié dans la société civile ou de financements extérieurs. De fait, une partie des imams est nommée par l'Algérie, la Turquie et le Maroc dans le cadre d'accords bilatéraux sous forme de détachement et ayant le statut de fonctionnaires. Selon le ministère de l'Intérieur chargé des cultes, trois pays envoient des imams à temps plein en France, notamment la Turquie avec 151 imams, l'Algérie 120 imams et le Maroc 30 imams. Au total, ce seraient 301 imams dont la présence est financée par des États étrangers.²¹⁶ Pour sa part, l'Arabie saoudite en 2016 finançait officiellement la présence de 14 imams formés à l'université de la Charia à Ryad. En revanche, aucun imam qatari n'est présent en France.²¹⁷

L'association Musulmans de France (ex-UOIF – Union des organisations islamiques en France) est naturellement réservée face à ce qu'elle considère comme une ingérence étrangère. Cependant, dès lors qu'elle contrôle deux des trois écoles de formation d'imams en France sur les trois, la 3^{ème} dépendant de l'Algérie, il est clair que les imams formés par d'autres États, peu favorables aux frères musulmans ou les combattant, forment une barrière à l'influence de l'ex-UOIF.

Un troisième critère est l'influence des pays d'origine qui s'exerce d'abord à travers les associations du Conseil Français du Culte musulman au nom de la Turquie, du Maroc et de l'Algérie.

L'aide étrangère à l'islam en France

La question du financement des lieux de cultes musulmans en France est un sujet majeur de polémique qui ne concerne pas que le Qatar et concerne aussi les élus français notamment locaux.

La question de la construction des lieux de culte musulman est sans doute le point visible le plus sensible. Pourtant, si le Qatar s'est investi en France pour aider les fidèles, il n'a pas pour autant été le premier État à le faire. L'Émirat de Sharjah de la fédération des É.A.U., à l'islam rigoriste, a financé la mosquée de la Courneuve en 1994²¹⁸.

²¹⁶ Le Priol, M. (2020). Imams « détachés » : pourquoi la France veut en finir avec ce système. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/France/imams-detaches-toujours-coeur-debats-2020-02-18-1201079051>

²¹⁷ El Karoui, H. (2016). Un islam français est possible. *Institut Montaigne*. p. 57. Consulté à l'adresse https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/institut_montaigne_-_un_islam_francais_est_possible.pdf

²¹⁸ Taube, M. *op. cit.*

Dans les années 1980, l'Arabie saoudite a financé les mosquées sises en France, notamment à Lyon dont la mosquée a reçu le soutien en 1994 du roi Fahd. Cependant, après la Première guerre du Golfe, l'Arabie saoudite comprend que les musulmans de France ne soutiennent pas la guerre américaine contre l'Irak. Ce choix n'est point religieux, mais s'apparente plus à un fort anti-américanisme sans doute dû au soutien américain à Israël et à la question palestinienne non résolue. L'Irak est certes une dictature mais elle est aussi laïque et « socialiste », donc pourquoi cette guerre fratricide. Il s'agit enfin d'un rejet de ces monarchies autoritaires dont les dirigeants dépensent sans compter, sans rendre de compte et n'améliorent pas la condition de leurs populations. Le Qatar a été amené à contribuer au financement d'un système d'éducation adapté à la communauté musulmane. Ainsi à Lille, Qatar Charity, une ONG qatarie ²¹⁹ a été sollicitée pour aider à l'extension du lycée Averroès, initialement totalement autofinancé. En 2014, elle aura accordé sous forme de prêts ou de dons environ 3 millions d'euros. Ainsi, Les objectifs du lycée correspondent aux objectifs de Qatar Charity²²⁰.

Finalemnt, qu'est-ce qui a été financé par le Qatar ?

Comme d'autres pétromonarchies, le Qatar commandite la construction de mosquées. Ces transferts de fonds ne sont pas illégaux. Comme le répète régulièrement l'ambassadeur du Qatar en France, « *Je vous le répète le Qatar ne vient pas islamiser la France* »²²¹. Cependant, le financement qatari reste le fait de fondations privées redistribuant le fruit de la zakat. En théorie, cela n'a rien à voir avec l'État du Qatar.

D'autres financements privés ont été constatés : des mosquées et l'Institut européen des sciences humaines (IESH) qui est le centre de formation des imams à Château-Chinon, créé en 1990 à l'initiative de l'ex-UOIF et financé par des dons privés venant d'Arabie saoudite, du Koweït, du Qatar et des É.A.U.

Pourtant, les montants de ces financements ne représentent qu'une faible part des montants dépensés. Qatar Charity a contribué à la hauteur de 2 millions d'euros à la construction du centre islamique de Mulhouse qui a coûté 22 millions d'euros²²². Peut-on en déduire pour autant que le Qatar soutienne la construction des mosquées, au moins dans ce cas présenté comme l'exemple même du prosélytisme religieux du Qatar, alors qu'elle a suppléé une défaillance ? Par ailleurs, le rôle des élus locaux ne peut être ignoré qu'il s'agisse de l'ancien maire Jean-Marie Bockel qui a approuvé le projet ou de ses successeurs.

²¹⁹ Chesnot, C., & Malbrunot, G. *Op. cit.* et Qatar, guerre d'influence sur l'islam d'Europe documentaire signé Chesnot, C., & Malbrunot, G. ARTE 2019.

²²⁰ *Ibid*

²²¹ Bérengère Bonte, *Op. cit.*, chapitre 9.

²²² Lemiesle, V. (2019). Mulhouse : visite de la mosquée Annour qui ouvrira ses portes en mai 2019. *France Info*. Consulté à l'adresse <https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/haut-rhin/mulhouse/mulhouse-visite-mosquee-annour-qui-ouvrira-ses-portes-mai-2019-1645552.html>

Que le Qatar ait financé partiellement certaines mosquées en France soit 22 sur 2 500 ne fait pas de ce pays un envahisseur. Pour information, le plus grand financier religieux en France est la Russie de Poutine. Et pourquoi ne parle-t-on pas du financement des églises par le Vatican dans les pays africains par exemple ?

Toutefois, les deux journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot n'ont pas fini de s'acharner contre le Qatar et ceci pour des raisons qui restent très suspectes. Ainsi, la publication de leur livre *Qatar papers* accusant la Qatar Charity de propagande en faveur de l'idéologie des Frères musulmans est bientôt suivie de la diffusion d'un documentaire de leur signature « *Qatar, guerre d'influence sur l'islam d'Europe* » sur la chaîne de télévision Arte. Le sujet initial du documentaire est celui de l'ingérence qatarie en France et en Europe à travers le financement par Qatar Charity d'un grand nombre de mosquées et d'institutions qui seraient gérées par des associations proches des Frères musulmans. La véracité des informations ne peut qu'être remise en question puisque le documentaire repose sur les discours accusateurs des pays du Golfe en guerre froide avec le Qatar, en l'occurrence les É.A.U, l'Arabie saoudite, l'Égypte et Bahreïn. De plus, Nabil Ennasri, docteur en sciences politiques, a mené son enquête et déclare : « *Sur les 8 148 projets que Qatar Charity subventionne à travers le monde, il faut d'abord préciser que 140 concernent l'Europe et 22 seulement la France.* » L'apport de Doha apparaît tout aussi dérisoire puisqu'il ajoute : « *Quand on sait que le culte musulman repose en France sur plus de 2 500 mosquées, comment peut-on avancer que le Qatar puisse l'influencer de façon significative quand il ne contribue à financer que 22 édifices sur 2 500, soit moins de 1 % d'entre eux ?* »²²³. Tous les observateurs de la communauté musulmane de France mieux documentés ou plus proches d'exigences scientifiques que les deux journalistes savent que face à l'Algérie, le Maroc, la Turquie et l'Arabie saoudite, la part du Qatar est, comme l'a d'ailleurs révélé une mission d'information du Sénat en 2016, négligeable que ce soit en matière d'apport financier ou de réseau d'acteurs influents. Ainsi, lorsque Christian Chesnot et Georges Malbrunot prétendent que le coût du Centre An-Nour, estimé à 26 millions d'euros, est financé en grande partie par le Qatar, ils omettent de préciser que c'est en fait le Koweït qui en est le parrain. Mais, l'ingénieur ayant commis une erreur de positionnement, la mosquée a dû être reconstruite en direction de la Mecque et les demandes de fonds ont été réitérées. Les aides financières de différents pays ont alors été acceptées.²²⁴

Mais encore dans le même ouvrage *Qatar papers ; Comment l'émirat finance l'islam de France et d'Europe*, Georges Malbrunot et Christian Chesnot

²²³ Ennasri, N. (2019). *Qatar papers : la montagne des accusations et la souris de la réalité*. *Middle East Eye* Consulté à l'adresse <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/qatar-papers-lah-montagne-des-accusations-et-la-souris-de-la-realite>

²²⁴ Osman, S. (2019). *orientXXI*. Consulté à l'adresse <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/la-main-du-qatar-sur-l-islam-de-france,3305-orientXXI>

consacrent tout un chapitre intitulé « *Quand le Qatar veut racheter le lycée Averroès à Lille* » au lycée Averroès, premier lycée privé musulman sous contrat avec l'État, ouvert depuis 2003 et classé 1er lycée de France en 2013 et 1er dans la région Les Hauts de France en 2018. A cela, Makhoulf MAMECHE répond sur son blog :

« Mensonge 1 : Je me demande alors comment le Qatar peut-il acheter un lycée français sous contrat d'association avec l'Etat depuis 2008 qui respecte scrupuleusement les programmes de l'Education nationale avec des professeurs formés et certifiés en France, des inspecteurs en visite régulière dans notre établissement pour inspecter nos professeurs et qui, de surcroît, reçoit des subventions de l'Etat ! Cela paraît pour le moins invraisemblable ! En tant que Directeur financier du Lycée Averroès, je peux affirmer qu'il n'a jamais été question de « racheter » le lycée Averroès ni par le Qatar ni par un quelconque organisme dans le monde.

Mensonge 2 : Mr MALBRUNOT affirme dans son livre : « Makhoulf Mamèche reconnaît une « participation » de Qatar Charity au financement du lycée, mais il la minimise fortement. « Qatar Charity ne finance pas le fonctionnement du lycée, mais certaines de nos acquisitions. Allez ! On peut dire au maximum 1 million d'euros », dit Mr MAMECHE. Des chiffres bien éloignés de la réalité : entre fin 2011 et fin 2014, l'ONG qatarienne a versé au moins 3 millions d'euros au lycée Averroès. »

Je tiens à rétablir la vérité. Le lycée Averroès a effectivement reçu une aide de 943 497,17 euros provenant de l'ONG Qatar Charity et non des autorités qataries, le 19 août 2014 ; celle-ci sans la moindre condition ni contrepartie. La somme a été utilisée en totalité pour l'achat d'un nouveau bâtiment pour le lycée Averroès, comme Mr MALBRUNOT l'a bien précisé dans son ouvrage.

Puis Mr MALBRUNOT ajoute : « De fait, en 2014, l'ONG qatarienne a financé bien au-delà de ce qu'Amar Lasfar assure. Un courriel de QC, daté du 21 juillet 2014, indique un « virement supplémentaire » de 2 millions d'euros au profit de l'association lilloise. »

Quant à ces 2 millions supplémentaires dont parle notre sulfureux journaliste, affirmant sans la moindre certitude qu'ils ont été perçus par le lycée Averroès, je peux vous assurer que cela n'est que pur affabulation et mensonge. En outre, tous les documents comptables (bilan annuel, écriture comptable et rapport du Commissaire aux comptes) le certifient. Mr MALBRUNOT montre là sa volonté de gonfler à tout prix ses chiffres pour appuyer sa thèse. D'autant plus qu'il m'a pourtant posé cette question et je lui ai répondu « Allez ! On peut dire au maximum 1 million d'euros ». Il y a quand même une grande différence entre 1 million et 3 millions d'euros !

Depuis l'ouverture du lycée Averroès en 2003, puis du collège Averroès en 2012, notre budget s'élève aux alentours de 50 millions d'euros (budget de

fonctionnement et investissements immobiliers). L'aide de Qatar Charity à hauteur d'un million d'euros ne représente donc que 2% de notre budget global.

Je déplore fortement la partialité et le manque d'objectivité de M. MALBRUNOT qui s'attache à faire croire à l'opinion publique que le lycée Averroès est financé exclusivement par le Qatar en exagérant les chiffres. Il aurait été plus juste et plus professionnel de donner les vrais montants reçus sans parti pris.

Par ailleurs, j'ajoute qu'en 2016, le lycée Averroès a contracté un prêt bancaire d'1 million d'euros auprès de sa banque, que je salue au passage, pour l'achat d'un bâtiment mitoyen du lycée. Preuve, si tant est qu'il en fallait encore une, de l'indépendance du Lycée Averroès vis-à-vis du Qatar.

Ne serait-il pas judicieux de s'intéresser également aux financements provenant des pays du Golfe et en particulier des Emirats arabes unis ? Il semble que Monsieur MALBRUNOT ait pris position contre le Qatar dans la crise qui l'oppose aux Emirats arabes unis avec lesquels il entretient de très bonnes relations. »²²⁵

7.5 Financement de l'islam en France et luttes d'influence

Pour lever toutes les méfiances, les pétromonarchies contrôlent désormais les subventions qui leur sont demandées et qu'elles accordent.

Le contrôle des subventions, une responsabilité assurée et assumée par le Qatar

En matière de contrôle des ONG caritatives, des mesures ont aussi été prises par le Qatar avec la création d'une structure de coordination qui donne un avis avant tout sur l'envoi de fonds via des ONG, type Qatar Charity, et la prise en main par le cabinet de Cheikh Tamim sur l'ensemble des finances.

Qui finance ?

Un fait important mérite d'être évoqué afin de comprendre le soutien financier des pétromonarchies et pas uniquement du Qatar, comme certains voudraient le faire croire, aux demandes de la communauté musulmane en France. En effet, chaque musulman est tenu d'acquitter la zakat, l'aumône légale, le 3^{ème} des 5 piliers de l'islam après l'attestation de la foi et la prière. Elle est calculée en fonction des revenus de chaque musulman. La somme par exemple collectée en Arabie saoudite figure au budget de l'État saoudien et s'élève annuellement à environ 3 milliards d'euros. Chaque année, 10 % de cette aumône serait distribuée à l'extérieur du royaume pour des actions caritatives.

Une première difficulté est celle d'identifier ce qui ressort du financement étatique et ce qui ressort du financement privé. Or, au moins pour les pétromonarchies, il n'y a pas de financement étatique en tant que tel.

Une seconde difficulté est celle de définir ce que recouvre cette notion de « *financement* » de l'islam. Former des imams pour les déployer dans un État étranger est une forme de soutien qui a un coût financier. L'on pourra toujours

²²⁵ MAMECHE, M. (2019). Averroès papers dément le journaliste sulfureux! *Mediapart*. Consulté à l'adresse <https://blogs.mediapart.fr/makhlouf-mameche/blog/130519/averroes-papiers-dement-le-journaliste-sulfureux>

avancer, par exemple, que les églises chrétiennes forment aussi des prêtres qu'elles envoient à l'étranger.

Enfin, aider à la construction d'une mosquée pour que les musulmans puissent vivre leur foi et ne pas prier dans la rue se comprend quand cela ne peut pas être réalisé par les pouvoirs publics. Cependant, le rapport du Sénat rédigé par la sénatrice française Nathalie Goulet et M. André Reichardt indique clairement que le Qatar n'a pas d'implication dans le financement de n'importe quelle mosquée en France en tant qu'État²²⁶.

Luttes d'influence entre pétromonarchies

Pour autant aujourd'hui, la question est moins celle du financement de lieux de culte que celle de l'influence des différents États musulmans en France. D'ailleurs, comment concilier les influences algériennes, marocaines, turques d'une part qui correspondent à des populations bien souvent immigrées ou de nationalité française ayant pour origine ces pays et d'autre part les influences des pétromonarchies avec lesquelles la France a des relations géostratégiques et économiques ?

Il y a bien deux cas de figures : des populations qui vivent en France avec des liens familiaux avec leurs pays d'origine et des actions étatiques bien éloignées des préoccupations de ces populations. En revanche, le « *devoir* » par exemple de l'Arabie saoudite comme gardien des lieux saints de l'islam ou bien de croyants à titre privé, disposant de moyens financiers, est d'empêcher tout musulman de s'éloigner de l'islam. Néanmoins, les Saoudiens ont longtemps pratiqué une stratégie d'influence auprès des communautés musulmanes notamment par la diffusion des ouvrages de leurs théologiens que l'on retrouve dans nombre de librairies musulmanes en France.

Le rapport d'information du Sénat de 2016 sur le financement du culte musulman donne quelques chiffres : l'Arabie saoudite a versé 3,8 millions d'euros pour le financement de huit mosquées françaises, pour des aides allant de 200 000 à 900 000 euros par projet. Ces sommes ne sont pas exclusives de celles qui auraient pu être versées par des donateurs privés. Si l'on ne peut établir le montant de ces dons privés, ils existent bel et bien.

Finalement, les relations entre le Qatar et la France ne sont pas ce qu'elles devraient être. Il est clair que l'appétence politique française est plus orientée vers les É.A.U. et l'Arabie saoudite, au gré des présidents français. Certes, la coopération militaire fonctionne relativement bien mais les grands marchés notamment d'armement ont atteint leurs limites.

²²⁶ Goulet, N., & Reichardt, A. (2016). *Op. cit.*

8. Le Qatar, un état ouvert sur le monde

Lorsque l'on n'a aucune connaissance du Qatar ou quelques connaissances diffusées de manière sélective par certains médias, journalistes ou intellectuels, on pourrait penser que le Qatar est un pays vivant renfermé sur lui-même, évoluant dans une région délimitée (le Moyen-Orient) sans aucun lien avec le reste du monde. Cette perception du Qatar est pourtant très lacunaire, partielle et partielle. Lorsque l'on s'intéresse, sérieusement, à cet État, lorsque l'on prend le temps de le découvrir et de le comprendre, on constate que, bien au contraire, il s'agit d'un pays qui fait preuve de curiosité et détient une politique d'ouverture sur le monde d'aujourd'hui. Le Qatar vit bien dans notre siècle. Cette ouverture sur le monde se manifeste de différentes manières : un pays qui adhère aux valeurs universellement reconnues ; un pays qui fait du sport et de la culture des supports permettant d'être un acteur important dans le concert des nations.

8.1 Le Qatar, un État qui adhère aux valeurs universelles

Dès son accession à l'indépendance, le Qatar exprime sa volonté d'intégrer les Nations unies et en devient membre le 21 septembre 1971. Cet engagement est depuis au cœur de sa diplomatie qui l'a conduit à participer activement aussi bien aux principaux organes de l'ONU qu'à ses institutions spécialisées ou bien à des programmes autonomes.

Aider au développement de la société internationale

À la suite de son adhésion, le Qatar ouvre à New York en 1971 une mission permanente chargée de maintenir, dans l'intervalle des sessions des différents organes des Nations unies, la liaison nécessaire entre l'État du Qatar et le Secrétariat de l'organisation internationale. Elle est aujourd'hui dirigée par l'ambassadrice, Sheikha Alya bint Ahmed bin Saif al-Thani. Cette démarche volontaire marque bien sa priorité d'intégrer ses actions dans le cadre des Nations unies et dans le respect des principes universels reconnus par les États membres, que ce soit totalement ou en émettant certaines réserves en fonction des spécificités culturelles ou des stratégies politiques.

Ainsi, le Qatar attache de l'importance à ce partenariat stratégique avec les Nations unies, notamment au titre du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, le soutien au développement international, la promotion des droits de l'homme, la fourniture d'assistance humanitaire et la participation à l'action collective pour relever les défis actuels et futurs auxquels le monde doit faire face. En effet, le Qatar participe activement aux actions collectives de l'ONU, notamment :



En tant qu'intermédiaire et médiateur honnête dans la résolution des crises internationales



En tant que facilitateur du dialogue interconfessionnel et de l'Alliance des civilisations



En tant que protecteur des droits de l'Homme, tant au Qatar qu'à l'étranger



En tant que contributeur financier à plus de 41 organismes et entités des Nations unies

Figure 6. Le Qatar au sein des Nations unies (source QFFD, 2019)

Participer à l'amélioration de la société internationale et à son harmonie

Dans le cadre plus particulièrement de l'Assemblée générale des Nations unies, le Qatar est un acteur actif à travers les prises de paroles de l'Émir Tamim et bien sûr la présence de son ambassadrice. Ces interventions régulières témoignent de l'implication de l'émirat du Qatar fonction des orientations de la politique étrangère qui s'appuient sur le refus des conflits et la recherche de la paix.

Nul doute que ce goût pour une action positive ait été provoqué par cette élection comme membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour deux ans en 2006 avec l'appui d'Israël. Il a ainsi pu participer à l'élaboration de résolutions sur la guerre de l'été 2006 au Liban entre le Hezbollah et Israël puis sur l'opération « *Plomb durci* » menée par Israël contre Gaza en décembre 2008.

A partir de 2014, l'Émir Tamim s'engage par une forte présence diplomatique du Qatar et une intervention régulière. Le 28 septembre 2015, il exprime sa conception du développement en posant le principe qu'il ne peut y avoir de développement sans justice sociale, une condition essentielle de la dignité humaine et de la cohésion des communautés d'un État. En 2016, il dénonce, une nouvelle fois, « *les faiblesses des Nations unies* » et « *leur incapacité, dans bien des cas, à appliquer les principes de justice et d'équité à ses propres mécanismes de fonctionnement* ». Selon lui, l'une des principales manifestations de ces dysfonctionnements, s'incarne dans la « *sélectivité du Conseil de sécurité s'agissant de la gestion des crises, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la force par certains pays dans les relations internationales* ». ²²⁷ En 2017, il rappelle une nouvelle fois la nécessité impérieuse de résoudre le conflit israélo-

²²⁷ Le débat général de l'Assemblée générale s'ouvre par des appels au rapprochement entre les gouvernants et les gouvernés (2016). *Nations unies. Couverture des réunions*. Consulté à l'adresse <https://www.un.org/press/fr/2016/ag11822.doc.htm>

palestinien et demande à l'État hébreu de se retirer des territoires palestiniens tel que cela est imposé par le droit international²²⁸.

Pour Cheikh Tamim, maintenir la paix régionale et internationale est donc une des priorités de la politique étrangère du Qatar dont les principes et objectifs sont basés sur la Charte des Nations unies et les règles de la légalité internationale. La résolution pacifique des conflits devrait être une obligation juridique. Il met en avant que les grandes puissances ne devraient pas se ranger entre deux extrêmes : l'occupation directe afin d'imposer une volonté politique ou l'inaction face à des crimes de guerre ou à des crimes contre l'humanité commis par des régimes despotiques ou encore face à la répression continue d'un peuple sous occupation étrangère. Il appelle par exemple le Gouvernement du Myanmar et la communauté internationale à assumer leurs responsabilités légale et morale en mettant un terme aux violences que subissent les Rohingya²²⁹. A travers ces positions, le Qatar se veut le garant de la légalité internationale. Ses prises de position et ses actions au sein des Nations unies sont cohérentes avec ses orientations nationales en politique étrangère.

Enfin, cette attention portée au principe de la paix dans le monde tel que proclamé par la Charte des Nations unies s'exprime par le fait que le Qatar sert de plateforme internationale permanente où se déroulent conférences, sommets et forums internationaux depuis de nombreuses années. Dès 2001, le Qatar a accueilli le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)²³⁰. Il est devenu aussi le siège de nombreuses conférences internationales comme la Conférence économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Au sein de ces conférences dominent certaines idées dans les débats telles que la paix dans le monde, la prévention des conflits et leur résolution pacifique, la protection des droits fondamentaux ou encore la rencontre des cultures pour un enrichissement mutuel.

Le Qatar ne se limite pas à dénoncer la violation de la légalité internationale et à soutenir la prévention nécessaire des conflits et leur résolution par la médiation. Attaché à l'esprit de la Charte des Nations unies, le Qatar tente de lui donner une réalité dans les initiatives qu'il est amené à prendre dans le cadre de sa politique étrangère en dehors du cadre juridique de l'ONU. Cela peut se comprendre puisque la loi fondamentale du pays, c'est-à-dire la Constitution²³¹ elle-même, dans son article 7 dispose : « *La politique étrangère de l'État du*

²²⁸ Qatar S.M. Sheikh Tamim bin Hamad al-Thani, Amir. (2017). *Assemblée générale des Nations Unies*. Consulté à l'adresse <https://gadebate.un.org/fr/72/qatar>

²²⁹ Qui sont les Rohingya, menacés d'anéantissement en Birmanie ? (2018). *CCFD. Terre Solidaire*. Consulté à l'adresse <https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/qui-sont-les-rohingya-6077>

²³⁰ Ce sommet a permis au pays de bénéficier d'une publicité internationale considérable car c'était la première fois qu'un sommet ministériel de l'OMC se tenait dans un pays arabe. Fortement empreint d'une haute valeur symbolique, il se tenait dans une capitale arabe quelques semaines seulement après les événements du 11 septembre 2001 et la riposte militaire américaine en Afghanistan d'octobre 2001.

²³¹ *The Constitution. State of Qatar*. Consulté à l'adresse <https://www.gco.gov.qa/wp-content/uploads/2016/09/GCO-Constitution-English.pdf>

Qatar est fondée sur le principe de renforcement de la paix et de la sécurité internationales, en favorisant la résolution des conflits internationaux par des moyens pacifiques, en soutenant le droit des peuples à l'autodétermination, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et la coopération avec les nations aimant la paix. »

En outre, afin de renforcer la coopération, l'efficacité et encourager les partenariats avec différents organismes des Nations unies, le Qatar et les Nations unies ont ouvert à Doha depuis 2018 quatre nouveaux bureaux représentant l'UNICEF, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Enfin, pour coordonner son action internationale dans le cadre de l'ONU, le Qatar a créé le fonds du Qatar pour le développement.

Le fonds du Qatar pour le développement (QFFD)

Les projets du QFFD ont aidé des millions de personnes à travers le monde à surmonter les obstacles fondamentaux aux besoins humains et aux libertés essentielles. Conformément aux objectifs de développement durable des Nations unies, le QFFD défend et parraine des projets qui font progresser le développement humain et fortifie l'infrastructure à l'échelle de la communauté, en utilisant des stratégies géographiques et sectorielles ciblées et en tirant parti des atouts et de l'accès au terrain des organisations partenaires.

Ainsi, en 2018, le QFFD a versé 585 millions de dollars pour des projets dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'autonomisation économique et de l'accès aux emplois, des infrastructures et de l'aide humanitaire dans 70 États. Il faudrait de même mentionner l'aide fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée suite au séisme et aux personnes déplacées en Iraq ainsi que plusieurs projets de développement au Chili, en Gambie, au Kazakhstan et aux États-Unis.

Le 12 décembre 2019, il ouvre des bureaux locaux en signant des accords avec les gouvernements parmi lesquels celui de Tunis afin que son soutien, offert à de nombreux pays, soit encore plus efficace.²³²

Le QFFD est l'arme du Qatar pour soutenir le développement dans les pays émergents sous forme de projets. Le Darfour à cet égard est un exemple intéressant, associant médiation et développement. Le Qatar a été parrain du processus de paix au Soudan²³³ signé en juillet 2011 à Doha. Il y a accueilli ensuite une conférence internationale de donateurs en avril 2013 qui a promis une aide de 3,6 milliards de dollars pour financer un programme de développement sur six ans au Darfour. Le Qatar s'était alors engagé à hauteur

²³² Rapport annuel 2018. *Qatar fund development*. Consulté à l'adresse <https://qatarfund.org.qa/wp-content/uploads/2019/06/QFFD-Report18-Fr.pdf>

²³³ Présentation du Soudan France Diplomatie. *Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*. Site consulté en décembre 2019 <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/soudan/presentation-du-soudan/>

de 500 millions de dollars. Cependant, les aides internationales provenant des monarchies du Golfe ont été réduites à la suite du refus du Soudan de prendre position publiquement dans la crise entre le Qatar, l'Arabie saoudite et les É.A.U. en 2017.

À la suite d'un accord avec le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 80 millions d'euros ont été débloqués en vue de la mise en œuvre des projets à court terme de la Fondation. 13 organismes des Nations unies sont concernés dans la mise en œuvre de ces projets dans les cinq États du Darfour.

Les projets relèvent de trois piliers :²³⁴

Pilier 1. « *Gouvernance, justice et réconciliation* » qui comprennent des projets tels que la promotion de la réconciliation et de la coexistence pour une paix durable au Darfour, le programme communautaire de réintégration et de stabilisation au Darfour au profit de 3 000 anciens combattants, et le renforcement de la gestion des terres pour une coexistence pacifique au Darfour au profit de 527 000 Soudanais.

Pilier 2. « *Reconstruction* » qui comprend les projets suivants : la réhabilitation et la construction de routes d'accès et de points de passage au profit de 700 000 personnes déplacées ou réfugiées, la construction d'installations publiques et de logements dans les sites de retour et les zones urbaines, l'accès accru aux services durables d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. Cela comprend également la modernisation et la réhabilitation des installations de santé, et des services de santé de base dans les sites de retour. Un projet d'électrification solaire au Darfour a également été lancé.

Pilier 3. « *Reprise économique* » qui englobe la microfinance pour les jeunes et les producteurs des zones rurales, la reconstitution des moyens de subsistance des communautés agricoles et pastorales vulnérables.

Un État qui veut agir au sein des grandes agences de l'ONU

Le Qatar a toujours prêté une attention particulière à être un membre actif des Nations unies. En 2009, le Qatar témoigne déjà d'une telle volonté en fixant les attributions et l'organisation du ministère des Affaires étrangères du Qatar²³⁵. Elle donne naissance en particulier à la direction des organisations internationales qui est chargée tout d'abord de développer les relations de l'État avec l'Organisation des Nations unies et ses institutions spécialisées et les autres organisations internationales. Ensuite, elle suit l'activité des Nations Unies et ses institutions spécialisées, en participant aux conférences et aux réunions internationales ou en suivant les comptes rendus de leurs travaux.

²³⁴ Rapport annuel 2018. *Op.cit.*

²³⁵ Abdullah, J. (2013). La politique étrangère de l'État du Qatar (1995-2010) : contribution à la compréhension de la politique extérieure contemporaine d'un État du Golfe. Université d'Avignon, 2011. HAL. Archives-ouvertes.fr. Consulté à l'adresse <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00841738/document>

Enfin, elle étudie et analyse ce qui est émis par l'Organisation des Nations unies et les organisations et conférences internationales, comme les décisions ou les recommandations que l'État a accordées ou approuvées, et prépare les rapports nécessaires sur la mise en œuvre de ces résolutions ou recommandations, en coopération avec les autorités compétentes du Qatar.

Cette organisation bien sûr définie en fonction des moyens notamment humains du Qatar qui restent limités, lui permet d'intégrer les multiples organisations internationales dépendant des Nations unies, dans le but de participer activement aux travaux et à l'application des valeurs universelles prônées par les Nations unies. Des ressources financières importantes sont accordées par le Qatar pour contribuer à cette action à travers les agences principales de l'organisation.

Atténuer les effets négatifs des conflits en travaillant avec le HCR

L'aide humanitaire, une des priorités du Qatar, fournit une aide rapide aux personnes touchées par une catastrophe naturelle comme cela a été le cas lors du tsunami qui a frappé l'Indonésie ou lors des séismes survenus au Pakistan, en Chine et en Haïti. Le Qatar assume ce programme d'aide internationale aux moyens de dons versés par le gouvernement mais également par des associations caritatives du pays et par des philanthropes qataris tout en soutenant les agences des Nations unies et des organisations internationales dans les domaines du développement et de l'aide humanitaire.

La question des réfugiés est aussi une des questions à laquelle le Qatar prête une attention particulière. A ce titre, le pays soutient régulièrement le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). En 2019, le HCR a reçu un total de 4,2 milliards de dollars. Le Qatar se place pour sa part à la 11^{ème} place en cumulant les dons étatiques de 20 millions de dollars et les dons privés de 48 millions de dollars²³⁶. Grâce à ces dons, le HCR a pu fournir une aide vitale à des centaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes déplacés en Iraq, au Yémen, au Myanmar, au Bangladesh, au Liban, en Éthiopie, en Somalie et dans d'autres pays.

Ainsi, les actions sont multiples au profit des réfugiés ou des déplacés : d'une part, promouvoir et contribuer à offrir protection et assistance aux réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR, assurer, d'autre part, un refuge temporaire établi par le HCR pour les déplacés à Mossoul, enfin, créer des programmes de santé pour les réfugiés syriens au Liban.

Cette aide au HCR n'est pas nouvelle. Loin d'être opportuniste ou au service de son image internationale, elle est fondée sur une volonté du Qatar d'aider les individus à faire face à des situations dramatiques qui enlèvent à l'individu toute dignité. En 2018, près de 9 millions d'euros ont été accordés pour le soutien à

²³⁶ UNHCR. *The UN Refugee Agency*. Site consulté en décembre 2019 http://reporting.unhcr.org/donor-profiles#_ga=2.157202366.469879819.1578836577-197118500.1578836577

la réintégration et aux moyens de subsistance des réfugiés, des rapatriés et des communautés d'accueil en Somalie. Près de 2 millions d'euros ont été donnés par le QFFD pour la réduction des risques de catastrophe au Bangladesh. Près de 6 millions d'euros ont été versés par Qatar Charity pour l'aide d'urgence. De même, pour répondre au déplacement de l'ethnie Rohingya et des crises humanitaires qui en ont résulté, le QFFD a contribué pour un total de 3 millions d'euros à divers projets en partenariat avec le HCR et des ONG locales. Cette aide visait à fournir des soins de santé vitaux et des abris dans divers camps au Myanmar et au Bangladesh. Enfin, il faut noter que Qatar Charity s'est fortement engagé dans le programme du HCR relatif à la perception de la Zakat (Dons) pendant le ramadan. L'institution fera un versement de 10 millions de dollars au HCR. Au total, plus d'un million de réfugiés et de déplacés internes dans le monde ont bénéficié de ce partenariat en plein essor. Qatar Charity n'a rien à cacher, son budget est en ligne et présente en chiffres ses différentes interventions.

Cependant, le QFFD a une sensibilité particulière à l'égard des populations palestiniennes. En effet, il débourse annuellement environ 50 millions de dollars à l'UNRWA pour financer les services d'éducation fournis par l'organisme à la jeunesse palestinienne dans l'ensemble des cinq zones d'opérations, à savoir la Jordanie, Gaza, la Cisjordanie dont Jérusalem-Est, la Syrie et le Liban. Le Qatar est l'un des dix principaux donateurs de l'UNRWA.²³⁷ Plus particulièrement, le Qatar porte assistance à la population dans la bande de Gaza en relation avec les autorités israéliennes. Il y assure le paiement des fonctionnaires palestiniens, aide qu'il a élargie en 2019 aux fonctionnaires de l'Autorité palestinienne. Le Comité de reconstruction de Gaza dirigé par un représentant du Qatar a distribué depuis 2012 plus de 610 millions d'euros au profit d'infrastructures, de logements, d'aides d'urgence et de carburant. Mais cette action ne se limite pas au peuple palestinien. En effet, d'autres peuples, tels que les Syriens déplacés à l'intérieur du pays, les réfugiés dans les pays d'accueil voisins comme la Jordanie, le Liban et la Turquie et plus de 100 000 personnes déplacées de Deraa et de la Ghouta orientale en Syrie ont bénéficié d'un soutien d'un montant de 52 millions de dollars.

Par ailleurs, en Libye, plus de 600 000 personnes ont profité de projets à hauteur de 8 millions de dollars. Ces projets visaient à soutenir le secteur de la santé par la formation du personnel, la fourniture d'équipements et de médicaments et la restauration de laboratoires. Enfin, le QFFD a accordé 6 millions d'euros à des projets dans le secteur de la santé, au profit de plus de 680 000 personnes au Yémen, toujours en pleine crise.²³⁸

²³⁷ Edmunds, D. R. (2019). Qatar donates further \$20.7 million to Palestinians in Syria. *The Jerusalem Post*. Consulté à l'adresse <https://www.jpost.com/Middle-East/Qatar-donates-further-207-million-to-Palestinians-in-Syria-611058>

²³⁸ Rapport annuel 2018. *Op.cit.*

Aider au développement de la culture : l'action au sein de l'UNESCO

L'UNESCO est l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture. Elle joue un rôle non négligeable au niveau mondial. En effet, l'objectif poursuivi vise à instaurer la paix et prévenir les conflits par la coopération internationale en matière d'éducation, de science et de culture. A ce sujet, le Qatar a toujours été sensible à ces questions dont l'enjeu est la Paix. En décembre 2015, un accord entre le Fonds de développement du Qatar et l'Unesco est signé « *pour la protection du patrimoine culturel ou naturel qui se trouve dans une situation d'urgence* »²³⁹. Ainsi, 10 millions de dollars sont prévus afin de protéger les sites du patrimoine mondial dans les régions affectées par les catastrophes naturelles ou d'origine humaine.

En 2018, le QFFD abonde le Fonds d'urgence pour le patrimoine de l'UNESCO avec un apport de plus de 2 millions de dollars. Sa Directrice générale, Audrey Azoulay souligne à cette occasion que « *Le Fonds d'urgence pour le patrimoine est un outil clé pour faire cela et je considère cette contribution renouvelée du QFFD comme un appel à la communauté internationale pour réunir ses forces autour de l'UNESCO en ce sens* ». Ces remerciements sont appréciables étant donné que le Qatar n'avait pas soutenu sa candidature comme directrice de l'UNESCO en octobre 2017. Comme en 2009, il était en effet tacitement acquis que ce poste devait revenir à un pays arabe, ceux-ci n'ayant jamais dirigé l'institution depuis sa création. Le candidat du Qatar échoue de peu à ce poste mais la crise de juin 2017 est en cours et nul doute que les voix des États du Golfe lui ont manqué²⁴⁰.

Pour sa part, Cheikha Al Mayassa, représentant le Qatar, a souligné les nombreuses menaces qui pèsent sur le patrimoine mondial aujourd'hui et a appelé « *tous les États de la grande famille du Patrimoine mondial* » à soutenir l'initiative du Qatar « *en contribuant à ce nouveau fonds* ». Elle précisait le plein engagement de la communauté internationale en faveur du principe qui est au cœur de la Convention, c'est-à-dire « *une responsabilité partagée pour le patrimoine de l'humanité de valeur universelle exceptionnelle* ». ²⁴¹

On observe et il est juste de le mentionner que ce soutien à la culture va bien au-delà du seul soutien à la culture islamique. Le Qatar ne différencie pas son aide en fonction des cultures. Il considère qu'il faut préserver leur diversité, leur histoire et leur avenir. D'ailleurs, ses actions sont là pour en témoigner. Lors

²³⁹ Le Fonds de développement du Qatar soutient le Fonds d'urgence de l'UNESCO pour le patrimoine. (2015). *Unesco*. Consulté à l'adresse <http://whc.unesco.org/fr/actualites/?maxrows=120&date=2015%2D01%2D01&calendarmonth=year&>

²⁴⁰ Barthe B., Fabre C. & Semo, M. (2017). Audrey Azoulay devient la nouvelle patronne de l'Unesco. *Le Monde*. Consulté à l'adresse https://www.lemonde.fr/international/article/2017/10/14/audrey-azoulay-devient-la-nouvelle-patronne-de-l-unesco_5200818_3210.html

²⁴¹ Début des travaux du Comité du patrimoine mondial à Doha - Le Qatar annonce un don de 10 millions de dollars à une nouvelle initiative de protection du patrimoine. (2014). *UNESCO. Sciences sociales et humaines*. Consulté à l'adresse http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/anti-doping/sv15/news/debut_des_travaux_du_comite_du_patrimoine_mondial_a_doha/

du processus de propositions d'inscription de sites sur la liste du patrimoine mondial, le Qatar propose son financement à des pays très divers tels que la Chine, le Danemark, le Mexique, Israël et le Japon. Cette pluralité de pays proposée témoigne de la vision universelle des autorités qataries.

Aider l'enfance par le Fond des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)

Le Qatar participe depuis longtemps aux opérations de l'UNICEF. En 2009, il finance un programme en Somalie dans le but de favoriser l'accès aux services sociaux de base pour les communautés vulnérables. En 2010, il a mis en œuvre le programme « *Eau et réforme* » au Pakistan, financé par l'UNICEF, pour 270 000 personnes. En 2013, un mémorandum est signé entre le Qatar et l'agence afin de créer un cadre de coopération entre les deux parties pour renforcer la prévention et la réponse humanitaire en faveur des enfants.

Le budget de l'UNICEF s'élève annuellement aux environs de 3,1 milliards d'euros. Les recettes viennent de plusieurs sources publiques ou privées. En 2017, Qatar Charity y a participé à hauteur de 30 millions d'euros. En 2018, le QFFD signe un accord avec l'UNICEF de plus de 7 millions d'euros afin d'améliorer les politiques et les services assurant la protection des enfants. Il a aussi pour ambition de fournir également une éducation de qualité en tant que droit fondamental pour tous les enfants, que ce soit dans les pays en développement ou dans les zones touchées par les conflits et les crises. L'accord vise à permettre aux enfants d'accéder à des médicaments et fournitures essentielles. Enfin, il veut développer le bien-être de chaque enfant dans tous les domaines et faire en sorte qu'il ait un droit inhérent à la vie, au développement et à la réalisation de son potentiel au profit d'un monde meilleur dans le monde de demain.

A cet effet, plusieurs projets ont été lancés : en octobre 2019, projet d'approvisionnement en eau au Pakistan via le Qatar Charity. Ce projet WASH fait partie du partenariat Qatar Charity avec l'Unicef et bénéficie à plus de 44 000 ménages dans 98 villages. Il s'intègre dans un objectif beaucoup plus global visant à contribuer à l'amélioration de la santé et du bien-être de la population rurale en changeant sa culture en matière d'assainissement, d'hygiène et d'eau potable. Qatar Charity a également installé une usine de production d'eau qui contribue à l'approvisionnement en eau potable. Elle a créé 340 clubs scolaires et 1 117 enseignants ont été formés aux questions d'hygiène et de santé à promouvoir.

Toutefois, le Qatar n'agit pas seulement au sein de l'UNICEF. Il mène aussi une politique active en dehors de l'UNICEF tout en ayant la même philosophie. C'est ainsi qu'en 2017, il a financé un projet humanitaire à Alep et en Syrie pour un montant de 1,8 millions d'euros. Le QFFD a, de même, signé avec le gouvernement de la République d'Albanie un accord par lequel une subvention de plus d'1 million d'euros pour financer une école de 800 élèves²⁴².

²⁴² Rapport annuel 2018. Op.cit.

La même année, il est venu en aide aux enfants maliens dans le cadre du droit à l'éducation en versant une aide de 3,5 millions d'euros pour scolariser 600 000 enfants.

Enfin, lors de la 73e session de l'Assemblée générale des Nations unies du 25 septembre 2018, l'émir du Qatar annonce l'accord passé par son pays et l'ONU pour lutter contre le choléra au Yémen en soutenant des projets visant à éradiquer les causes de la maladie et à endiguer l'épidémie.

Aider à une meilleure santé par l'OMS

Au sein de l'Organisation des Nations unies, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) gouverne la santé internationale et conseille les partenaires dans la réponse globale à donner en matière de santé publique. Le Qatar, membre de l'OMS, considère la santé publique comme une priorité et fait partie de ses objectifs de développement durable. « *Plus de 70 % des pays touchés par les maladies tropicales négligées sont des pays et territoires à faible ou moyen revenu. Par conséquent, ce projet est conforme à l'objectif de l'État du Qatar qui est de porter assistance à toute personne dans le besoin à l'échelle mondiale* », a ainsi déclaré M. Misfer Hamad Al-Shahwani, Directeur général adjoint des programmes de développement du QFFD. Dans ce cadre-là, non seulement il soutient la politique de cette organisation tant politiquement que financièrement mais il n'hésite pas à signer des accords avec cette organisation afin de s'engager au profit de causes utiles.²⁴³

Dans cet esprit, le QFFD a signé en novembre 2018 un accord avec l'OMS pour un projet de trois ans visant à éliminer les maladies tropicales et autres types de maladies dans 49 pays africains, bénéficiant à plus de 400 millions de personnes. Cet accord a pour objectif de soutenir le « *Projet spécial élargi pour l'élimination des maladies tropicales négligées (MTN) en Afrique (ESPEN)* » à hauteur de plus de 3 millions d'euros sur la période 2018-2020. Ainsi, en soutenant ESPEN qui vise à atteindre une couverture géographique totale de traitements préventifs à travers tous les pays endémiques de la région d'ici à 2020, le QFFD aide les pays africains dans leurs efforts de contrôle et d'élimination des MTN. Par conséquent, le Qatar contribue à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la productivité économique et de la qualité de vie des communautés affectées.²⁴⁴

Une coopération étroite avec les organisations internationales a également été privilégiée. D'une part, le QFFD a rejoint le conseil d'administration du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il a soutenu de nombreuses années plusieurs projets de ce Fonds, en particulier dans la région MENA, au profit de plus de 22 millions de personnes. D'autre part, l'ONG Orbis

²⁴³ QFFD signe un accord avec l'OMS pour accélérer l'élimination des maladies tropicales négligées en Afrique. (2018). *Speak Up Africa*. Consulté à l'adresse <https://www.speakupafrika.org/fr/qffd-signer-un-accord-avec-loms-pour-accelerer-lelimination-des-maladies-tropicales-negligees-en-afrique/>

²⁴⁴ *Ibid.*

et le QFFD ont étendu le projet Qatar Creating Vision au Bangladesh et en Inde, réalisant plus de 5 millions de dépistages oculaires depuis 2018.

Le Qatar ne fait pas de discriminations religieuses dans les aides qu'il peut accorder. Sa priorité est d'aider en fonction des besoins et des situations et rendre un peu de dignité aux individus. Par exemple, Haïti, qui a une population très majoritairement chrétienne, a dû faire face en 2010 à un grave tremblement de terre tuant 230 000 personnes et faisant plus d'un million de sans-abri et blessés sans oublier les maladies charriées par la situation. Le Qatar a attribué 1,8 millions d'euros pour la reconstruction de logements.²⁴⁵ En 2012, le Qatar accorde une subvention d'1,8 millions d'euros pour une clinique de santé mobile. Il en sera de même aux États-Unis en 2018. Le Texas qui a subi de graves dégâts à la suite du passage de l'ouragan « Harvey » reçoit plus de 27 millions d'euros dont 2,5 millions à l'hôpital général Riverside du comté de Harris.

Agissant dans le cadre de l'OMS, l'émirat du Qatar prend aussi des initiatives à titre individuel complétant ainsi l'action de l'OMS. En 2018, il octroie près de 2 millions d'euros pour la reconstruction de l'Hôpital Saint John à Gaza. Le QFFD ajoute 2 millions supplémentaires pour les années 2018-2020. Il débloque la même année 8 millions d'euros pour financer l'achat du carburant nécessaire au fonctionnement des générateurs de secours des services de santé de Gaza²⁴⁶.

Ce financement fait suite à l'appel aux dons effectué par l'ONU dans la mesure où les réserves de carburant indispensables au fonctionnement des groupes électrogènes de secours, qui permettent aux hôpitaux et aux services sanitaires de Gaza de fonctionner, seraient épuisées dans les dix jours. La situation était déjà critique puisque, faute de carburant, les générateurs de secours de trois des 13 hôpitaux de Gaza, ainsi que ceux de 14 des 53 centres médicaux de l'enclave, avaient cessé de fonctionner. Cette pénurie est la conséquence d'un conflit entre le Hamas et l'Autorité palestinienne, qui n'ont pas réussi à s'entendre sur un partage du pouvoir malgré l'accord de réconciliation signé sous la supervision de l'Égypte.

Qatar charity

Qatar Charity²⁴⁷ est l'une des principales organisations non gouvernementales d'aide au développement et d'aide humanitaire au Moyen-Orient. Mais son intervention est mondiale quelle que soit la culture ou la religion dominante du pays.

²⁴⁵ 225Le Qatar versera 12 millions de dollars à Haïti. (2012). *Radio-Canada*. Consulté à l'adresse <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/579036/haiti-fonds-special-qatar-12-millions-reconstruction>

²⁴⁶ Dons des Emirats et du Qatar au profit des services de santé de Gaza. (2018). *Yahoo ! actualités. Reuters*. Consulté à l'adresse <https://fr.news.yahoo.com/dons-des-emirats-et-du-qatar-au-profit-204211810--finance.html>

²⁴⁷ Qatar Charity Society. (2017). *Arab.org*. Consulté à l'adresse <https://arab.org/fr/annuaire/qatar-charit%C3%A9-soci%C3%A9t%C3%A9/>

Cheikh Hamad ben Nasser al-Thani en est l'actuel président. L'association, dont le siège est à Doha, est financée en grande partie par des donations en argent ou en nature de la part de la population qatarie, dans le cadre de la Zakat musulmane.

Elle a été fondée en 1992 suite à la guerre en Afghanistan qui a fait des milliers d'orphelins. Aux 150 000 orphelins qu'elle parraine, l'organisation englobe aujourd'hui six domaines d'activité humanitaire (hébergement d'urgence, assistance médicale d'urgence, éducation, aide alimentaire, eau potable et assainissement, et aide financière directe) et huit domaines de développement (santé, éducation, eau potable et assainissement, sécurité alimentaire, autonomisation financière, logement et assistance sociale). Qatar Charity a dépensé plus d'1 milliard de dollars pour des opérations et des projets humanitaires et d'aide au développement qui ont fourni secours et assistance à plus de 144 millions de personnes dans plus de 50 pays.²⁴⁸

Funding by contributor  **World Health Organization** UPDATED UNTIL Q4-2018
Qatar Charity

Assessed contributions	0
Specified voluntary contributions	734,016
Core voluntary contributions	0
PIP Contributions	0
Projected funding*	800,000
Total	1,534 K

En outre, Qatar Charity subventionne le HCR avec 9 630 000 dollars pour le soutien à la réintégration et aux moyens de subsistance des réfugiés, des PDI, des rapatriés et des communautés d'accueil en Somalie, 2 387 304 dollars pour la réduction des risques de catastrophe au Bangladesh, 6 440 951 dollars pour la réduction des risques de catastrophe et pour l'aide d'urgence pour les besoins essentiels et les services essentiels pour les réfugiés Rohingya au Bangladesh.²⁴⁹

L'intégration des valeurs universelles dans le respect de ses traditions

La priorité des autorités qataries est la recherche du bonheur de leur peuple. Cet objectif s'exprime à travers une démarche tendant à préserver les traditions tout en étant ouvert sur le monde et réceptif à l'évolution de la société et de ses attentes. C'est dans ce sens-là que le Qatar a fait le choix de faire progresser les

²⁴⁸ Commémoration de la journée sportive au Qatar : Les bénéficiaires de l'ONG Qatar Charity Burkina s'invitent à la fête. QNA. Site consulté en décembre 2019 <http://quotidiennumerique.com/commemoration-de-la-journee-sportive-au-qatar-les-beneficiaires-de-long-qatar-charity-burkina-sinvitent-a-la-fete/>

²⁴⁹ Qatar Charity. *Wikipédia*. Site consulté en décembre 2019 https://fr.wikipedia.org/wiki/Qatar_Charity

droits fondamentaux sur son territoire en application des textes internationaux qu'il a signés²⁵⁰.

8.2 Une législation qatarie qui s'enrichit continuellement

Lorsque l'on étudie l'évolution de la législation qatarie depuis un certain nombre d'années, on ne peut que constater que l'Émir du Qatar Hamad Bin Khalifa al-Thani a mis la question des droits de l'homme au centre des projets du pays.

L'intérêt accordé par l'émir à cette question s'est traduit par le développement et le renforcement des aspects législatifs et institutionnels pour assurer la défense des droits de l'homme. Ainsi, on peut voir que la Constitution du Qatar de 2003²⁵¹ fait référence dans son chapitre 3 (art. 34 à 58) aux libertés et droits fondamentaux. On y trouve plusieurs droits comme par exemple, l'égalité devant la loi, la non-discrimination, la liberté individuelle, la pénalisation de la torture, la liberté de la presse et d'expression, la liberté d'association, la liberté de religion, le droit au travail, le droit à l'éducation et la liberté de réunion.

Ces droits sont protégés par la Constitution et ne peuvent être restreints, y compris au Qatar. L'article 146 rajoute que les dispositions relatives aux droits et aux libertés publics ne peuvent être modifiées si ce n'est dans le but d'offrir davantage de garanties aux citoyens. Au niveau international, on peut noter que le Qatar a adhéré à de nombreux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme avant de les ratifier :

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1976) ;

Convention relative aux droits de l'enfant (1995) ;

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (2001) ;

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (2001) ;

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant et concernant la participation des enfants aux conflits armés (2002) ;

Convention relative aux droits des personnes handicapées (2008) ;

Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (2008) ;

Charte arabe des droits de l'homme (2009) ;

Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des

²⁵⁰ Rapport du Conseil des droits de l'homme. Assemblée générale, Documents officiels, Soixante-neuvième session, Supplément no 53 (A/69/53), Rapport du Conseil des droits de l'homme, Vingtième session extraordinaire, (20 janvier 2014), Vingt-cinquième session, (3-28 mars 2014), Vingt-sixième session, (10-27 juin 2014), Vingt et unième session extraordinaire, (23 juillet 2014), Nations unies, New York, 2014. Nations unies. Site consulté en décembre 2019 <https://undocs.org/pdf?symbol=fr/A/69/53>

²⁵¹ Qatar Constitution du 29 avril 2003. *Digithèque MJP*. Consulté à l'adresse <https://mjp.univ-perp.fr/constit/qa2003.htm>

personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole de Palerme, 2009) ;

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (2009).

L'intérêt de l'État du Qatar pour les droits de l'homme se concrétise aussi dans la création de nombreuses institutions visant à les promouvoir et à les protéger, en les considérant tous interdépendants, interconnectés et indivisibles aux niveaux gouvernemental et non gouvernemental.

Au niveau gouvernemental, de nombreux services ont été créés pour traiter des droits de l'homme au sein des ministères qataris, tels que le Bureau des droits de l'homme au sein du ministère des Affaires étrangères, la direction des droits de l'homme au sein du ministère de l'Intérieur et le Conseil supérieur des affaires de la famille. La création d'institutions privées déclarées d'utilité publique, telles que l'Agence qatarie pour la lutte contre la traite des êtres humains et la Fondation qatarie pour la protection des femmes et des enfants, s'ajoute à la liste de ces institutions et services. Le rôle de la Direction du travail au sein du ministère de l'Emploi a aussi été accru en vue d'assurer la protection voulue aux travailleurs qui viennent au Qatar en raison de l'essor économique et du développement que connaît le pays.

En 2002, la création du Comité national des droits de l'homme (CNDH) dont la mission est de promouvoir et protéger les droits de l'homme constitue un autre témoignage de cet attachement aux valeurs universelles. La création d'une Cour constitutionnelle²⁵² ayant compétence d'examiner la constitutionnalité des lois a fait un pas de plus vers une meilleure protection des droits fondamentaux.

Le souci qu'a l'État du Qatar d'entretenir une interaction positive avec les mécanismes internationaux des droits de l'Homme procède des principes inscrits dans la Constitution qatarie au premier rang desquels figurent l'attachement du Qatar aux chartes et pactes internationaux, dans ce domaine et son souci de l'application effective de tous les traités et conventions auxquels il est partie prenante.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la présentation des rapports périodiques du Qatar aux divers mécanismes de surveillance (Comité contre la discrimination raciale, Comité des droits de l'enfant et Comité contre la torture). A ce titre, les autorités qataries sont vigilantes sur l'application des recommandations émanant de ces organes de surveillance.

Par exemple, soucieux d'appliquer les recommandations du Comité contre la discrimination raciale, le Qatar a par le décret 2006 modifié le décret-loi n° 38 de 2000 portant création de la Commission nationale des droits de l'homme. Cet organisme a été mis en conformité avec les Principes de Paris précisant que de

²⁵² Qatar. (2014). *LegiGlobe*. Consulté à l'adresse <http://legiglobe.rf2d.org/qatar/2014/07/18/>

tels organismes ne doivent pas compter moins de sept membres représentant la société civile et cinq membres issus des organismes gouvernementaux mais n'ayant pas droit de vote. L'objectif réside ici que ces organismes soient dans la capacité de rendre des recommandations impartiales sans aucune influence du pouvoir politique.

La volonté du Qatar de participer à l'action de renforcement des capacités au plan international s'est aussi concrétisée dès 2008 suite à un accord avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Un Centre de formation et de documentation des Nations unies dans le domaine des droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe, a été créé en application de la résolution 60/153 de l'Assemblée générale des Nations unies. Ce centre vise par la formation, l'information, la documentation, les études et les échanges de compétences, à renforcer les droits de l'homme dans le cadre d'une coopération avec les gouvernements pour l'élaboration de politiques de renforcement des principes qui fondent ces droits.

Cette attention portée aux droits de l'homme s'exprime aussi par une attitude de transparence de la part des autorités qataries vis-à-vis des contrôles extérieurs éventuels. Par exemple, le Qatar a accueilli en 2019 un groupe de travail de l'ONU sur les détentions arbitraires dont la mission est la rédaction pour 2020 d'un rapport concernant plusieurs pays.

La préservation des droits humains

Le Qatar ne s'est pas contenté de simples déclarations formelles consistant à un marketing politique voire institutionnel afin de renforcer une image à l'internationale, il s'est engagé à son rythme dans une politique de mise en œuvre concrète de ces valeurs universelles telles que reconnues non seulement par le droit international mais par l'Islam lui-même.

Les droits de la femme pris en compte

La question des droits des femmes est un sujet sur lequel les autorités qataries se mobilisent de façon très diverse mais avec une véritable volonté pour répondre à ce défi contrairement à certains de ses voisins. Ainsi, le Qatar a soutenu le Programme de développement durable à l'horizon 2030 élaboré dans le cadre des Nations unies. Ce programme comprend, notamment, un ensemble de dispositions intéressant directement les droits de la femme. En effet, on peut y lire que les États s'engagent à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. En soutenant ce programme, l'émirat du Qatar reconnaît que la réalisation de tout le potentiel humain et du développement durable n'est pas possible si la moitié de l'humanité continue de se voir refuser tous ses droits et possibilités humains.

Le programme insiste sur le fait que les femmes et les filles doivent bénéficier d'un accès égal à une éducation de qualité, aux ressources économiques et à la participation politique ainsi qu'à l'égalité des chances avec les hommes et les

garçons en matière d'emploi, de leadership et de prise de décision à tous les niveaux.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, dont le Qatar est membre, a adopté un certain nombre de résolutions sans opposition de sa part comme l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles. Cela implique pour les États l'abrogation de toutes les lois qui criminalisent exclusivement ou de manière disproportionnée les actes ou les comportements des femmes et des filles, les lois et politiques qui sont discriminatoires à leur égard, quel qu'en soit le fondement, notamment toute coutume, tradition ou interprétation culturelle ou religieuse contraire à l'obligation internationale d'éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.

Une autre variable permet d'apprécier l'attention portée par le Qatar à cette question de société. En effet, le Qatar n'hésite pas depuis longtemps à diligenter des enquêtes ou conduire des sondages afin d'évaluer la situation et proposer des solutions. En 2006, le Conseil suprême des affaires familiales qatari réalise déjà les premières enquêtes sur la violence contre les femmes dans la société qatarie. En 2008, deux autres enquêtes sont réalisées l'une sur la question des violences contre les femmes mariées, la seconde sur les violences domestiques.

Enfin, le Qatar a pris plusieurs initiatives légales. Dès la promulgation de la Constitution en 2004, le nouveau code pénal vise les femmes par l'incrimination de plusieurs faits :

L'incitation d'une femme à se livrer à la prostitution ou à des actes indécents ;

L'agression d'une femme enceinte ;

La défloration par la contrainte, la menace ou la ruse est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de réclusion.

Préserver les droits des femmes et des enfants

La loi de 2004 est venue aussi prêter une attention à l'agression psychique contre la femme en sanctionnant toute atteinte à leur pudeur que ce soit par la parole, l'insinuation ou les gestes. En 2006, elle fixe l'âge minimum pour le mariage à 16 ans pour les filles et 18 ans pour les garçons.

Dans les dispositions de la loi qatarie sur la famille de 2006, il n'existe aucune disposition discriminatoire à l'égard des femmes. Le Qatar adhère par décret à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 2008, au Protocole sur la prévention et la répression de la traite des êtres humains, en particulier de celle des femmes et des enfants en 2009. La loi n°5 de 2009, permet à la femme d'effectuer une demande de passeport sans l'autorisation de son tuteur.

Enfin, les pouvoirs publics ont créé un certain nombre d'institutions avec pour mission de lutter contre les violences dont sont victimes les femmes. Ainsi, en 2002, la création d'institutions indépendantes dédiées à la lutte contre ce phénomène, telles que la Fondation qatarie pour la protection des enfants et

des femmes ou encore la Fondation du Qatar pour la lutte contre la traite des personnes créée en 2005. En 2007, un bureau de la Fondation qatarie est aussi créé pour la protection des enfants et des femmes, qui propose des services d'assistance téléphonique. Ceux-ci ont pour mission d'écouter, conseiller, orienter les femmes victimes de violence. Enfin, le centre d'orientation familiale (*Family Guidance Center*) dispose d'une ligne directe pour les conseils de famille et de mariage.

Le Qatar a pris en considération la place de la femme dans la société qatarie depuis bientôt vingt ans, bien avant ses voisins. Dès le début des années 2000, la législation a mis en œuvre le nouveau cadre de la femme au sein de la société qatarie, en tenant compte certes de ses spécificités culturelles mais sans écarter l'attachement aux valeurs universelles dont la protection des femmes est une composante.

Les droits des personnes handicapées

La loi de 2007 sur la sécurité sociale instaure des prestations mensuelles pour les personnes handicapées et une allocation mensuelle en espèces pour l'aide domestique. De même, le Qatar a ratifié en 2008 la Convention relative aux personnes ayant un handicap avec ses conséquences législatives. Quant au Département des personnes âgées et des personnes handicapées, il est créé en 2014 au sein du ministère du Travail afin d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes politiques pertinents, et en avril 2015, la loi sur les personnes handicapées couvre tous les droits contenus dans la Convention. En outre, le Qatar adopte une stratégie nationale de santé. Une assurance maladie gratuite est instaurée pour les personnes handicapées. Un comité médical des personnes handicapées a été créé afin d'examiner leurs problèmes de santé, sociaux et familiaux.

La législation qatarie interdit la discrimination à l'égard des personnes handicapées et définit leurs droits dans les domaines suivants : éducation, transport, soins médicaux et sociaux, accès aux installations publiques et emploi. La loi exige que 2 % de tous les emplois dans les agences gouvernementales et publiques leurs soient réservés.

La protection des libertés individuelles et collectives

Le Qatar est parfois présenté comme un État où les libertés seraient totalement absentes, sinon comme un État policier. S'il restait effectivement des progrès à mener dans un certain nombre de domaines— mais ce n'est pas le seul pays dans ce cas, les démocraties occidentales y comprises — des réformes ont été engagées dans ce sens.

En 2004, le Qatar adopte la loi n° 18/2004 sur les réunions publiques et les manifestations stipulant la conduite de la manifestation et définit le processus d'autorisation comme dans tout État que ce soit pour les délais à respecter pour déposer une demande et pour obtenir une réponse. Les ouvriers dans leur immense majorité étrangers sur les chantiers ont pu ainsi protester contre leur entreprise pour le retard de salaire. Le ministère de l'Intérieur n'a imposé

aucune restriction pour empêcher les manifestations. Les policiers étaient uniquement chargés d'entourer la manifestation qui était pacifique.

La liberté de réunion et la prévention de toute arrestation arbitraire font aussi l'objet d'une certaine protection. Elle est reconnue à l'article 36 de la Constitution depuis 2004. Cet article stipule que la liberté personnelle doit être garantie et nul ne peut être soumis à la torture ni à aucun autre traitement inhumain ou dégradant en vertu des dispositions de la loi. En outre, la loi n° 23 de 2004 prévoit une procédure précise avec des garanties concernant les arrestations et la procédure d'enquête et cela conformément aux normes internationales.

Enfin, la loi n° 18 de 2004 conditionne l'utilisation de mesures par les forces de l'ordre afin de contrer des violences si elles obtiennent l'autorisation du ministère de l'Intérieur, alors que cette autorisation n'est accordée que pour l'utilisation d'un très faible niveau de violence, et ce seulement en cas de grande nécessité.

La liberté d'association est reconnue au sein de l'article 45 de la Constitution qatarie de 2004 qui mentionne que « *le droit des citoyens de s'associer est garanti conformément aux conditions et circonstances énoncées dans la loi* ». En 2004, une loi relative à la création des associations est votée également (loi n° 12).

L'avancée du droit du travail

Le Qatar n'a jamais été insensible aux questions relatives aux conditions de travail. Il a toujours eu le souci d'adapter sa législation aux besoins sociaux. Il a ainsi ratifié de nombreux textes internationaux dont la Convention concernant la discrimination dans l'emploi et sa profession (1976), celle relative au travail forcé (1998), la Convention sur le travail des enfants (2000), sur l'âge minimum pour travailler (2006) et enfin, sur l'abolition du travail forcé (en 2007).

Avec le chantier de la Coupe du monde de football en 2022, les conditions de travail, notamment le système de la Kafala pour les étrangers qui stipule que tout travailleur étranger a l'obligation d'être « *sponsorisé* » par une entité locale au Qatar, ont fait l'objet de nombreux titres au sein de la presse internationale ou de rapports d'ONG.

Le Qatar compte en effet environ 2 millions de travailleurs étrangers dans les secteurs public et privé dont une grande majorité de Philippins, d'Indiens, de Pakistanais et de Bangladais. Face aux critiques internationales, le Qatar a pris des décisions importantes afin de garantir un droit du travail plus compatible avec les normes internationales.

En avril 2018, l'Organisation internationale du Travail ouvre son premier bureau de projet au Qatar afin d'accompagner la mise en œuvre d'un programme global de coopération technique sur les conditions de travail et les droits des travailleurs. Cet évènement est jugé suffisamment d'importance pour que soient présents entre autres le ministre du Développement administratif, du Travail et

des Affaires sociales du Qatar, Issa Saad Al Jafali Al Nuaimi, le directeur général adjoint de l'OIT pour les opérations extérieures et les partenariats, Moussa Oumarou, la directrice régionale de l'OIT pour les États arabes, Ruba Jaradat ainsi que la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, Sharan Burrow. Comme l'a déclaré le ministre Issa Saad Al Jafali Al Nuaimi, le Qatar s'engage « *dans la mise en oeuvre d'une totale conformité avec les normes internationales et les bonnes pratiques, ainsi qu'avec la Stratégie nationale de développement du Qatar 2018-2022* ».

La Kafala, en pratique dans le Golfe et largement décrite notamment par les ONG comme Amnesty International, est supprimée. Le 16 octobre 2019, le conseil des ministres qatari adopte à l'unanimité une nouvelle législation autorisant les travailleurs à changer librement d'employeur. Antérieurement, ils devaient obtenir un certificat de non-objection de leur employeur pour effectuer un changement. Un décret ministériel supprime aussi l'obligation du visa de sortie pour tous les travailleurs, à l'exception du personnel militaire. La quasi-totalité des travailleurs est libre désormais de quitter le pays de façon temporaire ou permanente sans avoir à demander la permission à leur employeur.

Par ailleurs, l'instauration d'un salaire minimum non discriminatoire, la première au Moyen Orient, s'appliquant à toutes les nationalités et à tous les secteurs, garantit désormais un niveau minimum de protection à tous les travailleurs.

Enfin, un ensemble de réformes sur le droit du travail ont concrétisé ces évolutions et sont entrées en vigueur en janvier 2020 dans le cadre de ce programme de coopération qui témoigne de la volonté du Qatar de faire évoluer sa législation. Il s'agit d'améliorer les conditions d'emploi et les pratiques de recrutement pour les travailleurs migrants, le paiement des salaires en temps voulu, le respect du droit du travail par un renforcement de l'inspection du travail et des normes de sécurité, de santé au travail, la sanction du travail forcé, enfin de donner un droit de parole aux travailleurs.

Finalement, Le Qatar ne correspond pas à cette image que certains médias, journalistes ou politiques souhaitent transmettre. Il est vrai que voir le Qatar avec le prisme culturel occidental peut éventuellement interpeller sur certains points. Mais la réalité qatarie est beaucoup plus complexe. Il faut avoir l'honnêteté intellectuelle de reconnaître que l'émirat du Qatar est un pays ouvert sur le monde à travers son adhésion aux valeurs universelles reconnues par tous. Il n'y a qu'à observer les faits. On constate alors que le Qatar est très attaché aux valeurs humaines telles que reconnues par la religion musulmane et le droit international. Le Qatar s'intègre dans le XXIème siècle avec sa culture, son histoire, sa civilisation, sa religion mais il vit aussi avec son temps en adhérant aux valeurs universellement reconnues.

Conclusion

L'Arabie saoudite et les É.A.U. ont perdu leur guerre économique contre le Qatar. La normalisation des relations régionales, qui fait son chemin vers la fin de l'année 2019, n'est pas encore acquise. Des signes avant-coureurs ont cependant fait leur apparition. L'Arabie saoudite, Bahreïn et les É.A.U. étaient présents à la Coupe du Golfe arabe qui s'est tenue à Doha du 24 novembre au 9 décembre 2019 alors que ces États avaient boycotté cet événement régional deux ans auparavant. Les États adversaires du Qatar ont de même autorisé leurs équipes et les supporters à assister à cette rencontre.

De fait, les contacts discrets entre le Qatar et l'Arabie saoudite se développent au second semestre de l'année 2019. Les gestes d'apaisement entre les deux camps se multiplient. Cette évolution est apparue au grand jour le 10 décembre 2019, au 40^{ème} sommet du Conseil de coopération du Golfe organisé à Riyad, qui n'a pas eu lieu aux É.A.U. comme prévu. Représentant l'émir du Qatar, le premier ministre qatari Abdallah Ben Khalifa Al-Thani a été accueilli par le souverain saoudien en personne, le roi Salmane, qui avait personnellement invité l'émir du Qatar.

En fait, plusieurs événements ont conduit à cette amélioration forcée des relations de la région fin 2019. Tout d'abord, le blocus imposé à Doha depuis le 5 juin 2017 est un fiasco. En novembre 2019, l'Émir Tamim déclare que « *grâce aux efforts de réduction des dépenses (...), le gros déficit budgétaire de 2017 s'est transformé en excédent* ». Les réserves de l'État ont été rétablies à des niveaux supérieurs à ceux précédant le blocus. Selon les statistiques officielles, le Qatar a enregistré un déficit budgétaire de 11 milliards de dollars en 2017 et un excédent de 4 milliards de dollars en 2018. L'échec est donc total dans sa dimension économique.

Ensuite, la position de l'Arabie saoudite et de son prince héritier est en situation instable. Les erreurs de Mohammed Ben Salmane depuis son arrivée au pouvoir, dont l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, ont modifié l'équilibre au sein du pouvoir saoudien et sa perception par la communauté internationale. De plus, les attaques houthistes dans le détroit d'Ormuz et sur le territoire saoudien en septembre 2019 ont déstabilisé Riyad d'autant que Donald Trump n'a pas réagi militairement. En novembre 2020, l'Arabie saoudite accueille le G20 et son image doit être corrigée. Enfin, la guerre au Yémen et son absence de solutions au bout de quatre ans incitent à des gestes d'ouverture.

Par ailleurs, le Qatar continue dans sa diplomatie traditionnelle de médiation modérée sur Al-Jazeera. En effet, Le Qatar vise non seulement à assurer sa sécurité mais aussi sa capacité d'influence sur les relations internationales. Il veut cependant éviter de s'engager désormais dans des opérations militaires solitaires, ou presque, suscitant incompréhension et suspicions notamment de la part de ses alliés occidentaux. Désormais, il vise à créer diplomatiquement un

environnement régional pacifié, protecteur aussi, tout en préparant son avenir qui est économique dans l'optique du plan Vision 2030.

Cependant, son principal adversaire est l'État des É.A.U. N'est-il pas le vrai problème dans la résolution de cette crise ? De tous les membres du quartet anti-Qatar, il est le plus viscéralement opposé à l'émirat. Sa propagande contre le Qatar est permanente et agressive. Et pourtant, les É.A.U. bénéficient toujours de l'approvisionnement en gaz naturel du Qatar, ce qui a été confirmé lors du forum de Doha 2019.

Néanmoins, le Qatar a l'ambition et les capacités de participer pleinement au fonctionnement de la communauté internationale. Appliquant les valeurs universelles établies par les Nations unies, il est complètement impliqué grâce à la mobilisation de ses richesses au service notamment des grandes agences internationales. Participer au développement, aider à l'éducation, assister en cas de catastrophe, sont des engagements que le Qatar assume. C'est sa vocation et il y tient. Enfin, la société qatarie évolue progressivement, sans heurts, et intègre dans son fonctionnement les normes des démocraties que ce soit au titre des droits individuels ou des libertés. Le Qatar avance et chacun doit le savoir ! Le Qatar doit maintenant gagner la bataille de l'image et des perceptions dans les opinions publiques notamment occidentales. La réalité doit être perçue objectivement et non par des mythes colportés par ses adversaires.

Ainsi, le Qatar a mené une offensive diplomatique pour rehausser son image sur la scène internationale. Cette stratégie s'appuie sur une intense activité en matière de médiation. Son usage est érigé comme un principe dans l'article 7 de la Constitution de 2003 et s'est structuré à un répertoire d'actions très diversifiées, piloté par l'ancien premier ministre, Hamad Ben Jassim Ben Jaber Al-Thani. Au développement classique de son réseau d'ambassades ou d'invitations de chefs d'État visant à renforcer les relations bilatérales s'est ajoutée une série d'actions de médiation au service de la paix et de la solidarité. Citons par exemple l'envoi de 300 soldats pour une opération de maintien de la paix au Liban en 2006, la rencontre avec une délégation de leaders houthistes en 2007 et la participation, à la demande de la Ligue arabe, à une opération de médiation au Darfour en 2008. Le Qatar a par ailleurs accordé un don de 100 millions de dollars (90,22 millions d'euros) pour les victimes de l'ouragan Katrina aux États-Unis et consacré 150 millions de dollars (135,34 millions d'euros) à la reconstruction de logements fin 2006 au Sud-Liban à la suite de la guerre avec Israël, en juillet de la même année. Enfin, en 2020, face à l'épidémie du coronavirus qui touche le monde entier, Qatar fait don à l'Italie de deux hôpitaux fabriqués sur place pouvant comporter chacun 500 lits²⁵³. L'émirat accueille aussi des personnes atteintes du virus dans ses deux hôtels prestigieux le Plaza hôtel et le St Regis à Central Park, New York. Le Qatar ne limitera pas son aide à ces deux pays mais

²⁵³ Italian FM thanks Qatar for donating field hospitals for fighting Covid-19. (2020). *The peninsula Qatar's Daily Newspaper*. Consulté à l'adresse <https://www.thepeninsulaqatar.com/article/07/04/2020/Italian-FM-thanks-Qatar-for-donating-field-hospitals-for-fighting-Covid-19>

enverra une cargaison d'équipements médicaux au Liban. Cet envoi illustre la solidarité de ces deux pays. Toutes ces initiatives fabriquent l'image d'un État qui privilégie le dialogue et le consensus pour peser dans le concert des nations.

Parallèlement, l'analyse de l'action diplomatique qatarie, désormais bien documentée, permet d'examiner les facteurs de son surgissement dans le concert des nations et d'en comprendre les évolutions. Sa situation stratégique et son environnement régional incertain imposent aux décideurs qataris d'adopter une politique étrangère « *multidimensionnelle et multidirectionnelle* ».

En effet, le Qatar s'est appliqué, ces dernières années, à développer une stratégie de diversification, en mobilisant son fonds souverain, Qatar Investment Authority (QIA). Le fonds utilise de nombreuses filiales sectorielles et géographiques lui permettant de disposer d'une véritable toile d'investissement rentable. À la différence de l'Arabie saoudite, « (...) *qui privilégie les obligations dans les États les mieux notés à l'échelle du monde et affectionne les fonds de pension nord-américains* », le fonds cible principalement ses participations en Europe, aux États-Unis et en Asie, dans des secteurs comme l'immobilier, l'industrie, la technologie, la santé et le sport. Le portefeuille d'actifs du fonds s'évalue aujourd'hui à près de 300 milliards de dollars (270,68 milliards d'euros), contre 130 milliards (117,29 milliards d'euros) en 2013.

Mais encore, le 11 juin 2018, Doha avait saisi la Cour de justice internationale contre les É.A.U. en raison de « *violations alléguées de la convention internationale* » sur les discriminations raciales. Le Qatar reproche à Abou Dhabi d'avoir pris des mesures de rétorsion contre les citoyens qataris résidant aux Émirats depuis le début de l'embargo, notamment l'interdiction pour des Qataris d'entrer ou de transiter par les Émirats, la fermeture de l'espace aérien et des ports émiratis au trafic vers et depuis le Qatar, et une discrimination contre des étudiants aux Émirats. Doha avait demandé à la CIJ d'ordonner aux Émirats « *de suspendre et d'abroger immédiatement les mesures discriminatoires actuellement en vigueur* » et « *de condamner publiquement la discrimination raciale à l'égard* » des Qataris. La CIJ avait en partie donné raison au Qatar en juillet 2018, en ordonnant aux Émirats arabes unis de protéger les droits des citoyens qataris.

Les Émirats ont contre-attaqué en mars auprès de la même Cour, accusant à leur tour Doha « *d'entraver les efforts déployés par les Émirats pour venir en aide* » aux citoyens qataris et réclamant une indication de mesures conservatoires « *afin de sauvegarder leurs droits procéduraux* » et « *d'empêcher le Qatar d'aggraver ou d'étendre encore le différend entre les parties (...)* ». Il s'agissait, entre autres, pour les Émirats de faire invalider la plainte qatarie. C'est donc cette demande qui a été rejetée par la CIJ.

Le Qatar sort donc vainqueur de la bataille judiciaire menée contre lui. En effet, le 14 juin 2019, la Cour internationale de justice de La Haye a rejeté la demande de mesures spéciales contre le Qatar qui avait été présentée par les Émirats arabes

unis. Le Comité national des droits de l'homme du Qatar s'est félicité dans un communiqué de la décision de la CIJ. « *Le NHRC estime que la politique de fuite en avant des Émirats arabes unis pour couvrir leurs crimes et leurs violations contre le peuple qatari et les peuples du Golfe sera stérile et n'empêchera pas (...) la condamnation internationale* », précise le communiqué.

Principal organe judiciaire des Nations unies, la Cour internationale de justice de La Haye ne possède pas de pouvoir de coercition sur les États. Le différend judiciaire entre les deux émirats a donc surtout une portée symbolique, mais cette dimension est centrale dans la guerre de communication qu'ils se livrent. Sur ce terrain, Doha vient de remporter une nouvelle bataille.

Enfin, si le Qatar n'est pas précurseur en matière d'assouplissement des réglementations qui ont cours dans les pays du CCG, le pays accélère toutefois les réformes et force finalement les autres nations à lui emboîter le pas, au risque s'ils ne le font pas de voir les entreprises internationales leur préférer Doha. Un atout du régime est le soutien de la population. Si le voisin saoudien se targue du soutien sans faille de sa jeunesse au prince héritier Mohamed Ben Salman, le cheikh Tamim, lui, dispose d'une réelle approbation de la part de son peuple.

Le cheikh Tamim est, à 33 ans, le plus jeune chef d'État du monde arabe. Depuis son avènement, il évolue dans un environnement diplomatique régional qui lui est hostile, ce qui fait du pays un laboratoire pour les voisins, aussi bien en termes de politique extérieure qu'intérieure. Ainsi, le Qatar a assoupli sa législation sur la kafala, système de tutelle des travailleurs longtemps décrié par les ONG et associations de défense des droits des travailleurs migrants, car il obligeait les travailleurs à demander l'assentiment de leur tuteur pour changer de travail ou même voyager à l'étranger. Les employeurs n'ont en théorie plus le droit de confisquer les passeports des travailleurs étrangers, pratique jusque-là courante. De même, en septembre 2018, le pays a annoncé qu'il mettait fin au permis de sortie pour la plupart des travailleurs étrangers, geste salué par l'Organisation internationale du travail (OIT). Le Qatar a également fait savoir qu'il proposerait chaque année une centaine de permis de résidence permanente à des travailleurs qualifiés, en autorisant les étrangers à détenir 100 % des parts d'une compagnie, tous secteurs compris, chose inconcevable il y a encore quelques années dans les pays du CCG.

Ce que les autorités qataries qualifient de « *blocus* » et que le quartet appelle le « *boycott* », a principalement affecté l'économie du pays dans le tourisme (1,8 millions de touristes internationaux en 2018, soit 19 % de moins que l'année précédente), l'immobilier (chute des prix de 10 % depuis juin 2017) ou encore la compagnie aérienne nationale Qatar Airways qui a dû revoir entièrement ses couloirs aériens. Mais au-delà des nombreuses critiques légitimes qui lui sont adressées, le Qatar est un pays qui a une force de résilience inouïe puisqu' il a su rebondir économiquement, grâce à d'autres domaines, face au blocus du quartet et a su pallier à la crise récente du covid-19. En effet, les forces du Qatar résident tout d'abord dans le fonds souverain assez fourni dont il dispose et les

investissements diversifiés et continus du QIA afin d'anticiper un jour la fin de la rente de gaz et parachever son développement durable. Ainsi, le QIA continue à investir malgré la pandémie par sécurité. Il s'agit de s'assurer aussi à bas coût des investissements rentables, essentiellement de plus en plus tournés vers l'Amérique et l'Asie. D'ailleurs, un programme de soutien de plus de 20 milliards de dollars aux entreprises mondiales a été annoncé récemment²⁵⁴.

En conclusion, la péninsule est passée, en à peine 50 ans, d'un pays de pêcheurs à un géant du pétrole et du gaz dont le PIB par habitant est l'un des plus élevés du monde. Ce petit pays a réussi, grâce à un gouvernement soucieux de son peuple, à concurrencer les États les plus riches et les plus puissants. Ainsi, le Qatar a non seulement su investir dans les programmes sociaux, le logement, la santé, l'éducation et les retraites mais sa politique de médiation et de pacifisme lui a permis de forger des relations amicales avec des pays occidentaux et orientaux. On ne peut que comprendre alors toutes ces campagnes menées contre lui mais aussi et surtout ne pas s'en inquiéter outre mesure. Effectivement, le Qatar se distingue par sa transparence politique, accueille la plus grande base américaine mondiale hors-sol et joue un rôle stratégique dans la résolution de certaines crises régionales de par ses alliances complexes et sa diplomatie. Enfin, le Qatar, une puissance émergente, évince le Japon, l'Australie, la Corée du sud et les États-Unis, quatre candidats de taille, et accueille un événement sportif mondial, la Coupe du monde de football 2022 !

²⁵⁴ Boussois, S. (2020). Comment le fonds souverain qatari rebondit après la crise du COVID-19. *La Tribune*. Consulté à l'adresse <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/comment-le-fond-souverain-qatari-rebondit-apres-la-crise-du-covid-19-848869.html>

Achévé d'imprimer en France par TDME

AOUT 2020

ISBN : 979-10-93946-20-7